

الجزيرة

SELON LES AUTONOMISTES

Téhéran prépare
une nouvelle offensive
au Kurdistan

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
17 fr. ; Canada, 9,15 \$; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ;
Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 25 s. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 120 rs. ;
Italie, 600 L. ; Japon, 200 y. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
200 esc. ; Suède, 225 p. ; Suisse, 3,75 fr. ;
Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 25 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 2

S. RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 05

C.C.P. 8397-2 PARIS

Tél. : 246-72-23

L'aggravation des troubles en Corée du Sud fait craindre à Washington une véritable guerre civile

Destabilisation ?

Pour la troisième fois depuis l'extension de la loi martiale en Corée du Sud dans la nuit du 17 au 18 mai, les États-Unis ont engagé jeudi le gouvernement de Séoul à trouver une solution pacifique aux troubles qui secouent le pays. Ils ont en même temps mis en garde Pyongyang contre la tentation de profiter de la situation confuse qui règne en

Sud. Simultanément, le Pentagone a décidé de hâter l'envoi au Japon de deux « radars volants » dont l'équipement en systèmes permettrait de détecter avec une grande précision tout mouvement de troupes nordistes. Le déploiement de ces appareils à Okinawa n'était pas prévu avant le mois de juillet. C'est dire avec quelle attention les États-Unis suivent l'évolution des événements. Le retour précipité à Séoul du général Wickham, commandant en chef des forces américano-sud-coréennes, qui se trouvait à Washington, en est encore un signe. La Corée du Sud a toujours occupé une place importante dans le dispositif militaire américain de défense du Pacifique. Plusieurs escadilles de chasseurs-bombardiers F-4 sont stationnées dans le pays, contre un contingent terrestre de quelque trente mille hommes, dont le maintien par Washington a une signification principalement politique, l'armée sud-coréenne étant l'une des mieux équipées du monde.

Après son arrivée au pouvoir, M. Carter, qui désirait concilier les impératifs de la stratégie militaire en Asie et son attachement aux droits de l'homme, avait annoncé son intention de retirer progressivement les effectifs militaires terrestres des États-Unis de la Corée du Sud, dont le régime était jugé par trop autoritaire. Sur le fond, ce réajustement prenait la suite de la « doctrine » formulée par M. Nixon en 1969 à Guam, selon laquelle il fallait laisser aux asiatiques le soin de défendre l'Asie. L'évolution de la situation dans le Sud-Est asiatique, les opérations du Japon et sans doute les réserves de la Chine, ont contrarié les plans de M. Carter comme la chute de Saigon avait empêché d'abandonner ceux des précédentes administrations américaines. A ce jour, seuls quelques milliers de G.I. ont quitté leurs bases sud-coréennes pour être rapatriés aux États-Unis.

Pas plus que Washington, Tokyo et Pékin n'ont intérêt, dans la situation internationale troublée existant actuellement, à une déstabilisation en Corée. Confrontés à un renforcement constant de la puissance aérienne et navale soviétique dans le Pacifique, les dirigeants japonais n'ont pas manqué, ces derniers temps, d'exprimer aux Américains le souci que leur causait le déclin de leur présence dans diverses régions du monde.

Quant aux Chinois, ils ne peuvent évidemment partager le point de vue des États-Unis, qui continuent à qualifier la Corée du Sud de rempart contre le communisme en Asie, ils ne sauraient voir d'un mauvais œil un renforcement de la résistance américaine aux tentatives de pénétration soviétique dans cette région du monde. Pékin continue, certes, à réclamer rituellement le retrait militaire des États-Unis de Corée du Sud. M. Harold Brown, le secrétaire américain à la défense, avait cependant déclaré significativement, après ses entretiens avec les dirigeants chinois en janvier dernier, que les États-Unis et la Chine considéraient que « dans une période troublée, une alliance atlantique forte et une Asie du Nord-Est stable sont essentielles à leur sécurité respective ». Cette formulation ne pouvait que concerner la Corée.

Pour éviter les risques de dérapage à Séoul, dont les conséquences seraient imprévisibles, les États-Unis devraient cependant décourager plus activement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant les tenants d'un retour à un régime fort. Un loin de sang ne ferait que rendre, pour longtemps, impossible la libération, qu'ils assurent appeler de leur vœux.

Les troubles s'aggravent en Corée du Sud, en dépit de la loi martiale et de l'appel, lancé jeudi 22 mai, par le nouveau chef du gouvernement, M. Pak Chong-hoon, à un retour au calme. L'ensemble de la province de Cholla, foyer de l'insurrection, est presque entièrement isolé par l'armée du reste du pays. Ce vendredi matin, les militaires ont mis en position des chars lourds à la périphérie de Kwangju, la capitale de la province. Le général Lee Hui-song, commandant de la loi martiale, a fait lancer des tracts sur la ville invitant les habitants à rentrer chez eux.

Ces préparatifs pourraient indiquer que, malgré les conseils de modération prodigués par les États-Unis, les militaires n'ont pas renoncé à réduire l'insurrection par la force. Cependant le Pentagone, qui, selon notre envoyé spécial, redoute une guerre civile, a renforcé son dispositif d'alerte et de contrôle au Japon et mis en garde la Corée du Nord contre la tentation de profiter de la situation pour commettre une « dangereuse erreur de calcul ».

Une répression féroce

De notre envoyé spécial

Sunchon. — Dans un rayon de 100 à 150 kilomètres autour de Kwangju, où se déroula depuis trois jours une véritable insurrection armée, les autorités militaires ont mis en place un dispositif destiné à boucher tout le sud de la province de Cholla et à isoler les foyers de rébellion. Depuis jeudi 22 mai, en effet, les troubles ont tendance à s'étendre. A l'ouest, le port de Mokpo, à une soixantaine de kilomètres de Kwangju, est aux mains des manifestants, les autorités ayant déserté la ville. L'insurrection a commencé au début d'après-midi, mercredi, lorsque trois cents personnes sont arrivées de Kwangju dans des camions militaires pris à l'armée. Dans la nuit, une foule estimée à plus de trente mille personnes déferla sur la ville, incendiant le siège local de la K.C.I.A. (service de renseignements), la station de radio, la mairie, les bâtiments de l'administration portuaire et prenant le contrôle de la ville : la police municipale avait dû être évacuée sur des vedettes de la marine. Selon des témoins, certains policiers, quittant leur uniforme, se sont joints aux manifestants.

Comme Kwangju, Mokpo, qui est la ville natale de M. Kim Dae-jung dirigeant de l'opposition armée, samedi dernier, semble en proie à une anarchie totale. La rébellion y aurait été moins meurtrière qu'à Kwangju, car l'armée est restée dans ses cantonnements. Les communications avec ce port de deux cent dix mille habitants sont coupées. L'insurrection tend à gagner les bourgs des environs, l'armée a encerclé le région.

Jeudi, d'autres manifestations étaient signalées à Posang, Pohyo et Changhung, autour de Kwangju. A Songjongni, les manifestants ont mis le feu à l'usine de pneus Saemyang, la plus importante du pays. Dans l'île de Wando, des émeutes auraient également commencé, la population s'empare des locaux de la police. Selon le presse coréenne, vendredi, des manifestations se seraient produites aussi au nord de Kwangju, dans la ville de Chonju, capitale provinciale de la partie septentrionale de Cholla.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

La hausse des prix du pétrole ne cesse de s'accroître

Le Nigéria a informé ses clients, le 22 mai, d'une hausse des prix de son pétrole de 2 dollars par baril, qui porte le prix de la qualité Bonny léger à 36,71 dollars par baril. Cette augmentation décidée par le dernier des pays africains membres de l'OPEP qui n'avait pas effectué le relèvement va entraîner un renchérissement du pétrole de la mer du Nord.

En dépit de cette nouvelle vague de hausses, les ministres des vingt et un pays de l'Agence internationale de l'énergie, réunis à Paris le 22 mai, n'ont pas adopté de mesures concrètes. L'A.I.E. est simplement convenue de la nécessité de principe de réduire ses objectifs d'importation pour 1985 et de se réunir rapidement en cas de crise.

D'autre part, la commission mixte du Congrès américain a voté la loi sur l'aide à la production de pétrole de synthèse. Un nouveau pan du programme énergétique de M. Carter va donc être adopté, mais le président se heurte toujours au Congrès en ce qui concerne la répercussion sur le prix de l'essence de la taxe sur les importations de pétrole.

L'impuissance des pays industrialisés

Les pays industrialisés n'ont pas fini de s'inquiéter du renchérissement du pétrole. Le Nigéria vient d'annoncer une hausse de 2 dollars par baril. Le Britannic National Oil Corporation (B.N.O.C.) va faire de même parce que, affirme le secrétaire britannique à l'énergie M. David Howell, le gouvernement de Londres « ne dispose d'aucun pouvoir pour intervenir dans le jeu de l'offre et de la demande ».

M. Otto Lambedorff, ministre ouest-allemand de l'économie, qui présidait le 23 mai à Paris le conseil ministériel de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) et souligne « le danger de récession mondiale et de crise monétaire » qu'entraînerait la dernière vague de hausses de prix, est déçu de ce « nouveau danger » pour les relations économiques internationales.

Le déficit de la balance des paiements des pays industrialisés s'élève à 50 milliards de dollars en 1980, affirme M. Lambedorff (l'O.C.D.E. parlait de 7 milliards de dollars au début de la semaine) alors qu'on entrevoit un excédent de 30 milliards de dollars en 1978. Quant au déficit des pays en voie de développement, il passera de 36 à 70 milliards de dollars. Dans le même temps, les excédents de l'OPEP s'élèveront de 5 à 120 milliards de dollars.

Contrairement à la crise de 1973, les pays industrialisés sont désormais convaincus que les difficultés dans leur approvisionnement pétrolier — et les augmentations de prix qui s'ensuivront inévitablement — vont durer.

Le communiqué final de la réunion de l'A.I.E. précise : « Les ministres ont reconnu que les résultats à atteindre effectivement en 1985 par les pays de l'A.I.E. dans leur ensemble en matière d'importations nettes de pétrole devraient être largement en retrait par rapport à l'objectif de groupe actuel pour 1985 (26,2 millions de barils par jour) ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 40.)

L'AFFAIRE DE BROGLIE

Une mise au point
de M. Christian Bonnet

Lire page 32

AU JOUR LE JOUR

Subversion

La liberté de circulation dans les cités universitaires de nuit comme de jour et l'égalité de traitement réservé aux garçons et aux filles furent à l'origine de l'agitation de mai 68.

La fraternité entre étudiants français et étrangers est responsable des troubles de mai 68.

Aussi devient-il urgent d'effacer sur les frontons des matrices ce slogan subversif : liberté-égalité-fraternité.

ARTHUR.

Conduite des affaires et valeurs culturelles

par PIERRE DROUIN

La crise n'a pas arrangé l'image de l'entreprise. On reproche à ses dirigeants d'investir avec parcimonie, de laisser les jeunes piteux devant les grilles des usines ou la porte des bureaux, de salir la nature, de renchérir devant la réduction du temps de travail, etc.

De plus en plus de responsables se rendent compte de ce trouble, et le calme social relatif — ponctué de quelques actions brèves et violentes — n'est pas de nature à les réjouir. Plutôt que de chercher l'inspiration du côté de quelques « gourous », des patrons de pointe s'engagent aujourd'hui à mettre en place des stratégies et des structures qui permettent de traiter les problèmes de leur personnel avec la même attention que leurs clients.

Il ne s'agit pas d'un virage brusque. En 1972, le C.N.P.F. lors de ses assises de Marseille, s'interrogeait sur les nouvelles aspirations des salariés, consacrait l'essentiel de sa réflexion à l'amélioration des conditions de travail. En 1976, Alain Chevalier lançait son « Bilan social de l'entreprise » (1) et, en 1977, lors des assises de Paris, le C.N.P.F. à nouveau sortait un catalogue impressionnant d'initiatives de politique sociale et sur le tas.

Le fait est que, sans doute que le patronat se rend mieux compte, comme le disait M. François Ceyrac (2), que l'entreprise change sous la pression des mutations de la société. De plus en plus nombreux sont ceux qui cherchent à analyser ces mutations pour en tenir compte dans la manière de diriger la firme. C'est ainsi que quelques-uns d'entre eux sont venus récemment « colloquer » sur ce thème (3) et échanger des vues avec des sociologues français, japonais, américains et allemands. M. Alain de Vulpien, qui, à la tête de la COFREMCA, suit l'évolution socio-culturelle avec les moyens les plus scientifiques possibles, a dressé une sorte de « carte » pour 1979, traduisant les

évolutions les plus remarquables depuis 1974. Parmi les attitudes qui ont le plus progressé, notons : le besoin d'enrichissement, d'expression personnelle, d'un ordre moins affirmé. Cela se traduit, au niveau de la firme, par le souci que le personnel de rester sur place, de communiquer davantage, et de sentir s'alléger le poids de la hiérarchie. Comment faire passer dans les faits l'expression de ces besoins ? L'attachement à la firme ne s'explique pas seulement par ce que l'on pourrait appeler l'« effet Lip ».

(Lire la suite page 41.)

< LOULOU >, DE MAURICE PIALAT, A CANNES

Nelly et son loupard

Légère déception jeudi, à Cannes, pour la dernière soirée du Festival, avec le Loulou de Maurice Pialat. On aime bien Pialat, ce mélange de tendresse et de brutalité qui le caractérise, cet œil qui rien ne réchappe, ses audaces de timide L'Éclat nous le Gueule ouverte. Nous ne violons pas ensemble, étaient des films dont on sortait remués, touchés au cœur. Est-ce la fatigue du Festival ? L'histoire de « Loulou » (rien à voir avec Wedekind, Berg ou Pabst) et de Nelly nous a laissés froids. Non que le film soit raté, loin de là, mais parce que l'intelligence et la sensibilité de la mise en scène de Pialat ne parviennent pas toujours à transcender l'extrême banalité romanesque de l'intrigue.

Plutôt que Loulou, le film aurait pu s'appeler Nelly. C'est elle, en effet, la femme, qui mène le jeu. Épouse d'André, un ouvrier à la fois beau, jeune, et très riche, mais dont l'éducation, le mode de vie et les valeurs culturelles correspondent à son propre milieu social (le moyen bourgeois), Nelly a un coup de foudre (mieux vaudrait dire un coup

de sang) pour Louis, loupard et chômeur sans complexe. André s'accroche en vain. Nelly a fait son choix.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 28.)

LE PALMARÈS DU FESTIVAL

- La palme d'or est partagée entre « KAGE-MUSHA » (Japon) et « ALL THAT JAZZ » (États-Unis)
 - Prix spécial du jury à « MON ONCLE D'AMÉRIQUE », d'Alain Resnais (France)
- (Voir page 28.)

OLIVIER GUICHARD
Mon Général
GRASSE

idées

Une stratégie d'État

Cette stratégie qui a une histoire, de la guerre d'Algérie et mai 68, l'Etat se donne les

Qualifier la violence de « phénomène urbain » résume l'enjeu et la forme de cette stratégie : contrôler les villes. Ainsi à Sarcelles peut fonctionner une unité canine légère (un chien, deux policiers, une 4L). Une telle agression, insupportable dans une manifestation, peut être admise par le blais de cette stratégie. Qu'est-ce qu'assimiler la violence à la ville, sinon carac-

Une telle politique est antipopulaire, on ne peut rien en faire et certainement pas la tirer à gauche. Les masses ne peuvent que la briser.

La cage

qui station la code penal. La France est un pays où les histoires d'émour commencent par des balters et s'achèvent devant le juge d'Instruction.

CEUX QU'ON N'EXALTE JAMAIS

Et puis, en ouvrant mon journal, et pour faire bonne mesure, j'apprends que, dans un dancing de la plaine du Forez, des « jeunes », une quinzaine nous dit-on, frères dans le comportement de ceux qui pillent les vestiaires des stades, se sont livrés à un déplorable massacre de voitures.

droiture, de la volonté, de l'esprit d'équipe », qui est une forme de solidarité des hommes, d'une jeunesse qui existe, immense et saine heureusement. De celle-là qui ne parle jamais.

(*) logéoleux.

RÉPLIQUE A... ALFRED GROSSER

Vers une « sécession sociale »

Après le refus de jouer le jeu politique, nombre d'entre eux refusent de s'inscrire sur les listes d'élections : c'est une marginellité voulue, désirée. Ensuite, il y a ceux qui choisissent de créer des isolats, des micro-sociétés - avant leurs propres

Changements d'adresse dé-
nités ou provisoires (de 2
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

RÉPLIQUE A... ALFRED GROSSER

Vers une « sécession sociale »

Après le refus de jouer le jeu politique, nombre d'entre eux refusent de s'inscrire sur les listes d'élections : c'est une marginellité voulue, désirée. Ensuite, il y a ceux qui choisissent de créer des isolats, des micro-sociétés - avant leurs propres

Changements d'adresse dé-
nités ou provisoires (de 2
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Vient de paraître:

**Annuaire
statistique
de
l'Unesco
1978-79**

**Nouvelle édition
revue et augmentée**

statistical yearbook
annuaire statistique
anuario estadístico

1978-79

UNESCO

Domaines couverts:

Population (Tableaux de référence)

Éducation
Tableaux récapitulatifs pour tous les degrés d'enseignement, par continents, grandes régions et groupes de pays; Système scolaire et taux d'inscription, par pays; Enseignement préprimaire du premier et du second degré; Enseignement du troisième degré; Dépenses de l'enseignement.

Science et technologie
Personnel scientifique et technique; Dépenses affectées à la recherche et au développement scientifique; Indicateurs sélectionnés du développement scientifique et technologique et sujets particuliers.

Culture et communication
Tableaux récapitulatifs pour la culture et la communication, par continents, grandes régions et groupes de pays; Bibliothèques; Musées et institutions similaires; Théâtre et spectacle; Édition de livres; Journaux et autres périodiques; Papier culturel; Film et cinéma; Radiodiffusion sonore; Télévision.

En vente:
France (210 F): La Librairie de l'Unesco 7, place de Fontaine, 92120 Nanterre, France.
Belgique (1725 FB): "Service Courrier de l'Unesco" 202, rue de la Woluwe 62, 1200 Bruxelles.
Suisse (103 FS): Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 Genève.
Autres pays: Pour connaître l'agent de vente, s'adresser à l'Unesco.

Cette nouvelle édition de

L'Annuaire statistique, trilingue (français, anglais, espagnol), comme les précédentes, présente les données disponibles fin de l'année 1978. Cet ouvrage a été établi par l'Office des statistiques de l'Unesco avec la coopération des services nationaux statistiques et avec le concours du Bureau de la statistique de la Division de la population des Nations Unies. Il couvre plus de 200 pays ou territoires et comprend 89 tabl. *aux statistiques* et 5 annexes présentés dans un volume cartonné et plastifié de 1278 pages au format de

22 x 28 cm.

Unesco, bureau D80),
cours du Roi, 1060 Bruxelles.
Tél.
Unesco, 7, place de Fontenay

Après le refus de jouer le jeu politique, nombre d'entre eux refusent de s'inscrire sur les listes d'élections : c'est une marginellité voulue, désirée. Ensuite, il y a ceux qui choisissent de créer des isolats, des micro-sociétés - avant leurs propres

Changements d'adresse dé-
nités ou provisoires (de 2
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

[illegible]

Le Monde

étranger

ASIE

Une répression féroce en Corée du Sud

(Suite de la première page.)

Les routes étant bloquées par des barricades, en particulier l'autoroute reliant Séoul à Pusan, les communications sont stoppées dans tout le sud. À Hwasan, à 15 kilomètres de Kwangju, on voyait, jeudi, le long de la route des files de plusieurs milliers de personnes venant de la ville insurgée, nombreux étant ceux qui préféraient quitter les lieux.

Un foyer traditionnel d'agitation

L'armée cherche non seulement à isoler les foyers d'insurrection les uns des autres, mais aussi à éviter que l'agitation de la province de Cholla ne gagne celle, voisine, de Kyongsang et les villes de Pusan et Masan, où se sont déroulées, en octobre dernier, des émeutes qui auraient fait une dizaine de morts.

Sur le pont franchissant le riviéra Somjin, séparant les deux provinces, les militaires, disposant d'autobus, de camions, de voitures, fouillent les camions et vérifient systématiquement l'identité des passagers.

Depuis le dix-neuvième siècle, les habitants de Cholla ont la réputation d'être des extrémistes : cette province fut en effet le foyer de la révolution du Tong Hak, un mouvement religieux défendant des idées égalitaires, qui fut à l'origine d'une union des paysans pauvres de la région. Ceux-ci tentèrent, en 1894, une marche sur Séoul. La révolte fut matée grâce à l'intervention des Japonais et à la répression par le pouvoir central, et qui ailleurs allaient profiter de l'occasion pour

mettre la main sur la Corée. De cette époque, les habitants de Cholla, victimes d'une répression féroce, ont gardé une hostilité presque vengeresse à l'égard des autorités gouvernementales.

Comment peut évoluer, aujourd'hui, la situation ? Selon les autorités de Séoul, des pourparlers auraient commencé entre le commandement militaire de la région de Kwangju et un comité de citoyens dirigé par l'évêque de la ville. On traiterait une reddition des insurgés, affirme la presse de Séoul vendredi. L'optimisme affiché par le gouvernement ne reflète peut-être que partiellement la situation. Ce début de dialogue évite sans doute momentanément une escalade, mais on peut s'interroger sur les chances que ces négociations ont d'aboutir.

La confusion est telle à Kwangju, notamment évacuée par l'armée dans la nuit du mercredi à jeudi, que l'hélicoptère du premier ministre n'a pu que survoler la ville, dans la matinée de jeudi, en diffusant par haut-parleur des appels au calme. Le nouveau chef du gouvernement a, dit-on, été profondément surpris par l'ampleur de l'insurrection dans cette « ville sans loi ». Les autorités, qui reconnaissent que Kwangju est complètement aux mains des insurgés et que les combats ont fait de nombreux morts, ne révèlent cependant aucune partie des exigences des manifestants : ce qui explique peut-être leur optimisme de façade. D'après les conversations que nous avons eues mercredi et jeudi avec les habitants de Kwangju, ceux-ci ne cherchent en rien, pour l'instant, une « solution honorable » fondée principalement sur la promesse des auto-

rités de ne pas exercer de répression. Les insurgés ont fait des demandes précises dont les trois principales sont : la levée de la loi martiale, la libération de M. Kim Dae-jung et le démantèlement du pays qui contrôle l'armée et est jugé responsable des exactions commises à Kwangju. Toutes les tentatives de médiation des manifestants portent en caractères énormes : « Mort à l'assassin Chon ! ». « Tant que ces trois exigences ne sont pas satisfaites, la lutte continuera », affirment nos interlocuteurs. Même si de tels propos reflètent les vus des insurgés, on ne peut nier que l'atmosphère à Kwangju et dans les villages voisins n'était guère, jeudi, et la remise des armes.

Une tension extrême règne entre l'armée et la population en raison de la répression féroce à laquelle se seraient livrés les militaires et de « les manifestants de Kwangju ont donné un tableau impressionnant. Ainsi, un médecin raconte que les soldats sont venus lui arracher des mains un étudiant qui était en train d'opérer, d'autres habitants nous expliquent que plusieurs personnes ont été traitées au bout d'une jeep ou encore que les parachutistes ont chargé la foule à la baïonnette, sans parler de détails plus atroces encore. On peut imaginer que dans l'état de surexcitation dans lequel se trouve la population et la ne doit pas ménager les soldats qui lui tombent entre les mains.

Les insurgés, non seulement à Kwangju, où ils ont désarmé, selon les versions, une ou deux compagnies, saisi leurs armes et plusieurs

autobus, pris des explosifs dans une mine, mais aussi à Mokpo, où ils ont désarmé la police, peuvent maintenant, pendant plusieurs jours, mener un combat de rue qui se soldera par un bain de sang avant que l'armée ne reprenne le contrôle de la situation.

Washington

plaide pour l'apaisement

On s'attendait, dans la nuit de mercredi à jeudi, à une intervention militaire massive à Kwangju. Celle-ci n'aurait été évitée que sous la pression des États-Unis. Les Américains pensent qu'une telle initiative serait, en fait, le signal du déclenchement d'une véritable guerre civile. L'ambassadeur américain à Séoul avertit ce sujet un long entretien avec le président. Les négociations sont engagées, mais on peut d'abord se demander si les comités de citoyens représentent vraiment une population qui semblait ces deux derniers jours n'avoir aucun chef et ensuite quel compromis peut se dessiner concernant les deux points principaux des demandes des insurgés.

En ce qui concerne la libération de M. Kim Dae-jung, dont l'arrestation a été l'une des causes de la révolte, les autorités militaires ont rendu public, jeudi, les résultats d'une « enquête préliminaire » sur ses agissements. Ce texte, tend, é faire de M. Kim Dae-jung un agent communiste recevant des fonds du Japon (CHOSOREN). Il est, en outre, accusé d'avoir tenté des manifestations émeutières à Séoul et dans le reste du pays, et d'avoir



donné de l'argent aux chefs du mouvement, ainsi que d'avoir provoqué la rébellion à Kwangju. Celle-ci, selon les autorités militaires, serait menée par des « voyous » et des « espions » établis dans la ville depuis de longues années.

La première allégation ne paraît guère fondée jusqu'à présent. On n'a enregistré, en dépit de l'insurrection qui règne, aucun acte de vandalisme ou d'attaque de banque. Ce type de « révolution » paraît pour le moins inapproprié, étant donné la situation, et n'a fait d'ailleurs que durcir la position des insurgés. En ce qui concerne la deuxième demande de ceux-ci, la démission du général Chon Toohwan — dont la presse de Séoul ne souffle mot —, il est peu probable qu'elle soit exécutée, le chef des services de renseignements ne paraissant guère disposé à abandonner son pouvoir. Un compromis pourrait être trouvé dans le cas de M. Kim Dae-jung, mais sa libération ferait de lui un héros national, ce que les autorités ne souhaitent évidemment pas.

La crise connaît ce vendredi une phase de calme relatif, l'escalade qui aurait conduit à un carnage ayant été momentanément évitée. Pour l'instant, au bas mot, d'après les services de renseignements à Kwangju, une cinquantaine de cadavres dans les hôpitaux ont été dénombrés ; selon les manifestants, il y aurait en fait « des centaines de morts ».

PHILIPPE PONS.

● M. Philippe Machefer, sénateur socialiste des Yvelines, qui revient de Corée du Nord, où il conduisait une délégation parlementaire, a déclaré : « Le risque serait grave d'attribuer à l'action du Nord les événements actuels et d'accroître la tension d'une menace militaire à l'égard de la Corée du Sud. Ce sont les conditions faites aux Coréens du Sud, privées de tous droits politiques et sociaux, qui expliquent leur révolte, mais aussi le sentiment national blessé d'un peuple arbitrairement divisé ».

AMÉRIQUES

Canada

APRÈS LE RÉFÉRENDUM AU QUÉBEC

Les fédéralistes aussi bien que les « péquistes » sont divisés sur la tactique à suivre

De notre envoyé spécial

Montréal. — C'est vrai, on n'a plus le choix. Il faut retourner au référendum, renoncer au pouvoir, accepter l'idée que l'on a perdu deux ans, même si ce n'est pas facile. Il n'y a qu'un objectif, une seule idée à vendre : l'indépendance. Le maquisard ne mène nulle part, sauf à l'échec ! Encore un peu, il triomphera ! M. Pierre Bourque, mais d'un triomphe amer. Après tout, il s'est battu comme bien d'autres, plus que d'autres peut-être, pour la victoire du « oui », lui, le fédéraliste « historique » qui fut un jour, bon gré mal gré, cédant à l'ascendant de M. René Lévesque. Mais aujourd'hui l'heure est aux comptes, pas aux nuances. Et s'être agité sur les estrades tout au long d'une dure campagne lui donne le droit d'examiner de désigner à sa guise les responsables d'un échec qu'il avait prévu.

Et si ne ven pas à la base, dit-il, une stratégie erronée : comment vendre une idée sans jamais en parler ? Or, sept ans, le parti québécois écrivait soigneusement de parler d'indépendance. Sa souveraineté-association n'est qu'une auberge espagnole, qui croit séduire mais ne trompe personne. A quoi bon vouloir l'indépendance si on s'accuse et si on se défend à tout bout de champ d'être indépendantiste ? Résultat : les fédéralistes, pendant des mois, ont promis de tout changer dans l'ordre, à condition de dire « non » à l'indépendance. Et nous — pour

ressurer — n'avons cessé de jurer que rien ne serait bouleversé ! Principaux accusés : une stratégie, l'écueilisme, et l'homme qui l'incarne : M. Claude Morin, ministre québécois des affaires intergouvernementales. Leur échec, consommé le 20 mai par le large succès du « non » au référendum, n'a pas tardé à révéler les écarts de ceux qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du parti québécois, rognèrent leur frein mais jouèrent le jeu, faite de mieux sans illusion. La porte serait-elle donc ouverte à de nouveaux radicalismes venant de l'extérieur ? M. Pierre Bourque, vice-président du parti, a dit que c'était la question à se poser. Mais il a aussi dit que le parti ne devait pas se laisser entraîner par le choc, certains veulent donc croire qu'il ne s'agit que d'un accroc, un dérapage, une fâcheuse parenthèse à refermer

Ne pas céder à la précipitation

Pas si simple, pas si vite. L'aspirant de la droite à certains assomés des péquistes. On est ressortis hagards, hébétés, comme d'une collision, avoue Mme Louise Harel, vice-présidente du parti. Et puis on s'est dit : pour voir si on était bien. Pour se rendre compte, finalement, qu'il n'y avait pas trop de mal. A moitié remis du choc, certains veulent donc croire qu'il ne s'agit que d'un accroc, un dérapage, une fâcheuse parenthèse à refermer

au plus vite. Et le petit jeu des scénarios bat son plein dans les bistrot de la rue Saint-Denis. Aux révisions stratégiques proposées par les radicaux, on préfère bien souvent — pour l'instant — de simples réajustements qui, même sérieux, empêchent de céder à la précipitation.

Dans la bataille, il est vrai, le P.Q. a perdu l'initiative et se trouve désormais contraint de s'adapter au mieux aux tactiques adoptées par ses adversaires libéraux à l'échelon fédéral et provincial. Or est-ce un atout pour les fédéralistes ? M. Pierre Eliot Trudeau et Claude Ryan, chef de l'opposition québécoise, ne semblent pas s'accorder sur les priorités. Le premier, ravi, bien sûr, du résultat du référendum, s'attache à ne point trop le manifester, et volontiers m'a gaminé ménage les vaincus. « La balle est retournée dans le camp fédéraliste », avait conçu M. Lévesque au soir de la défaite : très juste, paraît répondre le premier ministre canadien, qui s'empresse de déclarer grand ouvert le dossier de la révision constitutionnelle. Mais il a aussi la « volonté de changement exprimée au Québec ». Et de dépasser son lieutenant, M. Chrétien, ministre de la Justice, à travers les promesses de développer le terrain. Objectif : une grande conférence fédérale provinciale avant l'été. A Ottawa, on opte pour la marche forcée.

Les espoirs de M. Ryan

Mais c'est loin de satisfaire les libéraux québécois qui voudraient bien, eux, avant de passer au reste, transformer l'essai et, sur leur actuelle lancée, reprendre au plus vite le pouvoir « socialement » abandonné aux péquistes en 1976. Ne nous précipitons pas, plaide M. Ryan : l'élaboration d'une Constitution toute neuve exige une phase exploratoire pour bâtir un solide consensus entre toutes les provinces. Il sera toujours temps, ensuite, de se réunir solennellement pour discuter des modalités d'application.

L'argument recouvre en fait un calcul évident. Pour les tenants du « non » vainqueur le 20 mai, M. Lévesque est moins que jamais l'homme adéquat pour négocier au nom du Québec le renouveau d'un fédéralisme qu'il ne cesse de combattre.

Pourquoi le laisser jouer un jeu hypocrite, alors que le pouvoir est à prendre comme un fruit mûr, recherchent les amis de M. Ryan. A les entendre, en effet, pas le moindre doute : le Parti québécois

Une « erreur » et une « fausse manœuvre »

La bruyante assurance des libéraux à remettre provisoirement leurs querelles intestines et à faire front en s'accordant, au moins sur la tactique immédiate. Examinez alors la politique du pire — celle d'une opposition-purgatoire dans l'attente incertaine de jours meilleurs —, les revirements devant les électeurs au « bon » moment avec une position renforcée. « Il suffit, assurent déjà certains dirigeants, d'aller à Ottawa et de sortir à Trudeau, qui se dit si pressé, les dossiers présentés depuis qu'il y a vingt ans par les gouvernements successifs du Québec, même les plus timides. C'est sûr : il n'en voudra jamais ! Il ne voit rien d'autre que de continuer à vivre une histoire de langage, ou pire, une invention d'intellectuels petits-bourgeois en mal de pouvoir ». On aura beau jeu alors d'expliquer que même en oubliant la souveraineté-association on cogne sur un mur et que Ryan n'obtiendrait rien de mieux.

Reste cependant à imposer l'idée à nombre de militants soucieux qui, sans suivre pour autant les plus radicaux, s'inquiètent un peu d'un étape... à rebours. La surprise et l'habileté immédiates ne sauraient éluder pour longtemps les vrais questions. Bien des péquistes considèrent aujourd'hui que le référendum était une « erreur », une « fausse manœuvre », et qu'il vaut mieux à tout prendre revenir à la stratégie définie avant 1976 qui consistait à lier, sans rien laisser aux élections, la majorité accordée au parti et l'amorce automatique du processus d'accession à la souveraineté.

Mais n'est-ce pas oublier un peu vite l'essentiel : c'est, avant tout, en s'engageant à dissocier les deux éléments, en permettant donc de recourir à un référendum préalable que M. René Lévesque a créé les conditions de la victoire pour son parti. Erreur, ou erreur désastreuse, à l'ère de 60 % de non. Une « erreur » qu'on n'efface pas d'un simple trait de plume.

DOMINIQUE POUCHIN.

El Salvador

La situation se détériore rapidement

San-Salvador (A.P.P., U.P.I.). — La situation se détériore rapidement au Salvador, où les extrémistes de droite et de gauche annoncent respectivement une offensive imminente contre la junte au pouvoir. Sept groupes clandestins d'extrême droite ont ainsi, fait connaître le jeudi 22 mai la formation d'une « armée secrète anticommuniste » qui se propose, en particulier, d'éliminer certains membres de la junte. L'équipe du gouvernement est composée d'officiers et de représentants de la démocratie chrétienne et compte avec le soutien des États-Unis.

De leur côté, les « lignes populaires du 28 février » (L.F.-28), l'un des trois mouvements d'extrême gauche salvadoriens, ont annoncé l'imminence d'une insurrection populaire. « Une chose est sûre : la grande offensive est pour cette année », a déclaré M. Rafael Velasquez, représentant de cette organisation. Il

a ajouté : « Nous créons en ce moment une véritable armée populaire et nous avons renoncé aux grandes manifestations de masse. Pour cela, chaque jour, nous occupons des écoles, des usines, des villages afin d'apprendre aux gens à manier les armes. Quand le grand jour sera arrivé, nous leur donnerons les armes qu'il faudra et qui sont prêtes ». Enfin, sept cents médecins se sont mis en grève à San-Salvador pour protester contre les intrusions répétées dans l'enceinte d'établissements hospitaliers, de grout, et armés venus assassiner des patients. Quelques heures après le début de la grève, quinze hommes ont fait irruption à l'hôpital de la capitale, ont enlevé une personne blessée par balle qui attendait d'être opérée. La semaine précédente, deux médecins du Cojocopeque, une localité située à une trentaine de kilomètres de la capitale, ont été enlevés, torturés et assassinés.

CARDINAL

MARTY

Chronique
vécue
de l'Eglise
de France

Entretiens
avec Jean Bourdarias

LE CENTURION

ASIE

L'Afghanistan crucifié

II. — Les partis en exil

par MIKE BARRY

Le régime du M. Karmal, mis en place par l'U.R.S.S. à Kaboul, fin décembre 1978, pourait son quadrillage militaire du pays avec un concours de l'armée soviétique, tentant d'écraser par tous les moyens la résistance. La guerre et une répression sanglante ont entraîné la fuite vers le Pakistan de sept cent cinquante mille réfugiés. La solidarité des populations frontalières et l'aide de la communauté expliquent que cette migration n'ait pas pris jusqu'à maintenant des proportions encore plus dramatiques (« la Monde » du 23 mai).

Feshawar. — Dans la ville frontalière de Peshawar, six partis politiques se disputent l'adhésion des réfugiés afghans. Le 21 mars 1980, cinq d'entre eux se sont réunis : le Jamiat-e Islami, ou Rassemblement islamique, dirigé par le vieux théologien M. Borhanuddin Rabbani ; le Harakat-e Enqelab-e Islami, ou Mouvement pour la révolution islamique, de l'ancien député Mohammad-Nabi Mohammadi ; la Jabbat-e Asadi-e Afghanistan, ou Front pour la libération de l'Afghanistan, du vénérable théologien Sebghatullah Mujaddidi ; le Payman-e Etehad-e Islami, ou Pacte d'union islamique, du propriétaire terrien Sayed Ahmed Ghani ; enfin le Hezb-e Islami, ou parti islamique, du vieux chef islamique et rude

chef de guerre M. Mohammad Younus Khalés.

Ces partis se sont donné pour secrétaire général le très jeune chef islamique Gholam Rasoul Sayaf, récemment libéré du camp de concentration de Foy-e Teharkhi, et dont le nom pourrait prendre valeur de symbole : Serviteur du Prophète et porteur du glaive. Malgré leurs appellations sonores, ces partis sont pro-occidentaux et modérés, préconisant une sorte de démocratie islamique plus ou moins libérale. Ainsi le théologien Mujaddidi a longtemps séjourné au Danemark. Chef de guerre à barbe de neige, Younus Khalés, truculente figure traditionnelle, jouit d'une réputation de courage gagnée sur les champs de bataille de l'est de son pays, où il combat parmi les siens. Moins reluisant est le renom de M. Ghani, dit « Ertan », ou « mon cher mon-seigneur » type de propriétaire terrien spolié qui pourrait incarner — à lui seul — ce caractère féodal que le régime pro-soviétique prête à toute la résistance. La nouvelle alliance s'inscrit désormais Etehad-e Islami-e Asadi-e Afghanistan, Alliance islamique pour la liberté de l'Afghanistan. Elle est en partie financée par les monarchies arabes et par le mouvement conservateur pakistanaï Jamiat-e Islami, le Rassemblement islamique, qui contribue à renverser le premier ministre Bhutto en 1977.

Une formation intégriste

Toutefois, le plus impressionnant des partis de Peshawar, le Hezb-e Islami ou parti islamique du jeune « ingénieur » Gulbuddin Hekmatyar — la fleur de la folie, amie de la sagesse — a refusé d'adhérer à l'alliance. Rigide et intraitable dans son intégrisme, aussi anti-occidental qu'anticommuniste, le parti islamique proproprement dit représente le venimeux afghan des frères musulmans : son extrémisme rebute les chefs modérés de l'Alliance.

Depuis 1974, il est solidement installé au Pakistan. Le mouvement avait déjà pris suffisamment d'ampleur, quatre années avant le coup d'Etat pro-soviétique, pour alarmer le prince-président afghan Daoud, dont le parti islamique dénonçait la politique « pro-soviétique ». Nombre de militants furent arrêtés, M. Gulbuddin Hekmatyar se réfugia au Pakistan. Pour contrer la politique irrédentiste de l'ancien président Daoud, qui réclamait l'indépendance des provinces pachounes du Pakistan, et disposer d'une carte politique, Ali Bhutto accorda l'asile à

M. Hekmatyar. Le parti islamique reçoit lui aussi des fonds de pays arabes et également, semble-t-il, du Jamiat-e Islami pakistanaï. Malgré son conservatisme sunnite, le parti islamique a également noué des liens avec les partisans iraniens de l'ayatollah Khomeiny depuis sa prise du pouvoir — mais par une étonnante parité philosophique.

L'influence de l'alliance des cinq partis ne s'étend guère à plus de 100 kilomètres à l'intérieur du pays — et encore est-ce dû au prestige militaire du vieux chef de guerre, M. Younus Khalés, qui combat dans la région natale de l'est afghan pour couper la route menant de Kaboul à la frontière. Toujours au front, opposé à toute restauration de l'ancienne famille royale comme à l'intégrisme de M. Hekmatyar, M. Khalés est un des chefs les plus populaires de la résistance — mais son rayonnement, resté strictement régional, l'Alliance démentie une organisation pour réfugiés ; elle recrute ses adhérents en leur distribuant argent et vivres (elle

n'a pas d'armes). L'organisation afghane humanitaire du docteur Amanollah Hassouli, qui fournit les tentes de l'A.I.C.F. et autres associations, maintient des rapports courts mais distants avec l'Alliance.

L'influence du parti islamique de M. Hekmatyar ne s'étendrait guère plus loin dans le pays

Un militantisme austère

Le lourd bâtiment jaune du parti islamique présente un visage résolument austère — contrairement à la riante villa, entourée d'un jardin et d'une grille, du Front de M. Mujaddidi. La mine sévère, les militaires à la porte, bordées de carapaches de Kalachnikov, fouillent les visiteurs afghans, mais les journalistes de type occidental entrent et sortent un peu comme dans un moulin. Dans la cour se pressent constamment une foule de réfugiés afghans en capes brunes. Dans les bureaux très frustes, ornés seulement de calligrammes coraniques, de photos de résis-

— lui aussi distribue des largesses aux réfugiés — s'il ne bénéficie du soutien de nombreux sympathisants parmi les instituteurs ruraux, fonctionnaires et les jeunes officiers. Ces mêmes catégories sociales ont constitué aussi l'essentiel des adhérents aux partis communistes afghans. Toutefois, le paradoxe n'est qu'apparent.

à Kaboul, où le complet-veston vient désormais du pyjama kaki national, drapé d'un châle, et portant la barbe. A heure fixe, ces jeunes lieutenants de M. Hekmatyar (lequel se montre rarement) interrompent les conférences de presse, pour participer avec ostentation à la prière collective dans la cour. Un militant étouffé se fait réprimander pour s'être prosterné devant un mur où se trouvait par hasard une effigie, grande ou petite, de la statue de l'idolâtrie. Une dure sentence arabe attribuée au Prophète (apocryphe ?), épi-

de l'Occident ; les autres, en proie au même désir, pulsèrent dans les écrits de Lénine, très imparfaitement compris, et voulurent en appliquer les schémas pour créer un Afghanistan nouveau.

Dévorés par une haine irraisonnée contre l'islam — pour des jeunes gens qui avaient perdu la foi, les contraintes rituelles de la vie rurale devenaient, en effet, étouffantes — les marxistes n'avaient cependant guère assimilé de culture occidentale, et demeuraient comme des orphelins culturels. On en a vu le désastreux résultat entre 1978 et 1980, lorsque, servant les régimes de

Taraki et Amin, ils ont cherché à purger leur société de ses éléments « corrompus », intellectuels occidentalisés et clercs musulmans à la fois.

Combien la répression a-t-elle fait de victimes ? Sans doute des dizaines de milliers. Les marxistes s'acharnaient contre leurs rivaux du parti islamique ; nombre de militants de Peshawar, jeunes gens sans doute aussi farouchement fanatiques que leurs bourreaux, mais respectés aujourd'hui de la prison de Foy-e Teharkhi, ont l'auréole du martyr : car nombreux sont ceux dont des lambeaux de chair furent arrachés, qui furent torturés à l'électrocution ou bâtonnés jusqu'à l'évanouissement dans les sous-sols du ministère de l'intérieur.

« Ils ne représentent rien »

Indifférents aux querelles idéologiques, les réfugiés désespérés s'agglutinent aux portes de différents partis, regroupés pour la plupart dans le quartier de Peshawar dit de Faqirabad, surnommé désormais le « Foy-e Kaboul ». Les militants surveillent les accès, Kalachnikov en bandoulière ; quelques pères de famille repartent piochés sous des sacs de farine ; mais beaucoup d'hommes attendent, des heures durant, en quête d'un peu d'espoir. (De nombreux réfugiés envoient différents membres de leurs familles s'inscrire à tous les partis à la fois, dans l'espoir de récolter un peu plus de nourriture.)

Dans la foule, enveloppée de châles, un réfugié tire le visiteur par la manche, la même à part discrètement, lui chuchote : « Frère, tu sais, ces partis ne représentent rien. Nous, on a besoin d'armes, de nourriture, de tout. Alors on vient. » Celui qui parle est un jeune paysan pauvre aux traits mongolo, vêtu à pied

— trente jours de marche — du centre de l'Afghanistan. D'autres se joignent à lui : Nour-tanis aux yeux clairs coiffés de bêtes blanches, Pachouns enturbannés au nez fort et à la barbe égyptienne ; tous confiant de la tête : « Frère, ces partis ne représentent rien. Ils nous volent et ils se passent devant les étrangers. C'est chez nous qu'il y a la résistance. »

Derrière la façade des partis en exil de Peshawar semble se créer en Afghanistan, en effet, un véritable réseau intérieur, clandestin encore, mais qui cherche à se faire connaître, pour résister à l'envahisseur en dehors de toute référence idéologique, autre que l'islam tel qu'il est vécu par l'homme majoritaire du peuple afghan dans les fibres de son être.

Prochain article :
BAROUD D'HONNEUR

LA POPULATION EN 1978

La population de l'Afghanistan, en 1978, comptait six-sept millions d'habitants.

En voici les principales ethnies :

- a) Les Pachouns : 40 % du total. Musulmans sunnites. Vivent dans l'est et le sud. Deux millions de nomades. Langue : le pachoti. (Les Pachouns de la capitale parlent le persan.)
- b) Les Tadjiks : 25 % du total. L'expression « Tadjik » désigne un Persan d'Asie centrale. Musulmans sunnites (et non chiites comme les Iraniens). Vivent dans l'ouest, le nord, l'extrême nord-est. Langue : le persan.
- c) Les Hazaras : 10 à 15 % du total. D'origine mongole.

Musulmans chiites. Vivent dans le centre du pays et à Kaboul. Langue : le persan.

d) Les Ouzbeks, les Turkmènes, peuples turcs du Nord, et les Nooristanis, dans l'est, complètent la carte des populations, si l'on ajoute la minorité Balouches de l'extrême sud. Les Balouches, de la tribu orientale, le bourgeois (langue des Nooristanis) ; le balouch. Toutes ces populations entendent le persan. Elles sont musulmanes sunnites.

Signalons qu'il existe des républiques soviétiques socialistes de Turkmènes, d'Ouzbeks et de Tadjiks au Nord, et une communauté de huit millions de Pachouns au Pakistan, où vivent aussi deux millions de Balouches.

tants morts, ou de portraits moresques d'ayatollahs iraniens, de très jeunes militants d'un air cassant, en un anglais sommaire, des communiqués de guerre aux journalistes : « Nos forces ont détruit quatre chars russes, tué onze conseillers soviétiques et soixante soldats gouvernementaux dans la province de... » Trait significatif, ces garçons éduqués

glie au mur, condamne le rite comme étant indigne — de fait, comme un soupçon de religiosité, l'expression sera châtée : « Pour la femme shall be introducé », les femmes seront de nouveau voilées. « Mais elles sont déguisées », précise le militant. Cette atmosphère de dévotion circospecte, de respect, d'attente des rites, diffère du climat de révolte des paysans afghans. L'observateur sent chez ces jeunes, qui ne cessent de citer le Coran pour justifier toutes leurs actions héroïques (je ne suis réfugié au Pakistan, mais Moïse n'a-t-il pas fui d'Egypte ? et Mahamed de La Mecque pour les besoins de la cause ?), etc.), comme un soupçon de religiosité, l'expression sera châtée : « Pour la femme shall be introducé », les femmes seront de nouveau voilées. « Mais elles sont déguisées », précise le militant.

A la même époque, s'édifiaient les premiers partis communistes. Le Parti du peuple, ou Khalq, fondé en 1965, gagna de nombreux adhérents parmi les étudiants, mais tomba en 1968 avec la prise de pouvoir du drapeau, ou Parcham, autour de M. Babrak Karmal, l'actuel chef de l'Etat. De nombreuses bagarres entre étudiants musulmans ensanglantèrent l'Université de Kaboul, où M. Hekmatyar poursuivait ses études d'ingénieur, et où il devint le premier président des Jeunes-musulmans.

Tous ces étudiants avaient en commun une même origine modeste et rurale. L'éducation impartie par l'Université était médiocre mais suffisante pour attirer ces jeunes gens aux certitudes tranquilles de leurs traditions villageoises. Promis à des emplois subalternes et mal payés, les étudiants des classes défavorisées se mirent à dénoncer l'absolutisme et la corruption de la famille royale. Les uns, associés d'une purification radicale de leur civilisation déclinante, retrouvèrent leur foi en un islam dur qui chasserait les miasmes

DES PERSONNALITÉS ORGANISENT UN RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN A LA RESISTANCE, LE 6 JUIN, A PARIS

Un collectif de personnalités (1) vient de se constituer pour organiser à Paris, le 6 juin à la Mutualité, un rassemblement de soutien à la résistance du peuple afghan contre l'invasion soviétique et pour la défense de la paix. Ce rassemblement sera l'occasion de faire connaître par des témoignages directs, par des films, des poèmes, de la musique, la réalité de l'Afghanistan, de sa culture, de sa tradition de lutte. Il rendra compte du développement de la résistance nationale, dans sa diversité contre l'invasion soviétique.

Le collectif d'initiative est formé autour de l'appel suivant : « L'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques se poursuit depuis plus de cinq mois. Cette invasion, bafoue la souveraineté de l'Afghanistan, viole le droit du peuple afghan à disposer librement de son sort.

« Nous refusons de nous laisser réduire au silence par la fausse alternative : « Ou l'on est du côté de l'U.R.S.S. ou l'on est du côté des Etats-Unis. » Sans cesse de dénoncer les interventions américaines par le monde, nous condamnons l'invasion de l'Afghanistan.

(1) Parmi les personnalités figurent notamment Mmes et M. M. Barrot, J. Barrot, J. Cardonnel, P. Chatelet, W. Jankélévitch, Y. Lacoste, S. et J. Lacouture, M.A. Macdonald, Y. Monod, le professeur Millon, L. Schwartz, S. Signoret, R. Tusteff, P. Vidal-Naquet, P. Vieille.

nistan et exigeons le retrait des troupes soviétiques. « L'U.R.S.S. impose par la force un régime qui ne répond en rien aux aspirations du peuple afghan. S'incrustant dans la réalité des grandes puissances, son intervention aggrave les menaces qui pèsent sur la paix mondiale et sur l'indépendance de tous les peuples de cette région.

« En résistant à cette agression, le peuple afghan lutte pour sa survie et pour être maître de son destin. Il est urgent de faire connaître le plus largement possible la réalité de l'agression dont il est victime, la réalité de la lutte qu'il mène. Car, loin de se réduire, comme certains voudraient le faire croire, à une rébellion féodale ou à un complot pro-occidental, cette résistance nationale regroupe un large éventail de forces sociales et politiques, dont certaines étaient déjà en lutte contre les anciens régimes.

« Pour contribuer à donner plus d'ampleur, en France, au soutien au peuple afghan et à la lutte pour la paix, nous appelons à un grand rassemblement : « Six Heures pour l'Afghanistan », à la Mutualité, le 6 juin 1980.

« Le collectif d'initiative demande à toutes les personnes, à toutes les associations, organisations syndicales et politiques voulant participer à cette initiative, de signer cet appel et d'apporter leur soutien financier. S'adresser à : M. Jean Freys, 20, rue Pierre-Brossolette, 93130 Noisy-le-Sec, n° 11 001 12 E Paris.

Le laissez-passer



Chèque photo
Chèque confiance.

Nous avons lancé le Chèque photo pour vous simplifier la vie. Au CICA, nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques.

Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service où les clients viendront et se serviront dans le minimum de temps.

Et ce temps gagné, nous le récupérons pour mieux prendre en compte votre cas personnel et vous conseiller vraiment.

Un banquier à votre service
et une banque libre-service.



LA BAGAGERIE®

FÊTE DES MÈRES

Un choix fantastique de maroquinerie de poche, en 8 couleurs coordonnées.

Paris : 13, rue Tronchet • 41, rue du Four • 74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse • Lyon : La Part Dieu.

AU GARRÉ D'AGNEAU
CHEZ ALBERT

122, av. du Maine, 75013 (P. Nord)

Terrasse couverte - Parking
Ses délicieuses en brochette
Son célèbre carré d'agneau
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

Pour votre DEMENAGEMENT

208 10-30 ODOUL

16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

RESIDENCES-CLUBS
AGE

Spécialiste Côte d'Azur

Cabinet INDEXA

Immobilier - 100, rue de la République - 92100 Nanterre

ASIE

Les réfugiés indochinois reçoivent aux Philippines un meilleur accueil que dans les autres pays de la région

Morong (presqu'île de Bataan). Entre montagne et rivière, dans un paysage qui pourrait être thaïlandais ou indochinois, à trois heures de voiture de Manille, non loin du site de la première centrale nucléaire du pays, environ cinquante mille réfugiés indochinois vont vivre dans l'attente d'une place dans un pays d'accueil, et plus particulièrement aux États-Unis. C'est à Subang, non loin du bourg de Morong, dans une zone de forêt déboisée et poussiéreuse, sous un soleil de plomb en cette fin de saison sèche, que le gouvernement de M. et Mme Marcos a fourni au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) 300 hectares pour installer un des camps de transit prévus lors de la conférence de Genève sur les réfugiés de juillet 1979, le premier de cette catégorie à entrer en activité.

Les premiers réfugiés sont arrivés à Morong le 2 février, moins

De notre envoyé spécial

de deux mois après le début des travaux. Ils étaient 9 062 à la mi-avril, dont environ 60 % de Vietnamiens et de Sino-Vietnamiens, 30 % de Khmers, les autres étant laotiens. Quand le « Centre » — le mot « camp » est ici soigneusement évité — fonctionnera à plein, il pourra accueillir cinquante mille personnes. Ces réfugiés pourront rester sur place plusieurs années, certains disent jusqu'à trois ou cinq ans, avant d'être admis aux États-Unis. Vient de camps en Thaïlande, en Malaisie ou à Hongkong, ils ont accepté d'être transférés dans cet endroit isolé, contre la promesse d'un visa.

Comparé aux autres camps de la région, Morong impressionne favorablement : les relations entre l'administration philippine et les réfugiés sont, d'après tous les témoignages, excellentes ; les

conditions de vie — nourriture et logement — sont sensiblement meilleures que celles d'autres pays d'accueil. L'espace disponible et la propreté des installations y ont leur part, de même que les bâtiments collectifs, salles de réunion et de classe, marchés. La scolarisation de milliers de personnes a commencé, surtout en anglais, avec l'aide d'enseignants philippins payés par le H.C.R. Il faut préparer les réfugiés à leur nouvelle vie, mais surtout éviter le fléau qui les guette : un ennui né du sentiment d'immobilité.

Le commandant du camp, le général Tobias, et son adjoint, le colonel Ignacio Cardosa, en sont conscients. Ce dernier, retraité de l'armée et ancien du Vietnam, nous dit : « C'est un travail mal payé mais la satisfaction de faire quelque chose pour des réfugiés ». Il n'exprime pas le plaisir qu'il éprouve sans doute à travailler dans un projet placé sous la supervision directe de Mme Marcos. Ces deux responsables, qui ont sous leurs ordres près de trois cents personnes, préfèrent les Khmers aux Vietnamiens et Sino-Vietnamiens, auxquels ils reprochent de ne pas savoir ou vouloir s'adapter à la vie rurale, et de « rler » sans cesse. Les Cambodgiens, au contraire, travaillent plus ; regardez les sections où ils vivent, c'est bien plus propre », nous dit le colonel Cardosa.

Une expérience exemplaire

Si l'on pose un problème sérieux et est toujours rationnelle, les premiers arrivés ont tout de même réussi à cultiver quelques légumes devant leur porte pour améliorer leur ordinaire déjà fort convenable : viande, poisson et fruits. Nous avons assisté à la répartition du chargement d'un camion d'œufs parmi les rescapés du Tung-An, ce cargo bourré de fuyitifs qui avait coulé des mois durant dans la baie de Manille.

Combien de temps toutefois ces réfugiés supporteront-ils l'isolement et l'attente, en dépit de ces conditions de vie acceptables ? Combien de temps les autorités philippines devront-elles à éviter les affrontements entre communautés — en particulier entre Khmers et Vietnamiens — à propos de l'ou d'un match de football qui désespère ? Cinquante mille personnes, n'est-ce pas un chiffre bien important dans cette région peu peuplée, bien que le « centre » fournisse un revenu à une partie de la population locale, elle-même dévalorisée ? En tout cas l'expérience tentée par le H.C.R. et Manille est exemplaire, tant par les conditions dans lesquelles elle se déroule que par la bonne volonté évidente des autorités locales.

Des « cages à singe » à Palawan

A un millier de kilomètres de là, à Puerto-Princesa, capitale de l'île de Palawan, face à l'archipel Spratley occupé en partie par les Philippines, les Khmers ont établi un autre camp de réfugiés, destiné celui-là aux boat people. Il abrite mille quatre cents personnes, auxquelles s'ajoutent prochainement quelques centaines qui se trouvent encore dans l'île de Tara, au nord de Palawan, où ont eu lieu récemment de graves incidents. L'un d'eux a causé la mort d'un Philippin, et plusieurs réfugiés ont été incarcérés. Ce camp de paillotes situé entre l'extrémité de la piste de l'aéroport et la zone touristique de la responsabilité de la Philippine Constabulary (gendarmérie), mais sa gestion est presque entièrement entre les mains des réfugiés.

La aussi, l'attitude des Philippines est très appréciée : « Les villages voisins nous ont donné des barques pour aller pêcher », dit M. Le Lian, le responsable vietnamien élu pour trois mois par ses compatriotes, et ancien des forces spéciales. Il a sous ses ordres d'autres plus chargés de coordonner les tâches quotidiennes, culture, éducation, distribution des vivres, logement, mais aussi justice et police : les « délinquants » peuvent être punis, y compris par l'incarcération dans une des deux « cages à singe » construites par les réfugiés et à leur initiative : deux minuscules enclos de barbelés, où l'on peut à peine bouger. « On n'y reste en général que quelques heures », dit M. Le Lian, mais la punition la plus longue peut être d'un mois. Selon lui, elle n'a jamais été appliquée. Paradoxe que ces hommes qui fuient ce qu'ils nomment « dictature communiste », et qui apprennent avec eux un succédané de ses pratiques.

Pour tromper leur ennui, les réfugiés apprennent les langues étrangères : le français, mais surtout l'anglais ; pour cette dernière langue, le H.C.R. va payer des enseignants locaux. Il est vrai que les réfugiés de Puerto-Princesa sont pour la plupart accueillis dans des pays anglophones ; toutefois, trois cent cinquante ont été au Canada, et soixante et un en France et trente-neuf en Israël. Certains, peut-

être pour accroître leurs chances, se convertissent à un bouddhisme, qui à la religion catholique on à la religion protestante. Dans le temple en paille, les jeunes interrogés nous ont dit être tous convertis depuis leur arrivée, et aucun n'a voulu nous donner la raison de son geste.

M. Le Lian a été recueilli lors de son arrivée à Palawan, en octobre 1979, par des pêcheurs qui ont pris soin de lui et de sa famille, l'ont protégé d'un typhon apparu soudainement, avant de le remettre aux autorités locales, qui l'ont envoyé dans le camp. D'autres sont arrivés dans des conditions plus dramatiques, comme M. Ngo Van Binh, dont le bateau, échoué par hasard dans une des îles Spratley occupées par l'armée vietnamienne, a été attaqué, et qui s'est enfui à la nage, seules huit personnes sur quatre-vingt-trois ont survécu. C'était en juillet dernier.

Les « boat people » qui mettent le cap vers les Philippines, sont beaucoup moins nombreux que ceux qui sont partis vers la Malaisie ou Hongkong. Ils nous ont aussi paru plus avisés. Ils ont choisi leur destination, nous ont-ils dit, pour plusieurs raisons : conditions météorologiques parfois plus favorables, mais surtout absence de pirates et meilleur accueil de la part des autorités et de la population locales. Pourtant, plus au sud, à Mindanao et à Sulu, les pirates et les contrebandiers règnent en maîtres sur la mer. Sans doute les réfugiés indochinois ne sont-ils pas aussi nombreux aux Philippines que dans d'autres pays de la région, et Manille n'a-t-elle pas l'intention de les accueillir de façon permanente. Mais l'attitude des Philippines face à ce drame de notre temps mérite d'être relevée.

PATRICE DE BEER.

Les souvenirs d'un ancien membre des forces spéciales

« J'ai été parachuté au Vietnam du Nord »

De notre envoyé spécial

Puerto-Princesa. — C'est dans ce camp de boat people élu dans l'archipel philippin que nous avons rencontré M. Dang Vi Thong. Arrivé deux jours plus tôt, ce réfugié vietnamien nous a dit avec fierté : « J'ai travaillé dans les forces spéciales américaines ». Il a quitté sa ville natale de Qui-Nhon, au centre du Vietnam, quinze jours plus tôt, après avoir été contraint d'abandonner à la dernière minute sur le pique d'acier de ses six enfants pour échapper à une patrouille. Il n'a pas encore été interrogé, ni par les responsables vietnamiens du camp ni par ses anciens employeurs, ce qui explique sans doute qu'il soit si bavard ; il souhaite, en outre, par ses révélations, hâter son transfert aux États-Unis.

M. Thong était officiellement, nous dit-il, interprète auprès des forces spéciales américaines — les fameux « bêtes vertes » — de Danang et de Qui-Nhon. En fait, ses missions étaient plus mystérieuses : « J'ai été envoyé à plusieurs reprises en mission au Vietnam du Nord. J'ai été parachuté deux fois en 1967 dans la province de Langson, à la frontière chinoise. J'avais plusieurs tâches à remplir : prendre des photos, appeler à l'aide de mon émetteur de radio les B-52 pour bombarder certains objectifs, et aussi évacuer les cadavres des « marines » américains tués dans le secteur où ils organisaient l'insurrection des tribus nung et où il y a eu de nombreux combats. »

C'étaient des pilotes taïwanais qui le laquaient, puis venaient le rechercher en hélicoptère ;

il ne fallait pas que des Américains soient compromis dans ces opérations clandestines. L'existence d'un soulèvement tribal à Langson, à cette époque, nous a été confirmée par une autre source.

« J'ai aussi sauté en parachute plusieurs fois au-dessus de la piste Ho-Chi-Minh, en 1966, pour filmer le matériel soviétique, ajoute-t-il. En tout, j'ai sauté soixante-sept fois pendant la guerre. En 1968 aussi, j'ai été envoyé six fois en mission au territoire cambodgien. » A l'époque, le Cambodge du prince Sihanouk était encore officiellement neutre.

Après la fin de la guerre, M. Thong a passé deux ans et demi en « rééducation » dans sa province de Binh-Dinh, car le nouveau régime avait la liste de ceux qui avaient travaillé pour le compte de la Civil Irregular Detachment Guard, à laquelle notre interlocuteur avait été affecté après le départ des Américains. Mais jamais il n'a révélé ses activités clandestines, dont il n'a gardé qu'un souvenir, une vieille photo jaunie et écornée, de tout petit format.

Que pense-t-il des nouveaux conflits dans lesquels est engagé le Vietnam ? Le Cambodge ? Il n'en sait pas grand-chose et ne semble guère s'y intéresser. La Chine ? « J'espère que la guerre avec elle permettrait de libérer mon pays. » Mais la Chine n'est-elle pas, elle aussi, un pays communiste ? « Oui, mais elle est l'amie des États-Unis ! »

P. de B.

Chine

Un synode de l'Église catholique « patriotique » s'est réuni à Pékin

Pékin (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Le troisième synode des évêques de Chine s'est ouvert à Pékin le jeudi 22 mai. Des prêtres et des laïques participent également à cette assemblée qui réunit un total de deux cents personnes et est présidée par Mgr Zhang Jiasan, évêque de Shanghai et vice-président de l'Association patriotique des catholiques chinois.

Dans une déclaration publiée par l'agence Chine nouvelle, l'un des dirigeants de l'association, Mgr Zong Huaide, observe que l'Église catholique chinoise s'est transformée d'instrument d'agression de l'impérialisme en une Église administrée par des Chinois. Il invite les catholiques de Chine à « unir étroitement autour du parti communiste et du gouvernement, à suivre la voie socialiste, à combattre l'hégémonisme » et à soutenir le programme de modernisation du pays.

Tout en réaffirmant le principe de l'indépendance de l'Église patriotique de Chine, Mgr Zong a évoqué les « contacts omniaux » qui avaient permis « de promouvoir la compréhension et de ren-

forcer l'amitié entre les hiérarchies chinoise et étrangères ». On sait que la relation officielle entre Pékin et le Vatican, deux cardinaux, NN. SS. Roger Etchegaray et Franz Kornig, ont récemment visité la République populaire. Des assemblées nationales des catholiques patriotiques de Chine s'étaient déjà réunies en 1957 à l'époque de la rupture avec Rome et en 1962. Le nouveau synode était en préparation depuis l'année dernière et sa convocation avait notamment été évoquée, aussitôt après son sacre, par le nouvel évêque de Pékin, Mgr Fu Tieshan, le Monde du 25 décembre 1979). L'une des tâches du synode est d'être les nouveaux dirigeants de l'Association patriotique des catholiques de Chine. En particulier son président, en remplacement de Mgr Pi Shushi, décédé en mai 1979. Plusieurs associations religieuses chinoises ont récemment tenu des conférences nationales, les premières depuis la révolution culturelle, notamment les associations islamique et taoïste.

Afghanistan

• DE NOUVELLES MANIFESTATIONS D'ÉTUDIANTS ont eu lieu ces derniers jours à Kaboul et en province, a-t-on appris le 22 mai, à New-Delhi. Des milliers de jeunes gens et de jeunes filles ont crié des slogans hostiles aux Soviétiques et demandé leur départ d'Afghanistan. De nombreux écoliers et étudiants ont été arrêtés il y a trois semaines et libérés après interrogatoire. — (U.P.I.)

RÉSIDENCES-CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médéric 06000 NICE
Tél. : (93) 80.93.31 (F.N.A.I.M.)

ENREGISTREZ-LES!

SUR MAGNÉTOSCOPES THOMSON

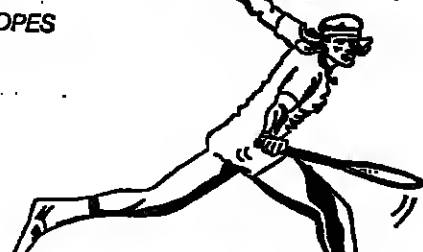
220650 PRODES

EN VENTE CHEZ

vidéo diffusion

9, RUE DES BONS ENFANTS 75001 PARIS. Tél. 261.75.76

42, AV. DU ML FOCH 06000 NICE. Tél. (93) 80.06.02



MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS!

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

Accessoires Haute-Couture — Produits de beauté

Maroquinerie Chemises Lacoste Porcelaine Cadeaux

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage

(ASCENSEUR)

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30 - samedi jusqu'à 18 heures

261-71-71



Prenez un vol Air Lanka pour Colombo.

...et savourez, en route le goût du Paradis.

Nous quittons Paris à 13 heures, tous les mardis et les samedis ; nous arrivons à Colombo à 6 heures le lendemain. Deux escales seulement en cours de route. Pendant le vol, vous serez choyé dans le style chateaux et privilège que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré, par les voyageurs de tous temps, comme un Paradis.

AIR LANKA

Un avant-goût du Paradis.

Pour toute information et tout

appeler l'agent général de votre

Local. Service clients, 24 heures

Téléphone, Paris 75009. Tél. 351 5302

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

AL 40

PROCHE-ORIENT AFRIQUE

Iran

Le gouvernement s'apprête à lancer une nouvelle offensive au Kurdistan

Téhéran (A.F.P., Reuters). — Le gouvernement iranien a décidé de lancer une nouvelle offensive militaire au Kurdistan, afin d'obtenir la reddition totale de cette province rebelle.

Dix jours après avoir pris le contrôle de Sanandaj, les forces gouvernementales ont décidé d'en faire leur base opérationnelle pour normaliser cette région où, depuis cinq semaines, des combats d'une rare violence se poursuivent aux autonomistes kurdes.

Alors, l'indigne-t-on de source kurde, plusieurs colonnes militaires dotées d'un armement lourd et sophistiqué font route activement vers Sanandaj et s'apprêtent, dans les jours qui viennent, à mettre la région à feu et à sang.

En outre, on apprendait jeudi à Téhéran que le président Bani Sadr était rendu auprès de l'imam Khomeiny pour l'informer de la situation au Kurdistan et lui faire part de l'offensive en préparation. Il semble maintenant certain que l'unité de la province sera rétablie.

les dirigeants du nouveau régime pour en finir, quels qu'en soient les moyens, le plus rapidement possible et définitivement avec ce qu'on appelle à Téhéran la «génération kurde».

Nouvelles exécutions de trafiquants de drogue

Jeudi, neuf trafiquants de drogue ont été exécutés à Téhéran — ce qui porte à une trentaine le nombre de personnes mises à mort pour les mêmes motifs en quarante-huit heures — après avoir été jugés par le tribunal spécial chargé des affaires de drogue, que préside l'ayatollah Sadegh Khaikhaï.

Ces exécutions constituent un nouveau camouflet administré au président Bani Sadr. Le chef de l'Etat avait en effet tenté l'ordre à l'ayatollah Khaikhaï, récemment chargé de mener une lutte sévère contre la drogue, de limiter ses activités «à mener des enquêtes et à transmettre aux autorités légales, seules habilitées à juger, les dossiers qu'il aurait instruits».

Israël

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE L'EXTENSION DE SIX IMPLANTATIONS EN CISJORDANIE

De notre correspondant

Jérusalem. — Un comité interministériel présidé par le ministre de l'Agriculture, M. Ariel Sharon, a décidé, le jeudi 22 mai, l'extension de six implantations israéliennes en Cisjordanie en permettant l'acquisition de terres domaniales (dont le gouvernement assure le contrôle en tant que puissance occupante) ou bien de terres pour lesquelles il n'existe pas de titres de propriété enregistrés (ce qui est vraiment le cas en Cisjordanie).

M. Sharon a précisé que cette mesure devait assurer le développement de ces localités pendant plusieurs années. Mais il a ajouté qu'il s'agissait d'une «solution provisoire». Défendant toujours des positions extrêmes en faveur de la colonisation des territoires occupés, M. Sharon a saisi cette occasion pour rappeler qu'il fallait changer

le statut légal des implantations de manière à rendre possible l'acquisition de terres privées.

Actuellement, les propriétaires arabes peuvent s'opposer aux expropriations par des recours, et c'est ce que M. Sharon voudrait dorénavant empêcher.

Jusqu'alors, le cabinet de M. Begin, malgré les pressions exercées par les colons, le mouvement Gush Emunim et le parti de la coalition gouvernementale, s'est refusé à franchir ce pas, qui signifierait l'adoption d'une véritable politique d'annexion. Les organisations de colons ont condamné la mesure prise le 22 mai en déclarant que celle-ci aurait précisément pour effet de retarder le chèque du gouvernement à propos d'une modification de la législation. — F. C.

République Sud-Africaine

Le mouvement de grève reprend dans les lycées et les universités

De notre correspondante

Johannesburg. — L'accalmie dans les lycées méridionaux a duré à peine trois jours puisque, dès jeudi 22 mai, les lycéens de nombreux établissements dans la province du Cap et du Natal ont décidé de reprendre leur mouvement de grève, pour protester contre la discrimination raciale dans le système éducatif, mais aussi pour solidarité avec les étudiants noirs de l'université de Fort-Here, dont le doyen a fait fermer l'établissement. Les jeunes ont également déclaré que leur mouvement était destiné à soutenir plusieurs centaines de travailleurs de l'industrie de la viande licenciés mardi au Cap après avoir fait grève.

A Kwa-Mashu, près de Durban, les lycéens noirs s'étaient, eux aussi, de reprendre les cours depuis plus d'une semaine pour protester contre le système d'enseignement blanc. Contrairement à ce qui se passe ailleurs, beaucoup se hâtaient à leurs écoles qui aidait la police pour faire reprendre les classes. En effet, Kwa-Mashu est une cité paupère essentiellement d'Afrique du Sud où l'on trouve une grande diversité de langues et de cultures. Le doyen de l'école, M. Buthezi, a été violemment attaqué par les grévistes dimanche dernier.

Incidents dans le Natal et dans l'Etat libre d'Orange

C'est dans le Natal et dans l'Etat libre d'Orange que la situation semble la plus tendue après de récents incidents. A Batho, une cité africaine de Bloemfontein, la police a tué un homme et blessé une femme par balles (le Monde du 22 mai), lorsqu'une foule de manifestants a pris d'assaut un véhicule militaire et attaqué le soldat blanc qui le conduisait. Les lycéens de Batho étaient en grève depuis mardi dernier pour demander la libération d'un directeur d'école détenu sans procès.

La grève continue toujours dans les cités africaines de la banlieue du Cap et, pour la première fois, des lycéens noirs de Port-Elizabeth ont décidé de rejoindre le mouvement. Environ douze établissements sont déjà affectés. Pour le chef de la police régionale, le brigadier A. F. Verwey, ce boycottage s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'action nationale des jeunes noirs devant culminer le 18 juin, anniversaire des révoltes de 1976.

Les étudiants d'une seconde université africaine, Turfloop, au nord-est de Johannesburg, ont eux aussi décidé de ne pas se rendre aux cours.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

BIBLIOGRAPHIE

L'Etat au Cameroun de Jean-François Bayart

Dans la longue liste des ouvrages consacrés au Cameroun publiés au cours des deux dernières décennies, le dense et riche ouvrage de Jean-François Bayart occupe une place de choix. L'auteur est, en effet, constamment parvenu à éviter ces deux écueils que constituent l'hagiographie bâtie et la philippique vengeresse. Or, plus qu'un autre, ce pays situé à la charnière de l'Afrique et de l'Europe, de l'Afrique centrale, zone de contact entre les mondes anglophone et francophone, a eu, au cours de ces deux décennies, une destinée particulière.

Ni dithyrambe ni vinci-cul, l'auteur, qui est un des spécialistes en science politique africaine de la jeune génération, apporte ici une contribution décisive à la connaissance du Cameroun moderne et contemporain. L'ascension politique du président Ahidjo, qui exerce depuis vingt-deux ans un pouvoir sans partage dans son pays, la mort d'Un Nyobe le «Mo Chi Minh camerounais», le

contraintement à d'autres de ses pairs, le président Ahidjo gouverne et décide seul, même à quel point les personnalités très proches paraissent susceptibles d'exercer une certaine influence auprès de lui.

La stabilité politique du Cameroun, au sein d'un Nigeria divisé contre lui-même et d'un Tchad ravagé par la guerre civile, inciterait d'ailleurs à penser que cette autorité présente d'importantes aspects positifs. Et c'est sans doute ce que beaucoup penseraient devoir lire entre les lignes de cet ouvrage. A la connaissance de la totalité des textes essentiels, Jean-François Bayart ajoute celle du terrain, pour y avoir vécu de nombreuses années. Il exprime dans un style dont la simplicité soignée utilise l'intelligence du lecteur. — Ph. D.

* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 298 pages.

Une centaine d'enfants sahraouis sont arrivés mercredi 21 mai en France pour y passer un mois de vacances, à l'initiative de l'Association des amis de la République arabe sahraïenne démocratique. Ils sont accueillis par les municipalités d'Albi, Belfort, Bourges, Marignac, Le Mans et Marseille. L'arrivée de soixante-sept enfants sahraouis à Orly a été quelque peu perturbée par la présence à l'aéroport d'un groupe de Marocains qui voulaient manifester leur opposition à leur venue. (Association des amis de la R.A.S.D., B.P. 236, 75244 Paris Cedex 04.)

POUR LA PALESTINE MEETING DE SOLIDARITÉ

SALLE DE LA MUTUALITÉ
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris
JEUDI 29 MAI à 20 heures
ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE
Association Médicale Franco-Palestinoise, Association de Solidarité Franco-Arabe, Conférence Mondiale des Chrétiens pour la Palestine, Collectif National pour la Palestine et Union Générale des Etudiants de Palestine.

A TRAVERS LE MONDE

Madagascar

LE PRÉSIDENT DIDIER RATSIRAKA a confirmé jeudi 22 mai à Antananarivo que Madagascar a acheté des armes à l'Union soviétique et à des pays socialistes «amis» à un prix considérablement inférieur à celui qu'on aurait pu les acquérir ailleurs.

Mozambique

M. FRANCESCO LANGA, une des personnalités les plus en vue du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), a été tué mardi 20 mai en apprenant qu'une procédure judiciaire avait été ouverte contre lui pour détournement de fonds publics. Membre du comité central du parti, il avait rejoint en 1961 les rangs de la guérilla, et avait accédé à de hautes fonctions militaires au sein de l'organisation. — (Reuters).

Pakistan

LE DOCTEUR ZAFAR NIAZI, dentiste et ami personnel d'All Bhutto, a été arrêté jeudi 22 mai, à l'aube, dans la capitale. Durant l'interrogatoire et avant l'exécution de son premier mandat, il était la seule personne à lui rendre visite. Il avait rendu compte des conditions déplorables de sa détention et fait part de ses réflexions à la presse étrangère et aux milieux diplomatiques d'Islamabad. L'arrestation du docteur Niaz a été accueillie avec surprise, les autorités ayant semblé depuis quelque temps avoir renoncé à réduire au silence leurs adversaires en les emprisonnant. — (A.F.P.)

Pologne

TREIZE ANS DE PRISON POUR ESPIONNAGE, telle est la peine infligée par le tribunal de Varsovie à M. Andrzej Badowski pour activités au profit des services de renseignements d'un pays de l'OTAN. L'agence Pao ne cite ni le nom du pays ni la date du procès. — (A.F.P.)

Syrie

UN TECHNICIEN SOVIÉTIQUE a été tué et sa femme grièvement blessée le mois dernier à Damas, a annoncé jeudi 22 mai le parti communiste syrien, qui impute cet assassinat à des «réactionnaires».

Yougoslavie

ELECTION DU PRÉSIDENT DES SYNDICATS. M. Miran Potrc (Slovène) a été élu jeudi 22 mai en remplacement du Croate M. Miki Spiljak, en vertu de la règle de rotation annuelle désormais appliquée à tous les échelons des postes de responsabilité. M. Spiljak dirigeait les syndicats depuis huit ans. — (A.F.P.)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

ETUDE DE M. ARNOLD BOYREAU, avocat près le Cour d'Appel de BORDEAUX, 18, rue du Palais d'Apollon de Bordeaux, en date du 22 mai 1980.

Entre : la SOCIÉTÉ CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUE, dont le siège est à Pauillac, ayant M. Henri BOYREAU pour avocat, et M. RIBETON pour avocat.

Et : la SOCIÉTÉ CIVILE AGRICOLE DU CHATEAU GRAND PONTET, dont le siège est à Blanquefort (Gironde), Chateau Debat, ayant M. Les BARRÈRES pour avocat, d'une part.

Il a été examiné ce qui suit :

1. Il est jugé que la SOCIÉTÉ CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUE a la propriété exclusive de la marque CHATEAU LATOUE.

2. Il est jugé que la SOCIÉTÉ CIVILE AGRICOLE DU CHATEAU GRAND PONTET, DOMAINE BARTON et GUESTIER, dont le siège est à Blanquefort (Gironde), Chateau Debat, a contrefait cette marque et que la SOCIÉTÉ COMMERCIALE BARTON et GUESTIER a fait usage de la marque contrefaite.

3. Il est jugé que la SOCIÉTÉ CIVILE AGRICOLE DU CHATEAU GRAND PONTET et la SOCIÉTÉ COMMERCIALE BARTON et GUESTIER ont contrefait la marque CHATEAU LATOUE dans le nom et dans la marque, qu'elles utilisent pour désigner leur vin, sous peine de condamnation à une réparation de 500 F par infraction constatée.

Ordonne la radiation de la marque CHATEAU LATOUE, déposée le 12 juillet 1973, sous le numéro 15591/47303 et la déchéance ainsi que la radiation du dépôt international de cette marque sous le numéro 42283.

Condamne en solidaire la SOCIÉTÉ CIVILE AGRICOLE DU CHATEAU GRAND PONTET et la SOCIÉTÉ COMMERCIALE BARTON et GUESTIER à payer, en réparation, la somme de 100.000 F à la SOCIÉTÉ CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUE.

Ordonne la publication du dispositif du présent arrêt aux frais de la SOCIÉTÉ CIVILE AGRICOLE DU CHATEAU GRAND PONTET et de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE BARTON et GUESTIER dans 3 journaux hebdomadaires ou quotidiens, au choix de la SOCIÉTÉ CIVILE DU VIGNOBLE DE CHATEAU LATOUE, le coût de chaque publication ne pouvant excéder la somme de 500 F, et ce à titre de supplément de dommages et intérêts.

Bordeaux, le 20 mai 1980. Pour extrait conforme.



NOS PRIX VACANCES AIR FRANCE

AIR FRANCE-VACANCES* DES PRIX CHARTERS SUR VOLS RÉGULIERS.			
Ces bas tarifs s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié.			
CORSE	A.R. 780 F	ATHÈNES	A.R. 1300 F
NICE	A.R. 680 F	LONDRES	A.R. 450 F
GUADELOUPE	A.R. 2670 F	TEL AVIV	A.R. 1900 F
MARTINIQUE	A.R. 2670 F	PALMA	A.R. 790 F
GUYANE	A.R. 3380 F	NEW YORK	A.R. 2250 F
RÉUNION	A.R. 4140 F	MONTREAL	A.R. 2250 F

**TARIFS VISITE :
DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.**

Ces tarifs réduits sont valables sur des vols réguliers Air France avec le service normal de la classe Économique.

AMSTERDAM	A.R. 565 F	ROTTERDAM	A.R. 565 F
BRUXELLES	A.R. 470 F	STOCKHOLM	A.R. 1980 F
COPENHAGUE	A.R. 1435 F	VIENNE	A.R. 1390 F
GENÈVE	A.R. 715 F	ZURICH	A.R. 795 F
GÖTEBORG	A.R. 1755 F	DELHI	A.R. 3995 F
HELSINKI	A.R. 2335 F	BOMBAY	A.R. 3995 F
MANCHESTER	A.R. 1130 F	BANGKOK	A.R. 4250 F
OSLO	A.R. 1820 F	LIMA*	A.R. 3850 F

Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de l'ensemble de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.

* Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières.

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de ses lecteurs et qu'il leur offre des services particuliers.

Votre abonnement sera-t-il renouvelé ?

L'APPARTEMENT
est votre résidence.

السلامة

AFRIQUE

CORRESPONDANCE

Une lettre du ministre de l'économie du Sénégal

L'article de Pierre Biarnès sur la crise de l'agriculture sénégalaise (« Le Monde » du 16 avril) nous a valu de la part de M. Ousmane Gock, ministre de l'économie et des finances du Sénégal, une longue lettre dont voici les passages essentiels :

On ne peut parler de la situation économique du Sénégal sans mentionner la donnée fondamentale, de la sécheresse. Celle-ci explique que la croissance économique est restée modérée pendant les vingt dernières années. Elle a tout de même atteint 2,7 % en moyenne par an en termes réels, et le produit intérieur brut par tête d'habitant, loin de baisser, comme la dit l'article citant la Banque mondiale, est passé de quelque 160 dollars en valeur courante en 1960, à 200 dollars en 1969, et à plus de 450 dollars en 1979.

En 1978, la valeur ajoutée agricole, à la suite de l'insuffisance des pluies de 1977, a enregistré une baisse de 33 %, réduisant ainsi les

revenus du monde rural de 25 milliards de francs C.F.A. et provoquant une baisse de 4,8 % de la production intérieure brute. Les exportations d'huile et de tourteaux d'arachide ne se sont élevées qu'à 23 milliards, assurant une baisse de 52 milliards par rapport à 1977. Le même phénomène, toujours lié à la pluie et aux résultats de la campagne agricole, va se répéter en 1980, les exportations arachidières ne dépasseront pas 22 milliards, réduisant, ainsi, à 110 milliards nos prévisions d'exportations totales.

Il faut tenir également compte de ce qu'en 1978 et 1979, les termes de l'échange sénégalais se sont dégradés de plus de 16 %. Cette détérioration va atteindre 9 % en 1980, compte tenu de la dépréciation des prix des oléagineux, du renchérissement du pétrole et de l'accélération de l'inflation dans les pays industrialisés. En 1979, les prix moyens de l'huile d'arachide brute vendue par le Sénégal ont baissé de 14,6 %. Le taux sera le

même en 1980. En face de cette dépréciation, le prix du pétrole brut, qui a plus que doublé entre décembre 1978 et décembre 1979 (plus de 113 %), va s'accroître de plus de 65 % entre 1979 et 1980. Quant aux produits industriels que nous devons acquérir pour l'équipement du pays, ils vont suivre l'inflation des pays de l'O.C.D.E., qui va, peut-être, dépasser 15 % en 1980 après avoir été de 11,5 % en 1979.

M. Biarnès insiste de faire état de l'action de redressement économique et financier mise en œuvre par le gouvernement. Le plan de redressement économique et financier à moyen terme vise notamment, en matière de prix agricoles, un ajustement souple selon la conjoncture. Dans cette voie, il a déjà relevé les prix aux producteurs de l'arachide et du coton et du mil. Le gouvernement veille au maintien du revenu du monde rural par d'autres actions, comme les épargnements et reports de dettes, les subventions aux engrais et aux matériels agricoles.

Le plan de redressement vise également à accroître l'épargne publique. Celle-ci va se faire par un contrôle plus sévère des dépenses courantes et une plus grande rationalisation de la fiscalité. Elle repose aussi, pour une grande part, sur la réorganisation du secteur public et, notamment, sur la réforme de l'ONCAD, dont certaines activités ont déjà été transférées à d'autres établissements, à l'administration centrale et aux coopératives. Le riz restera plus commercialisé par l'ONCAD et les produits secondaires (autres que l'arachide) sont ouverts à la concurrence des opérateurs économiques. L'ONCAD va se limiter au programme agricole et à la commercialisation de l'arachide.

Il s'agit, là, d'une réforme fondamentale, que le gouvernement suit depuis plusieurs mois, contrairement à l'idée du maintien obstiné que l'article prête aux autorités sénégalaises. D'ailleurs, c'est le gouvernement qui a découvert les actes de corruption et pris les sanctions. Il est aisé, pour

quiconque, de constater les sanctions sévères actuellement infligées à tous les auteurs de malversations, de détournement de fonds ou de mauvaise gestion.

Enfin, l'assistance au monde rural sera aménagée pour réduire l'endettement des paysans. Les dettes payannes, il faut le souligner, n'atteignent pas le double de la récolte d'arachides de cette année (700 000 tonnes), comme l'affirme M. Biarnès ; elles s'élèvent à 500 000 tonnes et peuvent se résorber sur le moyen terme.

L'Etat a arrêté, dès la campagne en cours, les prêts au titre du matériel agricole, l'équipement du monde rural devant être rationalisé. Il va transférer, progressivement, la garde du capital semencier aux paysans eux-mêmes. Sur la base de cette désattribution de l'endettement paysan, l'administration prépare un plan de résorption sur cinq ans.

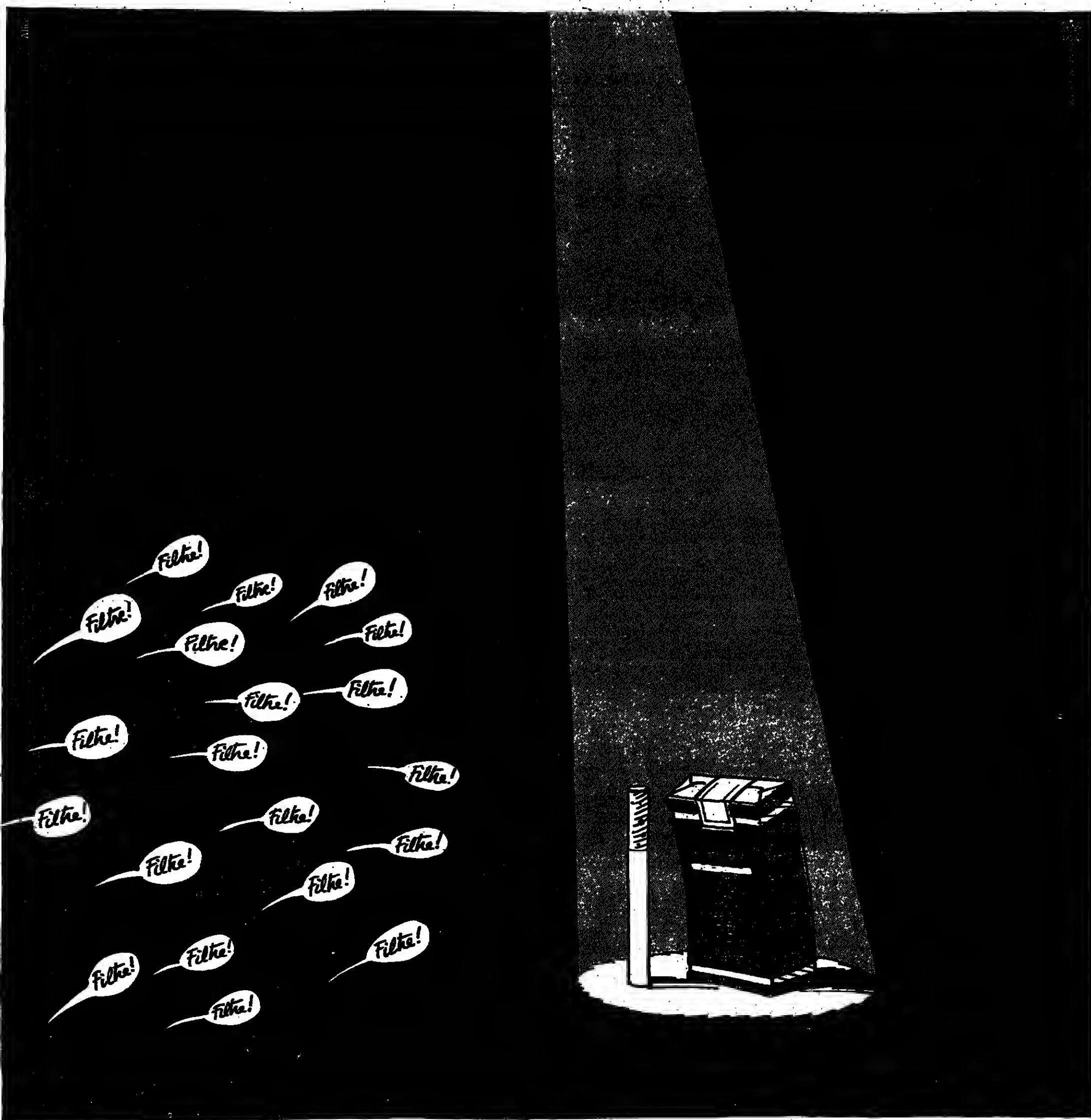
Quant à l'encours de la dette extérieure, il n'atteint pas les 275 milliards dont fait état M. Biarnès. Si le service de la

dette atteint bien 30 milliards sur l'année financière 1979-1980, il va décroître à partir de 1981-1982.

En règle générale, le Trésor public a toujours fait face à ses obligations, et nous veillons que cela continue, même si la Fonction publique est nombreuse avec ses 54 900 agents (et non pas 70 000).

L'orientation, nouvelle, des investissements publics vers des domaines productifs et l'incitation de l'initiative privée vers les investissements industriels est bien comprise, puisque les entrepreneurs sénégalais ont participé à de nombreux projets industriels, examinés récemment par le Comité des investissements.

Si la situation économique et financière du Sénégal est difficile, comme celle de tous les pays non pétroliers, ses causes sont identifiées et une action vigoureuse est mise en place pour y faire face. Si les apports extérieurs sont nécessaires au succès de cette action, ils viennent en soutien à un effort interne, intense, que le gouvernement poursuit.



PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

ملف من الصحف

Union soviétique
Les Lxg. minorité nationale
qui n'a pas droit de cité

EUROPE

Grande-Bretagne

L'échec de la journée d'action du 14 mai a affaibli la hiérarchie syndicale

Londres. — L'échec de la journée d'action du 14 mai (le Monde du 16 mai) n'a en rien diminué le mécontentement des larges secteurs de l'opinion à l'égard de la politique monétaire du gouvernement. Ainsi, les milieux de l'industrie réclament en vain une diminution du taux d'intérêt, qu'ils jugent trop élevé et paralysant. Leur argument est renforcé par la forte position de la livre qui, le 21 mai, a atteint son plus haut niveau depuis cinq ans (1 livre = 2,33 dollars), ce qui affecte la compétitivité des exportations. Il sera aussi plus difficile au gouvernement de justifier un fort taux d'intérêt visant à restreindre les crédits bancaires, alors que les capitaux affluent sur le marché de Londres.

Les syndicats ne sont pas, quant à eux, pressés de consentir à une réduction sensible de leur niveau de vie comme le leur demande, franchement, le gouvernement. S'attendant à un hiver social difficile, ce dernier multiplie ses exhortations pour convaincre les travailleurs du secteur public (mineurs, cheminots, enseignants, fonctionnaires) d'accepter volontairement des sacrifices et de présenter des revendications salariales modérées.

Dans un discours adressé aux femmes du parti conservateur, Mme Thatcher a déclaré, le 21 mai, qu'elle était décidée à briser « le cercle vicieux des prix et des salaires » et que le gouvernement donnerait l'exemple. « Nous ne laisserons pas, a-t-elle dit, les salaires du secteur public déterminer le rythme de l'inflation ».

En effet, les règlements de salaire intervenus dans le secteur public, qui honorent les engagements pris par le gouvernement travailliste, atteignent et même dépassent les 22 % de taux annuel de l'inflation. Après Mme Thatcher, Sir Geoffrey Howe, le chancelier de l'Echiquier, a déclaré qu'il était disposé à discuter à tout moment avec la Confédération intersyndicale (TUC) du problème des salaires, en considérant que des augmentations trop fortes aboutiraient à des effets désastreux sur l'emploi.

La réaction des syndicats a été entièrement négative : le conseil général du TUC a immédiatement rejeté la proposition du chancelier de l'Echiquier, M. Murray, secrétaire général de l'organisation, a qualifié de « ridicule » la suggestion du chancelier, alors qu'il faudrait discuter de l'ensemble de la politique gouvernementale, qui se traduit dans l'immédiat par une poussée en flèche des prix.

De notre correspondant

Ainsi, dans l'immédiat, le climat des relations entre le gouvernement et la hiérarchie syndicale est mauvais, encore que, de part et d'autre, on soit d'accord pour exclure le retour à une politique des revenus. Mme Thatcher a clairement indiqué qu'elle n'envisageait pas de modifier son action, qui, selon elle, est mieux comprise et assimilée par l'opinion. De son côté, le TUC n'est pas disposé à apporter au gouvernement conservateur, qui cherche à réduire les pouvoirs des syndicats, la caution qu'il avait donnée à M. Callaghan contre laquelle en fait la « base » s'était rebellée dans les grèves sauvages de l'hiver 1978-1979.

Coup de grâce

En fait, le gouvernement et les dirigeants syndicalistes ont des raisons d'être préoccupés. Certes, les éléments de droite du parti conservateur se sont réjouis de l'échec du 14 mai et souhaitaient que le coup de grâce soit donné au mouvement syndical par une législation encore plus restrictive des droits syndicaux. Toutefois, Mme Thatcher et ses ministres, tout en entretenant l'espoir — une « illusion », disent ses adversaires — d'un changement profond de l'attitude des syndicats et même d'une « renaissance » de l'esprit de libre entreprise, n'ont pas pavoisé. Ils ont conscience que l'affaiblissement de la hiérarchie syndicale favorise les éléments les plus militants et renforce l'autorité des chefs d'atelier au détriment des leaders modérés, ce qui a pour conséquence éventuelle d'entraîner le mouvement syndical dans des actions désordonnées et anarchiques.

De leur côté, les dirigeants du TUC ne peuvent se dissimuler le fait que leurs troupes les ont encore une fois déçus. En janvier 1979, le TUC n'avait pas réussi à contrôler et à freiner une violente action revendicatrice ; en mai 1980, il a échoué dans ses efforts pour pousser les masses à l'action. A dire vrai, la journée d'action avait été préférée à la suggestion d'une grève générale que les mineurs et les ouvriers de la sidérurgie du pays de Galles préconisaient en décembre.

Ce dernier désaveu a incité à la réfection des dirigeants syndicalistes, qui en tirent des enseignements différents. Certains y voient l'illustration de la traditionnelle réserve du mouvement syndical britannique à l'égard de l'action politique et pensent qu'à

l'avenir le mouvement doit limiter ses engagements aux seuls institutions établies avec le parti travailliste. D'autres, au contraire, pensent que le moment est venu pour le mouvement syndical d'aller au-delà de la défense d'intérêts sectoriels pour mener un combat politique et définir un choix de société.

L'échec du 14 mai ne peut en tout cas s'expliquer uniquement par les circonstances. Certes, le mois de mai compte déjà beaucoup de jours fériés qui diminuent l'attraction de loisirs supplémentaires. En outre, la décision de la cour d'appel, impliquant que les travailleurs s'engageant dans une grève politique, s'exposent à être poursuivis par leurs employeurs (le Monde daté 11-12-mars), a pu faire réfléchir beaucoup de syndiqués.

La véritable raison de l'échec tient à la nature même du mouvement syndical, sans véritable idéologie et réfractaire à la grève politique. M. Murray et les dirigeants du TUC ont mal apprécié l'attitude de leurs troupes. Le coût de la vie a augmenté, mais aussi les salaires dont la moyenne de progression a été de 20 % ; le chômage a augmenté, mais dans une proportion encore insuffisante pour provoquer des manifestations de rue, elle suffit cependant pour freiner l'action revendicatrice.

Après cette erreur d'appréciation, il sera difficile aux dirigeants syndicalistes de rétablir leur autorité, quand l'occasion s'en présentera. Ils peuvent craindre, en effet, que les syndicats ne réagissent, comme en janvier 1979, d'une manière désordonnée et violente, lorsque leur niveau de vie sera gravement affecté par la politique d'austérité.

HENRI PIERRE.

Pays-Bas

Menacés d'expulsion

DE NOMBREUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS CHERCHENT REFUGE DANS DES EGLISES

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Plusieurs églises néerlandaises ont, ces derniers temps, été transformées en refuges pour des centaines de travailleurs immigrés. Ceux-ci risquent, en effet, d'être victimes d'une loi récente ayant pour objectif d'expulser les étrangers qui ne peuvent prouver qu'ils ont été salariés pendant deux années consécutives dans une seule entreprise.

On estime à vingt ou trente mille le nombre d'immigrés qui seraient ainsi réduits au statut d'« illégaux » s'ils ont le malheur d'être repérés par les autorités judiciaires. Près de cinq cents d'entre eux guidés par des sympathisants néerlandais, se sont réfugiés dans des églises.

Le ministère de la justice de la Haye a cependant décidé qu'après le 27 mai, date limite à laquelle les travailleurs immigrés devront avoir prouvé qu'ils sont en règle, les forces de l'ordre entreraient dans les églises.

Cette décision a mobilisé bon nombre d'ecclésiastiques et de fidèles aux Pays-Bas. Avant la menace du ministère de la justice de les faire déloger par la police, les « illégaux » étaient repartis dans une quinzaine d'églises. Leurs amis néerlandais ont ensuite préféré les concentrer dans cinq édifices, pour mieux contrebalancer une éventuelle action policière. Les immigrés — dont beaucoup sont en plus nombreux dans ces églises-refuges.

RENÉ TER STEEGE.

des cadeaux tendres,
des cadeaux en rose,
des cadeaux petit budget.

à la boutique rose

Fête des Mères

au 4^e étage

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

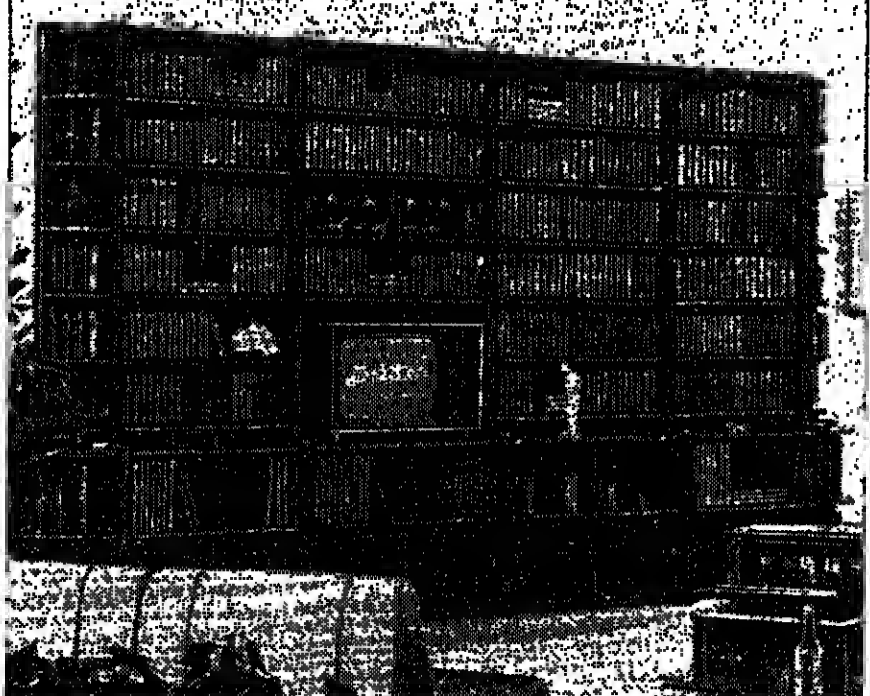
Recherchez la griffe, n'en payez pas le prix.

Bague "Rémo" or jaune et saphir	480'	Bague serpent or jaune avec saphir, rubis ou émeraude	1250'
Bracelet or jaune maille allongée	550'	Pendentif cœur or et brillants	1790'
Collier assorti	1150'	Bague or jaune, saphir 0,60 ct et brillants	1980'
Bague serpent or jaune Alliance "Trianon" 3 anneaux, 3 tantes or	850'	Alliance or et brillants (brillants 0,50 ct)	3500'
	1050'		

Susan de Berg 66 Champs-Élysées
Joailleur Galerie "Point Show"

75008 Paris Tél. 723.50.07

la maison des BIBLIOTHEQUES



STANDARD VITRÉES

7 HAUTEURS: de 64 à 224 cm
4 LARGEURS: 64-78-94-126 cm
2 PROFONDEURS: 20 et 25 cm

STANDARDS JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES (vitrées ou non).

Étagères en multiplis, cotés en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.

L'ensemble "deux profondeurs" ci-dessus, est constitué par superposition et juxtaposition de 8 éléments encadrés de 1/4 de ronds à chaque extrémité. Hauteur de l'ensemble : 2,54 m, largeur : 4,20 m. Profondeurs utiles : bas 34 cm, haut 21 cm. Contenance totale : environ 770 volumes club + 160 gros volumes.

DU MEUBLE INDIVIDUEL AU GRAND ENSEMBLE

150 MODÈLES

Juxtaposables Superposables Démontables

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Installez-vous, vous-même ultra rapidement... A DES PRIX IMBATTABLES!!!

Visitez nos expositions-ventes:

Paris: 61, rue Froidevaux Paris 14^e

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro: Denfert-Rochereau - Gâté - Edgar-Quinet. Autobus: 20-38-58-60.

Bordeaux, 10, r. Bouffard, tél. 44.39.42 - Clermont-Ferrand, 22, r. Clemenceau, tél. 93.97.00 - Grenoble, 59, r. St-Laurent, tél. 42.55.75 - Lille, 88, r. Esquermoise, tél. 55.69.39 - Limoges, 57, r. Jules-Norzi, tél. 79.15.42 - Lyon, 9, r. de la République, tél. 28.38.51 - Marseille, 109, r. Paradis, tél. 37.60.54 - Montpellier, 8, r. Sérane, tél. 56.19.32 - Nantes, 16, r. Gambetta, tél. 74.59.35 - Nice, 8, r. de la Boucherie (Vieux-Ville), tél. 80.14.09 - Rennes, 18, quai E-Zola (près du Musée), tél. 30.26.77 - Rouen, Front de Seine 2000, 43, r. des Chartreux, tél. 71.96.22 - Strasbourg, 11, av. Gal-de-Guille (Esplanade), tél. 61.08.24 - Toulouse, 2/3, quai de la Daurade, tél. 21.09.71 - Tours, 5, r. H-Barbouse (près des Halles), tél. 61.03.28.

ouvert tous les jours même le samedi (fermé le lundi matin - fermé le lundi)

BON GRATUIT

à retourner à: LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, bois et matériaux, teintes, contenances, prix, etc.) sur vos modèles:

☐ STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES et CONTEMPORAINS.
☐ LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

(cocher la case correspondant au catalogue que vous désirez recevoir.)

N° Rue Code postal Ville

PAR TÉLÉPHONE **320.73.33** 24 H

Les cuisines Miele se regardent de près

Conception rationnelle, finitions soignées, modèles très diversifiés... Miele applique à ses cuisines, comme à ses autres productions, la passion du travail bien fait, le souci de la fiabilité et de la robustesse.

Allez les voir chez:

MIDS 5, boulevard Raspail 75006 Paris - Tél. 222.21.25. Métro: rue du Bac. Ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 19 h.

Miele

La passion de l'exigence.

partent au fait.

continental Line

سنة ١٤٠٠

Norvège

Le pétrole et la rose

Un entretien avec le premier ministre

La liberté des hommes et de l'économie a été assurée en quarante ans

NOUS DÉCLARE M. ODVAR NORDLI

Dans un immeuble moderne au centre d'Oslo, à quelques centaines de mètres du Parlement, sont regroupés bon nombre de ministères. Au quinzième étage, quelques bureaux sans apparat : ce sont les services du premier ministre.

Le premier ministre actuel, M. Odvar Nordli, âgé de cinquante-trois ans, occupe ce poste depuis le 14 janvier 1976. Mais, contrairement à ses prédécesseurs sociaux-démocrates, MM. Trygve Bratteli et Einar Gerhardsen, il n'exerce pas simultanément la responsabilité de chef de parti.

Diplômé d'études commerciales, député depuis 1954, après avoir travaillé pour les syndicats, ministre pour la première fois en 1971, M. Nordli dirige un gouvernement social-démocrate minoritaire. Avant la visite en Norvège de M. Raymond Barre, du 26 au 28 mai, il a reçu l'envoyé spécial de « Monde ».

« Comment appréciez-vous les résultats d'une quarantaine d'années de gouvernement social-démocrate en Norvège ? Quels sont les acquis et les difficultés ? »

— Quand on regarde une période de quarante ans, c'est ce qui apparaît le plus significatif ? Nous avons eu les années d'occupation, la charge de la reconstruction. Pourtant, pendant cette période, la Norvège s'est transformée de pays de vieilles industries traditionnelles, en un pays industriel avancé.

Propos recueillis par
BERNARD FÉRON.

(Lire la suite page 13.)

Le royaume de Norvège est un pays heureux où la démocratie est solidement ancrée dans les mœurs : il est dirigé depuis la guerre, hormis de brèves interludes, par un gouvernement social-démocrate, et son prince héritier a pu épouser une roturière sans que cette mésalliance suscite de drame.

Membre de l'alliance atlantique, la Norvège est chargée de la défense du « toit de l'Europe ». Elle avait payé trop cher sa neutralité lors de la seconde guerre mondiale pour refuser d'appartenir à l'OTAN. Mais elle est trop consciente de la supériorité écrasante des forces massées sur la base navale soviétique voisine de Mourmansk et dans toute la presqu'île de Kola pour ne pas maintenir avec l'U.R.S.S. des relations aussi détendues que possible.

L'un des pays les plus pauvres de l'Europe au début de ce siècle est devenu l'un des plus enviables : il a du pétrole et du gaz. Les découvertes des gisements en mer du Nord sont venues à point nommé pour prendre la relève de la marine marchande qui fut, pendant longtemps, la seule source importante de revenus extérieurs, mais qui, comme partout ailleurs dans le monde, connaissait des difficultés depuis plusieurs années.

Certes, le pays a toujours tiré profit de ses richesses naturelles et l'eau abondante de ses

rivières lui a toujours fourni une énergie à bon marché qui a permis le développement d'industries gourmandes en électricité. La Norvège attend aujourd'hui du pétrole qu'il assure son avenir en permettant les restructurations industrielles indispensables au maintien du niveau de vie de sa population et du plein emploi. Elle a pu s'offrir le luxe d'échapper au débat sur l'énergie nucléaire, avant que le pétrole ne soit épuisé, ou aura bien trouvé le moyen de limiter les dangers de l'atome ou découvert d'autres ressources.

Les élections de 1981 trancheront entre les tenants d'un libéralisme économique accru, alléchés par le parti qu'ils pourraient tirer du pétrole, et les partisans du maintien de l'intervention de l'Etat, qui soutiennent les sociaux-démocrates. Le grand débat des années 80 portera toutefois sur l'écologie. Car le Norvégien aime autant la nature que la solitude et ce n'est pas un hasard si le motif essentiel de toutes les décorations paysannes, peintes ou sculptées, est, depuis plusieurs siècles, la rose. Bénéficiant d'un niveau de vie plus que confortable, le Norvégien moyen, qui jouit de tous les avantages de l'Etat-providence, exige maintenant qu'un ne porte plus atteinte aux beautés naturelles de son pays, à la pureté des eaux, des fjords et des neiges.

A.-M. B.

Une démocratie solidement ancrée dans les mœurs

Voilà un pays qui avait préparé toute la layette bien avant la naissance. Un pays qui ne s'est pas contenté en tête et qui fait ses révolutions sans le proclamer. La chronologie est formelle : c'est en 1905 seulement que l'union avec la Suède fut rompue et que la Norvège accéda à l'indépendance pleine et entière. Mais le nouvel Etat garda tout simplement la Constitution qu'il s'était donnée en 1814 et ce texte vénérable, après avoir naturellement subi quelques retouches, est toujours en vigueur. Pourquoi jeter à la corbeille un document qui garantit la liberté des citoyens et organise le gouvernement du peuple par le peuple ?

Pourtant la rédaction paraît à bien des égards anachronique. A lire le texte, on peut avoir l'impression que tout le pouvoir exécutif est concentré en une personne que la Constitution qualifie de « sacrée », le roi. La Loi fondamentale lui réserve quarante-huit articles sur un total de cent douze. C'est lui apparemment qui fait tout et décide de tout. Commandant en chef de l'armée et de la marine, il lui appartient de rassembler les troupes, de commencer la guerre en vue de la défense du royaume, de négocier la paix, de conclure et de dénoncer les traités. Il choisit et nomme les fonctionnaires civils ecclésiastiques et militaires qui lui jurent fidélité. Il entérine les ministres, mais, comme dit la Constitution, il appartient au roi « de juger selon son propre jugement ».

En réalité, cette personne sacrée est d'autant plus respectée qu'elle se contente d'approuver les décisions d'autrui. Le pouvoir prend sa source à quelques centaines de mètres du palais royal, dans un immeuble à face de rotonde flanquée de deux ailes, le Storting ou Parlement. Les gouvernements se forment au gré des majorités de députés. C'est un régime d'Assemblée tempérée par un pragmatisme qui permet d'éviter les orages. Tout pourtant est réuni pour que la Norvège soit comme des démocraties plus méridionales en état de crise cyclique. Le système électoral — représentation proportionnelle — favorise l'émiettement des partis. Lors des élections de 1977, treize formations avaient tenté leur chance. Les plus faibles furent balayées ; par exemple, les communistes orthodoxes, qui ont pour règle absolue d'approuver bruyamment tout ce que fait l'U.R.S.S., n'obtinrent que 0,7 % des suffrages, moins encore que les maoïstes. Rayé de la carte, le Parti du progrès qui était fait le champion de l'extrême droite. Une fois achevé le dépouillement, six partis purent envoyer des représentants au Parlement ; les sociaux-démocrates (ou travaillistes) et les socialistes de gauche, d'une part, et, d'autre part, les quatre non-socialistes : conservateurs, chrétiens populistes, centristes et libéraux. La gauche contre la droite ? C'est un peu plus compliqué.

La salle du Storting a d'ail-

leurs été agencée pour que la public ne distingue pas d'emblée qui est de droite et qui est de gauche. Les députés sont groupés par circonscriptions, quelle que soit leur couleur politique. Autre particularité remarquable : il s'agit d'un Parlement unicaméral avec deux Chambres. Bien qu'ils se disputent encore, la plupart des théoriciens estiment que c'est un système unicaméral parce qu'une fois tous les quatre ans les citoyens élisent cent cinquante-cinq députés sans ce préocuper de savoir dans quelle Chambre chacun siégera. Une

fois que les résultats de la consultation populaire sont acquis, les partis répartissent leurs sièges. Les trois quarts des élus sont affectés à l'Odelsling, la Chambre basse, et un quart au Lagting, la Chambre haute. Un projet de loi est d'abord soumis à l'Odelsling. S'il est approuvé, il est transmis au Lagting qui peut le modifier ou le refuser. Un texte ainsi contesté peut cependant être en fin de compte approuvé — après deux nouvelles infractions — par les deux tiers des parlementaires réunis en séance plénière.

La modestie avant tout

Cette séparation avait été justifiée par la nécessité de soumettre en deuxième lecture les textes importants à l'examen de députés plus expérimentés et plus juristes que les autres. L'argument a été développé sans beaucoup de conviction parce que les groupes ne renouvellent pas les critères de l'expérience ou de la classification juridique pour choisir ceux des leurs qui, jusqu'à la fin de la législature, appartiennent au Lagting. Alors, on a décidé tout simplement qu'il était bon qu'une loi fût discutée par deux Assemblées... même s'il s'agit de la même Assemblée scindée en deux parts inégales.

Les ministres sont l'émancipation de ces Assemblées bien que, pendant la durée de leur mandat exécutif, ils cessent de siéger au

Parlement. Ils sont remplacés par leur suppléant, de même d'ailleurs que les parlementaires malades ou en voyage. Ici, les charges, même les plus importantes, sont remplies avec modestie. Jamais un ministre, fût-il le premier, n'utilisera une voiture de fonction pour aller ou revenir de son travail. Veut-il se défendre en faisant du ski de fond ? Il prendra sa voiture personnelle ou empruntera le tramway, comme beaucoup de ses compatriotes, pour se rendre sur les pistes. Il trouve tout naturel d'être traité sans protocole... et parfois tiqué par un journaliste devant les caméras de la télévision.

B. F.

(Lire la suite page 13.)

TOTAL sait le faire.

TOTAL

sait exécuter, en toute sécurité, tous les forages dans des conditions les plus difficiles :

- dans les grands fonds,
- dans les gisements à haute pression,
- dans les environnements les plus hostiles.

TOTAL

sait poser et souder des pipes sous-marines grâce à des technologies nouvelles utilisables jusqu'à 1 000 mètres de profondeur.

TOTAL

sait concevoir, construire, « manager » les gisements de pétrole et de gaz dans toutes les régions du monde, pour son compte ou celui des pays producteurs.

TOTAL

aujourd'hui sait produire, traiter, stocker, transporter tous les hydrocarbures gazeux sur terre ou sur mer.

TOTAL

demain transportera l'énergie électrique produite en mer par des centrales thermiques alimentées au gaz des gisements offshore.

TOTAL EST PRÊT A PARTICIPER A L'AVENTURE OFFSHORE DANS LE GRAND NORD NORVÉGIEN !

TOTAL

TOTAL Marine Norsk A/S Nansens Plass 7 - Oslo - E. - Norvège

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57427.

La Société Générale à Oslo.

Kongensgate, 9.

A Oslo, les représentants de la Société Générale, dont la compétence territoriale s'étend à la Norvège et au Danemark, vous accueilleront, vous assisteront dans vos démarches, la négociation de vos contrats et la rédaction des clauses financières.

Les spécialistes de son bureau de représentation de Stockholm vous aideront également en Suède et en Finlande.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Banque française et internationale.

Direction Internationale :
29, Bd Haussmann 75009 Paris
Tél. 298.33.43/298.26.43/298.21.93

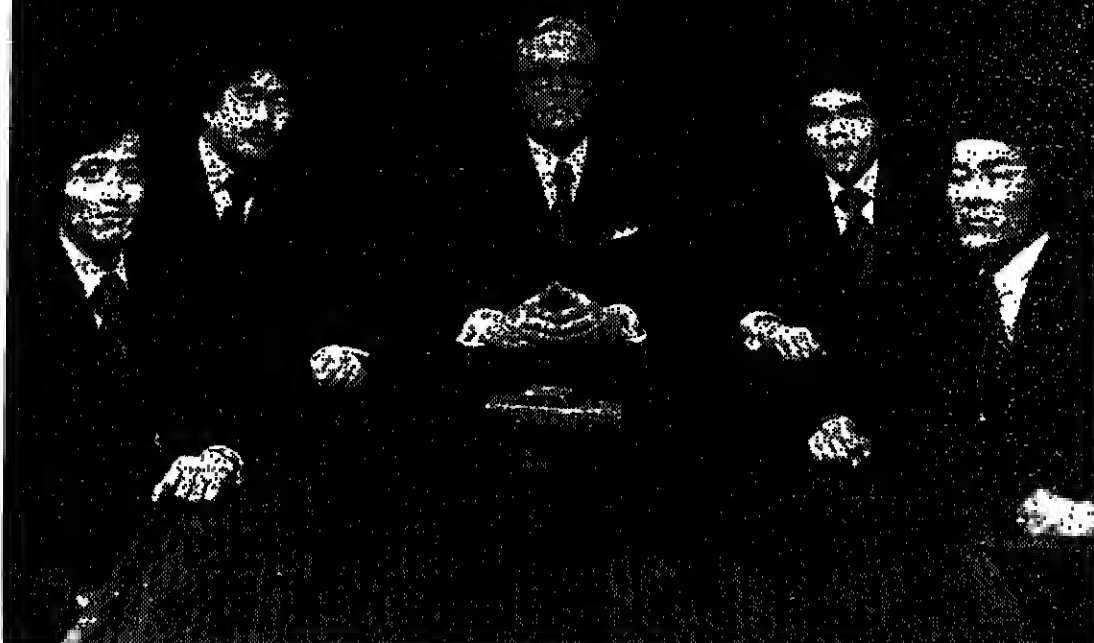
Bureau de Représentation en Norvège :
Kongensgate, 9, BP 17 - Sentrum, Oslo 1
Tél. 19.47.22.01.30 Télex 18354
Représentant : M. Gérard Pignatelli

Il faut être norvégien pour vendre 3 millions de voitures aux japonais.

Même s'il ne s'agit que de voitures miniatures, c'est un bon exemple de l'initiative norvégienne. La Norvège est un pays où l'on rencontre de telles surprises et, en tant que principale banque commerciale, nous sommes au courant de tout ce qui se passe du point de vue financier dans le commerce norvégien. Notre Service Etranger est votre voie d'accès à la Norvège. Adressez-vous à nous. C'est à nous de vous donner la réponse.

DnC

Den norske Creditbank
Votre banque en Norvège.



Kirkegt. 21, Oslo 1, Norvège — Tel.: 48 10 50 Telex: 18175 DnC n Télégramme: CREDITBANK

LA NORVÈGE A DES IDÉES

CES IDÉES ONT ÉTÉ TRANSFORMÉES EN
SYSTÈMES D'ORDINATEURS

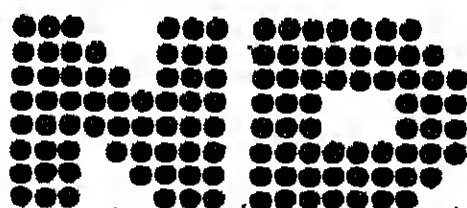
NORD

PAR LE CONSTRUCTEUR NORSK DATA

NORSK DATA fut créé en 1967. Depuis, la Société réalise des bénéfices chaque année. En 1979 la Société a présenté le meilleur résultat financier depuis sa création, et elle a des filiales en Allemagne fédérale, au Danemark, aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Suède. Les actions de NORSK DATA sont négociées quotidiennement à la Bourse d'Oslo et, depuis le début de l'année, la valeur d'achat a doublé.

NORSK DATA - FRANCE a été la première filiale créée à l'étranger au début de 1975. Elle a aujourd'hui 55 employés. Depuis sa création, NORSK DATA - FRANCE a réalisé près de 20 % du C.A. consolidé du groupe.

Si vous désirez en savoir plus sur notre société, n'hésitez pas à nous contacter.



NORSK DATA

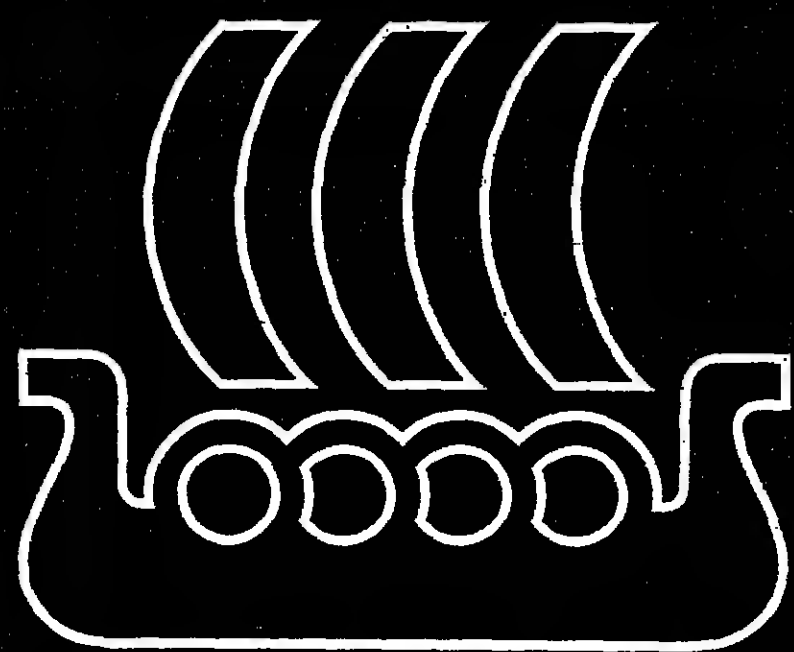
NORD - UNE ALTERNATIVE A ÉTUDIER

Siège :

« Le Bréant »
Avenue du Jura
91210 Ferney-Voltaire
Tél. : (50) 40-85-76

Filiale :

120, Boulevard de la Colline
92213 Saint-Cloud Cedex
Tél. : (1) 602-33-66



Les Vikings de l'ère du pétrole arrivent de Norsk Hydro

Norsk Hydro est:
Le plus grand groupe industriel de Norvège
Le plus grand groupe chimique de Scandinavie
Le plus grand groupe pétrochimique de Scandinavie
Un groupe aux vastes intérêts internationaux

Nous fabriquons plus de 50 produits et les vendons à travers le monde entier.

Engrais

Ammoniac/Nitrate d'ammoniac/Engrais complexes/Nitrate de chaux/Urée

Hydrocarbures

Diesel auto/Essence/Puels/Naphta/Gaz naturel/Pétrole brut/Kérosène/Coke de pétrole

Aluminium

Aluminium de première fusion/Profils/Produits coulés/Fil machine/Produits laminés

Magnésium

Magnésium pur/Alliages de magnésium/Oxyde de magnésium/Anodes de magnésium/Chlorure de magnésium

Pétrochimie

Ethylène/Dichlorure d'éthylène/Chlorure de polyvinyle/Propylène/Chlorure de vinyle

Produits chimiques

Nitrate d'ammoniac technique/Urée technique/Méthanol/Gaz industriels/Eau lourde/Nitrate de chaux/Chlore/Acide nitrique

Divers

Emballage/Systèmes de commande à distance à usage maritime/Stratifiés/Produits d'ingénierie

Norsk Hydro

Bygdøy allé 2, Oslo 2, Norvège

Nos bateaux sont chargés de produits dont le monde a besoin.

مكتبة من الامارات

سنة ١٤٠١

Une démocratie solidement ancrée dans les mœurs

(Suite de la page 11.)

Ministres et parlementaires ont conscience d'avoir à exercer une mission très temporaire qui ne leur confère ni prestige particulier ni avantages matériels. Assez rares sont les députés qui aspirent à faire de leur condition un métier. Ils sont généralement prêts à siéger pour une ou deux législatures seulement. Il faut croire que le Norvégien n'est pas vorace de pouvoir puisque l'article 63 de la Constitution affirme : « Toute personne élue... est tenue d'accepter son élection sans si elle est élue hors de la circonscription dans laquelle elle exerce son droit de vote. » Magnanime, le texte précise toutefois : « Celui qui a assisté en tant que représentant à toutes les sessions ordinaires du Storting qui ont suivi une élection n'est pas tenu... d'accepter le renouvellement de son mandat. »

Six partis politiques sont actuellement représentés au Parlement. A gauche, presque tout le terrain est occupé par les travaillistes, la force dominante (42,3 % des voix en 1977), qui, après avoir réalisé leur programme de réformes, sont visiblement en quête de nouveaux objectifs. Le parti socialiste de gauche, lui, avait pu, après le référendum sur l'Europe, faire élire seize députés ; il n'a plus que deux parlementaires. Il accuse les sociaux-démocrates de servir le capitalisme. Il s'oppose résolument à l'alliance atlantique et milite pour l'écologie.

De l'autre côté de l'échiquier, le Parti du centre, qui s'appelait naguère parti agrarien, cherche une clientèle nouvelle qui lui permettrait d'éviter l'effritement auquel il paraît condamné. Avec 8,6 % des suffrages et douze députés, il ne peut avoir que de modestes ambitions. A sa droite, le Parti des chrétiens populaires (12,4 % des voix et vingt-deux sièges) s'est fait le champion

intransigent de la morale. Il incarne une tradition puritaine, qui continue d'influencer la Norvège. Centristes et chrétiens populaires se méfient de leurs rivaux et associés dans l'ancienne coalition non socialiste, les conservateurs. Ce parti a connu ces derniers temps une progression remarquable. Avec quarante et un sièges et 34,7 % des suffrages, il apparaît à beaucoup d'opposants comme le mieux apte à prendre la direction des affaires, mais les concours qui lui seraient nécessaires ne sont pas assurés. Restent les libéraux scandinaves au nombre de deux au Parlement. Leur parti s'est scindé au moment du référendum sur l'Europe et il ne s'est pas relevé de cette crise. Les libéraux cherchent dans l'écologie une nouvelle raison d'être.

En tenant compte de l'éventail des six partis qui ont depuis les élections de 1977, des représentants au Storting, il a fallu former un gouvernement. Ce n'était pas aisé. En ce temps-là, on s'est demandé pendant quelques jours quelle allait être la majorité. Socialistes et non-socialistes étaient presque à égalité, et de comptages en recomptages un siège passait des libéraux aux socialistes de gauche. Toutes vérifications faites, ce siège vagabond revint aux socialistes de gauche. Les « bourgeois » comme on les appelle ici n'eurent pas la majorité qu'ils avaient espérée pendant quarante-huit heures. Mais personne n'eut vraiment la majorité. Il y avait soixante-seize travaillistes. Il fallait un siège de plus à leur parti pour être sûr de gouverner. Il fut alors admis que les deux socialistes de gauche lui fourniraient en général l'appoint nécessaire sans appartenir à la majorité et sans donner la moindre garantie à leurs voisins et rivaux sociaux-démocrates.

Que faire de l'écologie ?

Les « bourgeois » s'accommodent de cette situation d'autant qu'ils n'étaient guère disposés à reconstruire la majorité qu'ils avaient eux-mêmes formée entre 1965 et 1971. A deux reprises au moins depuis 1977, quand les socialistes de gauche se dérobèrent, ils furent en mesure de renverser le gouvernement travailliste de M. Nordli. Ils se gardèrent bien de le faire parce qu'ils savaient qu'une crise serait insoluble.

Toutes les conditions sont réunies pour que le système soit bloqué. En Norvège, il n'y a jamais eu de dissolution : une Assemblée doit aller jusqu'au bout de son mandat de quatre ans. Il n'y a pas non plus d'élections partielles, puisque un député décédé est automatiquement remplacé par un des suppléants de sa liste. La Norvège se condamne à garder pendant toute une période quadriennale le même

équilibre des forces. Les hommes politiques se plient à ce carcan. Une contrainte qui ailleurs provoquerait une situation instable est ici un puissant facteur de stabilité.

Stabilité aussi du paysage politique norvégien quand on le regarde sur une longue période. Il a été constaté, par exemple, que les résultats plebeux de 1977 correspondaient à quelques variations près aux élections de 1938. Le tableau suivant a été établi par M. Helge Seip, rédacteur en chef du *Journal norvégien du commerce et de transports maritimes*. Il range sous la rubrique « partis non socialistes modérés » les groupes qui s'appellent actuellement : libéraux, chrétiens populaires, centristes.

Pourcentage des votes	1938	1977
Travaillistes	42,3	42,3
Conservateurs	22,6	24,7

Partis modérés non socialistes 29,4 25,2
Autres listes 5,5 7,3

Pourtant, d'un scrutin à l'autre, les variations sont beaucoup plus sensibles. Dans le groupe « bourgeois », le parti libéral, qui au lendemain de la guerre suivait d'assez près les conservateurs, est devenu quantité négligeable et la montée des conservateurs inquiète leurs associés de l'ancienne coalition non socialiste.

Pourtant, à l'intérieur et hors des partis, beaucoup se demandent si les citages traditionnels correspondent toujours à la réalité. Les conservateurs progressent, notamment parmi les jeunes électeurs, parce qu'ils paraissent les mieux armés pour assurer l'alternance. Ils bénéficient du phénomène naturel de rejet que ressent une couche d'électeurs pour qui le travailisme est l'affaire des parents, qui veut seconder la tutelle des pouvoirs publics sans perdre pour autant les acquis de la social-démocratie.

Dans les débats les plus passionnés de ces dernières années, la ligne de partage est passée au moins aussi souvent à l'intérieur des partis qu'entre les partis. Ce fut le cas au moment du référendum sur l'adhésion au Marché commun. C'est encore le cas avec les discussions à propos de l'irruption du pétrole dans l'économie nationale et le mode de vie. Les partis sont troublés par la revendication écologique qui n'avait guère d'actualité quand ils ont été créés et qu'ils n'ont pas tous encore parfaitement perçue. A quelle vitesse et de quelle façon intégrer cette ressource nouvelle pour qu'elle ne soit pas en fin de compte un fléau ? C'est là peut-être le problème majeur de la politique norvégienne au début des années 80.

B. F.

Un entretien avec le premier ministre

(Suite de la page 11.)

Nous étions l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Nous devenons l'un des plus riches du monde, et cela s'est fait en deux générations. En même temps, nous avons réduit les inégalités entre les gens, entre les régions, mis en place un système de sécurité sociale complet et assuré le plein emploi. Grâce aux ressources naturelles, aux durs efforts des travailleurs et à la formation que la population a reçue, nous avons maintenant de grandes possibilités. Il faut aussi insister sur le développement parallèle de la démocratie politique et de la démocratie économique. La liberté des hommes et de l'économie a été assurée.

Pourtant certains disent que la fiscalité est devenue beaucoup trop lourde. Que répondez-vous à ceux qui vous font ce reproche ?

— La fiscalité est en gros acceptée parce que chacun se rend compte que c'est l'outil principal du bien-être social. Mais naturellement les gens ont toujours tendance à croire qu'ils paient trop d'impôts. Mais aujourd'hui les partis responsables ne peuvent remettre en cause ce qui est acquis, et au fond chacun reconnaît qu'il doit bien payer ce qu'il reçoit de la communauté, qu'il faut payer pour soutenir le plein emploi, maintenir la protection sociale. C'est aussi grâce à la solidarité économique de la collectivité que l'industrie norvégienne a été capable de se développer et d'affronter la concurrence internationale.

— Quels changements a, selon vous, provoqués la découverte du pétrole dans l'économie, dans le niveau de vie de la Norvège ?

— D'abord, il y a de grandes possibilités. Mais nous devons limiter la production de pétrole pour éviter des changements

fondamentaux dans la structure économique du pays. Et nous devons faire en sorte de développer en même temps d'autres secteurs parce que nous ne savons pas quelles sont les ressources pétrolières. Quand ces ressources seront-elles épuisées ? Je ne sais. Il faut donc profiter des possibilités actuelles pour équiper le reste et préparer l'avenir.

— On dit que le pétrole peut tuer la pêche, une des ressources traditionnelles de la Norvège ?

— Je ne pense pas qu'il y ait vraiment un problème grave à ce propos. Il y a peut-être plus grave que le pétrole pour les pêcheurs de nos côtes. Avec la technologie moderne, ne risquons-nous pas de prendre bientôt les derniers poissons ?

— Les écologistes redoutent que des sites magnifiques ne soient sacrifiés au dieu pétrole.

— Nous avons fait et nous faisons de notre mieux pour protéger la nature. Dans ce pays de quatre millions d'habitants, nous avons la chance d'avoir des « ressources de nature », plus sans doute que n'importe quel autre pays du monde. Il faut en prendre soin. Nous pouvons, sans refuser toute industrialisation, rester le pays le plus « vert » d'Europe.

— Bref, quel rythme de croissance jugez-vous possible et utile ?

— Il ne s'agit, bien sûr, pas seulement du pétrole : celui-ci ne contribue que pour 20 % au produit national brut. Nous ne devons pas les autres 80 %. Il est difficile de répondre précisément à votre question. Mais comment pourrions-nous avancer au même rythme que dans les années 60, puisque nous avons une économie ouverte sur le monde ? La moitié de notre production doit être vendue sur le marché international. Donc, les tendances internationales ont une grande influence sur les possibilités de l'économie norvégienne. Je pense qu'un rythme de croissance de 3 % par an permettrait de maintenir le plein emploi.

« Nous gardons reconnaissance à la France »

— Récemment, la presse soviétique a attaqué la Norvège à propos de projets d'implantation de matériel de l'OTAN. En même temps, l'U.R.S.S. a pris l'initiative de rouvrir les négociations avec votre gouvernement à propos de la mer de Barents. Comment interprétez-vous cette double démarche ?

— Les relations entre l'U.R.S.S. et la Norvège reflètent les relations générales entre l'Est et l'Ouest. L'un des piliers de notre sécurité, c'est l'appartenance à l'OTAN. Mais, pour assurer cette sécurité, nous voulons aussi maintenir la stabilité, abaisser la tension. Nous faisons de notre mieux pour avoir des relations bonnes et ouvertes avec l'Union soviétique. En ce moment, nous jugeons évidemment que la situation est sérieuse. Nous craignons pour la détente, nous redoutons la course aux armements, et en particulier la course aux armes terrifiantes. Nos espoirs ont été grièvement blessés. Mais, en dépit de la crise provoquée par l'invasion inacceptable de l'Afghanistan, nous voulons maintenir ouverts les canaux entre l'Est et l'Ouest.

— Les négociations de la Norvège avec l'U.R.S.S. ? C'est une question de longue haleine. Il est important que nous ayons des conversations, que de part et d'autre nous nous disions prêts à trouver une solution.

— Il y a huit ans, la population norvégienne se prononçait par référendum contre l'adhésion au Marché commun. Comment ont évolué vos relations avec la C.E.E. ?

— Il n'est pas question, en Norvège, de changer ce qui a été décidé. Je dirai que notre coopération avec le Marché commun et les pays membres s'est développée de façon très positive. Nous avons signé un accord commercial qui régit cette coopération.

— Et les relations avec la France ?

— M. Giraud, ministre de l'Industrie, nous a rendu visite il y a un an. Nous attendons maintenant la venue de M. Barre, qui, pendant son voyage, ira à Narvik. Nous gardons reconnaissance à la France de ce qu'elle a fait pour nous au début de la deuxième guerre mondiale. Il y a eu aussi des négociations entre des industriels des deux pays. C'est là un résultat très positif, très riche pour la Norvège. Pour la France également.

Propos recueillis par BERNARD FÉRON.

DE BONNES AFFAIRES EN NORVÈGE

Si vous souhaitez faire de bonnes affaires en Norvège, faites-les avec la Christiania Bank.

Le grand événement dans le monde financier et bancaire de Norvège en 1980 est la fusion entre la Andresens Bank A/S et la Christiania Bank og Kreditkasse, deux grandes banques internationales et dynamiques. Les deux banques ont une large expérience et des connaissances étendues de toutes les activités commerciales et industrielles de Norvège. Avec le personnel hautement qualifié des deux banques à votre disposition, la banque fusionnée est à même de vous offrir le meilleur service et les meilleurs conseils. Donc, si vous avez des affaires avec la Norvège, faites appel à la Christiania Bank.

CHRISTIANIA BANK
CHRISTIANIA BANK OG KREDITKASSE
Votre banque en Norvège

Siège social: Oslo Telex: 11043 xiab n - adresses générales - 19810 xiab n - devises étrangères - 18633 xiab n - département banque Cables: XANIA BANK - Téléphone: (472) 48 50 00 - Luxembourg, New York, Londres, Sao Paulo, Singapour, Hong Kong, Zurich et Paris.

Trouver un équilibre entre l'intervention de l'Etat et un plus grand libéralisme

A quelques pas des deux tours carrées de l'hôtel de ville de Bergen, face au fjord qui apparaît tel un immense lac clairsemé d'îles et sous l'œil de l'ancienne citadelle Akershus, les cases du chantier naval Nyland Versted sont désespérément vides. Pas un bateau ne montre sa proue et les grues tendent leurs bras inutiles vers les dernières nappes des collines alentour.

Faute d'activité, cette fille du puissant groupe Aker, installé là dans la construction et la réparation navale depuis 1854, vient d'élire d'annoncer la licenciation de cinq cents personnes. De quoi faire bondir les statistiques dans un pays qui compte à peine plus de vingt mille chômeurs. « Ces ouvriers n'auraient aucun mal à retrouver du travail dans les quarante-huit heures dans la région d'Oslo », affirme un responsable de la Fédération des Industries, M. Frederiksen. Mais les syndicats n'enlèvent pas « l'aspect faire ». Question de principe. « La reconversion des industries traditionnelles doit se faire sans précipitation », rappelle un membre du principal syndicat L.O. Et le ministre du plan, détenteur suprême du portefeuille des finances, le rigide M. Kleppe, souligne que

« l'économie n'est qu'un moyen » et que « le plein emploi reste l'objectif majeur du gouvernement ». De quoi faire rêver plus d'un chômeur ailleurs en Europe.

« Le pétrole est donc arrivé », concède le ministre, à un heureux moment pour permettre, par ses revenus, de financer la restructuration de l'industrie, engendrer de nouvelles activités, donc de nouveaux emplois (le mer du Nord a ainsi permis de créer près de trente-cinq mille emplois, au moment où les chantiers navals en perdaient douze mille).

La Norvège a toujours fondé son industrialisation sur ses avantages naturels : une énergie hydro-électrique à bon marché et permise de développer une industrie sidérurgique (ferro-alliages), des activités électro-métallurgiques (aluminium, magnésium) et une industrie électrochimique (engrais), tandis que les forêts de ce vaste territoire engendraient une industrie du papier-carton et que les milliers de kilomètres de côtes émaillées de développements logiques des chantiers navals, d'une flotte marchande, donc d'une industrie de la pêche (poissons et produits de la pêche). A côté de ces industries traditionnelles se trouve

un certain nombre d'activités nouvelles (équipements de navires, télécommunications, turbines pour centrales électriques).

La faible population — quatre millions d'habitants — du pays a, depuis longtemps, obligé le royaume à fonder sa croissance sur la division internationale du travail et la spécialisation, et l'économie du marché intérieur l'a conduit à tourner largement ses activités vers l'extérieur (les exportations représentent près de 30 % de la production intérieure brute).

Les difficultés de par le monde des chantiers navals, sous la concurrence du Japon et de la Corée, et le marasme économique des pays industrialisés après la première crise pétrolière ont contraint de nombreuses entreprises à des re-

structurations nécessaires sans affecter le plein emploi. La question est d'autant plus aiguë à Oslo que le rythme d'inflation au premier trimestre a plus que doublé par rapport à l'an passé (la tendance actuelle est de l'ordre de 13 % l'an, et les rares sont les économistes qui prévoient un taux inférieur à 10 %). De plus, le patronat et les syndicats ont signé un accord-cadre qui préconise une augmentation moyenne des salaires de 8 %. Bien que cela signifie vraisemblablement une diminution du pouvoir d'achat des cadres moyens et supérieurs, à la Fédération des industries on estime qu'il était beaucoup trop tôt pour s'accorder de telles hausses, et l'on croit le mécanisme mis au point pour permettre aux salaires les plus bas de croître plus vite que la moyenne.

M. Johan Melander, géant de soixante-dix ans qui dirige depuis plus de trente ans la principale banque commerciale du royaume, Dan Norske Creditbank, et que ses concitoyens appellent, non sans tendresse, « le dernier capitaliste de Norvège », affirme que « tout dépend de la politique financière que va mener le gouvernement ». Si les autorités continuent à augmenter les dépenses budgétaires sous prétexte que les revenus pétroliers vont croître, dit-il, elles créeront tant de pouvoir d'achat que l'on va se retrouver avec un « sur-emploi ». « Le niveau des prix va s'élever et la compétitivité industrielle se réduire ; c'est là le grand danger qui menace notre économie. »

Moins de subventions

L'analyse est partagée par les experts économiques du gouvernement. Ce dernier a d'ailleurs annoncé qu'il allait cesser de subventionner sélectivement les industries en difficulté. La politique qui a consisté à fournir pour 1,3 milliard de couronnes aux chantiers navals pour les aider à obtenir pour 4 milliards de couronnes de contrats sera ainsi abandonnée (2). Ce qui ne convainc guère M. Melander : « Les politiciens pourront-ils voir s'accu-

muler ces richesses tirées du pétrole sans avoir envie de les dépenser ? J'en doute. » Et il en veut pour preuve le programme de construction sociale qui va encore coûter, en 1980, plus de 7 milliards de couronnes au budget de l'Etat. A une époque de conservatisme triomphant en Europe, le banquier propose une fois remboursée la dette extérieure, une série de dépenses non inflationnistes, comme l'accroissement de la contribution

financière à l'OTAN, l'achat à l'étranger d'équipements sophistiqués pour les laboratoires universitaires, voire des investissements à l'étranger. Il préconise aussi une réduction de la fiscalité directe devenues « beaucoup trop lourdes », à condition que soit mise sur pied une réelle incitation à l'épargne.

Le gouvernement minoritaire social-démocrate, d'ailleurs, pour partie le diagnostic économique établi par le patronat, n'est pas pour autant convaincu par les remèdes. Même s'il semble un peu divisé. La publication d'un Livre blanc sur la restructuration de l'industrie a ainsi été différée du fait de divergences entre le ministère de l'Industrie et celui des finances, dit-on à Oslo, même si cela est démenti par M. Tambursten, secrétaire d'Etat à l'Industrie.

Fidèle à la vocation de son parti, M. Kleppe, le ministre du plan, même s'il reconnaît que l'Etat doit moins intervenir pour soutenir des activités qui ne sont pas viables à long terme, n'en estime pas moins que les objectifs sociaux du gouvernement continuent d'exiger un rôle important des pouvoirs publics. Quant au niveau des impôts, il le défend en rappelant que, s'il est de l'ordre de 52 % en brut, il est bien moindre si l'on tient compte des prestations fournies.

Malgré des revenus pétroliers largement excédentaires par le doublement l'an passé des prix du pétrole et du gaz, ainsi que par le développement de la production d'hydrocarbures, la Norvège ne pourra pas complètement éviter les effets de la crise mondiale. Mais elle aura, en 1980, un taux de croissance supérieur à 3 %. Dans une telle circonstance, « beaucoup de choses dépendront de l'évolution politique », souligne M. Melander. Autant dire que les élections de 1981 trancheront aussi entre les partisans du maintien de l'intervention de l'Etat et les tenants d'un plus grand libéralisme économique.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Couronne norvégienne = 13 centimes.
(2) Le budget de l'Etat pour 1980 prévoit également 500 millions de couronnes de subventions.

Le poids de la fiscalité directe

Le bulletin de salaire mensuel d'un professeur d'université, proche de la quarantaine, montre mieux que tout discours le poids des impôts directs :

— Traitement brut en couronnes : 11 502,80
— Cotisation retraite : 216,40
— Impôt sur le revenu : 6 064
— Cotisation syndicale : 51,50
— Salaire net : 5 170,10

Il faut préciser que cet impôt — calculé sur les revenus de l'année précédente déclarés avant le 31 décembre — n'est prélevé que dix mois et demi sur douze (l'imposable étant exonéré en juillet et le prélevement de décembre étant moitié moindre que celui des autres mois). De plus, la fiscalité est beaucoup moins lourde dès lors que l'on a des enfants à charge.

Mais pour faire une comparaison réelle avec d'autres systèmes, il faudrait aussi faire la liste des prestations sociales et des équipements collectifs (y compris qualitativement) dont peut bénéficier ce professeur. Faut-il rappeler qu'en revenu national par habitant les Norvégiens sont nettement plus riches que les Français.

conversions : le groupe Aker, par exemple — premier constructeur naval norvégien — ne construit plus que des bateaux très spécialisés (méthaniers, navires frigorifiques, etc.), en série, et cette activité ne représente plus que 17 % de son chiffre d'affaires, de nombreuses usines du groupe étant tournées vers l'exploitation pétrolière de la mer du Nord pour laquelle elles fournissent plates-formes de forage et toutes sortes de constructions et de services.

« Pourtant, comme le disent les responsables norvégiens, même si la pétrole doit correspondre à 25 % de notre PIB dans les années 90, ce n'est pas une raison pour sacrifier les trois autres quarts de notre industrie. D'autant que celle-ci restera lorsque le pétrole et le gaz auront disparu. »

Le « contrôle démocratique » des banques commerciales

DANS un pays dominé depuis plus de trente ans — malgré quelques entrées « bourgeois » — par la social-démocratie, on s'attendait à voir une économie baignée entièrement aux mains de l'Etat. Or il n'en est rien. Les grands services publics dépendent certes de l'Etat, et le gouvernement a établi des monopoles de vente de l'alcool, des médicaments et du bétail, mais l'essentiel du commerce et de l'industrie est laissé aux personnes privées (à l'exception notable des chemins de fer, de la poste et de la mer du Nord, dans laquelle le groupe d'Etat Stetor aura une place prépondérante). Et même lorsque l'Etat est actionnaire majoritaire, comme dans la première société norvégienne, Norsk Hydro, cette part prépondérante n'est pas sensible et, de plus, unanime, ce groupe est géré comme une société privée. « Nous sommes effrayés par une trop grande concentration du pouvoir et

crignons la multiplication des experts bureaucratiques », précise M. Kleppe, le ministre du plan. Et un responsable de la principale centrale syndicale, L.O., affirme : « Nationalisme ne résout pas les problèmes, il est plus important que le gouvernement, le Parlement et les travailleurs exercent un contrôle sur l'activité économique. »

Un tel contrôle démocratique a donc été institué dans les banques commerciales. Il existe certes des banques d'Etat, mais celles-ci ne reçoivent pas de dépôts et tirent leurs fonds du gouvernement pour effectuer des prêts à faible taux d'intérêt à certains secteurs économiques (agriculture, pêche, presse) ou sociaux (logements, éducation). Les banques commerciales sont donc les seules à avoir une activité bancaire traditionnelle et elles sont entièrement privées.

Depuis quelques temps, leur board of supervisor (conseil de surveil-

lance), chargé de définir la politique et les grandes options de la banque, est composé de « membres » nommés par le Parlement, de représentants du personnel et d'actionnaires (qui sont minoritaires). La principale banque commerciale — Dan Norske Creditbank — dispose ainsi d'un conseil de surveillance de quarante-cinq membres, dont vingt-cinq sont nommés par le Storting, douze représentent les actionnaires et neuf les employés (qui ont aussi un représentant au conseil de direction).

Cette porte de majorité des actionnaires au conseil de surveillance a été pour contraindre la proposition qui leur a été faite de vendre leurs parts à l'Etat avant le fin de 1980. « Mais, souligne M. Melander, le président de Dan Norske Creditbank, à un prix qui correspond à la valeur boursière, soit une somme bien inférieure à la valeur réelle de ces actions. »

Que vont donc faire les porteurs de parts ? « A mon avis, ils vont garder leurs actions », estime le banquier, qui reconnaît que ce système a apporté très peu de changement dans la gestion de la société depuis qu'il est en place.

Mais, fervent opposant à la réforme introduite par M. Kleppe, alors ministre des finances, M. Melander continue de militer contre ce qui lui apparaît comme une nationalisation déguisée. Et parce que, dans la commission qui a préparé ce texte, la marge était très étroite en faveur de ceux qui désiraient assouplir le contrôle de la communauté et réduire l'impact des actionnaires, M. Melander ne désespère pas de voir ces derniers regagner la majorité dans les conseils de surveillance. Un combat qui semble quelque peu d'arrière-garde en Norvège, aujourd'hui.

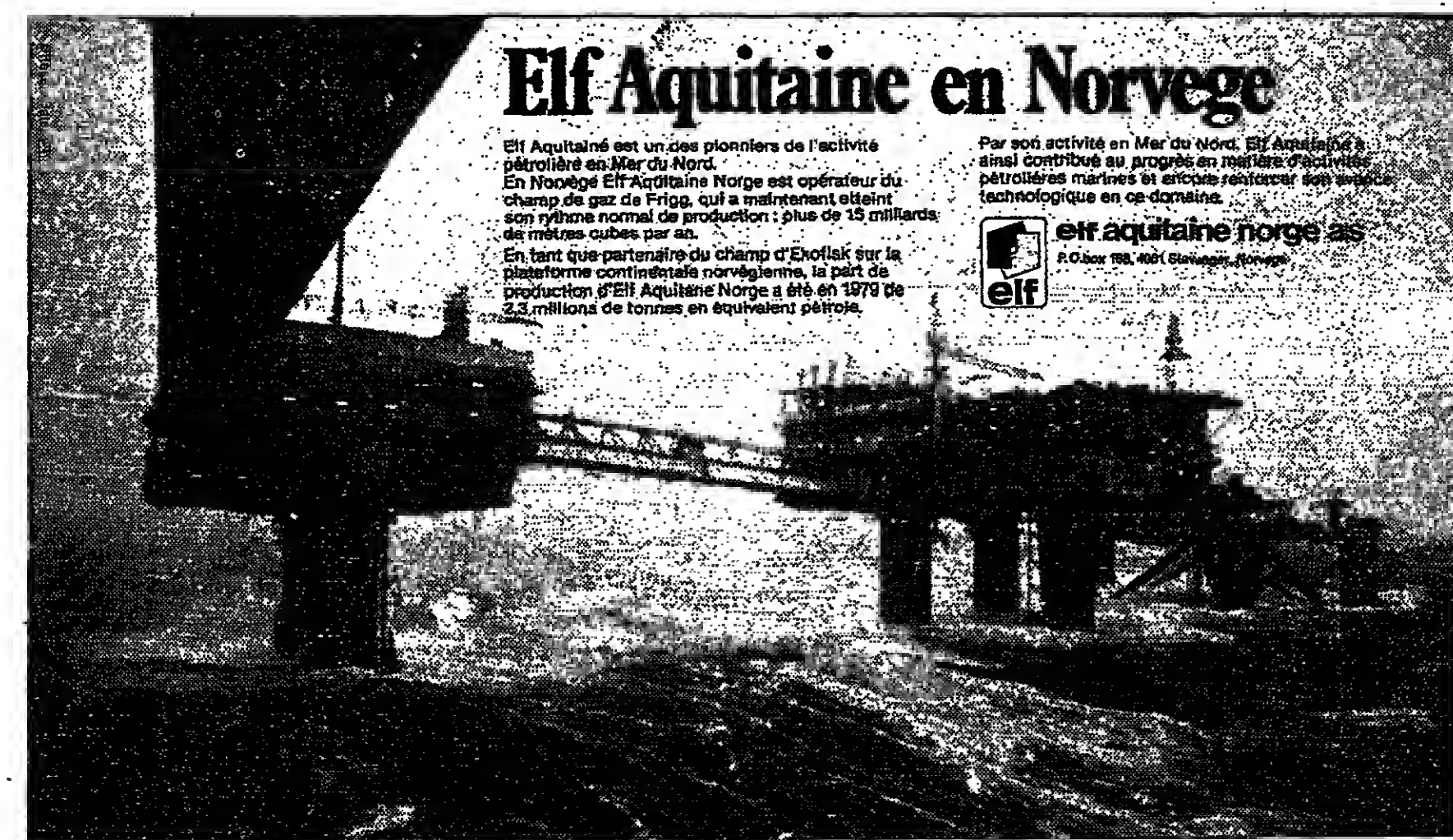


Davantage de puissance en provenance de la mer

L'impact du pétrole de la Mer du Nord sur l'économie norvégienne ne cesse d'augmenter. La Bergen Bank prend une part active dans le financement des projets de la Mer du Nord. Notre département « Pétrole » ainsi que notre division internationale souhaitent vivement se mettre à votre service pour tous vos problèmes de banque en Norvège.

BERGEN BANK
Bergen
Torgallmenningen 2
P.O. Box 626
N-5001 Bergen
Téléphone : + 47 5 21 76 00
Téléc. 42 016

BERGEN BANK
Oslo
Kirksgaten 22-25
P.O. Box 1170 Sentrum
N-0101 Oslo 1
Téléphone : + 47 2 40 05 50
Téléc. 11 053



Elf Aquitaine en Norvège

Elf Aquitaine est un des pionniers de l'activité pétrolière en Mer du Nord. En Norvège Elf Aquitaine Norge est opérateur du champ de gaz de Frigg, qui a maintenant atteint son rythme normal de production : plus de 15 milliards de mètres cubes par an.

En tant que partenaire du champ d'Exfolak sur la plateforme continentale norvégienne, la part de production d'Elf Aquitaine Norge a été en 1979 de 2,3 millions de tonnes en équivalent pétrole.

Par son activité en Mer du Nord, Elf Aquitaine a ainsi contribué au progrès en matière d'activités pétrolières marines et enrichi son savoir technologique en ce domaine.

elf aquitaine norge as
P.O. Box 101, 0401 Oslo, Norvège

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mai
LES GISCARDIENS

Second dossier du numéro :

LA PROSTITUTION

Le numéro : 3,50 F
Abonnement un an
(six numéros) : 20 F

551 150

هذا من اجل

Le pays veut parvenir à la maîtrise absolue de sa production pétrolière

IL est une surprise après quelques jours passés dans la charmante capitale norvégienne, c'est bien la discrétion des réactions officielles à la tragédie de la plate-forme Alexander-Kielland. Certes, deux syndicats de travailleurs du pétrole, appuyés par plusieurs petits partis de l'opposition, ont réclamé une révision des règlements de sécurité, voire une remise en cause de l'ensemble de l'activité pétrolière. Et l'Union des écrivains a publié un communiqué pour se plaindre de l'attribution aux plates-formes de la mer du Nord de noms d'hommes de lettres, jugeant peu digne d'entendre dire que ce grand contemporain d'Ibsen a perdu une jambe et causé ainsi la mort de cent vingt-trois personnes. Mais partout ailleurs, la modération règne dans un royaume qui a été d'autant plus choqué par l'accident qu'on y est particulièrement attentif aux conditions de travail et de sécurité des travailleurs de l'offshore comme à la protection de l'environnement.

« On se rend compte désormais qu'un accident est toujours possible, au nord comme au sud », affirme M. Askvaag, vice-président exécutif de Norsk Hydro, la principale société norvégienne.

Les autorités n'entendent pas remettre en cause la politique pétrolière définie par le Storting depuis plusieurs années, non plus que les trois premiers forages exploratoires au nord du 62° parallèle, décidés pour l'été 1980, après un large débat et la remise à l'Assemblée nationale en 1979 d'un Livre blanc.

Celui-ci définissait les moyens de contrôle de l'Etat sur la pollution et sur l'activité pétrolière dans le nord du pays, ainsi que les relations entre le pétrole et les activités de pêche dans une zone particulièrement sensible pour tous les défenseurs de l'environnement (au premier rang desquels les pêcheurs).

Les deux compagnies qui doivent opérer au nord du 62° parallèle, la compagnie d'Etat Statoil et Norsk Hydro, avaient

certainement différé l'envoi, au large de la province de Troms, des plates-formes nécessaires aux premiers forages. Mais la remise au gouvernement — fin avril et début mai — de rapports préliminaires des directions des affaires pétrolières et de la sécurité maritime, ainsi que de l'organisme — Veritas — chargé de l'homologation des installations, sans faire la lumière sur l'accident lui-même (attribué ici à une fatigue du métal de la plate-forme, conçue et construite en France), a pourtant permis aux pouvoirs publics de donner le feu vert le 30 avril.

Comme le disaient plusieurs personnalités norvégiennes : soit

on arrête tout au nord comme au sud, soit l'on continue dans les deux zones tout en renforçant la sécurité. Et M. Tamburtn, secrétaire d'Etat à l'Industrie, d'ajouter : « Mon sentiment personnel est que le niveau d'activités restera conforme aux décisions antérieures à l'accident, mais on va sûrement renforcer l'inspection régulière des plates-formes, l'entraînement et l'éducation du personnel. » Si l'infatigable M. doit y avoir, il n'interviendra pas avant la publication du rapport définitif de la commission d'enquête, au plus tôt à l'automne. C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'énergie au Storting à la fin du mois d'avril.

Trois projets sont actuellement en concurrence. Le premier concerne le seul gisement de Statoil et prévoit la construction d'un gazoduc à la côte vers la région de Bergen. Il favoriserait l'utilisation de gaz pour les projets pétrochimiques de Norsk Hydro, Statoil, Saga et Duno et laisserait des quantités non négligeables à l'exportation sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Cette solution semble actuellement avoir la faveur de nombreux responsables de la politique pétrolière.

Ensuite, il faudra décider d'un grand collecteur et de son point de chute possible. Les Britanniques tentent de convaincre Oslo de l'intérêt qu'il y aurait à rentabiliser l'écoulement de l'ensemble du gaz de la mer du Nord vers la Grande-Bretagne, qu'un consortium européen — dans lequel Gaz de France joue un rôle actif — préférerait visiblement voir le gaz arriver sur le continent. Quel que soit le choix, les acheteurs devront payer un prix élevé. Le récent contrat signé pour la fourniture à partir de 1983 du gaz du gisement d'Ula à la filiale ouest-allemande de B.P. Gelsenberg, qui fixe le prix à 1 couronne par mètre cube (de l'ordre de 5,10 dollars par million de B.T.U.), établit le principe de l'indexation des prix du gaz sur ceux du pétrole.

C'est là un principe irréversible sur lequel seront fondés tous les contrats futurs », affirme M. Helle, du ministère de l'énergie.

Au-delà de ces grandes décisions, les pouvoirs publics entendent poursuivre cette « norvégianisation » menée jusqu'à présent avec succès et développer une coopération industrielle avec leurs grands partenaires commerciaux en échange de la garantie d'approvisionnement en hydrocarbures.

Cette « norvégianisation », on peut l'évaluer par la part des contrats revenant à des entreprises locales dans le secteur pétrolier : 28 % en 1975, 62 % en 1978, 60 % en 1979. On peut aussi prendre en compte l'évo-

lution de la fiscalité dont le poids devrait passer, si le Storting adopte le projet préparé par le ministère de l'énergie, de 69 à 81 % avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1980 (ce qui a été dénoncé, bien sûr, par les compagnies internationales comme de nature à ralentir, voire à empêcher la mise en exploitation des champs marginaux). On peut encore l'apercevoir dans cette maîtrise technologique qui permet désormais aux sociétés norvégiennes de contribuer à

l'exploration pétrolière dans plus de dix pays du tiers-monde. On peut enfin en voir le signe dans la part croissante qui revient aux compagnies norvégiennes sur les périmètres d'exploration. Lors de la désignation des sociétés chargées de l'exploration au nord du 62° parallèle, par exemple, Statoil, Norsk Hydro et Saga ont été choisies comme « opérateurs » alors que les compagnies étrangères n'obtenaient que 35 % des parts sur chacun des trois périmètres.

Un nationalisme ombrageux

Cette dernière attribution est d'ailleurs un modèle de la volonté des Norvégiens d'obtenir création d'emplois et transferts de technologie des pays désireux de voir leurs compagnies travailler dans cette zone de la mer du Nord. Les sept compagnies bénéficiaires de parts (de 25 % pour Esso à 5 % pour Hispanoil et Volvo) ont ainsi dû donner des gages industriels. Elf-Aquitaine, qui détient 20 % sur le permis de Trondelag-II et fournira l'assistance technique, n'a dû cette situation qu'à la commande par la SNECMA de certaines pièces d'avion à la société Kongsberg. De plus, Elf s'est engagé dans des joint ventures avec plusieurs sociétés norvégiennes, tant pour les services de l'offshore que pour la commercialisation de produits chimiques et de médicaments pour animaux. Enfin, le Conseil norvégien pour la recherche scientifique et industrielle a signé un accord avec le C.N.E.S. (Centre national d'études spatiales) français pour la modernisation de la station de télémétrie de Tromsø. « Cette coopération industrielle sera un critère de plus en plus important dans le choix des compagnies étrangères », explique M. Tamburtn. Ce qui amène certains à dénoncer le nationalisme ombrageux de la politique pétrolière d'Oslo.

A vrai dire, la question est posée du rôle futur des compagnies internationales. « Nous en aurons toujours besoin », disent en chœur les responsables du

"33" Export. On peut rester actif après une bonne bière.



"33" export

Ensemble sans trop de...

Le Monde

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- Contrôle des matières nucléaires : l'opposition dénonce une atteinte au droit de grève
- Économies d'énergie : le comité d'évaluation des options techniques est mort-né

Un an, treize jours et dix minutes de suspension de séance, c'est le temps qu'il aura fallu au groupe R.P.R. pour estimer que la création d'un comité d'évaluation des options techniques en matière d'énergie, qu'il jugeait essentielle en mai 1979, ne l'est plus en mai 1980. Composé de personnalités indépendantes, choisies par l'Assemblée nationale, ce comité devait avoir pour mission de conduire des études sur les conséquences des choix énergétiques des pouvoirs publics afin de permettre au Parlement de pratiquer des expertises contradictoires. Novateur pour les uns, dangereux selon le ministre de l'Industrie, ce comité avait — outre son intérêt pratique

— valeur de symbole pour les députés R.P.R. et plus largement pour l'Assemblée nationale : il constituait — fait rarissime — une preuve tangible de la volonté du Parlement d'assurer son indépendance face à l'expansionnisme naturel de l'exécutif.

Mis en demeure — par la procédure contrainte du vote bloqué — de choisir entre le rejet de l'ensemble du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur et la création du comité, le R.P.R. préféra ne pas ouvrir une nouvelle crise avec le gouvernement. Ce choix fut d'autant plus déclinant que le ministre de l'Industrie alla jusqu'à mettre en cause l'attachement des députés

gaullistes... aux institutions de la Cinquième République.

S'apercevant de sa hécue, M. Giraud entreprit — pesamment — d'expliquer que ses propos « musclés » selon M. Hamelin, R.P.R. étaient le fruit de son « tempérament ». L'issue du vote final démonta pourtant qu'il s'était alarmé pour rien, l'ensemble de la majorité votant pour l'ensemble du projet.

An cours de cette séance, le « tempérament » de M. Giraud eut encore l'occasion de se manifester lors de la discussion du projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires. Le ministre de l'Industrie convainquit la majorité de voter un amendement stipulant que les personnels travaillant

dans des établissements où sont détenus des matières nucléaires pourraient être licenciés, sans préavis ni indemnités, lorsque, en état d'insubordination, ils auront commis « délibérément » des « infractions ». Malgré le tollé que provoqua cette mesure dans les rangs de l'opposition — qui y voit une atteinte au droit de grève —, bien que M. Pistré (P.S.) l'ait prévenu contre le risque de déclencher un « conflit d'envergure », M. Giraud tint bon, arguant d'un « malentendu ».

Les syndicats, qui ont procédé ce vendredi à des coupures de courant en signe de protestation, ont d'ores et déjà répondu au ministre : il ne s'agit nullement d'un malentendu.

LAURENT ZECCHINI.

Jeu 22 mai, l'Assemblée nationale examinait, en seconde lecture, le projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires. Face au développement des utilisations de l'énergie nucléaire, qui conduit à un accroissement des quantités de matières nucléaires en circulation et du nombre de détenteurs permanents ou temporaires de ces matières, ce texte institue un contrôle rigoureux de leur détention.

Après un bref exposé de M. BIRRAUX (U.D.F.), rapporteur de la commission de la production et des échanges, l'Assemblée décide, dans la discussion des articles, d'adopter la nouvelle rédaction suivante de l'article premier : « Sont soumises aux dispositions de la loi, les matières fissiles ou fertiles, ainsi que toutes matières à l'exception des minerais, contenant un ou plusieurs éléments fissiles, fissiles ou fertiles dont la liste sera prescrite par décret en Conseil d'Etat ».

Sur proposition du gouvernement, elle décide de supprimer les dispositions stipulant que la loi ne concerne pas les matières nucléaires affectées à la défense ou détenues dans les installations nucléaires intéressant la défense ; afin de pouvoir réprimer le vol de cette catégorie de matières nucléaires.

M. GIRAUD, ministre de l'Industrie, présente ensuite un amendement, qui stipule : « La violation intentionnelle, par des personnes physiques ou morales, d'interdiction à quelque titre que ce soit, dans les établissements où sont détenus des matières nucléaires, la protection des matières ou la sécurité des personnes et des biens, une faute lourde. Sans préjudice des sanctions pénales applicables, elle peut entraîner immédiatement, sans préavis ni indemnité et sans autre formalité que la communication du dossier, le retrait des autorisations administratives, la suspension ou la rupture des liens conventionnels ou statutaires ou tout autre mesure que les personnes intervenant, nonobstant toute disposition contraire des statuts ou conventions qui leur sont applicables ».

Cet amendement prévoit notamment le licenciement immédiat, sans préavis ni indemnité, des personnes ayant commis délibérément l'infraction, qu'il s'agisse notamment du chef de l'exploita-

tion n'ayant pas observé les lois et règlements en vigueur, de façon délibérée, ou de ses salariés en état d'insubordination, ou des salariés d'une entreprise visée, titulaire d'un contrat de service. Selon la situation des personnes en cause, ce licenciement pourra consister dans la rupture du contrat de travail ou la révocation sans pension des personnels disposant d'un statut particulier.

M. Giraud assure que cet amendement ne remet nullement en cause le droit de grève, ce que conteste M. PISTRÉ (P.S. Tarn), qui juge cette disposition « coercitive et dangereuse », ajoutant : « Un gouvernement prend le risque de déclencher un conflit d'envergure, en particulier dans les centrales électriques ».

M. GOUHIER (P.C.), Secrétaire-Député se déclare également persuadé qu'il s'agit d'une remise en cause du droit de grève et indique que, s'il est nécessaire d'assurer la sécurité et de prendre des dispositions en cas d'actes malveillants, les sanctions ne peuvent pas être discrétionnaires. L'Assemblée repousse, par 284 voix contre 198, un amendement du rapporteur stipulant que le retrait des autori-

sations administratives et entrées dans les installations prévues par la loi ne concerne que les personnes morales. Elle repousse également un amendement de M. GOUHIER tendant à préciser que les dispositions proposées par le gouvernement s'appliquent, pour les personnes physiques, dans le cadre des statuts ou des conventions existantes, ou, à défaut, dans le cadre de la législation du travail. Par 286 voix contre 200, les députés adoptent l'amendement du gouvernement. L'ensemble du projet est ensuite adopté par 288 voix contre 198.

L'Assemblée examine ensuite, en deuxième lecture, le projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur. M. WEISENHORN (R.P.R., Haut-Rhin), rapporteur de la commission de la production et des échanges, rappelle que ce projet tend à donner un cadre législatif à des réseaux de distribution de chaleur pour le chauffage urbain. Ces réseaux, indique-t-il, facilitent le redéploiement énergétique et permettent d'économiser l'énergie comme de diminuer le poids financier que représente l'augmentation du carburant pour les entreprises et les ménages.

En ce qui concerne la répartition entre propriétaires et locataires du coût des investissements réalisés en vue d'économiser l'énergie, les députés décident de prévoir un partage des gains procurés par de tels investissements, les propriétaires disposant ainsi de la possibilité de bénéficier d'une fraction de ce gain en pouvant dépasser 75 % du gain total à l'amortissement des investissements réalisés. Cette mesure garantit aux locataires le bénéfice d'une réduction réelle de leurs dépenses de logement, tout en créant les conditions de l'engagement par le propriétaire des investissements nécessaires.

L'Assemblée adopte un amendement de MM. QUILES (P.S.) et WAGNER (R.P.R.) aux termes duquel ces dispositions ne sont applicables qu'aux logements relevant de la législation relative aux H.L.M. « c'est-à-dire ceux dont les loyers sont réglementés dans le cadre des dispositions de la loi relative à la construction de logements sociaux ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. LACORNE (P.S.), M. DELELLIS (P.S., Pas-de-Calais) assure qu'aujourd'hui le charbon revient moins cher que le pétrole et ajoute : « Si l'O.P.E.P. du charbon n'existe pas encore, il est bien évident que les pays producteurs de charbon vont prendre leur revanche ».

Repondant aux ardeurs, le ministre de l'Industrie déclare notamment que les objectifs énergétiques du gouvernement prévoient qu'en 1990 le nucléaire, l'ensemble charbon et pétrole représenteront chacun 30 % des sources énergétiques de la France, les 10 % restants étant assurés par les énergies nouvelles et hydrauliques. M. Giraud indique également que l'objectif d'une production nationale de 10 mil-

lions de tonnes de pétrole en 1990 paraît possible à atteindre.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte un amendement de M. SCHVARTZ (R.P.R., Moselle) stipulant que les tarifs fixant le prix de vente de la chaleur à la sortie des unités thermiques exploitées par E.D.F. seront déterminés par voie réglementaire. Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée adopte un amendement du rapporteur et de M. QUILES stipulant notamment que les unités de production de chaleur appartenant à l'électricité de France et à Charbonnages de France et raccordées à un réseau de distribution de charbon ne peuvent être désaffectées sans que la continuité de l'approvisionnement ait été assurée.

Sur proposition de M. WEISENHORN, l'Assemblée décide que les installations nouvelles auxquelles il pourra être imposé un raccordement au réseau seront celles excédant un niveau de puissance ou de consommation de 30 kW, soit l'équivalent de quatre logements.

● INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN VUE D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE.

En ce qui concerne la répartition entre propriétaires et locataires du coût des investissements réalisés en vue d'économiser l'énergie, les députés décident de prévoir un partage des gains procurés par de tels investissements, les propriétaires disposant ainsi de la possibilité de bénéficier d'une fraction de ce gain en pouvant dépasser 75 % du gain total à l'amortissement des investissements réalisés. Cette mesure garantit aux locataires le bénéfice d'une réduction réelle de leurs dépenses de logement, tout en créant les conditions de l'engagement par le propriétaire des investissements nécessaires.

L'Assemblée adopte un amendement de MM. QUILES (P.S.) et WAGNER (R.P.R.) aux termes duquel ces dispositions ne sont applicables qu'aux logements relevant de la législation relative aux H.L.M. « c'est-à-dire ceux dont les loyers sont réglementés dans le cadre des dispositions de la loi relative à la construction de logements sociaux ».

● RÉGIME DE LA CONCESSION.

L'Assemblée examine ensuite les dispositions stipulant, d'une part, que les entreprises dont la puissance excède 4500 KW sont placées sous le régime de la concession et prévoyant, d'autre part, le classement d'un certain nombre de cours d'eau sur les-

quels aucune autorisation ne sera donnée pour d'éventuelles nouvelles entreprises hydrauliques ; il s'agit particulièrement de cours d'eau côtiers fréquentés par des poissons migrateurs. Enfin, il est indiqué que, afin de protéger la nature, des dispositions réglementaires définiront les conditions techniques d'adaptation et de fonctionnement des centrales électriques. Par 288 voix contre 199, l'Assemblée repousse deux amendements de suppression de cet article présentés par MM. GOUHIER et QUILES. Elle adopte ensuite un amendement de M. QUILES prévoyant l'octroi de tarifs préférentiels aux collectivités locales, tarifs applicables à la production des usines hydrauliques dont la puissance se situe entre 500 et 4500 kilowatts.

Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée adopte un amendement de M. COT (P.S., Savoie) stipulant que la procédure d'octroi par le préfet des autorisations du droit de choisir librement son fournisseur, selon M. Schwartz, l'agissait, en restituant à l'utilisateur le libre choix de son fournisseur, de restaurer l'une des conditions de la concurrence.

L'Assemblée nationale a également adopté, jeudi 22 mai, les textes suivants :

● DEUX PROJETS DE LOI PORTANT SUPPRESSION DU RENVOI AU RÉGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DANS LES LOIS ET LES LOIS ORGANIQUES, QUI SERA REMPLACÉ PAR UN POUVOIR À UN DÉCRET EN CONSEIL D'ÉTAT.

Le projet de loi autorisant l'adhésion de la France au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ouvert à la signature le 19 décembre 1966.

● LE COMITÉ D'ÉVALUATION DES OPTIONS TECHNIQUES.

Le ministre de l'Industrie s'oppose à un amendement de la commission prévoyant de rétablir les dispositions supprimées par le Sénat, instituant un comité d'évaluation des options techniques. Il invoque l'article 44 de la Constitution, qui prévoit la possibilité pour le gouvernement de demander que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte (vote bloqué). M. GIRAUD estime notamment que ce comité présenterait des dangers, notamment parce que « rien n'est précisé quant à la nationalité des experts du comité ni quant aux relations qu'ils pourraient entretenir avec tel ou tel groupe industriel public ou privé ». Il ajoute : « L'évaluation technico-économique relève du domaine politique ; on ne peut en abandonner la responsabilité à un comité de technocrates ». S'adressant aux députés R.P.R., il indique : « Ne dévoyez pas nos institutions ! ».

M. SCHVARTZ rappelle que le comité donnera un avis et

n'aura « aucun pouvoir de décision » et assure que, lorsque M. Giscard d'Estaing était député, il était contre le vote bloqué. Il observe : « Il n'y a pas eu de vote bloqué depuis 1974, sauf pour certaines lois de finances ». M. COT relève la « brutalité » avec laquelle le ministre de l'Industrie s'oppose à la création du comité et M. HAMELIN (R.P.R., Ille-et-Vilaine), soulignant l'opposition « plus musclée et plus catégorique » de M. Giraud, ajoute : « Il est difficile de mettre en doute notre attachement aux institutions de la V^e République ».

Par 286 voix contre 199, l'ensemble du projet est adopté, à l'exclusion de deux amendements. Le premier concerne la création du comité d'évaluation des options techniques. Le second, émanant de M. Schwartz, prévoyait que la répartition des produits énergétiques ne peut aboutir à priver le consommateur du droit de choisir librement son fournisseur. Selon M. Schwartz, il s'agissait, en restituant à l'utilisateur le libre choix de son fournisseur, de restaurer l'une des conditions de la concurrence.

L'Assemblée nationale a également adopté, jeudi 22 mai, les textes suivants :

● DEUX PROJETS DE LOI PORTANT SUPPRESSION DU RENVOI AU RÉGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DANS LES LOIS ET LES LOIS ORGANIQUES, QUI SERA REMPLACÉ PAR UN POUVOIR À UN DÉCRET EN CONSEIL D'ÉTAT.

Le projet de loi autorisant l'adhésion de la France au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ouvert à la signature le 19 décembre 1966.

● LE COMITÉ D'ÉVALUATION DES OPTIONS TECHNIQUES.

Le ministre de l'Industrie s'oppose à un amendement de la commission prévoyant de rétablir les dispositions supprimées par le Sénat, instituant un comité d'évaluation des options techniques. Il invoque l'article 44 de la Constitution, qui prévoit la possibilité pour le gouvernement de demander que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte (vote bloqué). M. GIRAUD estime notamment que ce comité présenterait des dangers, notamment parce que « rien n'est précisé quant à la nationalité des experts du comité ni quant aux relations qu'ils pourraient entretenir avec tel ou tel groupe industriel public ou privé ». Il ajoute : « L'évaluation technico-économique relève du domaine politique ; on ne peut en abandonner la responsabilité à un comité de technocrates ». S'adressant aux députés R.P.R., il indique : « Ne dévoyez pas nos institutions ! ».

M. SCHVARTZ rappelle que le comité donnera un avis et

● Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé, mardi 20 mai, une demande de création d'une commission d'enquête qui serait chargée de recenser les scandales qui constituent les escroqueries à l'accession à la propriété et de proposer des mesures pour y mettre fin.

● M. Zvi Eyal, porte-parole de l'Organisation étoniste mondiale et de l'Agence juive, a publié le communiqué suivant : « L'Organisation étoniste mondiale dément l'information selon laquelle elle aurait demandé le rattachement de la Haute-Marne à la France dément également par écrit et réaffirme son soutien et sa confiance totale à M. Pompidou ».

Les critères d'attribution des crédits

Dans la discussion générale, M. QUILES (P.S., Paris) analyse le « plan énergétique » adopté le 2 avril par le conseil des ministres. Il estime que l'accélération du programme nucléaire ne peut se justifier « par le seul objectif de réduction de notre consommation d'hydrocarbures » et indique : « Pour le justifier, le gouvernement se voit dans l'obligation de gonfler, de façon tout à fait artificielle, les prévisions de consommation en énergie électrique spécifique ». Il ajoute : « Où est la vérité d'un côté, l'on nous parle d'améliorer les performances des appareils (moins consommation et meilleure durabilité). De l'autre, on nous présente des prévisions qui tablent sur des augmentations considérables de consommation ».

M. DEPIETRI (P.C., Moselle), déclare notamment : « L'utilisation des 500 millions de francs dont dispose l'Agence pour les économies d'énergie montrent que quelques grands groupes bénéficient de l'essentiel. Les critères d'attribution, l'absence totale de contrôle, n'apportent aucune garantie quant à l'utilisation de ces fonds. Alors que les grands groupes bénéficient de 70 % de la dotation de l'Agence, sur les 8,4 millions de tonnes de pétrole à économiser en 1979, 5 millions

provenaient de la réduction de la consommation populaire ». M. PISTRÉ (P.S., Tarn) suggère la mise en valeur de tous les gisements exploitables de charbon et M. HUGUET (P.S., Pas-de-Calais) insiste sur la nécessité de développer les recherches géologiques et technologiques.

M. MAUJOUAN DU GASSET (U.D.F., Loire-Atlantique) évoque le cas, dans son département, de deux stations expérimentales de production de gaz méthane par fermentation des déjections animales.

En séance de nuit, sous la présidence de M. LACORNE (P.S.), M. DELELLIS (P.S., Pas-de-Calais) assure qu'aujourd'hui le charbon revient moins cher que le pétrole et ajoute : « Si l'O.P.E.P. du charbon n'existe pas encore, il est bien évident que les pays producteurs de charbon vont prendre leur revanche ».

Repondant aux ardeurs, le ministre de l'Industrie déclare notamment que les objectifs énergétiques du gouvernement prévoient qu'en 1990 le nucléaire, l'ensemble charbon et pétrole représenteront chacun 30 % des sources énergétiques de la France, les 10 % restants étant assurés par les énergies nouvelles et hydrauliques. M. Giraud indique également que l'objectif d'une production nationale de 10 mil-

Sondage « France-Soir »-IFOP

COTE DE POPULARITÉ INCHANGÉE POUR M. GISCARD D'ESTAING

« France-Soir » publie, vendredi 22 mai, le sondage mensuel de popularité réalisé par l'IFOP du 9 au 19 mai au moyen de 118 interviews effectuées auprès d'un échantillon national représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus.

L'indice de satisfaction accordé par les personnes interrogées à M. Giscard d'Estaing et Barre est inchangé par rapport au mois d'avril : 45 % pour le chef de l'Etat, 30 % pour le premier ministre. Le nombre des mécontents diminue pour l'un et l'autre : 41 % pour M. Giscard d'Estaing (au lieu de 42 % en avril), 54 % pour M. Raymond Barre (au lieu de 55 %).

● Le Centre d'études et de recherches égalitaires et libérales (CEREL) dont le secrétaire général est M. Jean Guion, rappelle que M. Roland Nungesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, n'est plus adhérent du CEREL depuis trois ans et qu'« il n'a, à aucun titre, le droit d'utiliser ou de s'approprier le sigle du Centre ». Le CEREL d'inspire, selon M. Guion, « des principes de la Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas ». Ce n'est donc pas au titre du CEREL que M. Nungesser participera au Club des clubs organisés le 22 juin à l'initiative de M. Jean-Pierre Fourcade, président du club giscardien Perspectives et Réalités.

samedi 13h

Jean FRANÇOIS-PONCET
Ministre des Affaires Étrangères

rédacteur en chef du

JOURNAL INATTENDU

avec Olivier MAZEROLLES

RIL

Cette semaine dans :

les nouvelles littéraires

des livres révèlent :

Un puissant syndicat du crime s'est installé en ISRAËL.

LOURDES est devenue la capitale des marchands du temple

En ALLEMAGNE, la grande presse ne se contente pas de mentir...elle tue

FALLAIT-IL LE DIRE?

Une étude d'Hervé Hamon et un débat de

Hervé Hamon

L'Esprit du Roc

Collection "Les Grands Leaders" dirigée par Claude Glayman

ALFA ROMEO

هذا من الحزب

POLITIQUE

LE « CAS MICHEL ROCARD »

Une étude d'Hervé Hamon et Patrick Rotman et un débat de « Politique aujourd'hui »

« LES MAILLONS DE L'UTOPIE » de Daniel Bensaid

TÉMOIGNAGE Un point d'histoire

Il n'est pas aisé de saisir ce dosage entre utopie politique et réalisme économique qu'incarne M. Michel Rocard. Pas plus qu'il n'est facile d'expliquer pourquoi le député des Yvelines, qui, en trente ans de militantisme, a été le plus souvent rattaché à l'extrême gauche, est aujourd'hui celui qu'une majorité de Français souhaitent voir briser la présidence de la République. Le livre que deux journalistes, Hervé Hamon et Patrick Rotman, consacrent à l'effet Rocard apporte à ce sujet un éclairage intéressant, même s'il est incomplet. Plus qu'une vision d'ensemble ou une analyse sur ce qui constitue désormais un fait d'opinion, les auteurs nous livrent toutes sortes de matériaux, une matière première faite essentiellement de citations, qui peut permettre à chacun de forger sa propre opinion.

Ces éléments concernent les courants constitutifs du phénomène Rocard, éclairent la composition de l'entourage du député des Yvelines et permettent de situer l'affrontement entre MM. Mitterrand et Rocard dans une perspective historique. En ce qui concerne l'aspect collectif du « rocardisme », il était intéressant de remonter aux sources, c'est-à-dire à l'essentiel de ce qui constitue le P.S.U. L'examen de cette période souffre d'une certaine brièveté et omet de mettre en évidence que, au fond, le secrétaire national du P.S.U. a été victime de l'instrument qu'il a contribué à maintenir. Mais il reste que les citations recueillies font apparaître l'essentiel de ce qui soude les divers groupes qui se reconnaissent en M. Rocard : un combat du même côté au moment de la guerre d'Algérie et de mai 1968 ; une opposition aux appareils et à l'idéologie, jugés sclérosés, de la gauche traditionnelle ; de même l'importance du courant chrétien est mise en lumière, notamment à travers les déclarations de M. Michel de la Fournière, ainsi que l'apport décisif de la C.F.D.T.

Quant à l'entourage qui est décrit par Hervé Hamon et Patrick Rotman, il surprendra et satisfera nombre des détracteurs socialistes du député des Yvelines. La surprise réside dans le fait que cette équipe est moins technocratique qu'on ne le dit : les hauts fonctionnaires sont certes présents en nombre et en qualité, sans doute attirés par le mode collectif de fonctionnement et de décision du courant Rocard ; mais la base ouvrière et syndicale, provenant notamment de la C.F.D.T., est fortement présente et influente.

Deux gauches

La satisfaction viendra du nombre de patrons progressistes qui paraissent séduits par le « rocardisme », tels par exemple MM. Josée Bidegala, P.-D.G. de B.S.N., Emballage, et Claude Alphonandery, vice-président de la Banque de constructions et travaux publics. Au passage, les auteurs expliquent que l'entourage du député des Yvelines met progressivement en place « une large dispositif pré-gouvernemental » et soulignent, à juste titre, la place éminente qu'occupe désormais M. Edgar Pisani dans ce dispositif. Le sénateur de la Haute-Marne apporte l'expérience de celui qui, ancien ministre du général de Gaulle,

connaît les rouages du système actuel alors que la gauche est écartée depuis longtemps des responsabilités, donc de la connaissance de ces rouages.

L'ouvrage débouche logiquement sur la période récente, dominée par « le duel Mitterrand-Rocard ». Cette rivalité, expliquent les auteurs, « n'est pas une péripétie », c'est « l'affrontement entre deux gauches ». Alors que le premier secrétaire du P.S. est présenté comme « la dernière figure d'un socialisme du dix-neuvième siècle », le député des Yvelines représente une gauche moderne, indépendante idéologiquement du courant communiste.

L'ouvrage n'est pas pour autant une apologie du courant Rocard. Le titre lui-même est d'ailleurs ambigu : un « effet » peut n'être qu'un feu de paille. Hervé Hamon et Patrick Rotman soulignent eux-mêmes l'« étrangeté » de cet « effet » : il arrive que M. Rocard soit complétement par la droite, alors qu'il est, selon les sondages, le meilleur candidat de la gauche. Cette bienveillance dont il bénéficie de la part d'une partie de l'opinion, qui jusqu'à présent a préféré la droite, est pour M. Rocard son « péché originel » aux yeux de certains socialistes, en même temps qu'une « carte maîtresse » qui peut lui permettre de l'emporter en 1981. Le député des Yvelines attribue lui-même cette neutralité au fait qu'il est facile de trouver sympathique ce qui n'est pas encore dangereux, car Rocard, on y trouve les contributions de MM. Paul Noirot, rédacteur en chef de cette revue ; Robert Chapuis, proche de M. Rocard ; Gilbert Herriot (animateur au sein du P.S.U. du petit courant favorable au député des Yvelines) ; Jean-Marie Demaldet, membre du P.S.U. ou Alexandre Adler, intellectuel communiste.

Il ressort notamment de ce débat que M. Rocard représente « la perspective d'un compromis social » l'« avantage des techniciens et des couches moyennes salariées, avec les patrons modernistes » ; qu'il est « un point de passage obligé pour la transformation des pratiques politiques ». La modernité du phénomène Rocard est, cette fois, analysée, de même que la compétence qu'on lui attribue. Une crainte subsiste : que « des courants anticommunistes puissants utilisent le capital politique accumulé par M. Rocard d'autre fin, dans un sens qui serait celui d'une consolidation de la rupture de la gauche ».

Telle est bien la difficulté : M. Rocard apparaît à certains comme un espoir ; mais il incarne aussi un risque, une incertitude. La question est donc de savoir si l'on préfère prendre en considération le premier, ou mettre l'accent sur la crainte qu'inspire la seconde.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« L'effet Rocard », de Patrick Rotman et Hervé Hamon, Editions Stock, 364 pages, environ 45 F. * Politique aujourd'hui, n° 3-4 (mars-avril 1980), 25 F.

M. Daniel Bensaid, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, analyse le phénomène historique dont M. Rocard est à la fois le symbole et le catalyseur. Il estime que le député des Yvelines mise sur un renforcement de la bourgeoisie après l'échec politique de mars 1978. En fait, selon M. Bensaid, cette entreprise vient de loin : à partir de 1974-1975, estime-t-il, la gauche européenne, dans sa plus grande partie, travaille à la sauvegarde d'un système capitaliste en crise. Le projet représenté par M. Rocard, mais aussi par la direction de la C.F.D.T., consiste à faire accepter par les travailleurs une politique d'« ajustement », supportée en échange d'une participation, une « déflation » concernant la mise en œuvre de cette politique.

L'auteur juge cette tentative dangereuse mais, en définitive, dans le rapport des forces sociales n'étant pas aussi favorable aux classes dominantes qu'on pourrait le croire au vu des seuls résultats électoraux, « est pour quoi le courant socialiste de Mitterrand en avril 1978, a montré que, malgré tous les efforts de séduction déployés par M. Rocard, le P.S. n'a pas osé franchir le pas qui consistait à faire passer de la stratégie d'union de la gauche définie en 1971 à Epinay, à celle que préconisent le député des Yvelines et ses amis. — P. J.

(*) L'« effet Rocard », ou les Maillons de l'Utopie, de la Brèche, 185 pages, environ 35 F.

DANS le livre de Patrick Rotman et Hervé Hamon, j'ai relevé avec surprise la déclaration suivante de Claude Alphonandery : « Au moment de la renégociation du programme commun, les premières difficultés sont apparues. Rocard manifestait une rigueur qui en faisait le cible privilégiée des délégués communistes. Je me suis vraiment rapproché de lui pendant l'hiver 1977-1978 quand il s'est courageusement déolidarisé d'une négociation démagogique à laquelle François Mitterrand n'a pas osé résister. » Claude Alphonandery est parfaitement libre de ses choix à l'intérieur du parti socialiste et il sait bien que nul ne songe à lui reprocher quoi que ce soit à cet égard. Mais il me paraît de lui faire amicalement remarquer que les raisons invoquées à l'appui de son choix ne sont pas fondées. Ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées en 1977, et il permettra à un lecteur de cette période difficile — qui n'aurait pas la réputation d'être un négociateur complaisant — d'apporter son témoignage.

Et c'est parce que je ne veux pas douter de la sincérité de Claude Alphonandery qu'il me déplaît d'observer que le jugement amical à l'encontre de François Mitterrand s'inscrit dans une litane souvent répétée par nos adversaires. François Mitterrand servant de marchepied aux

par PIERRE BEREGOVY (*).

communistes pour les aider à s'emparer du pouvoir, voilà bien longtemps que la droite a usé ses forces à le proclamer, mais qui pourrait y croire sérieusement ? Rassembler le peuple de la gauche sans dévier d'un pouce sur la défense des libertés et notre conception de la société, tel était justement l'enjeu de la négociation de 1977. Une fois admis le principe de l'actualisation sur laquelle, rappellent-ils, François Mitterrand s'était montré réservé, les négociateurs socialistes avaient un mandat clair : supprimer ce qui était devenu caduc, adapter les chiffres aux conditions de l'inflation, tenir compte de l'évolution de la crise et de ses répercussions internationales, tout cela en respectant les équilibres politiques et économiques du programme signé en 1972. « Tout le programme commun », l'idée était simple et fixait bien notre position.

Pour m'en tenir aux aspects évoqués par Alphonandery, je passerai sur les problèmes institutionnels ainsi que sur la politique internationale, bien que Georges Marchais en ait fait depuis la cause principale de la rupture.

On se trouve donc l'exagération démagogique à laquelle François Mitterrand et les responsables socialistes ont exceptionnellement fait de Michel Rocard — n'aurait pas eu résister ? Certainement pas dans la défense des objectifs fixés en 1972 et soumis par deux fois au pays : l'extension des pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise, le resserrement de l'éventail des revenus, l'impôt sur le capital, la retraite à soixante ans, la restauration de la sécurité sociale, la mise en place d'une planification démocratique, l'extension du secteur public, pour n'en citer que quelques-uns auxquels tous les militants socialistes avaient souscrit, les uns en 1972, les autres en 1974.

Alors quoi ? Notre proposition d'augmenter les allocations familiales de 50 % dès la première année, 25 % tout de suite, 25 % sur l'exercice budgétaire suivant, était-ce démagogique ? Un impôt sur les grosses fortunes supérieures à 2 millions de francs au taux de 0,5 à 2 % avec une majoration du taux pour les fortunes supérieures à 10 millions (1 milliard d'anciens francs) atteignant 8 % au-dessus de 50 millions, était-ce démagogique ? L'augmentation des retraites et pensions suivant un calendrier défini avec les partenaires sociaux pour corriger les méfaits de l'inflation, était-ce démagogique ? Et comme il est vrai que le texte de 1972 avait été amélioré sur de nombreux points touchant à la protection de l'environnement, à la lutte contre les gaspillages, à la recherche des énergies nouvelles, à la décentralisation, je ne crois pas que tout cela puisse être jugé démagogique.

S'agit-il des nationalisations ? On sait que le parti communiste voulait en étendre le champ. Le parti socialiste a refusé de s'engager dans cette voie, et la vérité m'oblige à dire que Michel Rocard, pour des raisons que j'ignore, a été le plus souvent absent du débat, en particulier dans la phase finale. Il m'a paru, avec Pierre Joxe, Jacques Attali et Antoine Laurent, réunir les éléments du dossier qui a fait place à la volonté communiste d'aller au-delà de la liste arrêtée en 1972. Quant à l'affaire des mille quatre cent cinquante filiales que voulait nationaliser le P.C. — bien oubliées depuis — c'est à partir d'une démonstration de M. François Mitterrand indiquant qu'il s'agissait de transférer à la puissance publique ce qui appartenait aux groupes, et rien d'autre, que notre argumentation a été établie.

Pour nous, la question décisive était celle du contenu démocratique des nationalisations et de la politique industrielle que celles-ci permettraient d'impulser, et nous ne vou-

lons en rien compromettre le succès de notre entreprise en donnant une image déformée de la politique de la gauche. Nos propositions de compromis concernant les filiales stratégiques faites pour servir la négociation de l'impeachment dans la nuit du 22 septembre répondent au même objectif, et une fermeté esblante s'est exprimée à propos de l'élection des présidents des entreprises publiques. Voilà qui était responsable et fidèle à nos principes. A moins que l'on nous demande aujourd'hui de renoncer aux nationalisations, en quoi notre comportement aurait-il été démagogique ? La aussi, il faut parler clair.

Reste donc le question du SMIC. Parions-en franchement, puisque c'est autour du chiffre de 2 400 F que s'est ouvert, après les élections, le fameux débat entre la qualité et le quantitatif, comme à la qualité de la vie pour les travailleurs les plus dévalorisés ne commencent pas par un salaire décent.

Comment se présente le problème lors de l'actualisation : en 1972, nous avions dit qu'aucun salaire ne serait inférieur à 1 000 F, position commune à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Cinq ans plus tard, les deux centrales revendiquent 2 200 F au 1^{er} avril 1977. Le parti communiste propose d'inscrire la date de référence dans le programme, ce qui signifie un SMIC à 2 400 F au 1^{er} avril 1978. Nous nous interrogeons sur les conséquences d'une telle revalorisation pour les petites et moyennes entreprises, et nous aurons nos réponses à la fin de l'année. Au sommaire de septembre, la délégation socialiste indique que, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, le SMIC serait fixé, sur la base de 2 200 F, en tenant compte de l'évolution des prix d'ici au 1^{er} avril 1978.

On connaît la suite : les deux syndicats que nous rencontrons maintenant laissent leurs revendications, et M. Pierre Mauroy, qui se fait l'écho — à juste titre — de la base ouvrière du Nord-Pas-de-Calais, presse le bureau exécutif de se saisir du dossier. Certes, M. Michel Rocard émet des réserves, mais il observe lui-même qu'au regard de nos engagements, et compte tenu de la hausse prévisible des prix, le SMIC devrait atteindre 2 300 F en avril 1978. Le chiffre de 2 400 F est finalement retenu.

Est-ce démagogique d'avancer de trois mois la date à laquelle on s'est engagé à prendre ? Et peut-on dire d'irresponsables des dirigeants qui ont accompagné cette décision de dispositions fiscales et sociales permettant aux petites et moyennes entreprises de supporter l'effet de la hausse du SMIC qu'il valait mieux décider à froid plutôt que d'avoir à le supporter à chaud dans un climat de courtoisie syndicale. J'ajoute qu'il faut en juger dans une vue d'ensemble de notre politique économique qui avait été chiffrée avec rigueur par M. André Bouloche. Oui, M. Claude Alphonandery, nous avions bien en 1977 une double préoccupation : ne pas rétrécir le programme commun, ne rien promettre qui puisse en contraindre le succès. Pour le reste, je lui fais la confiance que la fermeté n'était pas du côté où il le vus. La direction du parti communiste — qui sait distinguer les forts des faibles — ne s'y est pas trompée. C'est bien M. François Mitterrand qui demeure sa cible préférée, tout simplement parce qu'il incarne le mieux l'espérance populaire et l'insouciance démocratique.

(*) Membre du secrétariat national du P.S.

L'avantage du député des Yvelines sur M. Mitterrand dans l'opinion s'est accru en un an

MM. Jean-Luc Parodi et Pascal Perrineau examinent dans le dernier numéro de *Pouvoirs* (1) l'évolution de la popularité de M. Mitterrand et de M. Rocard, et quel est l'avantage de ce dernier qui vient de s'accroître : cet avantage s'explique à la fois par une progression à l'intérieur de la réputation sociale et par une sensibilité de plus en plus forte de l'électorat de centre droit à la tentation rocardienne ; avec des équilibres modifiés, les deux leaders gardent cependant les mêmes points forts et les mêmes faiblesses ; les mitterrandistes ne rocardistes ne situent plutôt eux-mêmes du P.S. et du P.C. ; les rocardiens sont plus proches de la gauche que de la droite, et du gauchisme ; parce que la gauche ne peut triompher au second tour de l'élection présidentielle qu'en gagnant sur la droite, la tentation rocardienne qui manifeste l'électorat de centre droit, si elle fait quelquefois la fragilité de la popularité de M. Rocard, semble cependant lui donner plus de chances qu'il ne croit de se faire élire à la présidence ; le P.S. est aujourd'hui la seule formation qui ait deux leaders, et cette dualité fait originalité à l'approche de l'élection présidentielle cependant, il n'a pas plus qu'un candidat. Quel qu'il soit, celui-ci, se verra de la situation de concurrence à l'état de monopole, entrera alors dans la logique bipolaire du système politique français, logique où la dialectique des biens et des maux se joue sur des personnalités, et où la mobilisation chaque jour accrue effacera, au moins temporairement, le souvenir de la course à la candidature.

En conclusion, les auteurs dégagent six enseignements : « L'avantage de M. Rocard sur M. Mitterrand, ce n'est pas seulement l'avantage qu'il a de l'année qui vient de s'écouler ; cet avantage s'explique à la fois par une progression à l'intérieur de la réputation sociale et par une sensibilité de plus en plus forte de l'électorat de centre droit à la tentation rocardienne ; avec des équilibres modifiés, les deux leaders gardent cependant les mêmes points forts et les mêmes faiblesses ; les mitterrandistes ne rocardistes ne situent plutôt eux-mêmes du P.S. et du P.C. ; les rocardiens sont plus proches de la gauche que de la droite, et du gauchisme ; parce que la gauche ne peut triompher au second tour de l'élection présidentielle qu'en gagnant sur la droite, la tentation rocardienne qui manifeste l'électorat de centre droit, si elle fait quelquefois la fragilité de la popularité de M. Rocard, semble cependant lui donner plus de chances qu'il ne croit de se faire élire à la présidence ; le P.S. est aujourd'hui la seule formation qui ait deux leaders, et cette dualité fait originalité à l'approche de l'élection présidentielle cependant, il n'a pas plus qu'un candidat. Quel qu'il soit, celui-ci, se verra de la situation de concurrence à l'état de monopole, entrera alors dans la logique bipolaire du système politique français, logique où la dialectique des biens et des maux se joue sur des personnalités, et où la mobilisation chaque jour accrue effacera, au moins temporairement, le souvenir de la course à la candidature. »

(1) *Pouvoirs*, numéro 13, Presses universitaires de France (services universitaires), 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

(Publié) une usine pour vous La bouche à oreilles donne les adresses où l'on trouve mieux et moins cher en détail court et clair ainsi que le député d'Alsace CLAUDE ALEXANDRE de Fy à Forêt Homme et Forêt Vile et Loiret, vous fait économiser au moins 35 %.

« Excellente enquête » Max Gallo/L'Express

Hervé Hamon Patrick Rotman

L'effet Rocard

Collection "Les Grands Leaders" dirigée par Claude Glayman.

Stock

Alfa Romeo

Votre centre d'essai Alfa Romeo

alfa duplex 567.35.53

Reprise de votre voiture aux meilleures conditions. Stock important disponible.

6, rue Duplex Paris 15^e

les nouvelles

FALLAIT-IL LE DIRE

لويس فيليب

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

ROUTES D'ASIE

Jours de fête et de couleurs au Rajasthan

CAMERRE sur son cheval piaffant, le torse sanglé dans une tunique blanche brodée d'or, le jeune Rajput ne perd pas un pouce de sa taille pour conduire le joyeux cortège vers la demeure de sa fiancée.

Devant lui, la marche est ouverte par une fanfare stridente de cuivres et de fifres, de flûtes et de cymbales sur roulements de tambours. Peu importe que soit fanée l'amarante des dalmatins élimés des musiciens. Leur succès est irrésistible lorsqu'ils s'arrêtent de temps à autre pour exécuter un morceau de bravoure devant le cercle des badauds et des gamins courant en tous sens.

Derrière le cavalier et sa monture parée de plumets et de brocards comme pour un sacre vient l'envolée des saris : éblouissant chatoulement des rouges et des turquoise, des saffrans, des fuschias, des émeraude des imprimés subtils. Scintillement du soleil qui le dispute à celui de l'or et de la soie. Vêtus du traditionnel dhoti

ou de costumes à l'européenne, les hommes apporteraient une note plus sobre, n'étaient leurs turbans roses, ciel, mauves ou blancs.

Des processions comme celle-là, on en compte ce jeudi des dizaines qui sillonnent Jaipur Rajasthan. En effet, dans l'almahach hindou, les données du jour, confrontées avec les horoscopes des proms, sont formelles : les hyménées consacrées ce soir-là sont vouées à la félicité. Et si, en Inde, une décision importante est rarement prise sans consulter les astrologues, la tradition est particulièrement vivante dans l'ancienne capitale du maharajah Jai Singh qui, au dix-huitième siècle, y fit construire un observatoire dont les gigantesques instruments de pierre dressent toujours leur décor surréaliste.

Au palais des Vents

Il arrive que des chameaux ou des éléphants, plaisamment peints ou habillés, ajoutent à la

pompe déployée par le futur époux. Mais celui qui n'a point d'épouse se tirera d'affaire en louant un coursier. Rossinantes et pur-sang, caparaçonnés et clinquants, sont nombreux à offrir leurs services dans la rue principale, au pied du Bawa Majal — le palais des Vents. Les amateurs font leur choix et discutent du prix dans le grondement des camions astmatiques et les klaxons des autocars locaux qui encerclent ce marché d'un autre âge.

Jusqu'à la chute du soleil, les routes nuptiales parcourent la ville aux façades de grès rose ou doré. Le soir venu, il en défile encore à la lueur des candélabres portés à bras d'homme et alimentés en butane, car le respect des usages recourt allégrement aux techniques modernes.

Des ampoules bariolent la façade de la maison de la fiancée où ont lieu les éponailles. Dans la grande cour, tendue d'étoffes multicolores et

de guirlandes de papiers bigarrés, on a dressé une tente où prennent place les deux époux, dont l'union a été souvent arrangée par les parents.

Est-ce l'effet des rites sacrés célébrés par les prêtres ? Ou celui d'un cérémonial minutieux où entrent en jeu les offrandes de riz et de chapelets de fleurs, de miel et de poudres de couleurs vives ou de betel à chiquer ? Est-ce le pouvoir magique de Vedras, les poèmes védiques que l'on récite ? Lorsque le couple a accompli, dans les règles, les sept pas du Saptapadi, qui rendent le mariage indissoluble, les statistiques tendent à prouver que cette union ne sera ni plus ni moins hasardeuse que si l'amour avait jeté l'un vers l'autre les futurs conjoints.

A la foule des parents et des amis on offre rafraîchissements et mets délicats. Ces festes endentent parfois une famille pour des années.

JOANINE ROY.
(Lire la suite page 20.)

ÉCOLE DE COURSE

UN MOUSSE AU SPINNAKER

« **V**OUS deux, vous vous occupez du génol, toi, tu feras le « nave », toi, tu te places à l'arrière. Est-ce que cette répartition des tâches vous convient ? »

Les cent quatre-vingt bateaux qui attendent le départ de la Semaine de La Rochelle patrouillent autour de la bouée depuis une demi-heure déjà. Il y a du vent et du soleil, ce matin, et, en attendant le signal, les équipages de l'école de course font connaissance avec les trois prototypes half-tonner baptisés « traits à trente jours » sur lesquels ils navigueront durant le week-end.

Premier coup de canon. Les « gros » prennent le départ. Deuxième coup de canon, le premier série de half-tonners

se met en route. Troisième coup de canon, le second série passe la bouée. C'est l'inévitable encombrement. Les « Tri-bord » hurle par les priorités sa multiplicité. Les coques se frottent, des injures fusent, et tout le monde met le cap « au près » sur l'île d'Oléron. Sur les bateaux, les équipages s'installent en rappel, jambes pendantes, et commentent les évolutions des voiles.

Virement de bord. On hisse le spinnaker. Un spi s'envoie à la main et en trois fois pas plus, commente le skipper Jean-François Lomenec, après le menouveau hésitante de l'équipage. Celui qui est aux écoute, celui qui est à la drisse et celui qui est à l'avant doivent être parfaitement synchronisés.

Le geste devient réflexe

Cette école de course, qui fonctionne depuis le mois d'avril, s'adresse à des stagiaires qui ont déjà fait du bateau, notamment à l'occasion de croisières, « mais, affirme le chef de bord, on pourrait aussi bien recruter des débutants qui auraient quelques notions de voile. Car, l'important dans une course, c'est d'avoir envie de régater. Quand le départ est donné, on n'a plus d'amis, seulement envie de « passer » la voile. »

La meilleure façon d'apprendre à naviguer est incontestablement de participer à une course, puisqu'on y prend conscience qu'il est nécessaire de tirer le meilleur parti du bateau et que cela demande une vigilance de tous les instants. « En croisière, remarque une stagiaire, lorsqu'on va virer, on crie : « Paré à virer ? » Tout le monde s'installe tranquillement, répond : « Paré », et on virer. En course, il faut manœuvrer très vite. Il est donc nécessaire de former des équipages et de connaître parfaitement le bateau. Chaque stage commence par deux jours d'entraînement. Le pilote d'un bateau, comme celui d'une voiture, impose que « chaque geste devienne un réflexe ».

La course est aussi un jeu permanent. Il faut sans cesse régler les voiles en fonction du vent qui tourne, du cap qui change, il faut veiller au génol, au creux impeccable de la grand-voile, faire glisser quand le vent tombe, courir en rappel lorsqu'il devient fort, réveiller avec plus ou moins de ménagements les dormeurs pour leur demander de participer aux manœuvres. On ne dépense sans cesse pour aller au vent, ou sous le vent, à l'avant ou à l'arrière.

Enfin, la course permet de comparer ses propres régimes de voiles et ses plans de navigation avec ceux des autres concurrents. Tout cela s'apprend sur l'eau, la course, nécessite patience et pédagogie. La part du skipper qui doit donner des ordres brefs et clairs avant de fournir des explications quand l'équipage a échoué une manœuvre : « Choque, choque, choque, l'écoute ! », « Borde de ton côté, plus fort ! », « Prends la manivelle de winch, borde à mort ! ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.
(Lire la suite page 22.)

Point de vue

MARKETING - CARCAN

par GEORGES CAZES

La crise récente subie par la direction du tourisme, les accusations de malversations exprimées à son endroit et les déconciations des études initiales menées dans le domaine du tourisme ont inspiré, à M. Georges Cazes, agrégé de l'Université, les réflexions suivantes.

B IEN qu'il soit particulièrement difficile, dans ces conditions de fonctionnement obscures et flétries, de dégager des conclusions générales, une double orientation de la politique touristique française paraît mériter d'être remise vigoureusement en question. C'est, d'un premier côté, l'approche presque exclusivement — en tout cas largement prédominante — com-

merciale et micro-économique du phénomène des loisirs et du tourisme. Tout est subordonné au « marketing-roi » qui réduit cette fonction sociale essentielle à un simple produit d'exportation qu'il s'agit, à grand renfort de voyages officiels, d'invitations, de foires, de publications, de promouvoir et de vendre sur les marchés nationaux et étrangers, quitte à estomper ce et à les frontières entre le secteur public et privé lors de la « chasse aux devises », quitte aussi à muer les responsables en simples commis voyageurs !

S'étonnera-t-on de ce fait que les services administratifs, et les organismes d'études qui les relèvent, aient été mobilisés pour tenter d'établir, toutes affaires cessantes, un compte économique du tourisme susceptible de confirmer de façon éclatante l'importance de ce secteur ? Recherche utile et intéressante sans doute, mais qui ne saurait justifier le mise en veilleuse implicite d'autres préoccupations tout aussi nobles : le tourisme national, familial et social (à quand les « chèques-vacances », à l'ère de la dépression régionale et la préservation de l'environnement, les entreprises touristiques de taille modeste et moyenne bien intégrées dans leur milieu d'accueil, le tourisme professionnel...

C'est, en deuxième lieu, le domaine des études qui fait problème, ainsi que la presse a pu le montrer un peu caricaturellement ces derniers jours, avec d'inévitables inclusions de favoritisme politique et d'inutilité. Que les crédits accordés soient insuffisants, qui peut en douter ? Mais ne serait-ce pas là un argument supplémentaire pour les gérer prudemment et rigoureusement, surtout lorsque viennent s'y ajouter pendant quelque temps les programmes d'études de la direction générale de la recherche scientifique et technique, d'intéressant pour le premier fois au champ touristique ?

Vu de l'extérieur et de manière inévitablement tronquée, faite de la transparence souhaitable, que de sujets d'étonnement pourtant : redondance des thèmes d'études (résidences secondaires, ports de plaisance), programmes fourre-tout sans définition de priorités, appel à des groupes d'études parfois notablement inexpérimentés, déception excessive sur les résultats, jongleries budgétaires pour s'attacher

brèvement les services de spécialistes, oubli ou mésestimation des possibilités considérables que peuvent offrir les équipes universitaires, souvent plus reconnues à l'étranger que dans leur propre pays, etc. Impression vague, diffuse, mais persistante de versatilité, d'émiettement, de gaspillage, d'opacité déconcertante.

C'est aux orientations décidées en matière d'études que l'on pourra, notamment, juger de l'éventuelle volonté d'apaiser le désordre différencié : un commençant par énumérer quelques objectifs majeurs de la politique du tourisme, en les diffusant largement et en les soumettant sans exclusive à tous les organismes et experts unanimement reconnus, en élaborant un programme clair et hiérarchisé de recherches selon des procédures démocratiques qui redonneraient un blason dérisoire. Il n'est nullement question de nous associer à une curée suspecte ou à une confuse chasse aux sorcières, mais encore d'entretenir une saine polémique, mais de réclamer pour l'avenir des engagements précis assortis de échéancements nécessaires : à ce prix, la crédibilité administrative du tourisme pourra peut-être se rétablir dans les milieux scientifiques et professionnels.

jsf
grandes vacances à petits prix

CHINE 19 circuits
16 jours à partir de 10.600 F
L'INDE en train 18 j. 5.950 F
THAILANDE La Route de l'Opium 17 j. 5.900 F
Thaïlande/Birmanie 22 j. 6.380 F
GRECE séjour Péloponèse et Crète 15 j. 3.820 F

Des vols spéciaux A.R.

TUNIS	1.090 F
TANGER	1.090 F
ATHENES	1.290 F
NEW YORK	1.800 F
BANGKOK	2.940 F
MEXICO	3.525 F

* départ de Bruxelles
Prix au 28/5/80 susceptibles d'augmentation en fonction du prix du kérosène, sous certaines conditions.

Nombreuses autres possibilités de séjours, circuits, vols charters dans le monde entier

jeunes sans frontière
5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.
5, place Ampère 69000 LYON Tél. (7) 842.65.37

Portugal : Fiat 4 portes pleine forme, attend 4 amis, 25-45 ans, pour découvrir petits chemins coquins et partager vie de château dans Pousada à prix sympa.

R.V. agence de voyages favorite pour rencontrer catalogue Jumbo.
Ou envoyer 3 timbres 1.30 F : Jumbo, B.P. 132-07 75326 Paris Cedex 07.

Sur place, pour vous aider à improviser votre voyage, passez au relais Jumbo. Il y en a 39 dans le monde.

jumbo
voyagez hors des hordes

la Tunisie
Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

26 hôtels et formules de séjour

Nous vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays.

1 semaine, en pension complète :
(Prix T.T.D. valables en juin, transferts et assurances inclus)

à HANOUSSA	1780 F
à FOMAR KHAYAR	1780 F
à MONASTIR	1940 F
à SIDI MARSDOUR	1940 F
à ZARZIS	2210 F
à SAGHO CLUB	2210 F

Tunisie
CIEUR DE LA MEDITERRANEE
MEDITERRANEE DU CIEUR

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Rochelleau - 75001 Paris
296.02.25 et 296.14.23

Nom :
Adresse :

THAILANDE
22 JOURS
4900 F

C'est louche !

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14
5, rue Billery 38000 GRENOBLE - 87.16.53/54

TIBET OUVERT

Le Tibet s'ouvre au tourisme. Les signes se multiplient d'une volonté affirmée des autorités chinoises d'accueillir des étrangers à Lhassa ainsi qu'à la frontière népalaise. C'est tout d'abord une dépêche de l'agence Associated Press qui annonce l'ouverture d'un itinéraire de trekking sur le glacier de Rongbong, situé au pied du mont Everest. M. Ren Rong, président du comité consultatif politique du peuple de la région autonome du Tibet, vient même de déclarer, à Katmandou, que la ville de Khase, proche de la frontière népalaise,

serait accessible aux voyageurs venant du Népal. L'agence de voyages Kuoni a obtenu des visas pour un séjour de quatre jours à Lhassa. Neuf touristes seront solidement encadrés par cinq autochtones, dont un médecin, car les Chinois redoutent les effets de l'altitude pour leurs hôtes (1). D'autre part, l'association des Amis de l'Orient a elle aussi reçu des visas pour Lhassa qu'elle s'apprête à exploiter (2). Nul doute que les candidats se bousculeront pour se rendre sur la Toit du monde, inaccessible au commun des mortels depuis

trante ans. La destination fera d'autant plus rêver que le nombre des voyageurs admis restera très faible. Notre correspondant à Pékin, Alain Jacob, nous fait même que le capitaine tibétain ne dispose que d'une unique « maison d'hôte ». (La Monde du 8 septembre 1979.)

(1) Kuoni. Du 23 août au 13 septembre, notamment Blau, Kunming et Lhassa. Plus de 22 250 F. Toutes agences de voyage.

(2) Les Amis de l'Orient, 18, avenue d'Alsace, 75116 Paris (de 14 h. 30 à 18 h. 30 et le samedi, de 10 h. à 12 h.), tél. 723-64-85.

UN VOYAGE SANS VACANCE

Savoir voyager, déceler la variété des paysages, comprendre quelle est la place de l'homme dans l'environnement, n'est pas donné à tout le monde. Le Petit Guide du voyageur actif vient à la rescousse du touriste. Edité en 1938 après l'accession des masses aux congés payés, puis remis à jour, cet ouvrage est l'œuvre d'un géographe universitaire, Pierre Delfontaines. Ce petit livre alerte et impérieux propose toute une « grille » de méthodes et de questions qui permettront au « voyageur actif » de tirer au maximum profit de son voyage. Ce touriste ne chôme pas. Il a bien entendu préparé son voyage. Il a lu, « appris le pays », et s'est même entraîné avant le départ à observer et à écouter. Il emporte bien entendu avec lui un carnet de notes et de croquis. Une fois sur le terrain, l'auteur souligne l'importance du premier contact avec le pays et conseille de rechercher le plus vite possible un point de vue élevé qui permette de découvrir

la nature environnante. « Cette première rencontre est étonnante, dit-il, aussi il convient d'écrire ces premiers étonnements qui risquent de s'effacer par la suite. » Cette observation servira de point de départ aux diverses excursions, et si l'on est en famille, on se répartira les découvertes. On ne négligera évidemment pas les contacts avec la population. « Profitez de la pluie qui vous oblige à chercher un abri, faites des croquis qui vous permettent de parler à ceux qui vous observent, recommande Pierre Delfontaines. Ayez toujours en tête l'idée d'évolution — comment était-ce hier, vers quoi s'orientent-ils-on. » Illustré par des croquis de Pierre Delfontaines, le Petit Guide du voyageur actif apporte à tous ceux qui souhaitent voir du pays un autre regard, celui du géographe. — F. B.

★ Presses d'Ile-de-France, 12, rue de la Chaise, 75007 Paris. Environ 30 F.

CORRESPONDANCE

Des précisions pour la Cour

La société d'études Le Management scientifique a-t-elle signé, le 29 août, avec la direction du tourisme, un contrat de 248 000 F. exécuté dans des conditions critiques ? Le rapport de la Cour des comptes semblait le laisser entendre puisqu'il remarquait que les mille cinq cents interlopes prévus pour étudier le comportement du public en matière de loisirs avaient été limités à cent vingt-sept (le Monde du 8 mai). M. G. R. Parisot, président-directeur général, explique ci-dessous sur cette modification de contrat : Sans que soit modifié l'objet du contrat, il est apparu au cours de notre mission que les objectifs de l'administration seraient mieux servis par une méthodologie différente de celle initialement prévue.

Nos prestations ont finalement compris trois phases : 1) Une recherche documentaire, l'analyse et la synthèse d'études récentes et significatives sur les loisirs. 2) Une étude par entretiens semi-directifs auprès de cent vingt-six personnes. 3) La préparation d'un sondage quantitatif plus limité que le sondage initialement prévu. Il convient de noter que le rapprochement entre les quinze cents personnes prévues pour le sondage et les cent vingt-six interlopes inclus finalement dans les entretiens semi-directifs est d'une signification. C'est comme de comparer 1 500 bicyclettes et 126 camions de 5 t. : dans le premier cas, il s'agit d'un sondage sur questionnaire conduit par des enquêteurs et dépollués automatiquement ; dans le deuxième, d'entretiens en profondeur conduits par du personnel plus qualifié, enregistré sur cassettes et faisant l'objet d'une analyse qualitative et thématique de contenu. Tous les professionnels vous diront que nos honoraires n'ont pas été excessifs pour la prestation fournie et la qualité de celle-ci n'a jamais été contestée.

Atelier de poterie
LE CRET ET LE CLIT
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 33 ans
RUE LACÉPÈDE - PARIS 8
Téléphone : 7017 (4 lignes) - 702-53-64

860F* Irlande aller-retour

Aer Lingus propose chaque jeudi un vol de nuit vers sa mère patrie pour 860 francs aller et retour. D'accord, ce n'est pas cher, d'autant plus que ce vol est ouvert à tout le monde et pas seulement aux étudiants. Mais il faut dire aussi que les conditions sont héroïques pour ceux qui ne sont pas noctambules. Vous quittez Paris mercredi soir pour décoller de Charles de Gaulle jeudi à 4 h 25 du matin et atterrir à Dublin à 5 h 15 heure locale, ce qui n'est franchement pas pratique. Et, comme les honnêtes gens dorment à cette heure-là, vous aurez intérêt à emporter vos sandwiches. Si vous avez besoin de sommeil, vous pouvez toujours utiliser nos vols réguliers, vous ferez l'économie des sandwiches mais ça vous coûtera quand même nettement plus cher.

Nuit Blanche
de Roissy-Charles De Gaulle
Aer Lingus, 38, Avenue de l'Opéra PARIS. Tél. 742.12.50

SEJOURNEZ CET ETE EN ITALIE
A MONTEGROTTO TERME - PADOVA - PRÈS DE VENISE



HOTEL BERTHA INTERNATIONAL
1ère catégorie - telef. 049/793100 - telex 430277
2 piscines thermales - court de tennis - golf - Service de Restaurant - Grill au jardin tous les jours - Etablissement climatisé - Toutes les cures thermales.

PRIX SPECIAUX DU 1.6 AU 20.8

Pension complète, taxes-service compris	Lit. 38.000
Séjours: 12 jours pension + 10 cures	Lit. 650.000
Séjours: 14 jours pension + 12 cures	Lit. 730.000
Supplément pour chambre à un lit par jour	Lit. 4.000

Pour votre réservation ou renseignements envoyez un coupon:
Adresse _____
Je réserve de _____ à _____ chambre _____
avec 10 cures ☐ avec 12 cures ☐
ou seulement en pension complète ☐

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le prochain numéro (188 pages) paraîtra le 8 mai

Les filigranes des timbres anglais

La rubrique « marcapapier moderne » absolument illustrée

L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques à partir du 2 du mois : 7 F

Numéro spécial sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 246-72-23, postes 2608 et 2904.

COMPAGNIE BRITANNIQUE
meubles en pin,
8, rue Lacépède
75005 Paris

USA
Renseignements touristiques
Tél. : 260-57-15 de 10 à 17 h.

Correspondance :
Ambassade des Etats-Unis
75382 Paris Cedex 08.

EN TRAVERSANT L'ATLANTIQUE VOS FRANCS PRENNENT DU POIDS !

Profitez du cours favorable du dollar pour vivre en Amérique mieux qu'un Américain.

17 circuits dont ces 4 exemples de Paris à Paris à partir de :

Les Provinces de l'Atlantique (14 jours)	6.110 F
L'Est Canadien (14 jours)	7.150 F
L'Est des USA/Canada (15 jours)	7.300 F
L'Ouest Américain (15 jours)	11.400 F

Jet'am La marque AIR FRANCE spécialiste de l'Amérique.

Pour en savoir plus, bon pour 1 catalogue et 1 guide gratuits de Jet'am, Portemanteau 80, et la lettre des agences Air France Tourisme, Haves Voyages et des 1.200 agences de voyages recommandées par Jet'am.


Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

A renvoyer à : AJP, Conseil-Jet'am, 53, rue Ste-Anne - 75002 Paris.

Cours d'anglais et séjours en Universités américaines **ELS USA**
3 000 F/mois
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 39, rue de Chazy 92200 Neuilly Tél. 637-35-68

POUR L'ANGLETERRE

CAR FERRIES Sealink
AÉROGLISSEURS Seaspeed



A bord des car-ferries Sealink vous êtes à l'aise dans les salons ou au bar. Votre voiture trouve sa place dans les vastes garages du navire.

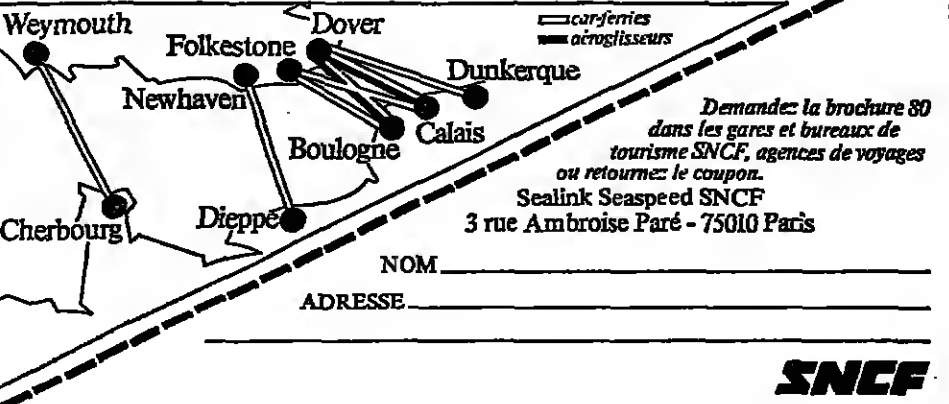
La boutique "hors taxes" vous offre à des prix avantageux : cognac, parfums, cigarettes, whisky...

A bord des aéroglisseurs géants Seaspeed pour passagers et voitures, des hôtesses vendent des produits "hors taxes" pendant le "vol" d'une 1/2 heure environ.

Des tarifs réduits sont offerts à tous pour les petits séjours en Angleterre de 24 heures à 5 jours ainsi qu'au 3^e âge et pour les caravanes.

Enfin, depuis le 1^{er} mars, sur les car-ferries, les voitures et camping-cars de plus de 4,30 m ne paient que pour 4,30 m. Profitez-en.

Pour vos traversées, vous pouvez choisir détente ou vitesse : 7 lignes de car-ferries et 2 lignes d'aéroglisseurs.



Demandez la brochure 80 dans les gares et bureaux de tourisme SNCF, agences de voyages ou retournez le coupon.

Sealink Seaspeed SNCF
3 rue Ambroise Paré - 75010 Paris

NOM _____
ADRESSE _____

SNCF

EMBARQUEZ SANS PAYER

Sans apport initial. Dufour propose des yachts à partir de 75.000 F. spacieux, faciles à manoeuvrer. Moins chers qu'une résidence secondaire. Financement à 100% sur 7 ans, après acceptation du dossier, et si vous avez déjà un bateau, nous pouvons assurer la reprise. Possibilité d'essai sans engagement.

Nom: _____ Tél.: _____
Adresse: _____

Voiliers Dufour
22, rue Marc Seguin 75018 PARIS tél.: 300.71.12

ABANO TERME (Venise 45 km) (Padoue 10 km)

HOTELS
TERME INTERNAZIONALE
Tél. (049/49) 66.80.00 - Tél. 430039 Inter.
TERME ITALIA

Tél. (049/49) 66.80.00 - Tél. 430039 Inter.

Pour votre cure de santé et de repos dans une oasis de tranquillité du centre thermal avec ses grands parcs et jardins de 40.000 m². Toutes les cures dans les hôtels: pour rhumatismes, arthrose, goutte, luxations, suites de fractures, etc. fango, grotte, massages, inhalations, applications faciales, physiothérapie, etc. **CEUX PISCINES THERMALES** (couvertes et plein air). Courts de tennis, garage, boxes, grand parking. Demandez nos prospectus couleurs.

OCEAN INDIEN

1 SEMAINE AU DÉPART DE PARIS

1 - COMORES.....5.740 FF	2 - MAURICE.....5.790 FF
3 - COMBASA.....4.275 FF	4 - NAIROBI.....3.830 FF
5 - NOSSY-BE.....5.580 FF	6 - REUNION.....4.380 FF
7 - SEYCHELLES.....5.270 FF	8 - TANANARIVE.....4.890 FF
CIRCUITS/EX.: 9 - PARIS/TANANARIVE/NOSSY-BE/SEYCHELLES/MAURICE/REUNION/PARIS = 5.560 FF.	
INCLUANT CHÉQUE PRESTATIONS. — 1/ = 890 F - 2/ = 650 F - 3/ = 350 F - 4/ = 350 F - 5/ = 220 F - 6/ = 280 F - 7/ = 680 F - 8/ = 550 F - 9/ = 420 F. Pour séjour 21/24 semaines et autres combinaisons des îles, nous consulter. Demandez notre brochure « OCEAN INDIEN » - « BRÉSIL » - « VOLS » - « CIRCUITS ».	

nouveau monde
8, rue Mabillon - 75006 Paris
(1) 329.40.40

Vacances sans Français en Collèges anglais

DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637-35-88



MIAMI

Porte du Sud des USA

2770* Aller et retour PARIS-PARIS

En vol direct sur les lignes régulières d'AEROMEXICO

AEROMEXICO vous propose 3 vols directs hebdomadaires sur ses lignes régulières au départ de Paris, dont 2 vols directs à un prix spécial « vacances » de 2770 F. PARIS-MIAMI et retour.

3 VOLS EXCLUSIFS AU DÉPART DE PARIS

le PARIS - MIAMI - MEXICO est exclusif au départ de Paris le lundi
le PARIS - CANCUN (et MEXICO) est exclusif au départ de Paris le mercredi
le PARIS - MIAMI (et MEXICO) est exclusif au départ de Paris le vendredi

lundi et vendredi PARIS-MIAMI-MEXICO

Vous quittez Paris le lundi ou le vendredi à 14 h 30 pour atterrir à Miami à 17 h 55 et à Mexico à 20 h 05 (heures locales). A partir de Miami, toutes les routes de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud vous sont ouvertes, ainsi que le sud des Etats-Unis: de la Floride à la Nouvelle Orléans, du Cap Kennedy au Texas, et de la Grande Bananera au Carabes toutes proches: (Porto Rico, Saint Domingue, Haïti, la Jamaïque). (Retour de Mexico et Miami les dimanches, mardi et jeudi).

mercredi PARIS-CANCUN-MEXICO

Vous quittez Paris le mercredi à 13 h et vous atterrissez à Cancun à 18 h 20 ou à Mexico à 21 h 25 (heures locales). Ce vol exclusif et direct de Paris au Yucatan est la voie royale de la découverte du Mexique. Si vous séjournez à Cancun, au bord de ses plages caraïbes, vous ne manquerez pas la visite des temples et des palais de l'ancienne civilisation maya toute proche. (Retour de Mexico et Miami le dimanche, mardi et jeudi).

AEROMEXICO
Proposition valable à partir du 27 avril 1980. (Prix au 1^{er} avril 1980). Consultez votre agent de voyages ou téléphonez à AEROMEXICO.
RESERVATION 742.40.50 - PROMOTION DES VENTES 742.40.75

DU NOUVEAU DANS LE FILM DE TOURISME

La Bretagne des Bretons

SOUFFLE le noroît ! Galopent les vagues sur l'écran ! Ils présentent ces visages bretons. Ils parlent ces calvaires de granit saisis par la caméra qui, en vingt minutes et en couleur, a tenté de décrire « Breiz ma bro », ou encore Bretagne, mon pays (ou ma source).

Vingt minutes de poésie qui rafraîchissent le genre du film touristique. Inévitablement ensablé, celui-ci se doit d'ordinaire de montrer que les notes du pays ou de la région concernée se divertissent et se nourrissent comme jamais. On y voit les inévitables chromos — le mouton en Irlande, les gondoles à Venise — qui changent le grand écran en carte postale animée. On ne fait grâce ni de la piscine olympique du chef-lieu, ni de l'aéroport presque international, ni de la zone industrielle accueillante. Les sites et les gens sortent confus, fades et, pour tout dire, ennuyeux d'un tel traitement.

Par touches de musique, de lumière et de parole, Loïc Hascot, auteur-réalisateur de « Breiz ma bro » est, lui, parvenu à faire palpiter la finistère vibrante. Armor ou Arcoët, pêcheurs ou bergers, criée ou fontaine aux lépreux, c'est la trame celle qui jaillit. Les monuments ont de la race et les hommes du grain. Évité, grâce au chant, le piège du biniou, tournée la tentation d'un folklore amidonné !

Le mal culturel

« Je suis envrociné en Bretagne, explique M. Hascot. Avant d'être à l'école de mon village ma permet de dire que le mal breton est essentiellement culturel. Les touristes riches et oisifs qui se moquent de leur accent ont donné aux Bretons un complexe d'infériorité. De surcroît, ces mêmes touristes ont imposé leur goût en matière architecturale. Les façades crépies à neuf, la cheminée murée, le cultivateur est fier d'avoir copié le pavillon confortable de son cousin de Paris. Pour sauvegarder ce patrimoine qui disparaît comme pour promouvoir le tourisme, le cinéma a un rôle à jouer, un rôle

culturel afin qu'un échange égalitaire s'établisse enfin entre les Bretons et leurs visiteurs. »

D'où l'idée même que le film touristique est d'abord un miroir tendu aux autochtones pour qu'ils y voient leurs talents et leurs merveilles. Ensuite, seulement, les citoyens y sont conviés à goûter cette terre qui pousse du grand large.

Des difficultés. Loïc Hascot n'en manqua pas au cours des deux années que durèrent le tournage et le montage de son film. Ennui d'argent: trouver 500 000 F nécessita le démarchage répété de l'établissement public régional, des administrations du tourisme, de l'aménagement du territoire, des affaires culturelles et de FR3. Incompréhensions: « Il n'y a pas assez de soleil dans votre film », ou encore: « Il ne faut pas vendre la Breiz », et même: « Il ne dit pas combien de poissons nous produisons ». Le coup le plus dur vint de là où il l'attendait le moins: d'un bretonnant qui écrivit un article critiquant Hascot, ce Breton de Paris, venu tourner un film sur « notre » Bretagne avec « notre » argent.

Breiz ma Bro sera-t-il le premier court métrage d'une série régionale où des auteurs de passion chanteront d'abord pour leurs frères? Jacques-Alain Raynaud, producteur et coréalisateur, le projette. « Parce que le cinéma peut faire comprendre ce qui a modelé l'âme bretonne et l'âme celtique, dit-il. Il faut dépasser les natures mortes, le folklore ou, pis, le film publicitaire du promoteur immobilier. Rendre ou documenter ses lettres de noblesse coûte cher, car mobiliser des techniciens jusqu'à ce que le bon jour, la bonne lumière soit sous l'œil de la caméra demande de l'argent. »

En effet, faute de subides, l'équipe de Breiz ma Bro n'a pu attendre, à la pointe du Raz, la tempête d'équinoxe. Dommage, c'eût été une « première » mondiale: le mauvais temps utilisé comme argument touristique. Tant il est vrai que les handicaps de la Bretagne sont, aux yeux de ceux qui l'aiment, ses atouts les plus merveilleux.

ALAIN FAUJAS.

UN MOUSSE AU SPINNAKER

(Suite de la page 19.)

« Descends le longon ! », « Etarque la drisse ! », « Du nerf, je vous dis du nerf. Tout est dans le nerf qui est un bateau... ». Et, enfin (parfois en désespoir de cause) « Ce n'est pas le résultat qui compte mais ce que vous apprenez. »

Le soir, en venant à la bouée de l'île d'Aix, la drisse de génols a rendu l'âme.

Le lendemain matin, c'est le départ pour le triangle olympique. Parti au moteur, il faut, à quatre patins dans le cockpit, travailler de la chignole et du tourment pour réparer les pièces neuves mais de mauvaise qualité et les drisses déjà usées. L'organisation décide le premier jour est déjà modifiée. Chacun prend le rôle qui convient à ses connaissances et à ses possibilités et les loris en thème partage volontiers leur savoir.

A 10 h. 30, l'équipage est, comme l'indiquent les instructions de course, à la disposition du jury mais le vent n'est pas au rendez-vous. A 11 h. 30, sur

les bateaux rassemblés deux par deux, on prend l'appât et on échange du pâté, du saucisson et des canettes de bière. A 13 heures, le départ était donné et, jusqu'à 19 heures, il faut parcourir 10 milles en multipliant les virements de bord et les envois de spi. De retour au port, le grand ménage quotidien commence.

Dernière épreuve, le troisième manche: « 128 milles, vingt-quatre heures de route environ », avait dit Jean-François. En fait, il en fallut dix de plus. L'estée de bibendum vêtus de ciré jaune de la tête aux pieds, la flottille était partie sous le pluie. Ours les bords de près, le bateau fend la mer en glissant, fendie qu'un volontaire dans le carré cherche son centre de gravité en beurrant des tartines qu'il passe aux autres et s'abouillonne avec la café en hissant les fasses sur le pont. L'après-midi, le vent est tombé, on échange les cirés contre les tee-shirts, et les bateaux, spi dégonflés, font marche arrière entraînés par le courant.

Des bateaux conçus pour gagner

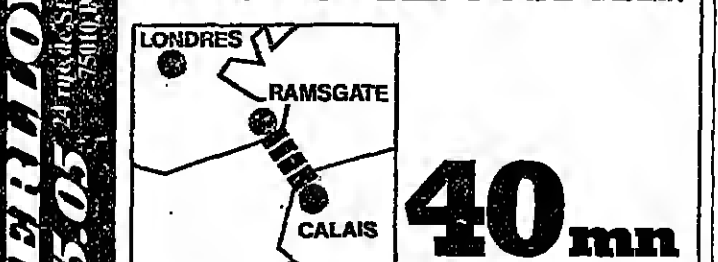
La nuit est longue. En regardant se coucher le soleil, on compte les bateaux devant et derrière. Ceux qui essorent le quart accumulent les pulls sous leur ciré pour supporter le vent et le grignotage du chocolat en buvant café et whisky. Le sommeil des autres est rythmé par le bruit sourd et rapide des pas sur le pont lors des virements de bord. Enfin, vers 5 heures, la voile humide et froide attend dans le carré blanchi auver par les équipiers claquant des dents qui se précipitent dans leur duvet. Lorsque le jour se lève, on compte à nouveau les concurrents. Le bateau passe enfin la barre dont on entendait l'appel rauque depuis 8 heures du matin.

Toute la journée, une régatée s'engage. Au spi a succédé le génols, puis le dritter plus léger. L'île de Ré où sonnent les

cloches dominicales apparaît. Puis, à 17 heures, les tours de La Rochelle. La port. Le long des pontons de bois, les bateaux impeccablement alignés oscillent doucement. L'équipage a critiqué les winches trop peu nombreux, la mauvaise qualité des taquets colcoeurs, la mauvaise finition du prototype, mais personne, parmi ces habitués des croisiers, des cabines, de l'eau courante, de l'électrification, des douches et des toilettes, à bord n'a prêté attention au manque d'équipements de ces bateaux conçus seulement pour gagner. La mer a ses raisons que le confort n'a pas et ceux qui l'aiment le savent... qui demandent déjà le programme des prochaines courses.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.
* Ecole de course CERSMA, 37, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél.: 55-56-14.

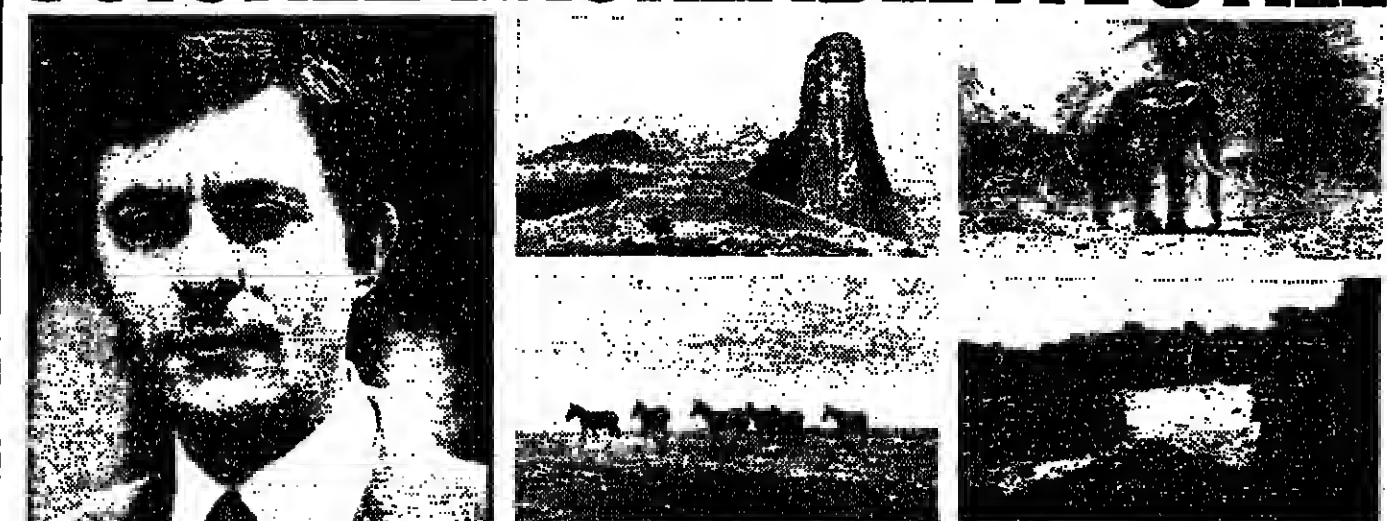
L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE



40 mn

Vous vous présentez seulement une demi-heure avant le départ. Et la traversée sur coussin d'air Calais-Ramsgate dure 40 mn. C'est presque 2 fois plus rapide que la plupart des ferries. Jusqu'à 27 départs par jour en saison. Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverslloyd Paris.

JOIGNEZ L'AGREABLE A L'UTILE



Un voyage d'affaires au Cameroun? Découvrez son extraordinaire variété. Regardez vivre en liberté les lions, les girafes, les rhinocéros, les éléphants et les gorilles. Tous abondent au Cameroun. Nous les aimons. Nous les protégeons.

CAMEROON AIRLINES



ET DU TOUR

Pour

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

Le 24 mai 1980

Le 24 mai 1980, le 1^{er} jour de la semaine, il y a une grande manifestation à Paris. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation. C'est le jour de la semaine où les Parisiens se réunissent pour une grande manifestation.

سلا فيل

LE MONDE DES LOISIRS

UN MOUSSE AU SPINNAUD

ET DU TOURISME

LE MONDE — Samedi 24 mai 1980 — Page 23

NOUVEAUX VOYAGES ET VIEUX FLÉAUX

Pour ne plus se faire vacciner à la légère

Le 26 octobre 1977, des médecins de l'O.M.S. constataient, en Somalie, un cas d'éruption varicelleuse avec fièvre chez un homme de vingt-trois ans. Il s'agit du dernier cas connu au monde. Depuis, la variole semble définitivement vaincue : l'obligation vaccinale devrait donc disparaître (« le Monde » du 21 mai).

Pourtant, le voyageur quittant la France ne doit pas se laisser. D'autres affections graves existent, hélas ! encore dans le monde.

Prendre conscience des maladies et des moyens de s'en protéger devrait être la première condition du voyage. Trop nombreux sont effectivement les voyageurs qui se contentent de se soumettre aux vaccinations parce qu'elles sont obligatoires et partent, sans même chercher la raison de cette immunisation.

ALI MAOW MAALIN, habitant Merca, un petit port au sud de la Somalie, aura donc été le dernier homme de notre histoire à contracter la variole. Le premier cas connu datait de 1197 avant Jésus-Christ. Les examens de la dernière monnaie du pharaon Ramsès V permettent, en effet, d'affirmer qu'il est probablement mort, à quarante ans, de cette maladie.

Entre Ramsès V et Ali Maow Maalin, trois mille ans auront été nécessaires pour que la variole disparaisse de la surface du globe, grâce au vaccin antivaricelleux découvert à la fin du dix-huitième siècle. Toutefois, il a fallu attendre la mise au point d'un vaccin lyophilisé, dans les années 50, et la possibilité de réaliser de vastes et efficaces programmes de vaccination.

Le premier succès date de 1970, avec l'arrêt de la transmission de la variole dans vingt pays d'Afrique occidentale et centrale. Puis, dans divers pays et régions, au fur et à mesure, les derniers cas de variole marquèrent autant de jalons dans la réalisation du programme : le Brésil en 1971, l'Indonésie en 1972, l'Afrique (à l'exception de la corne de l'Afrique) en 1973 et l'Asie en 1975, pour aboutir positivement à la fin de 1979, deux ans après le cas de la Somalie. Ces deux années étaient nécessaires, car c'est le temps qui doit s'écouler effectivement pour que les experts de la Commission mondiale pour la certification de l'éradication de la variole puissent conclure à la disparition définitive de cette maladie.

Dans l'immédiat, la vaccination antivaricelleuse est toujours exigée dans douze pays : Bénin, Brunei, l'Indonésie, Kampuchéa, la République démocratique du Congo, Djibouti, Côte-

d'Ivoire, Lesotho, Madagascar, Mali, Sao-Tomé et Principe, République unie du Cameroun, Haute-Volta.

Les voyageurs en partance pour ces régions devront donc se soumettre à une très légère incision à l'arrière de l'épaule, permettant d'inoculer le vaccin. Le petit pansement qui sera posé pourra être enlevé le soir même. Le voyageur sera immunisé pour trois ans.

Si la variole peut être considérée comme un cauchemar passé, il n'en est pas de même pour le choléra, qui connaît aujourd'hui une recrudescence alarmante.

Choléra

De tous les temps, le choléra a été synonyme de dévastation et d'horreur. Dans la plupart des pays du globe, le mot même évoque la crainte et le désespoir. Le foyer originel principal du choléra se situe dans le delta du Gange, en Inde, là où il a toujours existé, comme le prouvent des recherches de l'O.M.S. C'est de là que le vibron a récemment progressé dans différentes régions d'Afrique. A l'heure actuelle, c'est près d'un milliard et demi de personnes qui sont ainsi exposées, en Asie et en Afrique, à ce fléau. Il y a dix-neuf ans, un petit foyer de choléra, qui était né cent vingt-quatre ans plus tôt, en 1837, à Sulawesi, dans les îles Célèbes, en Indonésie, se révéla pour se propager à une vitesse effrayante. Pendant l'année 1962, l'épidémie toucha vingt pays d'Asie, causant plus de quatre-vingt-dix mille morts.

Inquiète de la tournure prise par les événements, l'O.M.S. lança, en 1967, un véritable cri

d'alarme. Elle fut plus ou moins écoutée, certains pays restant pudiquement muets sur les cas constatés sur leur territoire, de crainte de voir s'écrouler des transactions commerciales et surtout de voir disparaître un afflux de devises touristiques. Les événements s'aggravèrent au point que des zones jusqu'alors indemnes de toute contamination cholérique se sont trouvées envahies. Le sud du Sahara, qui n'avait pratiquement jamais entendu parler du choléra, s'est vu touché par la vague en 1970. Fêté à petit, facilité dans sa progression par les mouvements de population et la rapidité des transports, le choléra gagna l'Europe. En juillet 1971, la vague toucha l'Espagne, obligeant les pays occidentaux à des mesures de vaccination de masse. L'avance du choléra fut stoppée. Actuellement, l'Europe occidentale semble être totalement libérée du risque cholérique.

En voyage, il est nécessaire de prendre des précautions élémentaires, communes d'ailleurs à d'autres affections exotiques, comme les amibes par exemple :

— Se laver soigneusement les mains au savon.

— Ne boire que des boissons encapsulées ou de l'eau bouillie.

— Éviter de consommer des aliments crus, même les merveilleux fruits que l'on trouve sur les marchés.

Ultime et imparfaite protection, le vaccin utilisé est celui de l'Institut Pasteur, mis au point au début du siècle. Il est injecté sur la face externe du bras, en général en une seule piqûre. La vaccination est efficace six jours après l'injection et reste valable six mois. Mais beaucoup de spécialistes estiment qu'elle n'est efficace que dans un cas sur deux.

Dernière des vaccinations obligatoires dans de nombreuses régions du monde, la fièvre jaune. Contrairement à l'idée que l'on pourrait s'en faire, elle sévit dans toute la zone intertropicale de l'Afrique et de l'Amérique, mais est totalement absente de l'Asie. Elle est appelée fièvre jaune à cause de la coloration jaune de la peau et des muqueuses, qui apparaît au cours de son évolution.

C'est une maladie extrêmement grave, pour laquelle il n'existe pas de traitement spécifique. C'est d'ailleurs ce qui y a de si périlleux pour la vaccination (deux voyageurs en sont morts l'an dernier en France. Ils l'avaient contractée en Afrique. Ils n'étaient pas vaccinés).

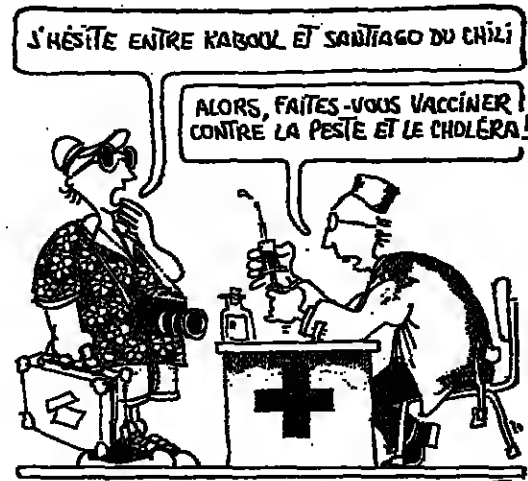
Fièvre jaune

Pour que l'homme soit contaminé, il faut qu'il soit piqué par un moustique de type aedes, porteur, bien sûr, du virus. Si la protection contre les moustiques assure une défense contre la fièvre jaune, la seule prophylaxie efficace réside encore dans la vaccination.

Celle-ci ne peut se faire, après une analyse d'urine, que dans les centres agréés par l'O.M.S. (contrairement aux immunisations contre le choléra et la variole qui peuvent être effectuées par un médecin généraliste agréé), en raison de la nature même du vaccin. Le vaccin anticholérique est en effet très particulier. Préparé notamment par l'Institut Pasteur à partir de la souche 17 D Rockefeller, c'est un vaccin vivant - desséché. Stocké dans un congélateur à - 20°C, il est dilué dans un sérum physiologique au moment de l'emploi, mais ne se conserve, sous la glace, que pendant une heure. Il s'est évidemment pas commercialisé. Son injection unique est sous-cutanée, pratiquée à la face externe du bras. L'immunité dure dix ans, à compter du dixième jour après l'injection.

Les trois vaccinations obligatoires de la législation internationale tendent, bien sûr, à protéger l'individu. Mais elles cherchent surtout à protéger la société. C'est le but des certificats de vaccination qui sont très souvent exigés à l'étape ou au retour d'un voyage. Combien de voyageurs, de touristes, d'hommes d'affaires, se sont-ils vus refoulés au cours d'un voyage parce qu'ils n'étaient vaccinés que dans le cadre de la législation en vigueur dans le pays ? La destination finale ? Les étapes, les escales, les extensions, que l'on prévoit au dernier moment, sont très souvent préjudiciables au bon déroulement du voyage.

Interrogé sur cette insouciance, le docteur R. Vergne, chef du service vaccination d'Air France déclare : « Trop souvent, nous recevons des gens qui viennent se faire vacciner contre telle ou



(Dessin de FLANTU.)

telle maladie parce que c'est obligatoire. Les hôtesses du centre de vaccination d'Air France demandent toujours le pays de destination. Eh ! bien, si elles indiquent que la vaccination varicelleuse, par exemple, n'est plus obligatoire, ils reportent contents, sans se poser de question supplémentaire, rapais comme toute d'échapper à une sorte de pensum. Pourtant, il est fondamental d'être bien garanti contre la maladie lorsqu'on

voyage. Les centres agréés, comme celui d'Air France, sont des lieux où il est possible de se faire vacciner, non seulement contre le choléra, la fièvre jaune et la variole, mais aussi contre d'autres dangers redoutables qui guettent le voyageur. Je veux évoquer le tétanos et la polio-myéélite particulièrement. Nous comptons beaucoup sur la campagne sur le thème de la vaccination antitétanique que nous conseillons de faire conjointe-

ment avec la vaccination contre la polio-myéélite. Cette double vaccination n'apporte pas de contraintes supplémentaires et se révèle très sûre dans son effet protecteur.

Parmi toutes les affections, celle qui domine dans les pays dits en voie de développement est le paludisme. Il y a une vingtaine d'années, le nombre des décès par paludisme atteignait chaque année des millions d'individus. Fort heureusement, des produits pharmaceutiques puissants et efficaces existent aujourd'hui.

Le paludisme est dû, non à un microbe comme d'aucuns le pensent, mais à un parasite, le plasmodium. Ce parasite est transmis par un moustique du sexe femelle, l'anophèle.

Lorsque ce moustique porteur de parasite pique un sujet sain, il lui inocule par sa salive le plasmodium. Le moustique, lui-même, a prélevé le parasite en piquant une première fois un sujet atteint de l'affection. La nuit, il faut donc se protéger au maximum grâce à une moustiquaire et surtout, puisqu'il n'existe pas de vaccin antipaludique, suivre un traitement systématique d'un antipaludéen de synthèse qu'il faudra commencer le jour du départ et poursuivre durant huit semaines après le retour.

MICHEL MARJOUX.

OU, QUAND, COMBIEN ?

En cas de vaccination multiples, un certain ordre doit être respecté. L'injection contre la fièvre jaune sera effectuée en premier, suivie deux jours après par la vaccination anticholérique.

La certification antivaricelleuse est telle en général en même temps que le vaccin contre le choléra mais peut être retardée de quelques jours. Quelques effets secondaires peuvent se produire.

Après la vaccination antivaricelleuse, enlever le soir même le petit pansement mis sur la scarification. Si dans les jours qui suivent apparaît une pustule, le protéger avec un pansement sec. Quelquefois, cette réaction locale s'accompagne de réactions générales (fièvre, réaction ganglionnaire). Elles sont justifiées de repos, de diète, et d'absorption d'aspirine.

Choléra : la réaction postvaccinale est inconstante, précoce et survient dans les heures qui suivent l'injection : fièvre légère, courbatures, céphalée. Elle cède facilement à une prise d'aspirine.

Après la vaccination contre la fièvre jaune, les réactions sont sensiblement les mêmes que

pour le choléra, à la différence qu'elles peuvent survenir entre le quatrième et le cinquième jour après la vaccination. Les contre-indications sont aussi les mêmes.

Voir le médecin

Pour les vaccinations antivaricelleuse et anticholérique, il suffit, si l'on ne dispose pas de centre de vaccination près de chez soi, de se rendre chez son médecin traitant, après avoir acheté directement le vaccin dans une pharmacie.

En ce qui concerne la fièvre jaune, seule les centres agréés par l'O.M.S. sont habilités à injecter le vaccin antipaludique après une analyse d'urine qui se fait en général directement au centre.

Les centres de vaccination pour le choléra et la variole sont trop nombreux, à Paris et en province, pour qu'il soit possible d'en publier la liste qui peut être obtenue dans les directions départementales de l'Action sanitaire et sociale, dans chaque préfecture. En principe, les agences de voyages possèdent ce type de renseignement.

Les centres habilités à l'injection de la fièvre jaune sont, pour Paris (il est possible bien évidemment dans ces centres de recevoir aussi la variole et le choléra) :

— Centre officiel de vaccination Air France, 26, boulevard de Valenciennes, 75015 Paris. Ouvert de 8 h. à 18 h.

— Centre J.T.A., 50, boulevard Arago, 92006 Puteaux. Ouvert de 9 h. à 17 h.

— Hôpital Pasteur, 211, rue de Valenciennes, 75015 Paris. Ouvert de 14 h. à 18 h.

En province, il existe vingt et un centres répartis dans dix-huit villes : Bordeaux, Brast, Dijon, Fréjus, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Rouen, Saint-Mandé, Strasbourg, Toulon et Toulouse.

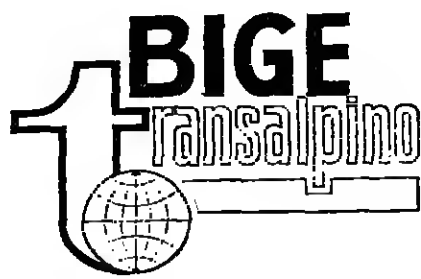
Les prix varient suivant le type de vaccin et le lieu de vaccination. En moyenne, ils sont de l'ordre de (à 5/6 F près) : fièvre jaune : 45 F - choléra : 40 F - variole : 30 F - polio-myéélite : 35 F - tétanos : 35 F - typhoïde A et B : 35 F.

EN ÉGYPTE DEMAIN ? GUIDES "AUJOURD'HUI" !

40 Titres. 2 millions d'exemplaires. Editions J.A. Chez votre librairie.

SI VOUS AVEZ MOINS DE 26 ANS, VOICI UNE BONNE NOUVELLE

VOUS POUVEZ VOYAGER EN TRAIN DANS TOUTE L'EUROPE A DES TARIFS EXCEPTIONNELS GRACE AU BILLET



MEME POSSIBILITÉ EN FRANCE POUR LES SCOLAIRES ET LES ETUDIANTS DE MOINS DE 26 ANS

Bureaux Transalpino :

PARIS, 14, rue Lefayotte, 3^e - Tél. : 770-82-08, 770-83-41.
PARIS, 36 bis, rue de Dunkerque, 10^e - Tél. : 261-26-11.
LYON, 81, rue du Président-Herriot, 2^e - Tél. : (71) 842-11-92.
AMIENS, 2, rue Robert-de-Luzarches - Tél. : (221) 92-16-19.
et 200 revendeurs en France.

MINITOUR SPECIAL MAI

Jusqu'à 10 jours en Angleterre avec votre voiture : 20% de réduction. Renseignez-vous

Calais-Douvres. Zeebrugge-Douvres. Le Havre et Cherbourg vers Southampton et Portsmouth. Zeebrugge-Folkestone... quand vous embarquez sur un bateau Townsend Thoresen vous êtes déjà en Angleterre. L'accueil est chaleureux. Les salons confortables et spacieux. Le personnel réputé pour son amabilité. Pour commencer votre shopping des boutiques hors-taxes bien approvisionnées vous attendent. Ainsi qu'un bar, un restaurant, un point sabbat.

Townsend Thoresen c'est la plus agréable manière d'aller en Angleterre.

- Calais-Douvres en 75 minutes : la traversée la plus rapide en car-ferry. 3 bateaux ultra-modernes.
- Jusqu'à 64 traversées par jour.
- 5 routes au départ de 3 ports français. 2 routes au départ de Zeebrugge dont une vers Folkestone pour l'Ecosse.
- Toute l'année : 50% de réduction sur Minitour de 60 heures en Grande-Bretagne. 20% de réduction pour 120 heures.
- Tarifs dégressifs suivant les mois, les jours et les heures de traversée.

Veuillez m'envoyer sans engagement votre brochure couleur 1980.

NOM _____

ADRESSE _____

Townsend Thoresen - 41 boulevard des Capucines. 75002 PARIS - Tél. 261.51.75.

ET DU TOURISME

Philatélie

N° 1 638

Une comparaison valable
Le bloc officiel
du 125^e anniversaire
du premier timbre norvégien

L'administration des postes de Norvège, pour commémorer le cent vingt-cinquième anniversaire du premier timbre-poste norvégien, a émis un « souvenir » qui est une réimpression officielle du timbre 4 shilling 1855, accompagné de trois maquettes.

A ce propos, les postes norvégiens précisent : « A la réimpression, on a utilisé la gravure originale conservée au musée postal, laquelle a servi de base pour la confection des clichés. Les trois maquettes sont des copies des maquettes originales également gardées au musée postal. Le bloc a été tiré en 1980 et en 1981 par l'imprimerie Bm 11 Mørstue A/S, à 50 000 exemplaires numérotés. »

Vendu au prix de 30 Kms, ce bloc n'a cependant pas de valeur d'affranchissement.

Voici un exemple qui peut servir de comparaison avec le bloc du Musée postal de « Nouvelle-Né » de Georges de La Tour (le Monde des Loisirs 23 février, 15 mars et 5 avril 1980).

Cette émission norvégienne requiert toutes les qualifications admises sur le plan officiel.

Aussi, certains responsables de sociétés ou sections philatéliques d'entreprise en France qui ont, dernièrement, fait le bloc « miniature » comparé, par méconnaissance, avec le bloc du Musée postal — et qui ont pu se laisser aller à des commentaires méprisants (dans leur bulletin) leur méprisent involontairement.

FRANCE : Retraits de timbres.
Cinq timbres seront retirés de la vente le 6 juin :

1.20 F + 0.30 F, « Simon Weil » ;
1.30 F + 0.30 F, « André Malraux » ;
1.60 F, « Champollion du monde de judo » ;
1.80 F, « Ecole centrale des arts et manufactures ».

Calendrier des manifestations
avec bureaux temporaires

0 3600 Châteauneuf, du 23 mai au 1^{er} juin. — « Votre Exposition. (Faites connaître) ».

0 8200 Wadley Ballou (salle des Fêtes), le 1^{er} juin. — 50^e anniversaire de la mort de Henry Caron, folkloriste bordelais.

0 1600 Cognac (salle sérienne 709), le 1^{er} juin. — Meeting national de l'Air.

0 7000 Strasbourg (quartier Lize), le 1^{er} juin. — Journée « Portes ouvertes ».

Les 25 et 26 mai
53^e CONGRES FEDERAL
A DUNKERQUE

La Fédération des sociétés philatéliques françaises, sous la présidence de M. Gabriel Gourin, organise son cinquante-troisième congrès les 25 et 26 mai, à Dunkerque, pendant que se déroule une exposition nationale organisée, du 24 au 26 mai, avec le concours du Groupement philatélique Nord-Pas-de-Calais, par le Club philatélique dunkerquois, présidé par M. Albert Parpeux, qui assure la collaboration de M.M. J. Arneault, R. Dehaene, R. Delobart et M.M. J. Pour, B. Mathieu et tous les « bénévoles » qu'on appelle « cheville ouvrière » d'une telle manifestation attirant tous les représentants des philatélistes de l'Europe.

Au cours de ce congrès, il y aura comme chaque année des vœux exprimés afin de la soumettre aux suffrages des commissaires délégués par les philatélistes des sociétés fédérées.

Parmi les sept vœux proposés, trois proviennent de la Fédération elle-même. Ce sont : un vœu pour une attention à être portée par leurs clubs et simplifier l'habillage allant tout droit dans le sens de l'industrialisme général de la philatélie — nous y reviendrons avec nos prochains chroniques.

EN BREF...
• TURQUIE. — Série « Europe 80 », 7 1/2 liras, « République d'Albanie », 15 liras, « République d'Albanie », 20 liras, Dr. Hulusi Behcet, professeur (26-6-80).

• HONGRIE. — Soixante-quinzième anniversaire de la naissance d'Attila József, poète lyrique, 1 forint (11-4-80).

ADALBERT VITALYOS.

FÊTE DES MÈRES,
FÊTE DES PÈRES ?
On cadeau original pour moins de 100 F.

LES MERVEILLES
DE LA CUISINE AFRICAINE

Un magnifique livre de recettes, illustré de splendides photos couleurs. Des plats savoureux, des recettes amusantes pour les enfants, réussies, et de joyeux barbeaux.

LES MERVEILLES
DE LA CUISINE AFRICAINE

304 pages, 32 photos couleurs. ÉDITIONS J.A., chez votre libraire.

Plaisirs de la table

PETITS PRIX

A LORS que les grands (à tort à mon avis) et les moins grands proposent maintenant des menus à prix fixe qui reviennent aussi bien fort cher, voire par opposition quelques adresses de petites maisons à petit prix.

Une ballottine de volaille, un onglet aux échalotes, une tarte maison arrosée d'un honnête vin des Côtes de Bourg (40 F), voici un repas à moins de 70 F dans un décor qui semble immuable depuis les inondations de 1910. Un service familial (la maman et sa fille) comme la cuisine. Voici le Petit Tonneau (20, rue Surcouf (7^e), tél. 706-09-01).

Un nouveau patron, un nouveau décor, pour ce Beaujolais

d'Auteuil (88, bd de Montmorency (18^e), tél. 743-03-58). On a même « déglusé » en rondin 1900 Pierre, fidèle au service. La carte aussi a été modifiée, mais les rillettes de sardines (8 F), la terrine de lapin aux myrtilles au les lèstées au vin blanc (10 F) sont intéressantes. La brandade, qui est provençale (tentée d'ail) mais savoureuse (30 F) et les fèves flottantes caramélisées (10 F) permettent à midi d'honnêtes repas. Je dis à midi, car le soir les prix de M. Zucchi sont majorés et quelques plats différents, tendant vers la sophistication : turbotin farci, algues et de canard à l'anasas. Les vins sont un peu chers. Mais c'est une bonne petite adresse pour les déjeuners.

Une bonne saucisse sèche à l'huile, apéritif, avant la truffade auvergnate (30 F) ou la sauté de bœuf au cabons (40 F), le boudin et enfin le clafoutis arrosés d'un marcllac (28 F). Nous sommes en Auvergne en même temps que rue Didot (n° 14, à La Maison bleue (14^e), tél. 543-70-56). Et le patron cuisinier, M. Elie Bousquet, ne cache point qu'il vient de l'Auvergne, qu'il ne fait pas une cuisine à la mode et que le café-filtre qu'il sert vaut tous les « expresso » du monde ! Bien joué !

UN ANNIVERSAIRE

Robert J. Courtine, pour nous « La Reynière, j'étais l'autre soir, à Paris, au Fouquet's », en présence du Tout-Paris culinaire, ses soixante-dix ans, dont une bannière trentaine ont été consacrés à défendre et illustrer les « Plaisirs de la table ».

Dans ce cercle difficile des chroniques gastronomiques, sa position est enviable, respectée. Il saura, dans un style primesautier, toujours précis, souvent jérôme, surveiller les mentions de la cuisine française, faire partager ses enthousiasmes mais aussi ses colères.

Il continue à tenir dans le Monde la rubrique hebdomadaire qu'il a inaugurée... le 13 mars 1952 avec un billet en forme de profession de foi. Sous le titre « Eloge de la simplicité », il écrivait : « De même qu'on doit être gourmet sans être goinfre, on aura recherché et apprécié la perfection dans les mets les plus simples par la qualité des produits d'abord, par le respect dans leur présentation de ces trois indispensables principes, base de la cuisine de chez nous : la patience, la tradition, le goût. »

Place d'Aligre

La place d'Aligre fut célèbre après guerre par la Boute d'Or, où les portions valaient le voyage du 12^e arrondissement. Les promoteurs sont passés par là. On ne reconnaît plus le quartier cher à l'ami Chambrette, mais, si l'on veut être encore... en convalescence, on peut noter cette adresse : La Commence (1, rue de Cotte (12^e), tél. 628-46-17). A midi, la carte est simple : entrée à 8 F, plat à 22 et dessert à 8 F. Le soir, la carte vous conduira jusqu'à des 80 F si vous vous laissez tenter par le soufflé aux saumon (14 F), le chapon de saint-jacques (20 F), le gratin de sardines aux avocats (30 F), l'onglet aux beignets d'aubergines (27 F), la daube provençale aux gnochis (27 F), avec un vin en pichet (16 F) et un gamay d'Anjou moussillan à souhait.

C'est une vieille maison que le Vieux Paris (2, place du Panthéon (5^e), tél. 354-78-22) et beaucoup de Parisiens y ont des souvenirs. Ce n'est certes pas la grande maison que son patron pense, mais, au pays des gargotes, sous ces vieilles poutres éclairées par les photophores, la salade Vieux Paris (qui est une salade fille apparue à 19 F) bentera les sombs, alors que le lui préfère la salade de lentilles (9 F), la terrine de lapin aux noisettes (14 F), les moules marinières (14 F). L'escalope de veau au roquefort et ses pommes Dardelin, le foin de veau au vinaigre de Xérès, le boudin béarnais conduisent ainsi jusqu'à la charlotte aux fruits et des additions de 80 F si l'on en reste sage aux vins régionaux. Mais la carte propose également de grands bordeaux.

Au Bouchut (8, rue Bouchut (15^e), tél. 567-15-68), si vous avez la patience de supporter la lenteur du service, vous apprécierez la carte libre à 70 F tout compris. Vous aurez droit, ainsi à une entrée, un plat, un dessert. Par exemple : des œufs en cocotte normande, meurette, une

terraine de poissons ou de canard, la cassiolette d'escargots, le jambon cru. Puis un cassoulet de morue, un petit salé de canard aux lentilles, l'onglet aux échalotes, la blanquette de veau. Enfin, des desserts « gentils ». Mais laissez les côtes-du-rhône du patron, et prenez en supplément le bergerac (30 F).

Nous n'avons pas, lors du prix Marco-Polo, évoqué le Pinocchio (49, rue d'Enghien (10^e), tél. 770-01-98). C'est un restaurant trop modeste peut-être ! Mais dans ce décor de banalité, surveillé par un Pinocchio plus triste encore, le patron est au fourneau et mitonne « sa » cuisine avec gentillesse. Outre un menu à 36 F (service et boisson en plus) vous pouvez régaler de coppa et de parme, de pâtes diverses, de piccata de veau (24 F) et d'un bolito misto (pot-au-feu arrosés de chianti (61 F, ce qui est cher).

LA REYNIERE.
P.S. — Vous trouverez ces bonnes adresses et une centaine d'autres dans l'édition 80-81 de Paris Gourmand de J.-P. Lintach et Claude Nouchi, qui vient de sortir (Balland éditeur).

Rive gauche

A SAINT GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VINS DE PAYE
LE PETIT ZINC (14^e, rue de la Harpe)
LE GURSTENBERG (14^e, rue de la Harpe)
Le Maniche (25, rue de Valenciennes)

LES PARASOLS

Restaurant Bar Salon de Thé
Orchestre de 21 h. à l'Oratoire
34, Boulevard du Montparnasse 75014 PARIS
C 326.64.52 Ouvert tous les jours

FRANÇOIS BENOIST

CHEZ LES ANGES
54, bd Latour-Maubourg, 7^e
705-89-86
Fermé dimanche soir et lundi.
Parking des Invalides.

BRASSERIE LUTETIA

23 RUE DE SEVRES - PARIS 8^e
1 Entrée + 1 plat + 1 dessert service inclus
Prix moyen à la carte
NOUVEAU DECOR

Rive droite

MARIUS et JANETTE

BOULABASSE - BOULABASSE - LOUP
et toutes les spécialités provençales
TERASSE PLEIN AIR. Fermé le dimanche
4, av. George-V, 722-41-40 et 722-84-35

Charlot

Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris (8^e) - 074-48-64 et 65 (face Wepler)
Tous les jours jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

Brasserie Lorraine

Ouverte jusqu'à 2 h. du matin
PLACE DES TERNES 6 CAR. 80.04
des terrasses fleuries
le grand buffet des hors-d'œuvre
La LORRAINE
ajoute un R au mois de MAI
les huîtres et fruits de mer
pendant tout le mois de MAI

Münchener

Postoffice Bräuhaus
14 PLACE DE LA BASTILLE
1501 PARIS 13^e 343-42-76
RESTAURANT BRASSERIE CUISINE DE THE
Services de 12h à 2h du matin J-1

WEPLER

LA 1^{re} HUTTERIE DE PARIS
TOUJOURS L'ANNÉE
Ses Poussins
Ses Frites
Ses Grillades

MAISON PRUNIER

TRAKIR
tous les produits de la mer
16 av. Victor-Hugo, Paris 16^e
500.89.12

ANAHÍ

RESTAURANT SUD-AMÉRICAIN
Musique sud-américaine
TANGO - SALSA - BOLERO
49, rue Voltaire (3^e), tél. 887-28-28
Déjeuners et dîners sans dimanche

la champagne

LE RESTAURANT DE LA MER
Huîtres et coquillages toute l'année
10 bis, pl. Clichy • Réservation 874.47.78
Ouvert jusqu'à 3 heures

Dessirier

9, PLACE DU MAI JUIN
(ex place Péreire) 17
754 74 14 - 380 50 72
HUÎTRES ET COQUILLAGES
CRUSTACÉS
HOMARDS et LANGoustES
POISSONS
Gâteaux

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Campagne

07520 LA LOUVESCO
HOTEL BRAU STEE** N.N. 51
excepté 1.050 N. QUALITÉ Pension
prix modér. Dépliants T. (75) 33-47-02

Montagne

06490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
Le chalet du Villard. T. (92) 45-82-06.
Ch. avec culottes. Piscine. Tennis.

Mer

ILES ANGO-NORMANDES

ÎLE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette petite île, véritable perle flottant (20 km sur 10 km, 75.000 habitants). Située à 20 km seulement des côtes de Normandie, ce petit îlot indépendant, rattaché à la couronne d'Angleterre, a ses lois propres, son gouvernement, sa monnaie, ses émissions de timbres... et ses traditions toujours en vigueur.
Les adorables petits ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est rousse et fleurie. Et dans la capitale, Saint-Hélène, un Londres en miniature, le shopping est roi.
Les distractions sont innombrables. Les auberges, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec les palaces de très grande classe.
Par bateau, par hydroglisseur : Saint-Malo, Granville, Port-Bail, Carteret.
Par car-ferri : Saint-Malo.
Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.
Un week-end, une semaine à Jersey, nautisme et de détente, c'est le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.
Pour documentation, couleurs, Diffusé National du Tourisme, Département F 13.
JERSEY (Us Anglo-Normandes).

Paris

INVALIDES

HOTEL DE LONDRES** N.N., 1, rue Augereau (Champ-de-Mars, près Terminus Invalides), ch. rénovés début 1980 avec bain, un douche et w.c., calme et tranquillité. Tél. : 705-25-40.

Station thermale

68160 LE BOULOU (Pyr.-Or.)

La station du Pô et de la Vézère, alginate, allergies, séquelles d'hépatite, goutte, rhumatisme, coarctation, etc. Pour renseignements, couleurs, Diffusé National du Tourisme, Département F 13.
HOTEL DES SOURCES** N.N.
HOTEL DU GRILLON D'OR** N.N.
HOTEL DU CANIGOU** N.N.

Suisse

ASCONA Monte Verità
Maison recommandée, situation magnifique et tranquillité. Piscine chauffée. Tennis. Tél. : 1941/83.12.81.

CH 3962 CRANS-MONT (Valais)

HOTEL CRANS-AMBRASSADOR****
Tél. : 1941/27.41 52 23 TX 38 176.
50 chambres et suites tout confort. Piscine tout climat, grand-terrain. Situation pleine sud à la croisée des promenades et forêt. Tennis, golf, équitation, etc. Tél. : 1941/27.41 52 23.
J. REY, Propriétaire.
Membre « Chaîne des Hôtels de Suisse ». Ou pays de vacances merveilleux.

CH 3963 CRANS/SIERRE (Valais)

HOTEL ELITE*** Très calme, belle situation. Piscine chauffée. Grand parc ombragé, salle de sport, etc. 5 juillet et dès le 23 août chambre ad. balcon et bain; demi-pension 135 F fr.; pension complète 145 F fr. Cuisine soignée. Tél. : 1941/27.41 52 23.

CH 1923 MARECOTTES (Valais)

Hôtel de famille de première classe, soignée, cuisine absolue, nos soins personnels, plaisirs en famille, grande piscine chauffée, sauna, salles de jeux et de sport, de nombreuses possibilités de promenade et d'excursions. Arrangements forfaitaires des Fr. 1.080, demi-pension. Entente avec la gare. Hôtel AUX MILLE ÉTOILES à 10 km de Martigny - Tél. : 1941/28.15.47.

CHATEAU HOTELS INDEPENDANTS

Yvelines
78270 ROLLEBOISE
CHATEAU DE LA CORNICHE***
Tél. : (18-3) 953-21-24

Vol-de-Loire

45140 ORLÉANS-OUEST (Loiret)
AUBERGE DE LA MONTPELIER***
Tél. : (47) 50-14-56

Sologne

41600 CHAUMONT/S. TFAONNE (Loiret-45-Cher)
LA CROIX BLANCHE****
Tél. : (54) 08-55-12

Beaujolais

69400 VILLEFRANCHE-
sur-SAONE (Rhône)
CHATEAU DE CHERVINGES****
Tél. : (74) 85-32-16

Normandie

78490 VILLEQUIER-LE-HAUT (Seine-Maritime)
DOMAINE DE VILLEQUIER****
Tél. : (25) 98-10-12

Bretagne

29137 PLONEVEZ-PORZAY (Finistère-Sud)
MANDIR DE MDELIEN***
Tél. : (98) 92-51-01

RÉSIDENCES
Campagne • Mer • Montagne

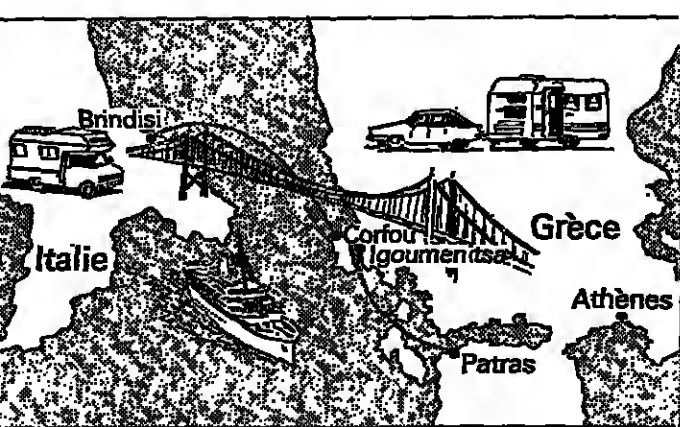
Gérardmer - Vosges

Pour JUILLET, mois où quatorze locations meublées disponibles.
S'adr. Centrale Réservation C.T.
H.P. 3 - 88400 Gérardmer.
Tél. (28) 62-02-79 - Tél. 961400.
Dépliants sur demande; forfait hôtelier 7 jours « Pétit Séjour » et cure anti-tabac.

RASSIN D'ARCACHON, CASSY, villa

landaise, très belle, 3 ch., 60, 30 m², toutes aires, cuisine, salle, bain, toilettes, tout-à-l'égout, le branch, tél. sur son bord, belvéd. 610 m² à 300 m. Plage et port plaisance.
Nonbreux terrasses résidentielles disponibles.
CONSTRUCTION MANDERENT
33145 TAUSSEAT - Tél. (56) 02-15-54.

Hellenic Mediterranean Lines et Adriatica
ont construit un pont entre la Grèce et l'Italie



Partez en Grèce avec votre voiture.
Plusieurs départs quotidiens de Brindisi vers Corfou, Igoumenitsa et Patras.
Prix à partir de 210 F par personne et 230 F pour la voiture.
nouveau
Italie - Grèce en 3 h. en hydroglisseur.

Demandez notre documentation à votre agence de voyages ou à

Y tour 19 r. de la Michodière 75002 Paris Tél. 742.22.84
Worms Maritime 4 p. Bellecour 69002 Lyon Tél. 42.22.52
C.I.T. 3/5 Bd des Capucines 75002 Paris Tél. 266.00.90
Agence Maritime Générale 102 rue de la République
13002 Marseille Tél. 91.91.15
Nice Maritime 2 quai Papacino 06000 Nice Tél. 55.40.04

سلا من الحلال

Le Monde

culture

DANSE

Le Pilobolus au Théâtre de la Ville

Championnat magique et multi-forme, le Pilobolus est de retour au Théâtre de la Ville pour la plus grande joie du public. Sous ce nom mythologique s'abrite depuis 1971 un groupe d'universitaires américains qui a su apporter à la danse une invention et une facilité insolites. Il a proliféré depuis sa première apparition à l'Espace Cardin. On retrouve les anciens, Jonathan Walken, Moses Pendleton — sans barbe —, Michael Tracy, Roby Barnett et Alison Chase, grande et bizarre. Il y a des nouveaux, Jamey Hampton, la minuscule Georgiana Holmes et une artiste invitée, Kammy Brooks, qui remplace Martha Clarke dont le profil impertinent manque cependant.

Le premier ballet « Molly's not dead », complètement loufoque, rappelle la première époque du Pilobolus avec ces entrelacs de corps athlétiques mêlant l'acrobatie et le mime, la force et la souplesse, dans une perpétuelle métamorphose : le muscle au service de l'humour. Groupés par deux, trois ou cinq, les danseurs se joignent, s'imbriquent, s'agglutinent ; ils se transforment en hiéroglyphes, en centaures agrippés, en insectes monstrueux. D'étranges relations se nouent entre ces entités vagues : jeu de leviers, de contrepoids, de torsions, d'attractions, de persillages, d'essais, glissements soyeux de poissons... l'œil ravi, suit leurs péripéties qui ouvrent le champ à l'imagination.

Une vie communautaire dans une ferme du Connecticut, un travail en osmose, a permis aux membres du Pilobolus de donner vie à tout un univers cohérent dans son délire baroque. Des musiciens comme Robert Dennis, Paul Sullivan, Harley Corbell, les metteurs en scène, David Chapman, Neil Patter, Jampolis sont leurs complices attitrés. Depuis deux ou trois ans cependant, l'équipe tente d'échapper à un genre très per-

sonnel mais à la longue restrictif. Tout en restant fidèle à son goût des métamorphoses elle évolue vers le surréalisme. Ses plus récentes chorégraphies dépassent l'exploit technique pour suggérer des tableaux d'atmosphère poétique. « The Detail of Phoebe Strickland » met en scène deux femmes sorties tout droit d'une peinture de Delvaux. Leur étrangeté provient d'une inversion : c'est leur dos, rehaussé d'un masque qu'elles présentent à la salle. Le procédé n'est pas neuf mais la maîtrise des corps, l'invention gestuelle, donnent l'illusion de créatures atypiques sorties d'un monde qui ne se connaît pas.

« The Empty Suite » est une pièce attachante, très hoffmanesque, avec des personnages irréels, parfois inquiétants, se livrant à des gags incongrus. L'utilisation de longs bâtons que les danseurs manient avec dextérité comme des rames, des perches, des balais, fait lever tout un jeu de miroirs. Et puis, il y a toujours avec le Pilobolus ces accouchements cocasses : une fille qui s'échappe du pardessus d'un monsieur corpulent, un gargon qui émerge de la jupe d'une femme. Des bourgeois en redingote, dépourvus de tête, saluent des personnages bizarres avec une poire de jantes pour trois têtes. Plus sophistiqués que les précédentes créations, ces ballets auraient pourtant intérêt à être resserrés ; ils n'en seraient que plus fascinants.

Les solos sont plus concis. Dans « Momix », Moses Pendleton fait preuve d'une science étonnante du lent et, dans « Miniature », Alison Chase, dansant avec une lampe de poche, découpe l'espace en zones d'ombre et de pénombre, et parvient à suggérer les mystères de la nuit avec une grande économie de moyens.

MARCELLE MICHEL.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30, deux programmes en alternance.

EXPOSITION

LE SALON DE MONTROUGE

Vous prenez le 68, et deux stations après le pont d'Orléans vous y êtes. A la mairie de Montrouge, où est présenté jusqu'au 8 juin le Salon de Montrouge. C'est le vingt-cinquième Salon de Montrouge, et c'est le meilleur, non seulement des Salons de Montrouge, mais, à notre avis, de tous les Salons qui se succèdent à Paris, du printemps à l'automne. Deux cent quatre-vingt artistes contemporains y sont représentés, d'âge et de formation tout divers, certains peu connus ou méconnus ou qui jusque-là n'ont exposé nulle part. Aucun parti pris aucune exclusivité, mais rien non plus de ces bacillabases, de ces arlequins auxquels aboutissent trop souvent des jurys soucieux de plaire à tout le monde et de renvoyer le maximum d'acenseurs.

Ce n'est pas un choix sélectif. C'est un choix personnel et c'est parce qu'il a été fait par une seule personne qu'il est satisfaisant, même si l'on n'est pas toujours d'accord, même si la sculpture est notamment moins bien représentée que la peinture ou le dessin. En complément au programme, un hommage à Bonnard avec un bel ensemble de croquis et de toiles, dont deux superbes : un panneau et un décor d'élégance raffinée (l'enfant au tableau) qui fut sans doute exécuté avant 1900, et, aperçu par la porte entrouverte, un des ces somptueux jardins des années 20 où les formes se confondent en une bûche de lumière et de couleur. Je répète : le 68, deux stations après le pont d'Orléans, jusqu'au 8 juin. Présence indispensable !

ANDRÉ FERMIGIER.

Le grand prix du Salon de Montrouge a été attribué à Ernest Pignon-Ernest ; le prix de peinture à Jean-François Lalanne, le prix de dessin à Pierre Edouard, le prix de sculpture à Peter Grass. Julie Le Parc a obtenu la médaille du conseil général.

* Centre culturel, 2, avenue Emile-Boutroux.

MUSIQUE

LA SACEM ET LES DISCOTHÈQUES

La société Princesse (exploitant une discothèque), soutenue par la Chambre syndicale nationale de la discothèque (syndicat), le Syndicat national des auteurs et compositeurs de musique (SNAC) et deux autres cabarets, ayant introduit une instance devant le tribunal civil de Paris contre la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique qui lui avait fait souscrire, assure-t-elle, des contrats léonins en lui imposant une redevance de 8,25 % sur ses recettes, le bâtonnier Couturier, maître Desjat, Alexandre, Lombard et Saint-Esteban ont plaidé que la SACEM profitait arbitrairement depuis sa création d'un regrettable monopole de fait. M^{rs} Héber, Kleinmann et Desurmont rétorqueraient que la SACEM respectait scrupuleusement ses statuts.

Le 21 mai, la première chambre civile du tribunal de Paris a rendu un jugement avant dire droit tendant à obtenir l'avis de la commission de la concurrence sur divers points : compte tenu de la position dominante et quasi exclusive occupée par la SACEM pour la souscription des contrats de représentation, ladite SACEM peut-elle, sans abuser de cette position, imposer le tarif appliqué à la société Princesse alors que d'autres utilisateurs exerçant la même profession bénéficient d'avantages particuliers ? La SACEM se livre-t-elle à des pratiques discriminatoires suivant l'adhésion à telle ou telle organisation syndicale ou professionnelle ? Peut-elle imposer un contrat forfaitaire ? Peut-elle refuser de donner les conditions d'utilisation de son seul répertoire ? Peut-elle percevoir un tarif ne correspondant pas aux tarifs pratiqués par les sociétés étrangères ? Peut-elle imposer la redevance sur l'ensemble des recettes de la discothèque et de quelque nature qu'elles soient ?

La société Princesse a néanmoins été condamnée à payer à la SACEM les sommes dues en application des contrats.

« UNE SAISON EN ENFER », de Gilbert Amy

C'est une grande œuvre ambitieuse que Gilbert Amy a conçue en réponse à une commande de l'Etat et du groupe de recherche musicale de l'INA. D'abord par son sujet. Une saison en enfer de Rimbaud, dont la profération brillante, qui colle à la peau comme une lunette de Nessler, exclut toute médiocrité ; ensuite par sa réalisation très complexe et contrôlée, où une importante partie vivante (piano, percussions, chant) vient s'insérer dans la bande élaborée en studio autour du texte parlé, à trois voix (enfant, femme, homme), qui est travaillé avec un sens très aigu des ressources expressives de l'électro-acoustique (en collaboration avec Yann Geslin).

Il ne semble pas cependant que la composition ait atteint d'emblée son parfait équilibre ; cette version un peu surchargée aurait besoin d'être resserrée, émondée, pour faire jaillir toute la force concentrée de Rimbaud : la structure dramatique de la musique est affaiblie, retardée à diverses reprises, soit par la liberté accordée à un déroulement linéaire du poème (par exemple dans la deuxième section), soit au contraire par un abus du développement musical et de la prolifération instrumentale (ainsi dans la cinquième section, Nuit de l'enfer, par ailleurs si riche et si intense).

Mais les allages de matériaux et le travail séquentiel sont souvent d'une grande beauté ; Gilbert Amy a usé de l'électro-acoustique avec rigueur en isolant des sons très purs, raffinés, quasi orchestraux, avec de superbes effets d'accompagnement et de décomposition ; le texte émerge

avec force dans ces polyphonies de voix enchevêtrées, tantôt à découvert, tantôt corrodé par des puissances maléfiques ; et le contrepoint de rythme et de couleurs du piano et de la percussion (C. R. Alena et J. P. Drouot) traduit littéralement l'intensité de cette poésie déchirée, essentielle, où chaque mot est comme une pierre de feu qui se désintègre en une explosion sèche et rapide.

L'œuvre, qui utilise des fragments des six premières parties d'Une saison en enfer, s'achève par une admirable parapsychose lyrique d'Alchimie du verbe, dite et chantée au milieu d'un concert de sonorités mystérieuses (clac-clac, gluck-cluck, cécilia, percussions diverses) : « Cela s'est passé. Je sais aujourd'hui saluer la beauté ».

JACQUES LONCHAMPT.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

ORGUE — Exécution : premiers prix, Olivier Trachet, Jean-Baptiste Courtois ; deuxième prix, Naji El-Khouri. Tous trois élèves de Roland Pélissier.

Improvisation : pas de candidat.

CHANT — Hommes, premier prix : Pierre Maréchal (élève de Régine Crespin) ; deuxième prix : Patrick Méandre, Jean-Marc Ventura. Femmes, premier prix : Marie-Christine Bréaud, Brigitte Vinsco (élèves de Camille Mouton), Jean Benoit (élève de Régine Crespin), Chantal Cardozo et Edith Sauvignat (élèves de Christiane Eda-Pierre) ; deuxième prix : Martine Masquelin, Fabienne Sauvignat, Tania Gedda, Marie-Béatrice Chiron, Nicole Lebarthe.

ROCK

GARLAND JEFFREYS AU PALACE

On a découvert Garland Jeffreys pour la première fois sur une scène française il y a six mois à l'Empire, lors de l'enregistrement de l'émission « Chorus », et au Palace. C'est dans cette même salle qu'il s'est produit avec son groupe, le Mao Band (deux guitaristes, un batteur et un bassiste), le lundi 19 mai, devant un auditoire qui la remplissait aux trois quarts, et pour tant c'est dans des lieux de l'importance du Palais des Sports que l'on aimerait voir triompher cet homme dont le talent est si grand, l'expression si universelle qu'il faudrait en partager l'évidence avec le plus grand nombre de gens.

Garland Jeffreys a déjà enregistré cinq albums magnifiques et en prépare un nouveau dont il a proposé quelques-uns des excellents morceaux. Il est de ces grands artistes sur lesquels on ne peut pas se passer de lui. Il est de ceux qui ont fait de la musique un art de vivre, un art de se sentir, un art de se connecter. Il est de ceux qui ont fait de la musique un art de se connecter.

ALAIN WAIS.
* Discographie chez A & M, distrib. C.B.S.

EN V.O. : ELYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN VILLAGE
7 PARNASSIENS - OLYMPIC ENTREPRET
EN V.F. : SAINT-LAZARE PASQUIER - NATION

DAVID O. SELZNICK

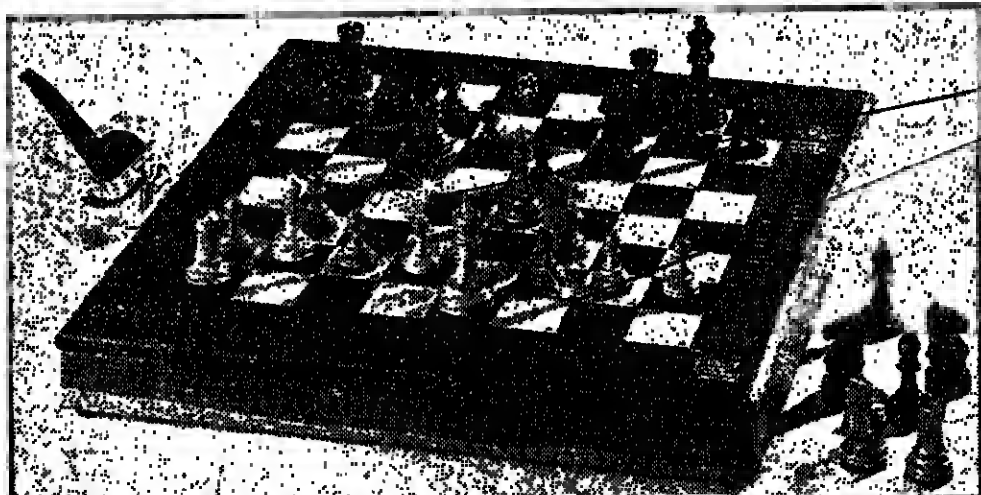
UN FILM DE ALFRED HITCHCOCK

LE PROCÈS PARADINE

SEBASTIAN PECK, ANA TOLO, CHARLES LAUGHTON, CHARLES COOK, STYL RASCHWART, LOUIS JORDAN, & WALL

UN ÉVÉNEMENT:

pour la première fois,
un jeu d'échecs électronique répond
directement sur l'échiquier



Cette performance révolutionnaire permet au Chafitz Grandmaster de participer aux Championnats de France 80 du 20 au 31 Août à Puteaux. C'est un événement.

De présentation classique, d'une beauté traditionnelle, en bois avec des pièces « luxe », le Chafitz Grandmaster est en réalité le jeu d'échecs le plus révolutionnaire qui ait jamais été créé depuis l'invention même des échecs.

Aujourd'hui, avec le Chafitz Grandmaster, c'est sur l'échiquier même que vous lisez le jeu de l'ordinateur. Plus de décodage, plus de clavier ni de manipulations. Juste un signal lumineux sur la case de départ et d'arrivée de la pièce vous indique le coup choisi par l'ordinateur. Le Chafitz Grandmaster joue pratiquement comme un être humain et l'électronique est tellement perfectionnée qu'on l'oublie.

Cette réponse directe sur l'échiquier lui-même transforme la partie à un point tel que, pour la première fois, le Comité de Sélection a admis un jeu d'échecs électronique - un seul : le Chafitz Grandmaster - aux Championnats de France 1980.

Le Chafitz Grandmaster peut participer à cette importante compétition au même titre que les autres joueurs. Il se conforme strictement aux règles admises et définies par la Fédération Internationale des Echecs.

Que vous soyez débutant ou joueur confirmé, vous découvrirez, avec le Chafitz Grandmaster, un vrai chef-d'œuvre : beau comme les plus beaux jeux d'échecs en bois et sophistiqué comme les plus récentes découvertes de l'électronique.

Car, en plus de la réponse directe sur l'échiquier, le Chafitz Grandmaster a un autre atout capital : il est modulable.

Le Chafitz Grandmaster restera à la pointe du progrès grâce à ses programmes interchangeables. Grâce à des programmes présentés sous forme de cassettes qui se glissent dans le Chafitz, son

avenir est assuré. Il restera à la pointe de la technologie puisqu'il suffira de le recharger de programmes plus perfectionnés bientôt disponibles. Cette formule très intelligente lui évite de se démoder et lui permet de se renouveler.

Aujourd'hui, le Chafitz Grandmaster est équipé du programme Sargon 2,5 le meilleur et de loin au monde avec ses 7 niveaux de jeu : de la partie rapide au jeu par correspondance en passant par la cadence de compétition - trois modes de fonctionnement : le jeu normal, le moniteur-guide pour débutants et le jeu de démonstration contre lui-même.

Il joue les noirs et les blancs indifféremment en plus de son jeu contre lui-même.

Il roque, pratique la prise en passant et la promotion.

Il possède une large bibliothèque de plus de cinquante ouvertures.

Grâce à une touche de sélection, il variera à l'infini les parties.

Vous avez besoin d'un conseil : vous appuyez sur la touche. Il vous répondra instantanément.

Il réfléchit pendant que vous jouez.

Il résout très rapidement des problèmes en deux, trois, quatre coups ou plus et analyse les parties par correspondance.

Module interchangeable

Si vous avez envie d'avoir un coup de foudre, ne manquez pas cette merveilleuse occasion de mieux le connaître, de le voir et même de l'essayer.

Homologué et approuvé par la Fédération Française des Echecs - Dimensions 53x53 cm - Garantie 1 an - Service après vente assuré.

Bon pour une documentation gratuite du Chafitz Grandmaster

à envoyer à
KORTX CENTER
19 à 21 bis Avenue d'Italie, 75013 Paris
Offre garantie jusqu'au 30.6.80

(Cocher les cases désirées)
☐ Veuillez m'envoyer gratuitement votre documentation sur le Chafitz Grandmaster à réponse directe sur l'échiquier et à modules interchangeables.
☐ Je désire, en plus, prendre un rendez-vous pour une démonstration gratuite et sans engagement d'achat du Chafitz Grandmaster, avec la possibilité d'un prêt de dix jours chez moi.
Veuillez mon numéro de téléphone et l'heure pour me contacter :

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Cocher la case correspondante

SPECTACLES

LE XXXIII^e FESTIVAL DE CANNES

LE PALMARÈS

Voici le palmarès du XXXIII^e Festival de Cannes, proclamé vendredi 23 mai.

PALME D'OR : Kagemusha, d'Akira Kurosawa (Japon), et All That Jazz (en français), de Bob Fosse (Etats-Unis).

PRIX SPECIAL DU JURY (à l'unanimité) : Mon oncle d'Amérique, d'Alain Resnais (France). **PRIX DU JURY** (pour la qualité de sa mise en scène) : La Constance, de Krzysztof Zanussi (Pologne).

MEILLEUR SCENARIO ET DIALOGUES : La Tarrasse, d'Ettore Scola (Italie).

PRIX D'INTERPRETATION MASculine : Michel Piccoli, pour le Saut dans le vide, de Marco Bellocchio (Italie).

PRIX D'INTERPRETATION FEMININE : Anouk Aimée, pour le Saut dans le vide, de Marco Bellocchio (Italie).

MEILLEUR SECOND ROLE MASculine : Jack Thompson, pour Breaker Morant, de Bruce Beresford (Australie).

MEILLEUR SECOND ROLE FEMININE : Carle Graving, pour le Saut dans le vide, de Marco Bellocchio (Italie), et Milena Dravic, pour Traitement spécial, de Gordon Paskajevic (Yougoslavie).

Courts métrages

PALME D'OR : Sagesse Woman, d'Oscar Grillo. **PRIX DU JURY** : Kryzha, de Zdenek Smisna, et l'Artiste, de Norman Bailey.

■ En attendant le palmarès, annoncé ce vendredi 23 mai, plusieurs prix ont été décernés à Cannes : France-Culture a attribué deux labels, à « Stalkers » d'André Tarkovsky, et à « Immacolata » de Conchetta, et à « L'été de Jean-Dejean » est allé à « Vacances royales » de Gabriel Auer. « Constance », de Krzysztof Zanussi, a remporté le prix du jury chrétien œcuménique, qui a également décerné un prix spécial au film d'André Tarkovsky. La « chance de Cannes », qui récompense un film français présenté dans le cadre de Perspectives du cinéma français, est allée à « Extérieur nuit », de Jacques Brel.

PETITES NOUVELLES

■ Le studio Berthelot, 6, rue Berthelot à Montreuil (à la sortie du métro Croix-de-Chavaux), une salle nouvelle qui programme du jazz, présente une nouvelle troupe dans un « opéra-rock », « Nous trois sous un capella », jusqu'au 25 juin (rediffusion du 14 au 21 juin). La troupe s'appelle le Scaurac Ensemble : elle est réunie autour de Bernard Bloch, héros du film de René Féret, « Ferdinand ». Il a pris son autonomie après avoir travaillé avec Robert Gironès à la Reprise et avec Denis Gueonon à l'Attroupement.

■ L'ancien médecin d'Elvis Presley, le docteur George Nichopoulos, a été inculpé par la chambre d'accusation du Tennessee pour avoir illégalement prescrit des médicaments au chanteur, disparu le 16 août 1977. Ceux-ci — amphétamines, barbituriques, calmants — n'ont pas empêché l'entente directe de la mort d'Elvis Presley. Le docteur Nichopoulos a aussi été accusé de prescriptions en quantités abusives en faveur d'un autre chanteur de rock, Jerry Lee Lewis.

ODEON 325.70.32
THÉÂTRE NATIONAL
du côté des îles
du 22 avril au 1^{er} juin
de Pierre LAVILLE
Jeanne, Théâtre National
Maurice Chevalier, Jacques Hérold
Les spectacles de la saison 1979-1980
du 22 avril au 1^{er} juin

« LOULOU », de Maurice Pialat

(Suite de la première page.)

Malgré tout ce qui se dégage de son ament, malgré les nuages qui déjà s'amoncellent, pour le meilleur et pour le pire — et le pire est certainement très proche, — c'est avec Loulou qu'elle s'annonce dans la nuit.

Comme toujours dans les films de Pialat, les personnages et leur environnement sociologique ou affectif sont remarquablement typés. Qui est Loulou ? Un coiffeur, pas méchant, bougre, mais fier, intellectuellement débile, une sorte de machine à donner du plaisir. « Il n'arrête pas », avoue ordinairement Nelly à André. Non sans ajouter : « Quand je rentre le soir, je ferme la porte et foudroie le reste du monde. » Et elle ? Sensuelle, bien sûr, mais également, les premiers temps, vaguement fascinée par ce monde de la marginalité que lui offre Loulou. Après quoi sa nature de petite bourgeoise refait surface. Au cours d'un anis de déjeuner de copains qui se termine par une bagarre, elle juge, elle méprise, elle condamne. Et quand elle se trouve anéantie, elle décide d'avorter. Lucide, raisonnable jusqu'à dans sa folie, ce n'est pas tant Loulou qu'elle aime que son plaisir, sa liberté et plus encore, sans doute, cette impression, se référant à André, d'être maîtresse de son destin.

Regard froid et cœur chaud

La mise en scène est celle d'un cinéaste dont le regard est froid et le cœur chaud. Pialat ne prend jamais parti pour l'un ou l'autre de ses personnages. Il les oppose, les observe, note leur comportement. Mais on devine qu'il a de l'affection pour eux, même pour cette grande gueule de Loulou dont il fait suggérer la vulnérabilité, même pour cet imbécile d'André qu'il ne cesse pourtant d'humilier. Par leur intensité et leur mouvement certaines scènes du film (le bal où Nelly rencontre Loulou, le retour éphémère de Nelly chez André, la visite du frère de Nelly, la fête chez les copains)

constituent de beaux morceaux de cinéma qui se situent au-delà de leur réalisme (ou de leur naturalisme) apparents. Et quelle interprétation ! Force animale, désinvolture, élan de sincérité : Gérard Depardieu est prodigieux dans le rôle de Loulou. Guy Marchand joue avec finesse celui d'André. Quant à Isabelle Huppert, trois fois présente au cours de ce festival (les Héritiers, Sauve qui peut (le vie) et Loulou), elle réussit, une fois encore, la miracle — qui est celui des authentiques comédiennes — de changer de personnalité sans rien perdre de son identité profonde. On apprécie Loulou pour toutes les raisons que nous venons d'exprimer. Il n'en reste pas moins que le caractère conventionnel, plus ou moins suranné, de l'intrigue pèse sur la réalité et que ce film, si moderne de facture, de langage et de pensée, « fait » parole, comme on dit, beaucoup plus que son âge.

JEAN DE BARONCELLI.

PERSPECTIVES DU CINÉMA FRANÇAIS

LES TROIS DERNIERS HOMMES

d'Antoine Perset

Poème de la terre et des hommes qui la cultivent, un peu dans la lignée du Farrebique de Georges Rouquier. Travail d'origine, classé dans toutes les gammes d'un noir et blanc qui n'avait pas été depuis longtemps pareillement à la fête. Un « morceau de cinéma » qui en remontrerait à plusieurs des films français de jeunes cinéastes présentés à Cannes. Deux frères, Emilie et Loulou, un tiers participant, Joseph, vivent repliés sur un plateau qu'on ne nous désigne pas mais qui ne saurait être que d'un pays d'Auvergne, proche de l'Arveyron, cherté par Georges Rouquier. Une rouille plus jamais freinée, un domaine à l'écart, une exploitation comme en rêvent parfois les anciens révoltés de 1968 repliés sur la nature. Des rocs, des moutons

Les surprises d'« Un certain regard »

La Semaine de la critique, le Quinzaine des réalistes, Perspectives du cinéma français, ont leurs spécialités, leurs terrains bien balisés, leurs activités bien précises. Autre section parallèle du Festival, Un certain regard est une pochette-surprise. On y fait, c'est son charme, la cinéphilie buissonnière, un titre de film, un nom de cinéaste, vous seerchent, tout d'un coup. Par exemple, Portrait d'un homme à 60 % parlait : Billy Wilder. Qu'est-ce que c'est ? Un reportage, si l'on veut (Billy Wilder filmé par Annie Truong, interviewé par notre confrère Michel Ciment, en Californie), mais plus proche de l'originalité de « Cinéastes de notre temps », série de télévision de Janine Bazin et André S. Laberthe dans les années 60, que du documentaire pittoresque tacon « télé-vérité » (présenté au même programme), où Michel Perle a enregistré un numéro exhibitionniste de Mel Brooks. Ce portrait de Billy Wilder est un essai

très réussi sur un cinéaste se définissant lui-même avec son humour caustique, mais mis en scène à la fois comme personnage et comme auteur de films, grand homme du cinéma américain saisi dans sa vérité, au-delà de l'impressionnisme. Ce portrait, de Zoltan Huszarik, est un film hongrois (tourné avec des moyens), qui montre une liberté d'inspiration, un délire esthétique non habituels aux cinéastes de l'Europe de l'Est. Un auteur d'aujourd'hui se prépare à jouer le rôle de Cocteau, peintre hongrois visionnaire du dix-neuvième siècle. Entre sa vie réelle (dont quelques scènes, d'un réalisme impressionnant, dans un asile de débilés mentaux) et ses fantasmes, le film brasse des images luxuriantes et baroques, des discours philosophiques, nous emporte, par des « visions » de sept pays différents, dans un univers fascinant de hantises et de passions créatrices.

Surprise d'un autre genre : Les Chemins de la nuit, tourné par Krzysztof Zanussi en Allemagne de l'Ouest, en 1979, avant La Constance, présenté en compétition (le Monde du 15 mai), Zanussi, qui est né à Varsovie en 1939, explore ici une époque dont il n'a pas de souvenirs personnels précis mais qui est restée dans la mémoire collective de son pays : 1943, les territoires polonais sous la domination nazie. Dans un domaine campagnard, un jeune officier allemand, étudiant en littérature, amateur d'art et de philosophie (Methieu Carrière), s'éprend d'Elzbieta (Maja Komorowska), la fille du propriétaire, qui, tout en le repoussant comme ennemi, semble éprouver pour lui une certaine sympathie. En fait, elle se sert de son amour pour alder les partisans, et cet ennemi — qui découvre l'horreur de la guerre menée par les siens — est, d'une certaine façon, un vaincu.

Zanussi a traité le conflit individuel de l'amour et du devoir avec un romantisme fébrile et désespéré. Ces images d'un passé tragique sont très belles, poétiques, comme s'il y avait à quelque chose d'irréel pour le cinéaste et ceux de sa génération, quelque chose qu'il cherche à comprendre, au-delà des certitudes de l'histoire. Les Chemins

de la nuit pose le problème de la « mémoire historique » autant, alors plus, aux Allemands d'aujourd'hui (la dernière séquence est d'une force étonnante) qu'aux Polonais.

Avec le Rapport Witt Busch, Nikolaus Schilling, cinéaste allemand né en 1944, aborde, lui, le traumatisme de la « zone frontière » entre les deux Allemagnes, résultat du démantèlement géographique et politique décidé à Yalta par Churchill, Staline et Roosevelt. En R.F.A. au bord de la ligne frontalière, de l'autre côté de laquelle voient les soldats de la R.D.A., un jeune homme et sa sœur essaient de faire vivre un journal local, héritage familial qui périclète dans ce monde endormi, résigné. Pour augmenter le tirage de ce journal, Witt Busch invente des faits divers, des nouvelles à sensation. Le film prend d'abord des allures de comédie satirique, puis tourne à un drame de la foi. Le journaliste finit par croire aux fausses nouvelles et se trouve attiré par la peur de l'espionnage, du complot, du mal qui représente pour lui la frontière. Dans les années 50, Helmut Kaunert, dans Ciel sans étoiles, s'était élevé, de façon humanitaire, contre le déshébergement de l'Allemagne, à travers l'histoire d'un amour impossible. Le propos de Nikolaus Schilling n'est pas très étonnant — dénoncer l'immobilisme bourgeois de l'Allemagne de l'Ouest, les maux qui frappent la presse indépendante ? — mais on aime son style, ses changements de ton, son étude d'une psychologie aussi grand bien d'un film. Inman, la Ballade de Zarz, de Behram Beyzai. Mais, à Cannes, on n'arrive jamais à voir tous les films. Ceux d'Un certain regard auront peut-être trouvé ici l'ouverture pour une distribution commerciale.

JACQUES SICLIER.

« LA DEDICATORIA » de Jaime Chavarrí

Pourquoi le journaliste Juan Orbe ne peut-il rencontrer Luis Falcon, le chasseur qui lui avait accordé un entretien ? Pourquoi la femme et le fils de Falcon prétendent-elles ignorer où il est ? Pourquoi Falcon, retrouvé en prison par le journaliste, ne dit-il pas la raison de son incarcération et refuse-t-il, maintenant, l'entretien promis ? Ce mystère (révélé à la fin) est le seul élément d'intérêt de la Dedicatoria (titre français : l'Homme aux olives, parce que Falcon aime ces légumes et en a ramené un vrai troupeau dans un enclos). Le cinéaste espagnol ne risque pas, cette année, de cueillir le moindre laurier. Ce film de Jaime Chavarrí, produit par Elias Querejeta, producteur indépendant dont la nom est lié aux œuvres de Carlos Saura, languit dans l'étude du comportement d'un séducteur essimilé à Don Juan par le musicien de Mozart. En fait, les Falcon n'est pour Juan Orbe que prétexte à des manœuvres de conquête de sa fille Carmen. Cette sauvegarde (qui décline, en fait, la vérité) le change d'Aurora, la maîtresse toujours disponible, et de Clara, la bourgeoise à problèmes, la lenteur du récit « contemplatif », les temps morts de la mise en scène s'inspirent vaguement d'Antonioni. Mais l'univers et les personnages de Chavarrí rappellent plutôt le monde artificiel de Vadim, dont le mode est passé depuis longtemps. L'acteur José-Luis Gomez (qui reçoit, en 1979, le prix d'interprétation masculine pour Pascal Duarte) est ici un journaliste dilettante pianotant du magnétophone, un dragueur comme on en rencontre partout, et c'est triste pour « Don Juan » de le voir réduit à l'activité sexuelle quasiment obligatoire des sociétés permissives.

Où est l'Espagne ? Dans cette prison de l'après-franquisme, confortable et hospitalière, où Falcon a l'air de tenir salon ? On ne peut pas croire que la Dedicatoria soit représentative du nouveau cinéma espagnol. Heureusement, il y a 16 trois actrices d'une beauté fascinante : Patricia Adriani (Carmen), Amparo Muñoz (Clara), Hélène Peychard (Aurora). Tel le berger Paris devant les dâssées de l'Olympe, on a bien du mal à choisir celle à qui donner la pomme.

J. S.

● ERATUM. — A la suite d'une erreur de transmission, le film de Jacques Brel, « Extérieur nuit », s'est retrouvé qualifié de « nature » (le Monde du 22 mai). C'est « nouveauté » qu'il aurait fallu lire.

MAILLOL ET MAYOL
Une fausse étoile dans le concert : Félix était Aristide. Mayol était Maillo et, bien que presque exact contemporain, le peintre et sculpteur s'a donc pas chanté « Vieux poulpoules... » comme nous l'avons distorsionnément suggéré à propos des collections de M. Léon-Louis Weill, décédé le 19 mai (4 le Monde) du 23 mai).

U.G.C. NORMANDIE v.o. - U.G.C. ODÉON v.o. - BRETAGNE - U.G.C. OPÉRA - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - HELDER - U.G.C. GOBELINS - U.G.C. GARE DE LYON
Périphérie : CYRANO Versailles - FRANÇAIS Enghien - VÉLIZY Vélizy - ARTEL Créteil - ARTEL Nogent
PARINOR Aulnay

LORIMAR présente
Une Production ANDREW BRAUNSBURG
Un film de HAL ASHBY
PETER SELLERS **SHIRLEY MacLAINE**
"BIENVENUE MISTER CHANCE"
(BEING THERE)
SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1980
JACK WARDEN • MELVYN DOUGLAS
RICHARD DYSART • RICHARD BASEHART
Scénario de JERZY KOSINSKI d'après le roman de JERZY KOSINSKI
Montage de JOHNNY MANDEL Production de JACK SCHWARTZMAN
Producteur ANDREW BRAUNSBURG Régisseur en chef HAL ASHBY
Un film NORBITAS INTERNATIONAL © 1979 LORIMAR INTERNATIONAL S.N. PRODUCTIONS

MARIGNAN PATHE - ELYSEES LINCOLN - GARMONT LIMIERE - RACINE - 7 PARNASSIENS - STUDIO ST-GERMAIN - GARMONT SUB - ST-LAZARE PASQUIER - LES NATIONS - 14 JUILLET BASTILLE
14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE/BELLE-ÉPINE PATHE TRIAIS - GARMONT ERY - GYRANO VERSAILLES - TRICYCLE ASPIERES - ARTEL NOGENT - FRANÇAIS ENGHEN - MELLES MONTREUIL
un film de MARCO BELLOCCHIO
ANOUK AIMÉE - MICHEL PICCOLI
et MICHELE PLACIDO
LE SAUT DANS LE VIDE
SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 80

NOUVEAUX SPECTACLES
Cannes 1980
du 22 mai au 28 mai
du 29 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre au 18 septembre
du 19 septembre au 25 septembre
du 26 septembre au 2 octobre
du 3 octobre au 9 octobre
du 10 octobre au 16 octobre
du 17 octobre au 23 octobre
du 24 octobre au 30 octobre
du 31 octobre au 6 novembre
du 7 novembre au 13 novembre
du 14 novembre au 20 novembre
du 21 novembre au 27 novembre
du 28 novembre au 4 décembre
du 5 décembre au 11 décembre
du 12 décembre au 18 décembre
du 19 décembre au 25 décembre
du 26 décembre au 2 janvier
du 3 janvier au 9 janvier
du 10 janvier au 16 janvier
du 17 janvier au 23 janvier
du 24 janvier au 30 janvier
du 31 janvier au 6 février
du 7 février au 13 février
du 14 février au 20 février
du 21 février au 27 février
du 28 février au 4 mars
du 5 mars au 11 mars
du 12 mars au 18 mars
du 19 mars au 25 mars
du 26 mars au 2 avril
du 3 avril au 9 avril
du 10 avril au 16 avril
du 17 avril au 23 avril
du 24 avril au 30 avril
du 31 avril au 6 mai
du 7 mai au 13 mai
du 14 mai au 20 mai
du 21 mai au 27 mai
du 28 mai au 4 juin
du 5 juin au 11 juin
du 12 juin au 18 juin
du 19 juin au 25 juin
du 26 juin au 2 juillet
du 3 juillet au 9 juillet
du 10 juillet au 16 juillet
du 17 juillet au 23 juillet
du 24 juillet au 30 juillet
du 31 juillet au 6 août
du 7 août au 13 août
du 14 août au 20 août
du 21 août au 27 août
du 28 août au 4 septembre
du 5 septembre au 11 septembre
du 12 septembre

Notre siècle d'histoire est jalonné de découvertes technologiques. Plus performants, plus économiques, plus diversifiés, de décade en décade, nous battons nos propres records. Architectes, ingénieurs et entrepreneurs trouvent en nous l'interlocuteur qui s'adapte à chaque nouvelle nécessité industrielle. Résultat : aujourd'hui, un outil de

Investir maintenant, nous libérera des contraintes de demain.

Vertes aussi les carrières après exploitation. Des tonnes de terre arable les rendront à la culture ou à la forêt.



**SOCIÉTÉ
DES CIMENTS
FRANÇAIS**

SE

GERARD DEPARDI
NICOLE GARCIA
ROGER-PIERRE

MON
D

مكة المكرمة

Le Monde

société

JUSTICE

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

M. PONIAIOWSKI : je n'ai pas violé le secret de l'instruction.

Dans un entretien publié dans le *Figaro* du 23 mai, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, déclare à propos du secret de l'instruction qu'on lui reproche d'avoir violé : « L'article 11 du code de procédure pénale est précis. Les éléments de l'enquête ou de l'instruction ; 3) Il doit avoir été révélé illégalement ; 4) Il doit comporter un élément intentionnel. » Parmi les personnes concourant à la procédure se trouvent, outre les magistrats, les divers enquêteurs de police. Peut-on considérer le ministre de l'Intérieur comme un enquêteur de police ? Il est hors de doute que le ministre, s'il est au sommet de la hiérarchie, ne concourt pas à la procédure. » La révélation doit avoir été faite par un enquêteur de police. C'est la révélation de l'article 11 du code de procédure pénale du 23-11-1959, il est pré-

Une lettre de M. Christian Bonnet

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, mis en cause dans le *Monde* du 23 mai, sous le titre : « Les suites de l'affaire de Broglie », M. Bonnet émet les déclarations de M. Bonnet sur les rapports concernant le projet d'assassinat, nous demandons d'insérer la mise au point suivante : « Prenant connaissance d'articles de presse pouvant mettre en cause sa bonne foi, le ministre de l'Intérieur rappelle les faits suivants : — Le 3 avril 1980, M. Michel Poniatowski, absent de Paris, faisait déclarer par son entourage — je cite — « qu'il n'a jamais eu connaissance d'aucune note, document ou information concernant un éventuel projet d'assassinat du député Jean de Broglie avant la disparition de celui-ci ». — Dans sa déclaration à l'Assemblée, le 9 avril, le ministre de l'Intérieur, confirmant les déclarations de Jean Ducret faites le 4 avril à l'A.F.P., indiquait que celui-ci n'avait pas jugé opportun « de porter des indications

Dépêche du Midi à une interview de M. Jean-Claude Vejo, il précisait : « Sur les raisons qui ont conduit le directeur de la police judiciaire de la préfecture de police à ne pas transmettre avant le 24 décembre 1979, jour du meurtre de Jean de Broglie, les notes faisant état de menaces de mort contre ce dernier, M. Ducret s'est expliqué. » M. Christian Bonnet ne doute pas que, dans ces conditions, aucune ambiguïté ne puisse subsister dans l'esprit de qui que ce soit. »



ciété : « La notion de secret suppose qu'il y a eu des renseignements n'ayant reçu aucune publicité. L'article 11 ne saurait donc concerner des faits publics que des témoins ont pu voir et relater. » Même au cours de l'enquête ou de l'instruction, on doit admettre que certains faits sexuellement déviant ont été constatés, mais qu'ils n'ont pas été divulgués par le secret de l'article 11. »

« Ainsi, en tant que ministre de l'Intérieur, je n'ai pas pu violer le secret de l'instruction, puisque je me suis borné à indiquer les arrestations effectuées. »

Dans la presse parisienne

L'HUMANITÉ : Ils ont menti. Sous le titre « Ils ont menti », le quotidien communiste écrit : « Si la compuration du prince en Haute Cour est une mesure d'urgence, au-delà de sa personne c'est tout l'établissement de deux qui est en cause. M. Giscard d'Estaing, qui avait affirmé au mois de janvier 1977 que la justice poursuivrait son instruction jusqu'au bout de ses conclusions et qu'aucune entrave ne serait apportée à ses travaux, a donc pris au mot sans tarder. » (MICHAEL NAUDY.)

LIBERATION : mensonge par omission. « L'ancien ministre de l'Intérieur confirme clairement qu'il a menti, au moins une fois, lors de sa conférence de presse [du 29 décembre 1979], et qu'en ce qui concerne le second motif d'acquittement : dissimulation de documents à la justice (M. Guy Flocq, le juge qui instruisait l'affaire à l'époque, devra dire si oui ou non il avait été véritablement informé de l'existence de deux rapports de police) — il semble bien que le ministre n'a pas fait la preuve qu'il n'était pas coupable. » (F. R. L.)

L'AURORA : tristes jeux. « On mène les Français en bateau dans le mirage des demi-vérités et des vrais mensonges, on les assourdit du tintamarre des règlements de comptes politiques, trop réels hélas ! pour leur faire oublier l'épave silencieux de ceux qui sont. » Pour l'opposition, ce crime, donc, on ne s'approche plus sans se pincer les narines, est devenu prétexte à un jeu de massacre dans les hommes du président sont la cible. Le gouvernement, lui, ne songe qu'à protéger les siens, ou ceux qui en furent, des éclaboussures d'une affaire dont chacun pressent ce qu'elle recèle d'intérêts sordides. (...) Tristes jeux qui assignent la crédibilité du pouvoir à quelques mois d'une élection capitale. » (GUY BARRETT.)

LE MATIN DE PARIS : difficile tentative de rétablissement. « Quel qu'en dise aujourd'hui Christian Bonnet, les déclarations de Jean Ducret indiquent que le ministre de l'Intérieur a pour le moins menti par omission lorsqu'il déclarait, le 9 avril, devant les députés : « J'atteste sur mon honneur avec gravité que ni le préfet de police, ni le directeur de l'Intérieur d'alors, ni le ministre lui-même, n'ont eu connaissance de ces deux notes. » Et que les instructions avancées à ce propos sont totalement dépourvues de fondement. » Le 30 avril, répondant dans la

LE FIGARO : dérèglement des mœurs. « A ce stade des investigations parlementaires, il semble que, s'il y a une affaire de Broglie, il n'y a pas d'affaire Poniatowski. L'instruction judiciaire continue pour la première. La seconde paraît ne plus relever que de la querelle politique. » Il n'empêche — et il faut y insister — que ce cas typique de dérèglement de nos mœurs ne trouve pas sa seule source dans la haine politique. Le pouvoir a sa part de responsabilité. (...) Lorsque l'on découvre d'importantes supériorités que seuls quelques-uns ont droit de savoir, on s'entoure d'importance qui a dire n'importe quoi. Le vrai problème est là : et c'est un problème de gouvernement — au sens élevé du terme. A le négliger plus longtemps, tout ce que l'on risque de gagner c'est le mépris public. Cet éternel liquidateur des régimes qui ont peur de leur ombre. » (XAVIER MARCHELIT.)

Une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle et une de cinq ans pour les complices de Pierre Conty

De notre envoyé spécial

Privas. — Après trois jours d'audience, la cour d'assises de l'Ardèche, présidée par M. Jacques Armand, a condamné, jeudi 22 mai, les complices de Pierre Conty, meurtrier présumé, le 24 août 1977, d'un gendarme et de deux automobilistes (le *Monde* du 22 mai) : Stéphane Vieux-Peccate, vingt-huit ans, soupçonné d'être le coauteur de l'un des meurtres et d'avoir commis deux tentatives d'homicide, à une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle, et Jean-Philippe Mouillot, vingt-huit ans, le chauffeur de la bande, à cinq ans de la même peine.

Cela paraissait trop évident, trop primaire aussi. Allait-on vraiment faire payer à la présence des uns l'absence de l'autre ? Fallait-il vraiment, pour que l'Ardèche se lave du souvenir de la tuerie de 1977, entre Villafort (Lozère) et Rochefort, le domaine de l'innocentissime Conty, forcer le visage du complice qu'on avait sous la main ?

Cette quête d'une victime expiatoire devait rester limitée au désir et au délire populaire. La salle d'audience se devait, elle, à la sérénité, à l'étude méticuleuse des faits reprochés à Stéphane Vieux-Peccate, jeune homme aux traits fins, embarqué dans cette terrible aventure, sur les routes de l'Ardèche, par Pierre Conty qui — le séduisit et la subjugua — comme l'a expliqué l'un de ses défenseurs M. Robert Badinter.

Une seule question devait être posée : la compagne de Pierre Conty avait-elle été touchée, avec ses propres armes, les victimes atteintes par les coups de feu de Pierre Conty ? En trois jours de débats, l'accusation n'a pas apporté la preuve que Stéphane Vieux-Peccate ait été sur ce point un coauteur.

Ainsi, on a ordonné faire remonter la peur, et décrire la monstre absent pour que l'image des accusés se noircisse. « La vérité dans la nuit », s'est exclamé M. André Tour, l'avocat général. Sous-entendu : le mal est né à Rochefort, cette communauté agricole marginale qui dévrait la chronique ardéchoise avant les faits. « Le crime majeur », s'est encore expliqué, c'est avoir accepté de suivre un Conty. — Pour quel chercher ailleurs la faute de Stéphane Vieux-Peccate ?

Et puis, comme si le portrait de l'assassin de l'Ardèche était insuffisant, on a dressé, dans une atmosphère tendue, un autre spectre : celui des Hollandais, ces envahisseurs, ces voleurs de résidences secondaires ardéchoises. Ces Hollandais, qui ont fait la fine bouche pour exécuter Vieux-Peccate, et qui ont imposé la cour d'assises ardéchoise de renoncer pour lui à la peine de mort. — Mathématiquement, ce pays n'a pas les mêmes lois que les autres », a rétorqué M. André Tour, pendant son réquisitoire.

On n'avait pas Conty Pourquoi ne pas se retrancher sur les autres ? M. Christian Bonnet, du barreau d'Avignon, et M. Robert Badinter ont su beau exposer, au cours de deux remarquables plaidoiries, la crainte que « les faits étaient plus compliqués qu'on avait bien voulu le dire », que les gendarmes, dans leur

procès-verbaux sont formels. Simon se trouvait au cœur de la bagarre ce jour-là, entre 17 heures et 17 h. 30. Les policiers du commissariat de la trévielle, qui ont interrogé le mineur pendant quarante-huit heures sans prévenir ses parents, lui ont fait signer une déposition qui l'excuse.

M. Camille Gérard, premier juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, estimant que le jeune homme risquait de continuer à « troubler l'ordre public », le fait aussitôt écrouer. Depuis, à chaque visite — trois par semaine, pas une de plus — et à travers trois épaisseurs de vitres, Simon proteste de son innocence.

Ce soir de « manit », vers 19 heures, bien après les affrontements et après l'incendie de la voiture des P.T.T., il a pris sa moto. Comme cela, pour aller voir... C'était l'heure du rap et des coups de fil. « Ça bougeait à Jussey. Simon, qui est en première au lycée Gabriel-Fauré, s'est senti concerné, explique sa mère. C'est politiquement on peut l'être dans une famille où on achète les journaux. Il a son idée sur le décret im-

La faillite de la Société Hervel devant les Assises de Genève

Evasion de capitaux et discrétion

Genève. — Une des plus grosses faillites financières que la Suisse ait jamais connues. Deux Français en cause. Un troisième déjà condamné en France pour les mêmes faits. Il n'en fallait pas davantage pour que, dans un contexte déjà lourd, la justice suisse prenne son visage raide. Ces trois personnages, MM. Serge et Théodore Hervel et Daniel Hercourt ont été, pendant dix ans et un mois, braver, exploiter, plier les lois sacrées de l'édifice financier suisse et à leur seul profit. Ils ont osé, sacrilège suprême, mystifier les honorables — gnomes — de Genève et d'ailleurs.

La colère suisse se veut à la mesure de la vexation. Et on a vu depuis le mercredi 21 mai, dans le prétoire de la cour d'assises de Genève — qui doit juger M. Théodore Hervel pour « escroquerie par métier », « faux dans les titres » et « banqueroute simple » et M. Daniel Hercourt (ce dernier étant absent) pour « complicité de mêmes faits » — un jury malicieux, prêt à se laisser influencer par un président, M. Pierre Fournier, confondant avec ostentation et devant un public ravi, son rôle avec celui de procureur jusque dans sa ma-

nière de traiter les témoins selon qu'ils sont ou non helvétiques. Mais, au-delà des apparences, ce procès, comme celui qui, en novembre dernier, devant le tribunal correctionnel de Marseille, aboutit à la condamnation à sept ans d'emprisonnement de M. Serge Hervel, fils du président (le *Monde* des 8 et 9-10 décembre 1979) laissera un goût d'impair : deux demi-dossiers font rarement un bon dossier. Et à quelques détails près, les débats de Genève n'ont rien apporté qu'un ne sût déjà.

Les faits : en juillet 1967, M. Serge Hervel, alors âgé de vingt-trois ans et qu'on dit destiné à une belle carrière dans la finance, ouvre à Genève une société de gestion d'investissements en valeurs mobilières, monnaie et métaux précieux. En quelques années, grâce aux intérêts farouches qu'il propose, aux alentours de 30 % l'an, M. Serge Hervel s'adjoint bientôt les services de son père Théodore et d'un conseil d'administration inspirant confiance. On y trouve plusieurs notables genevois, dont le président du grand conseil. Il attire des centaines de clients et des dizaines de millions de francs suisses — on parle de 200 millions.

Qui investit ? Dans un savoureux lapsus, un représentant de l'office des faillites de Genève dira à la barre que ce sont pour les trois quarts « des Français, des Italiens et des Coréens ». Plusieurs hommes politiques français auront même des relations avec « Hervel et Cie S.A. », mais il ne faut pas se laisser tromper par le dossier de Marseille ni celui de Genève n'en gardent rien. Menant grand train, M. Serge Hervel que tout le monde, y compris son père, appelle révé-

renceusement « le président », règne, tel un sultan, sur les bureaux du quai du Rhône, où une intense agitation se développe jusqu'à ce finiste 11 août 1977 où Hervel et Cie S.A. est déclaré en faillite au hasard de la plainte d'un client mécontent du retard apporté à la rembourser. Et tandis que MM. Hervel père et fils disparaissent, les enquêteurs doivent bien se faire une raison : Hervel et Cie reposent sur du vent. La société n'a plus un sou. Pas de compte bancaire, pas de portefeuille, pas de trésorerie, même plus de capital social, déposé dans la tourmente. Les actifs de la société se réduisent au fau-

teu, aux tables et aux rideaux du quai du Rhône. Aucune trace en revanche des 85 millions de francs suisses de dépôt recensés au moment de la faillite (beaucoup de clients, notamment français, n'ont pas souhaité se faire connaître). Mais avec les intérêts annoncés, devraient représenter des disponibilités totales de 153 millions de francs suisses. « Qu'est devenue cette fortune ? »

Le tribunal de Marseille ni la cour de Genève n'auront su ou pu répondre à cette question. Les deux principaux accusés ont certes fini par tomber entre les mains de la justice, mais l'un, M. Serge Hervel, s'est fait arrêter à Marseille, tandis que M. Théodore Hervel se constituait prisonnier peu après à Genève. Chacun des deux a pu tout à loisir rejeter toute la responsabilité de la marche de l'affaire sur l'autre et proclamer son ignorance de la destination de ces millions. Aucun des deux ne saurait donc expliquer ce qui servait ces myriades de sociétés ou naissaient et disparaissaient à gré d'un ne sait quelle fantaisie sous tous les cieux du monde : en Suisse, en Afrique, en Amérique — et qui n'ont jamais fabriqué ni vendu quoi que ce soit. Aucun ne connaît le rôle de cette étrange International Investment Bank, montée à Caracas par sa société et que dirigeait à mi-temps un dentiste local. Aucun ne connaît bien entendu le circuit emprunté par l'argent pour évasion de la fraude de capitaux, dans le plus littéral du terme. Et ce n'est pas dans les traces d'une gestion bien dévouée qu'il faut aller chercher une réponse à ces questions. « Dans cette affaire, on ne sait rien du tout », regrette M. Fournier. Mais pourtant on juge. Pour l'exemple.

JAMES SARAZIN.

● Bernard Mithieux, vingt-quatre ans, originaire de Charente-Maritime, a été condamné à dix ans de réclusion criminelle par le tribunal permanent des forces armées de l'île, présidé par M. Chandon, président à la cour d'appel de Douai, pour avoir assassiné avec préméditation et guet-apens deux polytechniciens de vingt-deux ans, Mlle Nathalie Le Cam, originaire du Morbihan.

Barre déclare

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a déclaré à la presse que le secret de l'instruction n'a pas été violé.

M. Barre déclare que le gouvernement ne laissera pas renaître le désordre dans les universités

Cette affaire a, pour le maire de Roubaix, un caractère d'importance qui ne saurait être conduite par un militant d'extrême droite, d'ailleurs exclu du mouvement de M. Le Pen. Il existe, d'ailleurs, des talcs officiels, et c'est à Roubaix a affirmé M. Prouvost.

Du côté musulman, on maintient que l'association avait en vue la création d'un centre islamique qui avait connaissance, et on nie avoir reçu des fonds d'un pays étranger (Il n'en a eue) qui vant 750.000 francs, somme qui a été versée, par l'intermédiaire d'un occupant, parvenant à la Ligue islamique mondiale, qui a versé une somme de 500 francs. Selon eux, la Ligue n'a rien demandé, mais un contrat politique quelconque.

GEORGES SUEUR.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DU GROUPE PSA
INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION
AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES

**concours d'entrée 1980/81
inscriptions dès maintenant**

Candidats au baccalauréat 1980, demandez sans tarder le dossier
d'information et les conditions d'admission à l'I.A.C.

IAC

71, boulevard Saint-Honoré 75008 Paris/tél. : 266 66 82

ÉDUCATION

Des étudiants très étrangers

Dans deux articles précédents, nous avons décrit l'entrée en force de des étudiants du tiers-monde dans les universités françaises (le Monde du 22 mai) et les problèmes que rencontrent ces étudiants étrangers pour organiser leur exil (le Monde du 23 mai). C'est maintenant aux universités — et au gouvernement — d'organiser l'accueil, ou du moins, de faire face.

L'appréhension que portent les enseignants sur les étudiants étrangers est complexe. Tel assistant de mathématiques explique qu'il ne voit pas la différence avec les autres, le professeur de biologie se plaint que tous ou presque échouent à la fin de leur première année. Certains mettent les échecs sur le compte de la langue (ils ne comprennent pas ce que je dis), d'autres sur l'appartenance à une autre culture (la notion de raisonnement leur échappe), d'autres sur le fait qu'ils sont accablés par une multitude de problèmes matériels et humains. « On s'imagine pas la capacité de résistance qu'il faut avoir pour mener de front des études supérieures et une vie d'immigré dans un pays où prime l'individualisme », explique une assistante sociale d'un centre régional des universitaires (CROUS). « Très souvent, les étudiants sont épuisés nerveusement ou psychologiquement, et les enseignants ne s'en aperçoivent pas, car ils ne voient pas les étudiants », dit une autre. Comment un professeur peut-il deviner que l'étudiant iranien qu'il a en face de lui a consacré une partie de sa vie à réviser son cours, enregistré au magnétophone ?

Mais il est d'autres causes d'échec, moins honorables. Bon nombre d'enseignants constatent, par exemple, que ceux qui « trahissent » le plus sont les boursiers

III. — L'émotion des universitaires

par ROGER CANS

de gouvernements étrangers, envoyés en France par la faveur du prince et moyennant quelque commission en sous-main. « Des que le piston a fini sa course, l'étudiant tombe en chute libre », observe un assistant de physique. Certains Marocains qui ont échoué au baccalauréat vont s'inscrire à l'université de Vincennes dans l'espoir d'être admis en deuxième année, de recevoir une bourse de leur gouvernement. Tous n'y réussissent pas évidemment. Si les exclus des universités grecques, turques ou iraniennes (il n'y a pas toujours le niveau requis malgré leur équivalence, à tort ou à raison) les exclus du baccalauréat marocain sont très au-dessous de la barre.

A l'inverse, les enseignants reconnaissent que leurs meilleurs étudiants sont souvent étrangers. « C'est bien simple, dit un professeur du centre Dauphin, mon meilleur étudiant et le plus mauvais sont tous deux Marocains ». Les Français, d'une manière générale, occupent le marais, ces zones moyennes dont les universitaires se désolent, car ils n'ont aucune prise sur elles. « Les étudiants étrangers sont d'habitude plus mûrs », observe une assistante de sciences économiques. Etant plus âgés et surtout plus motivés, ils sont plus ouverts aux problèmes internationaux, plus « politiques », mais « province » que nos petits jeunes qui rentrent le dimanche chez papa-maman.

Il est sûr que, après avoir franchi tous les obstacles qui se dressent sur leur route, les étudiants étrangers en demandent plus aux enseignants — ce qui peut déplaire à ceux qui tiennent à leur confort, mais ce qui rend plus attachants auprès de ceux qui aiment leur métier.

La course au diplôme

Les étudiants étrangers ont généralement une autre bonne raison d'être motivés : il leur faut absolument le diplôme avant de rentrer au pays, sous peine de déchoir. Ils sont partis investis d'une mission : revenir avec le peu d'argent qu'ils ont gagné, mais aussi, on a reconnu leur valeur. Trop souvent, les étudiants français entreprennent des études supérieures sans trop y croire, en se disant : « C'est juste quatre ans de gagnés avant le chômage ». Les étrangers, eux, sont pratiquement sûrs de trouver un emploi à leur retour s'ils ont le diplôme.

Is en sont parfois tellement sûrs que, lorsqu'ils peinent ou échouent, ils supplient les enseignants français de leur « donner » le diplôme, plutôt que de leur carrière au pays. « Quand l'étudiant s'humilie devant vous, c'est atroce, confie un enseignant, on se sent devenir « fils ». Bien des étudiants en difficulté cessent ainsi de se prévaloir de leur état de « sous-développé » pour employer un jury, obtenir un coup de pouce et un mot : « Le mépris du tiers-monde consiste à donner le diplôme en se disant que, après tout, ça n'a pas d'importance », dit un professeur qui connaît les pays en voie de développement. C'est au contraire très important : dans les pays du tiers-monde, le diplôme est une introduction à vie dans

les fonctions de cadre. Cela se paie très cher. Si le cadre en question est incompétent, il ne le fait payer durement à ses compatriotes, pour compenser. On ne rend pas service au tiers-monde en déshonorant des diplômés des universités françaises.

De l'avis de beaucoup, en effet, les étudiants sont plus menés par la soumission au système que par la « volonté politique » dénoncée par M. Bouquet. Ce n'est pas parce qu'un étudiant est en France qu'il peut être considéré comme un révolutionnaire. Il n'aspire bien souvent qu'à remplacer le pouvoir qu'il déteste pour aussitôt recourir aux mêmes méthodes. Pour un étudiant cambodgien devenu khmer rouge, combien sont entrés dans le système en place ? Et combien de Khmers rouges à leur tour, ont pratiqué un pouvoir tyrannique qu'ils dénonçaient dans l'opposition ? Les universitaires admettent aujourd'hui que la complicité, forme de « racisme à rebours », est préjudiciable aussi bien pour les étudiants étrangers que les accueillent. « La bonne volonté des enseignants français vis-à-vis des jeunes du tiers-monde entraîne souvent un abaissement général du niveau des études », observe un

directeur de laboratoire du C.N.R.S. de Bordeaux. C'est à ce moment-là que l'afflux de étudiants étrangers peut nuire à l'université. Mais il incombe aux enseignants que cela ne se produise pas. Ce que personne ne maîtrise, en revanche, c'est la multiplication des demandes d'inscription — cinquante mille dossiers en attente à Paris. Dans les CROUS, on baisse les bras : « Si nous accueillons mal les étrangers, c'est parce qu'il y en a trop ». Et l'on accuse aussi bien les universités qui « trahissent à tour de bras » que la population qui se dérobe à ses devoirs d'hospitalité. M. Henri Veyssière, directeur du CROUS de Grenoble, déplore que les propriétaires de la ville et les familles

se montrent si réservés lorsqu'il s'agit d'accueillir des étudiants. « On peut s'étonner qu'il y ait une telle solidarité contre des décrets si et si peu lorsqu'il s'agit de loger des étudiants », dit-il.

La bonne volonté est-elle suffisante ? Non, bien sûr. À moins de réserver aux étudiants étrangers les cent six mille lits gérés dans toute la France par le CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires), on ne pourra faire que l'immense majorité devra se trouver elle-même un toit (le CNOUS en héberge quinze mille). De même, à moins de répartir autoritairement le flux dans les universités françaises, on ne peut empêcher que les étrangers convergent vers les « points chauds » de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire Paris, Lyon, Marseille, Grenoble, Strasbourg, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, etc., c'est-à-dire les campus les plus demandés par tout le monde.

La parade

Le gouvernement pense avoir trouvé la parade : en multipliant les inscriptions à l'université française et niveau universitaire contrôlé, il espère décourager les candidats « limite » qui accablent, mécontent, contraignent trois ans à passer en seconde année. Sans fixer de plafond, mais en alourdissant la procédure, on stabilise les effectifs à ce qu'ils sont aujourd'hui. « Il n'est pas question de réduire autoritairement le nombre d'étudiants étrangers admis en France », affirme M. Jean Inaut, directeur du CNOUS et président de la commission nationale instituée en décembre dernier pour filtrer les dossiers d'inscription. « Lorsqu'un test de langue est redoublé, on arrête les frais, mais autrement, on transmet le dossier et c'est à l'université de juger sur pièces ».

L'autre parade est la répartition autoritaire. Le candidat indigne, dans sa demande, trois villes universitaires de son choix, mais la commission décide souverainement à quelle université elle va transmettre le dossier. L'administration est persuadée qu'une meilleure ventilation des cent dix mille étrangers, actuellement entassés à Paris et dans quelques villes de province, permettra de résoudre bien des problèmes. Sur place, cependant, les services administratifs demeurent sceptiques : « C'est-ce qui empêchera un étudiant affecté à Rouen d'aller s'inscrire et trois semaines plus tard, de demander son transfert à Marseille ? »

Sans prétendre apporter la solution miracle, certains universitaires font des suggestions. Pourquoi, par exemple, ne pas laisser aux étrangers la possibilité de faire une année préparatoire d'étude intensive de la langue française, après quoi l'étude universitaire proprement

dite serait permise ? Cela éviterait, en effet, bien des échecs. Mais la proposition a l'inconvénient d'aller exactement à l'encontre de la politique gouvernementale actuelle, qui consiste à revenir aux anciennes habitudes de l'étudiant venant achever ses études en France. L'étudiant en fin de parcours, qui est nécessairement d'un bon niveau, coûte moins cher à la collectivité nationale et semble d'un rendement assuré « après ».

Autre suggestion : redonner aux Services universitaires pour les étudiants étrangers (S.U.E.G.) le rôle qui leur revient, c'est-à-dire pour le contrôle des compétences linguistiques que pour l'examen du dossier d'inscription. Mais cela va encore à l'encontre de la politique actuelle qui centralise tout à Paris.

Mais les ministères co-signataires du fameux « décret Imbert » ne pourraient-ils pas se concerter aussi lorsqu'il s'agit de distribuer des bourses, de conclure des accords de coopération et de préparer des programmes d'échanges ? Tout se passe, en effet, comme si le ministère des Universités devait chaque fois trouver le moyen d'annuler les ambitieux programmes du Quai d'Orsay, et celui-ci à son tour annuler les décisions de ministère de la coopération, jaloux de sa chasse gardée africaine.

Pourquoi ne pas laisser une bonne fois les universités responsables de leur recrutement ? Si telle université voit affluer les étrangers et en subit des inconvénients, elle devrait savoir prendre elle-même les mesures qu'il s'imposent, au lieu d'obliger le gouvernement à édicter des règles contraignantes et générales, adaptées, inefficaces sur le terrain et bémolantes pour tout le monde ?

FIN

(1) Le Monde du 23 mai 1980.

SCIENCES

Le deuxième essai de la fusée Ariane

Aussi bien qu'à Noël ?

Le deuxième essai en vol de la fusée européenne Ariane n'avait pas encore eu lieu vendredi 23 mai en début d'après-midi. Initialement prévu à 13 h 30 (heure de Paris), le lancement sur la base de Kourou (Guyane française) de la fusée avait été interrompu 50 secondes avant la fin du compte à rebours, une erreur de logiciel informatique ayant suspendu les opérations préalables au départ. La fusée devait emporter dans l'espace sa première « charge utile » composée d'un satellite scientifique de 1 100 kilos et d'un petit satellite de 86 kilos pour radio-amateurs. Ce deuxième tir d'Ariane a pour but essentiel de franchir une nouvelle étape de la « qualification » du lanceur. Celle-ci, au terme de laquelle la fusée pourrait être déclarée apte à des tirs commerciaux opérationnels, exigera encore un troisième essai, prévu à l'automne prochain. Les responsables du C.S.G. n'en ont pas moins tout fait, depuis l'arrivée début avril des différents éléments d'Ariane-1.02, pour faire déjà une première démonstration de leur capacité à obéir, à partir de l'année prochaine, aux impératifs qui pourront fixer les clients de la fusée.

De notre envoyé spécial

Kourou (Guyane française). — Il est environ 5 heures du matin. Il y a un peu plus de deux heures, la tour métallique de l'ensemble de lancement Ariane s'est lentement écartée, laissant enfin voir, dans son intégralité, à la lumière des projecteurs, le lanceur européen. Le remplissage en propergols des deux premiers étages, commencé jeudi matin, a été achevé. La fusée, dressée dans sa clairière illuminée, est posée sur sa « table de lancement » en béton sous laquelle prennent naissance les deux gigantesques déflecteurs qui, au moment du départ, auront pour tâche de renvoyer à l'horizontale les puissantes ondes de choc brillant qui sortiront des tuyères.

À quel moment aura lieu cet événement ? Quel sera cette « heure H » où les propergols seront injectés dans les chambres de combustion pour, en s'allumant spontanément, arracher au sol l'engin de 47 mètres de hauteur, qui pèse alors 210 tonnes ? Il est encore trop tôt pour le dire. Trois heures treize au moins s'écouleront encore, durant lesquelles doit aussi être réalisé, après une soignée purge à l'hélium, le remplissage en oxygène et hydrogène liquides du troisième étage. Les ordinateurs auront encore de nombreuses tâches à effectuer : compléments de plans, pressurisations, début des émissions radio, séquence finale, enfin.

Autant de séquences au cours desquelles, les trois tentatives du premier lancement sont à la fois le repère, un incident technique n'est jamais à exclure, qui pourrait retarder le lancement. Jeudi matin, un premier incident s'est produit : une avarie sur une pompe d'alimentation au sol, qui a fait perdre une vingtaine de minutes, rattrapées ensuite grâce à la souplesse que permettaient encore le déroulement de la chronologie.

Cependant, la principale cause d'incertitude est... la météo. Que n'a-t-on tiré aujourd'hui, pouvaient penser, jeudi matin, sous le ciel bleu, la soixantaine d'unités de l'Agence spatiale euro-

péenne et du Centre national d'études spatiales. Comme pour confirmer leurs craintes, le ciel s'est couvert l'après-midi, déversant, en quelques heures, desrafales de vent et de pluie.

Les conditions de visibilité et de vent sont importantes pour la sauvegarde des installations et des personnes pendant les premières secondes de vol de la fusée. Mais est en pleine saison des pluies. Les techniciens du C.S.G. subissent donc les pires conditions atmosphériques, mais un nouveau succès démontrerait que non seulement la fusée fonctionne, mais qu'elle est capable de placer les satellites qu'elle emporte sur l'orbite correcte, et surtout à l'heure voulue.

Le principal satellite qu'emporte cette fois Ariane, Firewell, a une mission scientifique qui exige qu'il soit lancé dans un « créneau horaire » bien précis.

La fusée doit être tirée entre 8 h 30 et 11 h 30 heure locale (13 h 30 et 16 h 30 heure métropolitaine). La fenêtre de tir n'est pas très large. Mais elle est encore vaste par rapport aux trente minutes et aux soixante minutes qu'exigeront, respectivement, le lancement des satellites géostationnaires de télécommunications et celui du satellite météorologique Météosat.

En attendant, il s'agit, ce vendredi 23 mai à Kourou, de faire aussi bien qu'à la veille de Noël 1979.

XAVIER WEEGER.

● Progress-9 s'est séparé de Salut-6. — Le ykessou automatique de transport Progress-9 s'est séparé mardi 20 mai du « train spatial » Salut-6 - Soyuz-33, a annoncé mercredi Radio-Moscou. Progress-9, lancé le 27 avril dernier, s'était amarré le lendemain à la station orbitale Radio-Moscou. Progress-9, lancé le 10 avril les cosmonautes soviétiques Leonid Popov et Valeri Rioumine. — (A.F.P.)

DE YAOUNDÉ A GRENOBLE

Grégoire de père et de mère, Pascal, le Camerounais, a obtenu en 1972 une bourse du gouvernement français pour faire des études de génie électrique en France. « Sans bourse, je ne serais jamais venu », avoue-t-il. Il s'inscrit — trop tard — en « maths sup » à Nancy et commence son année universitaire à Yaoundé pour, finalement, être admis à l'Institut universitaire de technologie de Lille, section « Informatique ». « Je confondais avec « information », car je n'en avais jamais entendu parler à Yaoundé ».

Les premiers mois sont durs, comme toujours. « Je ne connaissais personne. J'ai passé le premier Noël entre quatre murs. J'ai pleuré. J'étais habitué à être entouré d'un tas de monde. Pour compenser cette solitude, l'I.U.T. trouve un autre nouveau et le met en « tino-m » avec Pascal. Erreur ! Entremés dans leur solitude à deux, les étrangers perdent complètement pied. Il faut les séparer au troisième trimestre pour qu'ils s'intègrent enfin au groupe.

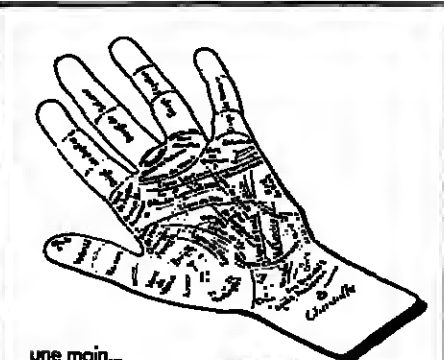
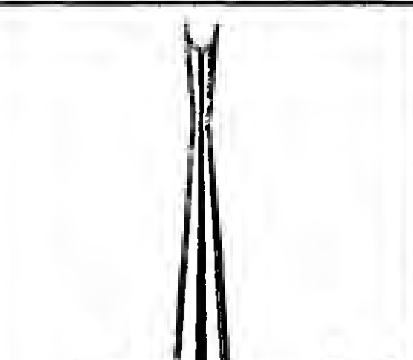




Pascal, cependant, souhaite faire des études longues. Il s'inscrit donc l'année suivante à l'université de Lille, mais apprend qu'il perd le bénéfice de sa bourse (changement d'orientation). « J'ai dû rentrer. Son frère aîné, au Cameroun, est diplômé pour lui trouver des fonds. Et lui-même, pendant l'été, travaille à la chaîne dans une usine de

conserves. Pendant trois mois, il manipule des petits pois, jusqu'à douze heures par jour, à l'occasion, pour se constituer un pécule.

A la « sec » de Lille, Pascal reprend pied. « C'était facile, sans forcer ». Il fait la connaissance d'un étudiant français qui le prend en sympathie et qui l'aidera financièrement à prendre des cours de programmeur. Pendant ses moments libres, il donne des cours de maths et fait des inventaires dans les supermarchés.

L'été suivant, il se fait embaucher avec un compatriote comme électricien P 1 à 2 000 F par mois puis travaille au bureau informatique d'une brasserie de Lille. Il échoue à la licence (« J'avais fait trop d'impasses »), mais doit encore trouver un emploi sélélié pendant l'été pour payer ses études. Il travaille trois mois dans une usine de réfrigérateurs.

Alors qu'il prépare une maîtrise de mécanique — toujours à Lille — il décroche une bourse d'une usine camerounaise de pâtes à papier. Il part donc pour Grenoble s'inscrire à l'école de papeterie et obtient une chambre dans une résidence universitaire du centre-ville. A vingt-six ans, il est encore couvert par la sécurité sociale étudiante. L'avenir, après huit ans de combat, se précise enfin.

		
une main... pour lire dans la sienne (249 F.)	un saliflor... une rose (896 F.)	quatre cuillères à soupe... pour mieux apprécier sa cuisine. (412 F.)
		
un pique-fleur... avec un bouquet de pensées. (213 F.)	une cuillère à cubes de glace... pour qu'elle ne se gèle pas les doigts. (190 F.)	un petit bonnet à pain... pour mieux voir ses yeux sourire. (390 F.)

Donnez-nous son adresse : nous lui apporterons, le lendemain*, votre cadeau Fête des Mères

Pavillon Christofle

12, rue Royale - Paris 31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy Centre Commercial de Parly II

et maintenant, Rive Gauche, 93, rue de Seine

* Pour Paris

Vendredi 23 mai

PREMIERE CHAINE : 77

SECONDE CHAINE : 78

TROISIEME CHAINE : 79

QUATRIEME CHAINE : 80

CINQUIEME CHAINE : 81

SIXIEME CHAINE : 82

SEPTIEME CHAINE : 83

HUITIEME CHAINE : 84

NEUVIEME CHAINE : 85

DIXIEME CHAINE : 86

ONZIEME CHAINE : 87

DOUZIEME CHAINE : 88

TRIZIEME CHAINE : 89

QUATRIEZIEME CHAINE : 90

CINQUIEZIEME CHAINE : 91

SIXIEZIEME CHAINE : 92

SEPTIENZIEME CHAINE : 93

HUITIENZIEME CHAINE : 94

NEUVIENZIEME CHAINE : 95

DIXIENZIEME CHAINE : 96

ONZIENZIEME CHAINE : 97

DOUZIENZIEME CHAINE : 98

TRIZIENZIEME CHAINE : 99

QUATRIEZIENZIEME CHAINE : 100

CINQUIEZIENZIEME CHAINE : 101

SIXIENZIENZIEME CHAINE : 102

SEPTIENZIENZIEME CHAINE : 103

HUITIENZIENZIEME CHAINE : 104

NEUVIENZIENZIEME CHAINE : 105

DIXIENZIENZIEME CHAINE : 106

ONZIENZIENZIEME CHAINE : 107

DOUZIENZIENZIEME CHAINE : 108

TRIZIENZIENZIEME CHAINE : 109

QUATRIEZIENZIENZIEME CHAINE : 110

CINQUIEZIENZIENZIEME CHAINE : 111

SIXIENZIENZIENZIEME CHAINE : 112

SEPTIENZIENZIENZIEME CHAINE : 113

HUITIENZIENZIENZIEME CHAINE : 114

NEUVIENZIENZIENZIEME CHAINE : 115

DIXIENZIENZIENZIEME CHAINE : 116

ONZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 117

DOUZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 118

TRIZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 119

QUATRIEZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 120

CINQUIEZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 121

SIXIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 122

SEPTIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 123

HUITIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 124

NEUVIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 125

DIXIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 126

ONZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 127

DOUZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 128

TRIZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 129

QUATRIEZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 130

CINQUIEZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 131

SIXIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 132

SEPTIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 133

HUITIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 134

NEUVIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 135

DIXIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 136

ONZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 137

DOUZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 138

TRIZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 139

QUATRIEZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 140

CINQUIEZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 141

SIXIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 142

SEPTIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 143

HUITIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 144

NEUVIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 145

DIXIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 146

ONZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 147

DOUZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 148

TRIZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 149

QUATRIEZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 150

CINQUIEZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 151

SIXIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 152

SEPTIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 153

HUITIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 154

NEUVIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 155

DIXIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 156

ONZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 157

DOUZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 158

TRIZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 159

QUATRIEZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 160

CINQUIEZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 161

SIXIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 162

SEPTIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIENZIEME CHAINE : 163

La deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Le deuxième essai de la fusée h...
Aussi bien qu'à Noël

Vendredi 23 mai

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 18 h 30 L'été aux enfants.
- 18 h 55 Les Inconnus.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes.
- 19 h 20 Voz un musée du parfum.
- 19 h 30 Emissions régionales.
- 19 h 45 Mal-jun 40.
- Journal d'un prince tragique (Discorde entre les Alliés).
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Au théâtre ce soir : « Beaulieu et fils ».
- De S. Fray, mise en scène de C. Duron.
- Ballastion P. Badoagh, avec S. Godillot.
- G. Bellier, P. Lax, P. Monetti.
- 22 h 10 En direct de Cannes.
- 23 h Journal et cinq jours en Suisse.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 17 h 55 Sports : Football.
- France-U.R.S.S., en direct de Moscou.
- 18 h 45 C'est la vie.
- Des centres de vacances pour jeunes.
- 19 h Sports : Football.
- France-U.R.S.S. (deuxième mi-temps).
- 19 h 50 Top club.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Sam et Sally.
- Le malin.
- 21 h 35 Apostrophes.
- L'Afrique noire recouverte par des romanciers.
- Avec M. A. Bich (Une saison blanche et sèche) ; J. Cau (La Conquête de Zanzibar) ; T. Monembo (Les Océanides-brunies) ; W. Sessins (Jeune femme de cabot) ; et M. P. Constant (Ouregano).

Jean CAU
La conquête
de Zanzibar
Gallimard

22 h 55 Journal.

Paule CONSTANT
Ouregano
Gallimard

- 22 h 55 Ciné-cloak (cycle Cocleus) : « Le Sang d'un poète ».
- Prix français de Jean Cocteau (1930), avec R. Rivéro, L. Miller, P. Carton, P. Bonga.
- J. Desbordes (N. Radiffrance).
- Un poète, qui nous ouvre les portes intérieures de la vie et de la mort, passe à travers un miroir et découvre un étrange univers.
- Premier essai cinématographique de Cocteau.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- Donne pour l'aventure : Le raid moco Caracac-Rio ; Des livres pour nous : Chaplin.
- 18 h 55 Tribune libre.
- La C.G.T. (Confédération générale du travail).
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- Histoire de France : la campagne d'Italie.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : Trafic du sang ; For rouge.
- Une émission de J.-M. Carada et M. Thourouze ; Réal : R. Delorme.
- Portrait de José, jeune Brésilien habitant l'immense jungle de la Amazonie, au nord de Rio, et qui, pour 15 francs, vend régulièrement un demi-litre de son sang aux « banques », qui, de ce commerce, font de larges profits. Un reportage de R. Delorme, qui a remporté la foudre.
- 21 h 30 Dramatique : So long, réveuse.
- De J. Cornu, réal. J. Orléans.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 45 Magazine : Thelassa.
- Récit d'un naufrage.

FRANCE-CULTURE

- 18 h 30 Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Merimee.
- 19 h 20 Les grandes heures de la science moderne : Les émissions entre lions foudra.
- 20 h L'autre moitié de l'Europe, par J. de Beer et M. Niculesco.
- 21 h 30 Bich et d'ine : « Bad Cole blues », avec G. Archambault.
- 22 h 30, Nuits magiques : La place des Amboises.

FRANCE-MUSIQUE

- 18 h 2. Six-Epit : Jazz time (jusqu'à 18 h 30) ; 19 h 5. En duplex : Festival de Cannes ; 30 h. Concours international de guitare.
- 20 h 20. Concert : « Benvenuto Cellini », ouverture (Berlioz) ; « Concerto pour piano et orchestre n° 3 en sol mineur » (Beethoven) ; « Symphonie n° 3 en sol mineur » (Boussu), par l'Orchestre national de France, dir. E. Bado, avec Bruno Leonardo Gelber, piano.
- 22 h 15. Ouvert la nuit : Portrait par petites touches, « Sonate n° 4 » (Beethoven), avec O. Martier ; 23 h 5. Vieilles airs : Cycle Capel, « Dixième quatuor » (Beethoven) ; 0 h 5. Les musiques du spectacle (en direct de Cannes).

Samedi 24 mai

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 10 Emissions régionales.
- 12 h 30 Cultivons notre jardin.
- 12 h 45 Jeune pratique.
- L'aventure.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Le monde de l'accordéon.
- 13 h 50 Au plaisir du samedi.
- 13 h Trente millions d'amis.
- 18 h 35 Magazine auto-moto.
- 18 h 55 Les Inconnus.
- 19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Mal-jun 40.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Numéro un.
- Annie Cordy.
- 21 h 30 Série : Ika.
- 22 h 30 Télé-foot 1.
- 23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h 10 L'été est au fond de la mer.
- 12 h 30 Samedi et demi.
- 13 h 35 Monsieur cinéma.
- 14 h 25 Les jeux du stade.
- Haneda (P. U. C. - Steil, Saint-Maur) ; volley-ball (championnats de France) ; Football (U.S.S. - France).
- 17 h 20 Les moins d'vingt et les autres.
- 18 h 10 Chorus.
- The J. Gellie Band : Mina belowzero.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Top club.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Télé-fil : « La Grande Chasse ».
- De J. Sagols et J. Dougan, avec M. Galabru, M. Albertini, P. Dougan.
- A Pierre, pour la Résolution, un jeune aristocrate tourmenté se moque des superstitions populaires. Mais les faits étranges se succèdent. On appelle à l'écrou.
- 22 h 25 Variétés : Direct.
- Les Wings autour du monde.
- 23 h 25 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Ciné animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 Re-transmission lyrique : « La Grande Duchesse de Gerolstein ».
- Opérette de J. Offenbach, réal. C. Dagnas.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 45 Ciné-regard.
- Journal impressionniste du Festival de Cannes.

FRANCE-CULTURE

- 11 h 2. La musique prend la parole : 1979-1980, « Les Maîtres chanteurs », de R. Wagner.
- 12 h 5. Le pont des Arts.
- 14 h 5. Sans : La fête foraine, à Dieppe.
- 14 h 15. 5. Finalement.
- 16 h 20. Livre d'or : W. Van Twiller, à l'orgue de l'église Saint-Stephane de Niogues.
- Chœurs de Schneider, Robt. Edd, Oly.
- 17 h 30. Recherches et pensées contemporaines : Le problème de la réalité, avec R. d'Espagnat.
- 19 h 30. Le R.T.F.P. présente : « La Lettre brouillée », de R. George (Satan).
- 20 h 1. Les Trente millions de Gladiator.
- 20 h 5. La fable avec O. Ajour, M. Aniel, J. Amos, etc.
- 21 h 30. Musique enregistrée.
- 21 h 55. Ad lib. avec M. de Breteuil.
- 22 h 5. La fable du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 16 h. Musique à découvrir : œuvres de Geminiani, Bonporti, Locatelli, Vivaldi et Monteverdi.
- 17 h 15. Ouverture : Présentation de la Semaine du matin des musiciens, par Antonio Ruiz-Pipo. Verdi : 19 h 15. Le concert du matin des musiciens : le Farnese François.
- 20 h 5. Soirée lyrique : « Siffello », de Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, dir. L. Gardin, avec J. Carreras, S. Sasa, M. Manuguerra, Th. Moser.
- 23 h 5. Ouvert la nuit : Comment l'entendons-nous ? La musique et la mort, par M. Schumann, œuvres de Stravinsky, Ravel, Liszt, Wagner, Berlioz, Verdi, Puccini, Mozart ; 1 h 15. Le dernier concert : Récital G. Frey, piano (Stockhausen, Schoenberg, Fousseur et Scriabine).

Dimanche 25 mai

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 8 h 30 La source de vie.
- 10 h Présence protestante.
- En direct du temple de la Fondation John Boaz, à La Force (Dordogne).
- 11 h Le jour du Seigneur.
- Messe de la Pentecôte, en l'honneur de Saint-Basile-sur-Loire (Loiret).
- Prédicateur : Père A. Guillot.
- 12 h La séq avec du spectateur.

- 12 h 30 TF 1 - TF 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Grot pas sérieux.
- 14 h 15 Les Indes-vous du dimanche.
- De Michel Trubert, en direct de Cannes.
- 15 h 30 Sports premiers.
- En direct (Stade Toulousain).
- 17 h 50 Dramatique : « Le Coup monté ».
- De J. Cocteau (Radiffrance).
- Joseph Biberio, journaliste sans emploi, fait un reportage sur la prison. Pour rendre son enquête plus vivante, il décide, en se faisant arrêter, de faire l'expérience de la machine judiciaire. En fait, ce n'est qu'un prétexte à montrer des gens qui vivent ensemble.

- 19 h 25 Les animaux du monde.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : « Mélole au sous-sol ».
- Film français de R. Verneuil (1982), avec J. Oudin, A. Delon, V. Romanos, C. Martien, M. Béraud, C. Corral, J.-L. de Villanova, G. Montero (N. Radiffrance).
- Un jeune homme, sorti de prison, prépare la commémoration de la Commune, avec un jeune voyou qui est à sa première grande affaire.
- 22 h 15 Théâtre musical : contemporain : « L'Anti-De J. Komriss, réalisation M. Rabinovitch.
- 23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h Emissions pédagogiques.
- 12 h 15 Il était un musicien.
- 12 h 45 Journaux.
- 13 h 20 Série : Colorado.
- 14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
- 15 h 45 Des animaux et des hommes.
- 17 h 40 Série : L'été, un jeu.
- 17 h 45 Majeur : Pense-passe.
- 18 h 15 Des idées - moi un moulin.
- 19 h 10 Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : Hunter.
- 21 h 25 Document : Un homme... un château.
- 21 h 50 Magazine : Voir.
- 22 h 40 Documentaire : Vidéo U.S.A.
- 23 h Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Emissions de F.I.C.E.L. destinées aux travailleurs immigrés.
- Images d'Algérie.
- 10 h 30 Mosquée.
- 18 h 45 Préface à l'après-midi.
- « Tableaux d'une exposition », de Mousorgsky. Piano : M. Beroff ; Orchestre de Philadelphie, dir. E. Ormandy.
- 17 h 40 Jeu : Tous contre tous.
- 18 h 40 Documentaire : « Le confinement » de glace.
- De L. Turilla.
- 19 h 30 Documentaire : « La Pluie ».
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h Dessin animé : « L'été Magoo ».
- 20 h 30 Villers au trécor : Rouen.
- 21 h 25 Journal.
- 21 h 40 L'événement de FR 3 : L'après de vie.
- En direct du Lincoln Center à New-York, Frédéric Hoshi présente des images du Canada.
- 22 h 40 Cinéma de minuit (cycle l'Amérique et son président) : « Gabriel Oyer the White House ».
- Film américain de G. La Cava (1933), avec W. Huston, K. Motley, P. Tone, A. Syren, O. Moore, C.B. Gordon, D. Landau, S. Hinde (N. Radiffrance).
- Scand d'un accident par l'intermédiaire intraculeux d'un myte, l'homme qui venait d'être élu président des Etats-Unis et venait pour lui pour son rôle et rôle un grand homme d'Etat.
- Incidit en France, de film fut réalisé au moment de l'arrivée à la présidence de Franklin Roosevelt. C'est une très curieuse fable sociale anticipant les réformes du New Deal.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 5. Allegro.
- 12 h 45. Disques rares : D.T. Stravinsky.
- 14 h 5. Les Indes-vous du dimanche.
- 14 h 15. La Comédie-Française présente : « L'important d'être aimé », d'après O. Wilde.
- 16 h 5. Musiciens français.
- 17 h 30. Rencontre avec... J.-P. Sagot.
- 18 h 30. Ma non troppo.
- 19 h 10. Le cinéma des cinéastes.
- 20 h 5. Albatros : Poésie russe.
- 21 h 40. Atelier de création radiophonique : Opérette entre guillemets.
- 22 h. Musique de chambre : Dupin, Scherchen.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5. Tons en scène : Fred Astaire.
- 13 h 30. Jeunes solistes : Michel Oudat, pianiste (Liszt, Debussy, Messiaen).
- 14 h 15. Les après-midi de l'orchestre : ouverture de « Don Juan » (Mozart), extrait de « Faust » (Wagner), extrait d'« Iphigénie en Aulide » (Gluck), ouverture de « Martha » (Piotro), ouverture de « Juba » (Weber).
- 16 h 15. La tribune des critiques de disques : « La Pastorale », symphonie de S. Berlioz.
- 19 h. Jazz vivant : Les quartettes des organistes Jimmy Smith et Eddie Louie.
- 20 h 5. Le concert du dimanche : présentation.
- 21 h 30. Concert : « Priade et mort d'Isolda » (Wagner) ; « Concerto pour violon et orchestre n° 1 en sol mineur », pour M. Bruno ; « Symphonie n° 8 en si mineur Pathétique » (Tchaikovsky), par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. S. Ozawa, avec J. Perlmann, violon ; 23 h 30. Une semaine de musique vivante.
- 23 h 30. Ouvert la nuit : Equivalences (émission ouverte aux interprètes étrangers) ; « Septième Nocturne », « Thème et Variations » et « Chaconne Improvisée » (Faure) ; 0 h 5. Bites et traditions populaires.

RADIO-TÉLÉVISION

Une commission d'évaluation pour les radios expérimentales

La composition de la commission nationale permanente d'évaluation des expériences de radios régionales a été officiellement annoncée par le ministre de la culture et de la communication le jeudi 23 mai : elle comprend dix-sept personnes et sera chargée d'établir vers 1982-1983 un bilan des « radios locales » lancées par Radio-France.

Sept de ses membres sont désignés par la délégation parlementaire pour la radiodiffusion et la télévision française : M.M. Dominique Padoa, sénateur de Paris (C.D.S.), président de cette délégation parlementaire ; J. J. n. Bérubien, député du Cher (R.P.R.), vice-président de la délégation parlementaire ; Henri Gallavet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), rapporteur de la commission des affaires culturelles du Sénat ; Jean Guizel, sénateur de l'Allier (U.C.D.P.), rapporteur spécial de la commission des finances du Sénat sur la radiodiffusion et la télévision ; Georges Fillard, député de la Drôme (P.S.), Joël Le Tac, député de Paris (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale pour la radiodiffusion et la télévision, et Jack Ralite, député de la Seine-Saint-Denis (P.C.).

« Fréquence - Nord » fonctionne déjà

Cinq autres membres de la commission d'évaluation sont désignés par le bureau du haut conseil de l'audiovisuel : il s'agit de M.M. Jean-Pierre Mercillon, Philippe Nemo, Robert Salmon et J.-C. Servan-Schreiber. Enfin, les organisations professionnelles de la presse sont représentées par M.M. Jean-Pierre Bontis (le Syndicat national de la presse hebdomadaire et régionale d'information), Roger Bouzine (Fédération nationale de la presse française), Pierre Planchard (Fédération nationale de la presse agricole et rurale), Gaston Jaudy (Syndicat des quotidiens départementaux), et enfin, Jean-Louis Prevost (Union des syndicats de la presse quotidienne régionale).

D'autre part, le règlement des émissions d'expression locale dans les programmes des stations de radio expérimentale est paru au Journal officiel du vendredi 23 mai. Il définit les conditions d'accès aux émissions, leur contenu, leur réalisation et leur pérennité : ce règlement vaut pour Lille — où « Fréquence-Nord » fonctionne déjà — pour la Mayenne, — département rural où le même type d'expérience débutera vers le 15 juin prochain, — et pour Melun, — dont la « radio locale » devrait être mise en place à la rentrée de septembre.

Dans le Nord, M. Jules Claussant, directeur et rédacteur en chef de « Nord-Eclair », a fait savoir qu'il observait une position « équilibrée » vis-à-vis de « Fréquence-Nord » et il a indiqué que « cette station se doit de créer des emplois et de servir de collaborateur » se fait sentir.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 23 MAI

— M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, répond aux questions des auditeurs du « Téléphone sonne » de France-Inter, à 19 h 10.

— M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., participe à la « Tribune libre » de FR 2, à 18 h 50.

SAMEDI 24 MAI

— Le magazine « Vécu » est consacré à Moscou, sur France-Inter, à 12 heures.

— M. Jean-François Poncelet, ministre des affaires étrangères, est le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L., à 13 h 15.

DIMANCHE 25 MAI

— M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, est l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 h 15.

Le Monde

Au sommaire du numéro du 25 mai

- Les F.M.E. et l'informatique.
- Absolument merveilleux ! par Bertrand Poirot-Delpech.
- Les nouveaux exilés de Moscou.

- Les images du Mexique.
- Les enfants du Coral.
- Voyage à l'âge du fer en Angleterre.
- Le cerveau mal utilisé.
- Une interview de Caro Borojo, sociologue basque.
- Les Français vus à travers les médias.
- Histoire : villages sous l'ancien régime.
- Jean Wiener, quatre-vingts ans de musique.

Un questionnaire à remplir sur les Jeux Olympiques

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

Une nouvelle d'Andrée Chédid

GAFFARE

A PARTIR DU 23 MAI,
UNE GRANDE PREMIERE A PARIS.

مذا من اجل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Linge pas cher

Les fabricants de linge créent, chaque année, de nombreux modèles nouveaux pour tenter leur clientèle. Mais on ne renouvelle pas son armoire à linge comme sa garde-robe et cette mode galopante se traduit par des stocks parfois importants.

Profitant de cette conjoncture, des boutiques de linge se spécialisent dans les soldes de fins de séries et d'articles de second choix. On peut ainsi réaliser de bonnes économies allant de 25 à 40 %, ce qui est intéressant pour équiper une maison de vacances où il faut souvent beaucoup de draps et de linge de toilette. Les « fins de séries », dégriffées ou non, provenant des collections de grandes marques (Basset, Osecamp, Jallé, Springma, etc.), tandis que le linge de « second choix », présente un défaut de teinture ou de tissage, généralement infime mais qui peut aller jusqu'à la large « échelle ». Il vaut mieux vérifier avant d'acheter car l'échange est difficile, voire impossible, dans ces magasins de soldes.

« Circus » est une toute petite boutique située au carrefour Montparnasse-Vaugirard. Sylviane Aulissier y propose des draps américains dont elle sélectionne les couleurs et les dessins, car le linge américain est parfois agressif à nos yeux. En fins de séries, ces draps valent de 49 F à 78 F selon les tailles ; en « king size », pour lits de 1,80 mètre à 2 mètres de large, 72 F. Il y a quelques parures de lit d'enfant à 30 F. En linge de toilette, américain aussi, on trouve des serviettes-éponges unies à 25 F, imprimées à 31 F, des draps de bain et des peignoirs-kimono. Pour la table, des nappes imprimées à partir de 45 F, auxquelles on peut assortir des serviettes unies, à 22 F les six.

Dans la rue Saint-Placide, consacrée aux soldes en tous genres, « Blancorame » est un petit magasin garni jusqu'au plafond de fins de séries. Malgré la foule qui s'y presse, tout est facilement repérable, étiqueté par catégorie. Ici, comme dans l'autre boutique de la rue Lecourbe, les draps-housses sont une spécialité. Ils existent en quinze couleurs et dans onze tailles, de 80 centimètres à 2 mètres de large (de 30 F à 95 F). Il y a des tailles assorties et, chose rare à Paris, des tailles rectangulaires, unies ou imprimées.

JANY AUJAME.

* Circus, 38, boulevard du Montparnasse, 75015 Paris.

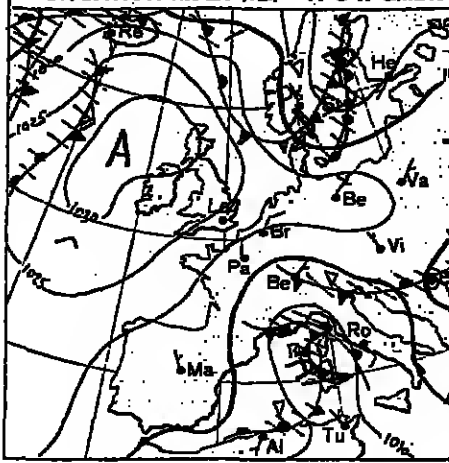
* Blancorame, 12, rue Saint-Placide, et 88, rue Lecourbe, Paris.

* Blanc cassé, 13, rue du Bac, 120, avenue d'Italie, Paris ; 18, avenue Aristide-Brizard, 92169 Antony.

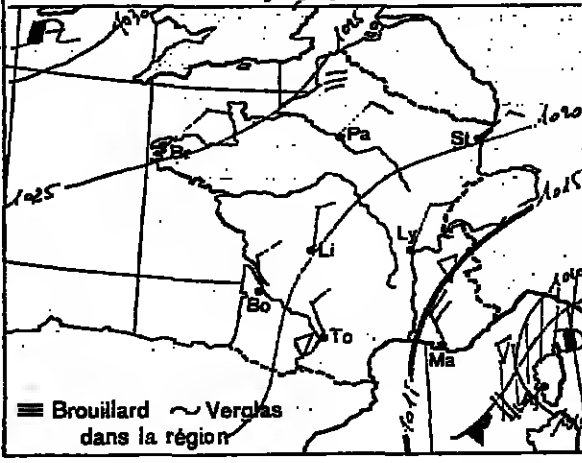
* Textaires, 3, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

MÉTÉOROLOGIE

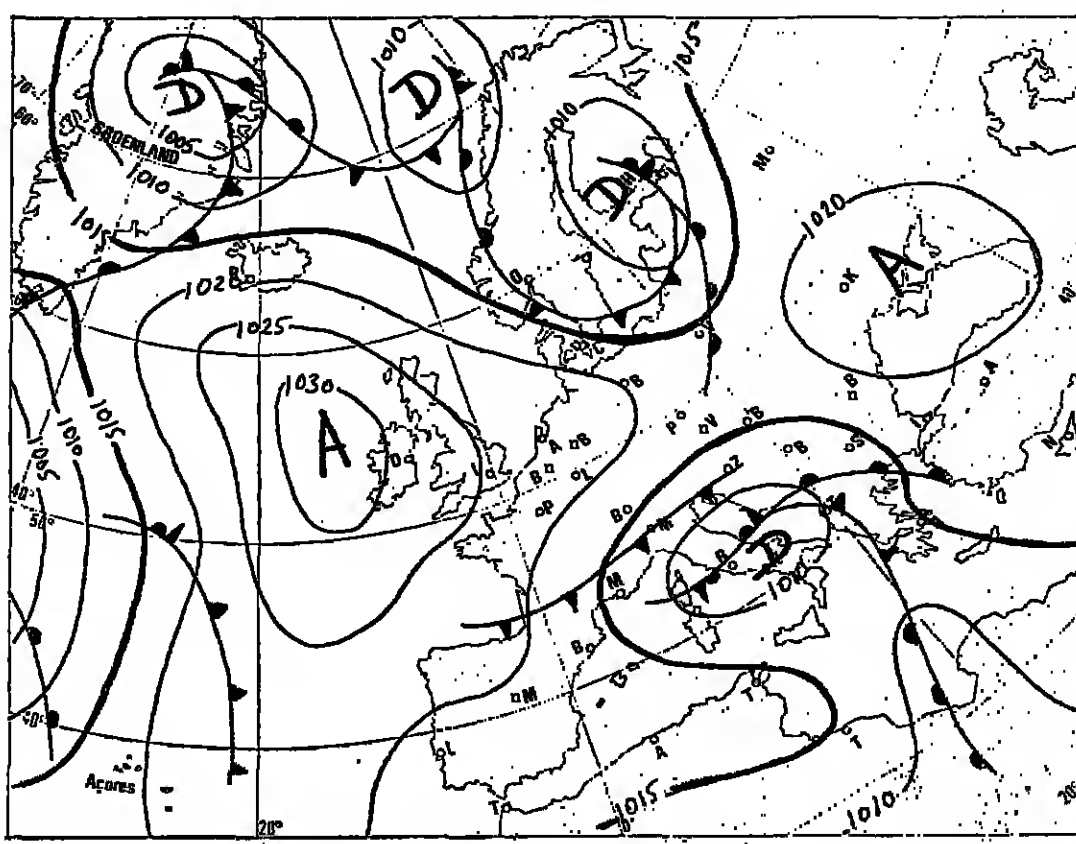
SITUATION LE 23 MAI A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 23 mai à 0 heure et le samedi 24 mai à 24 heures :

L'anticyclone, quasi stationnaire près de l'Irlande, maintiendra sur la plus grande partie de la France un flux de secteur nord-est relativement frais.

Samedi 24 mai, des ondes orageuses se produiront encore sur la Corse et les régions pyrénéennes. Des nuages bas pourront être temporairement abondants sur la Plaine et le nord du Bassin parisien, avec quelques faibles pluies, surtout près des côtes.

Le temps sera, toutefois, assez bien ensoleillé sur la plus grande partie du pays, et les températures, relativement basses surtout en début de journée, descendront plus agréables l'après-midi.

Les vents, de secteur nord-est, faibliront peu à peu dans la basse vallée du Rhône et sur le pourtour du golfe du Lion, où un mistral modéré persistera.

Le vendredi 23 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique résultera au niveau de la mer (état, à Paris, de 1 014 millibars, soit 764 millimètres de mercure).

Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 mai ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 : Alençon, 18 et 12 degrés ; Biarritz, 15 et 12 ; Bordeaux, 19 et 10 ; Bourges, 18 et 8 ; Brest, 13 et 9 ; Caen, 22 et 8 ; Clermont, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 14 et 10 ; Dijon, 20 et 10 ; Grenoble, 20 et 10 ; Lille, 17 et 11 ; Lyon, 18 et 9 ; Marseille, 17 et 9 ; Nancy, 21 et 8 ; Nantes, 17 et 7 ; Nice, 17 et 13 ; Paris-La Bourdonnais, 20 et 12 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 17 et 11 ; Rennes, 18 et 5 ; Strasbourg, 21 et 8 ; Tours, 18 et 5 ; Toulouse, 17 et 11 ; Poitiers, 17 et 11 ; etc.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 13 degrés ; Amsterdam, 14 et 3 ; Athènes, 22 et 13 ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 19 et 0 ; Bruxelles, 18 et 4 ; Le Caire, 29 et 13 ; Les Canaries, 23 et 17 ; Copenhague, 12 et 5 ; Genève, 18 et 5 ; Lisbonne, 22 et 12 ; Londres, 18 et 0 ; Madrid, 18 et 4 ; Moscou, 5 et 1 ; Nairobi, 23 et 15 ; New-York, 27 et 21 ; Palma-de-Majorque, 21 et 7 ; Rome, 20 et 12 ; Stockholm, 12 et 8 ; Téhéran, 25 et 24.

PRÉVISIONS POUR DIMANCHE Sur les régions du Nord et du Nord-Est, le ciel restera assez nuageux, avec même quelques brumes sur les régions côtières. Sur l'extrême Sud-Est et la Corse, ainsi que sur les Pyrénées, toujours un temps couvert, un petit peu meilleur cependant. Sur le reste du pays, après dissipation des brumes matinales, beau temps ensoleillé, mais encore un peu frais. Les températures maximales seront de l'ordre de 4°C à 7°C et les températures minimales de 16°C dans le Nord à 20°C - 21°C dans le Sud.

(Documents établis, avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

ENTRAÏDE

SDLTUDE. — Pendant le week-end de la Pentecôte, les permanences de la Porte ouverte, centra d'aide morale et psychologique, seront assurées, les samedi 24, dimanche 25 et lundi 26 mai, dans les deux centres : 21, rue Duperré (métro Pigalle), 75009 Paris, et 4, rue des Préfets-Saint-Séverin (métro Saint-Michel), 75005 Paris, aux heures habituelles : de 14 heures à 22 heures.

SALONS

LE ONZIÈME SALON AÉRONAUTIQUE ET SPATIAL. — Le onzième Salon aéronautique et spatial sera organisé à l'aéroport de Bagat, près de Toulouse, du 24 au 29 juin prochain. Il est notamment prévu, le mardi 24 juin, un colloque international sur la nouvelle génération d'équipements de bord des avions, et la dimanche 29 juin, un meeting aérien avec la présentation d'avions du passé et du présent. — (Corresp. part.)

SÉCURITÉ

DES CASQUES DE MOTO NON CONFORMES ? — L'Institut national de la consommation (I.N.C.) demande de retirer du marché quatre modèles de casques de moto « non conformes » à la norme française sur des points essentiels de sécurité, a annoncé, le 22 mai, M. Pierre Fauchon, directeur de l'I.N.C. Les résultats des tests effectués par l'Institut sur vingt-six modèles de casques sont publiés dans le numéro du mois de juin de la revue « 80 Millions de consommateurs ».

TRANSPORTS

ORLY-RAIL SE PORTE BIEN. — Le service Orly-Rail, qui permet aux passagers aériens de rejoindre par le train en un temps réduit les aéroports d'Orly-Ouest et d'Orly-Sud, a connu en 1979 une augmentation de trafic moyenne de 9,8 % par rapport à 1978 (ce qui soixante mille passagers au lieu de cinq cent dix mille). La progression, a surtout été sensible à partir du mois d'octobre, à cause de la mise en service de la liaison Invalides-Orsay et de l'extension du service limité jusqu'alors à Paris-Orsay, aux gares de Paris-Invalides à Boulevard-Victor de la nouvelle ligne C du R.E.R.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 MAI

« Exposition Comédie-Française », 14 h. 30, 50, rue de Richelieu, Mme Lemairehand.
« Le Musée postal », 15 h. 34, boulevard de Vaugirard, Mme Allaz.
« Hôtel de Sully », 15 h. 32, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Abel.
« Le château de Maisons-Laffitte », 15 h. 30, entrée, hall gauche, Mme Bulot.
« Hôtel de Chaulnes », 15 h. 30, place des Vosges, Mme Penne (Caisse nationale des monuments historiques).
« Versailles », 14 h. 30, caisse des visites (l'Art pour tous).
« Musée d'art moderne », 15 h. 11, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).
« De la maison de Robespierre aux couvents de la rue Saint-Honoré », 15 h. 15, 12, rue Duphot (Mme Barbier).
« Le Sénat », 15 h. 20, rue de Tournon (Connaissance d'él et d'ailleurs).
« Evocation de M. de Balzac en sa maison », 15 h. 37, rue Raynouard (Mme Ferrand).
« L'Académie française », 15 h. 23, quai de Conti (Mme Haufler).
« L'univers de la Dame à la licorne », 15 h. 30, musée de Cluny (Histoire et Archéologie).
« De l'abbaye à la tour de Neale », 15 h. 30, place Furstenberg (Paris inconnu).
« Quartier Saint-Sulpice », 15 h. 30, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).
« L'île Saint-Louis », 14 h. 30, métro Pont-Marie (Mme Rouch-Galo).
« Notre-Dame de Paris », 15 h. 30, portail central (Visages de Paris).

DIMANCHE 25 MAI

« Promenade à Montmartre », 11 h. 30, métro Abbesses, Mme Zulovic.
« L'hôtel de Sully et la place des Vosges », 15 h. 32, rue Saint-Antoine, Mme Allaz.
« Hôtels du Crédit national », 15 h. 30, rue Saint-Dominique, Mme Lamy-Lassalle.
« Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 h. 30, métro Pont-Marie, Mme Zulovic (Caisse nationale des monuments historiques).
« Vieux village de Montmartre », 15 h. 30, métro Lemaire-Caulaincourt (Mme Camus).
« De la rue Aubriot à la rue des Ecoles », 15 h. 15, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (Mme Barbier).
« L'Institut de France », 15 h. 23, quai de Conti (Mme Camus).
« La Salpêtrière et son enclos », 15 h. 30, 47, boulevard de l'Hôpital (Mme Ferrand).
« De l'île de la Cité au quartier Latin », 15 h. 30, métro Cité (Mme Haufler).
« Le château de Vincennes », 14 h. 45, entrée, avenue de Paris (M. de La Roche), entrées limitées.
« Saint-Germain - l'Auxerrois », 15 h. 30, métro Louvre (Résurrection du passé).
« L'île Saint-Louis », 10 h. 30, métro Pont-Marie (Mme Rouch-Galo).
« Les synagogues de la rue des Rois », 15 h. 30, 2, rue Blanche (M. de La Roche).
« Vieux village de Montmartre », 15 h. 30, métro Abbesses (Visages de Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 mai 1980 :

DES DECRETS

● Relatif aux constitutions de garantie auxqueltes peut être subordonnée l'exécution de certaines décisions de justice prononcées contre les personnes morales de droit public.

● Fixant le taux des vacations allouées aux conseillers prud'hommes.

● Portant publication de la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (ensemble une annexe), faite à Londres le 1^{er} novembre 1974.

● Modifiant le tableau 1 des limites d'âge (catégorie A) annexé au décret du 25 septembre 1936 pris en exécution de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté.

● Relatif au montant des cotisations du régime d'assurance-vieillesse complémentaire des chirurgiens-dentistes.

UN ARRETE

● Fixant la répartition des cotisations d'assurance vieillesse pour 1980.

LOTO

TIRAGE N°21
DU 21 MAI 1980

5	15	44	45	48	49
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE: 8

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	4	2 361 859,20 F
5 BONS NUMEROS	22	214 714,40 F
4 BONS NUMEROS	1 020	13 893,20 F
3 BONS NUMEROS	79 738	177,70 F
2 BONS NUMEROS	1 695 193	12,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 29 MAI 1980

VALIDATION JUSQU'AU 28 MAI APRES-MIDI

Confiance
CONTREX

LA PLUS GRANDE
EXPOSITION-VENTE

DE CUISINES
SALLES DE BAIN,
CHEMINÉES.

GARRARE

A PARTIR DU 23 MAI, UNE GRANDE PREMIERE A PARIS
46, AVENUE DE LA GRANDE-ARMEE.

Et à Sainte-Geneviève-des-Bois 82, avenue Régiment-Normandie-Niemen.

	La ligne	La ligne T.L.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,49

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.L.
ANNONCES ENCADEES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Si vous écrivez le français AVEC AISANCE ET PRÉCISION,
si vous connaissez VRAIMENT l'anglais,
si vous avez une SOLIDE formation universitaire (ou équivalente),
si les questions de santé vous sont familières ou vous intéressent,
si enfin le travail en équipe internationale vous attire,

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

vous invite à faire acte de candidature pour un poste (éventuellement délégué) de REDACTEUR-ÉDITEUR à pourvoir pour le printemps 1981 au Bureau des Publications de son Siège, à Genève.

Veuillez écrire jusqu'au 7 juin 1980 ou plus tard, en mentionnant la référence PER/MPR/PUB-1 et en joignant à votre lettre un curriculum vitae détaillé, à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la Santé
Bureau des Publications
CH - 1211 Genève 27

Il ne sera répondu qu'aux personnes dont la candidature pourra être prise en considération, auxquelles seront fournis des renseignements plus détaillés sur les fonctions à remplir, les qualifications requises et les conditions d'emploi (qui sont celles du système commun des Nations Unies). Celles dont la candidature sera retenue seront appelées à prendre part à un concours sur épreuves qui sera organisé en automne 1980 dans diverses villes, sièges d'organisations internationales.

L'OMS recourt par ailleurs régulièrement à des COLLABORATEURS EXTÉRIEURS pour des travaux de RÉDACTION, ÉDITION ou TRADUCTION, faite soit à domicile, soit à l'occasion d'engagements de brève durée, elle invite en outre les personnes intéressées qui possèdent les qualifications nécessaires à lui écrire à la même adresse. Ces personnes voudront bien préciser dans leur correspondance la référence PER/MPR/PUB-2, y joindre un bref curriculum vitae, et indiquer leur préférence pour un travail à domicile ou à Genève. Celles auxquelles l'OMS pourrait occasionnellement faire appel seront également invitées à prendre part à un examen d'aptitude.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche pour son DÉPARTEMENT APPROVISIONNEMENTS

JEUNE INGÉNIEUR

- Diplômé d'une école d'ingénieurs avec goût des négociations commerciales ou diplômé d'une école supérieure de commerce avec goût des problèmes techniques.
- 2 à 5 ans d'expérience d'achats et de transit dans une entreprise industrielle.
- Connaissances du matériel pétrolier appréciées.
- Anglais lu et parlé.
- Aptitude à l'expatriation (séjours de plusieurs années dans filiales à l'étranger).

Ecrire avec CV, photo et prétentions à S.N.E.A.P. - 26, avenue des Lilas - Service Recrutement - Tour 12-04 - 84000 PAU.



emplois régionaux

MATRA

POUR UNE DE SES ENTREPRISES
DANS L'EST DE LA FRANCE
(ville universitaire)

DIRECTEUR GÉNÉRAL COMMERCIAL

pour marché national et international, secteur distribution de produits d'équipement personnel, grand public.
Ce poste convient à un candidat réunissant les critères professionnels suivants :

- habitude de la distribution de niveau international ;
- expérience de la vente et de la gestion ;
- formation supérieure ;
- bilingue anglais ;
- pratique de l'allemand très souhaitable.

Ecrire sous référence 850.742 M - REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ASSURANCES recherche pour son bureau de Paris

COLLABORATEUR (TRICE)

pouvant s'occuper d'investissements et du règlement des sinistres de transport.
Ce poste conviendrait à une personne ayant une bonne connaissance de l'anglais et si possible quelque expérience dans le règlement des sinistres.
Env. votre lettre de candidature au n° T 019.875 M REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Recrutements de chefs de produit Pourquoi des difficultés?

Comme pour les ingénieurs, les informaticiens et les commerciaux, HAVAS CONTACT a voulu en savoir plus sur les recrutements de Chefs de Produit.

Nous avons interrogé pour cela des protagonistes de ce marché : Chefs de produit de différents secteurs et à différents stades de leur carrière - Responsables marketing - Spécialistes du recrutement.

Leurs réponses sont susceptibles de mieux orienter la communication entre les entreprises et les candidats chefs de produit qu'elles recherchent.

Un bulletin "Gardez le Contact", destiné aux responsables de recrutement de chefs de produit rassemble ces résultats.

Pour l'obtenir, il leur suffit de nous appeler
HAVAS CONTACT
622.06.96/0790
poste 232
ou de nous écrire :
156 bd Haussmann,
75008 PARIS, à l'attention
du Service Marketing.

LE JARDIN D'ENFANTS des Nations Unies à Paris

recherche pour son DÉPARTEMENT APPROVISIONNEMENTS

NOUVELLE DIRECTRICE

Qualification d'acheteur de jeunes enfants.
Nécessaire : expérience administrative, Nationalité indifférente. Permis de travail exigé. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
S.N.E.A.P. - 26, avenue des Lilas - Service Recrutement - Tour 12-04 - 84000 PAU.

PL. DES VOSSGES - BASTILLE

ou machines outils rech. pour son service comptabilité importation UN.

COMPTABLE

Escr. avec C.V. à SOGEMO, 1, r. des Minimes, 92000 Paris. Réponse assurée.

URGENT

PUPITREUR
CH - HB 6100
Société Nouvelle Murelun. M.P. 2.1. de Courlaube
91400 Orsay - 91049-76

C.M.C. FOCH

40, r. Worth, 92 Surènes recherche

MAÎTRISE

INFORMATIQUE
programmation télétraitement (IBM 270) 128 CICS-OL/1

Association Tourisme Social ch. COMPTABLE m-temps. Tél. 816.000. 665-74-0. Expér. domaine tourisme souhaitée.

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

URGENT

Urg. J. F. ch. place au pair de sem. franc. lang. fin août. Ecr. Sirey Bochner, Faltterweg 4, 607 Dreieich/OT Buchsberg RFA.

L'immobilier

appartements vente

5^e arrdt.

M^{re} MAUBERT bon immeuble L.V. OBLE, ENTREE, KITCH. bain, wc, ch. cent. poutres, prix intéressant, soleil.
S. RUE JEAN-DE-BEAUVAIS samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

PRÈS LUXEMBOURG 50 m², 3 p., imm. récl. 8^e ét. Prix 140.000 F. Samedi, de 15 à 17 h., 14 bis, rue Pierre-Nicolas.

7^e arrdt.

38, R. VANEAU NEUF Grd Stand, au STUDIO ou 4 P. GARAGES sur place 11 à 19 h. - 555-21-25

9^e arrdt.

A SAISIR Me Saint-Georges de l'Im. anc. P. de l'ail, 110 m², 4 ch. serv. 4 p., cave, 11 confort, cuisine. PRIX INTÉRESSANT Administrateur - 201-33-35 - 34

14^e arrdt.

14^e PROX. MONTESSORI sur rue calme, 124 m², 5-6 p., ch. serv., 11 confort, cuisine. PRIX INTÉRESSANT Administrateur - 201-33-35 - 34

14^e arrdt.

Porte CEILINGS / Montreuil résidentiel - 14, rue Radigue, 4 p., 3 p., entr., cuis., bain, wc, 40 m², 120.000 F. Maitre 62 m² occupé, 190.000 F. 224-02-85 ou 57 m², 16 h. à 18 h., samedi, dimanche et lundi.

15^e arrdt.

RUE DE LOURMEL SOLEIL 4 P. 86 M² s/arr. 577-84-85

16^e arrdt.

M^{re} EXEMANS tout confort bel immeuble pierre de taille 60 L.V. DE 2^e CH. serv. entr., cuis., bain, wc. Prix intéressant, 60 m², 170.000 F. 72 bis, RUE MICHEL-ANGE, samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

17^e arrdt.

Residentiel, Immeuble bourgeois 32, rue Guy-Molquet - 520-13-57
L'Im. 3 p., entr., cuis., bain, wc, 55 m². A rénover, 250.000 F. Occupé 55 m², 3 p., 170.000 F. Duplex possib. 12 h. à 15 h. V. samedi, dimanche et lundi.

le parc des aigles
CHANTILLY GOUVIEUX
très beaux
DUPLEX
dans petits immeubles
"à la Marsais"
LOCAUX COMMERCIAUX
ET PROFESSIONNELS
sur place : (4) 457.32.62 - au siège 367.62.11

78 - Yvelines
Part. MAISON-LAFFITTE dans immense résidence 1975, apt 22 m², 4/5 p., en 2^e ét., sal., 40 m², longes 16 m², 3 ch., 2 b., 2 wc, bar, 2 v., 89.000 F. Ag. 963-44-97 ou 79-85

94 - Val-de-Marne
A SAISIR VILLEJUIF centre bel imm. récl. stand, 11 ch. 3 p., logia, bain, dou. cave. PRIX INTÉRESSANT Administrateur - 201-33-34 - 35

95 - Val-d'Oise
L'ISLE-ADAM Part. vd apt de résidence b. sal. F. 20 m², 3^e et dernier étage, entrée, cuisine équipée, séjour, 2 appartements avec non br. placards, wc, salle de bain, 2 chambres. Cave. Park. 200 m². Prix : 220.000 F. Tél. : 469-33-87

Provence
S. JEAN-DE-MONTS (Vaucluse), 3 km., Studio meublé, logia 32 m², 50 m² en place, 4^e ét., vue sur mer, cour, 75, 100.000 F. Tél. : 978-12-85

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

HAUTE-SAUVIE
Le Pré-de-Lys (1300 m.), station été-hiver, près des GETS : studios à partir de 150.000 F. avec 50.000 constant + crédit : 2 et 3 pièces. Location par société spécialisée. B.P. 15, 84 route de Genève, 72040 GAILLARD. Téléphone : (05) 28-52-87.

Le Monde ENVIRONNEMENT

Deux mille Une société

Le Monde

économie

L'Agence nationale pour l'emploi va porter son effort sur le placement des chômeurs

M. Jacques Baudouin, directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), a déclaré, jeudi 22 mai, à Nice, qu'il espérait placer cent mille demandeurs d'emploi d'ici fin juin 1980 et améliorer le rôle d'une institution qui, contrairement à ce qu'on en a dit, n'est pas désemparée.

« Recentrage » : le mot est à la mode. Il illustre bien, en l'occurrence, la reorientation de l'A.N.P.E. Dans le dernier numéro de Situations (1) consacré au bilan d'activité 1979, M. Baudouin utilise à dessein ce néologisme pour souligner que le placement des demandeurs d'emploi est en train de redevenir, avec l'application de la réforme décidée en janvier 1979 par le gouvernement, l'occupation première de l'organisme d'Etat. Les « Moutons de l'Etat » du 16 mai. Pen à peu déchargés des tâches administratives qui, s'annonçant au fil des ans, avaient fini par entraver le meilleur de son action, l'A.N.P.E. a renversé l'an dernier une fâcheuse tendance : le nombre global de ses placements, qui était tombé de 850 900 en 1976 à 688 800 en 1979, est en effet remonté à 689 200 en 1979.

M. Baudouin dit que « les résultats enregistrés au cours du premier trimestre 1980 — qui marquent un bond en avant — prouvent que le placement des chômeurs en 1979 ne repose pas sur les ailes de la conjoncture, mais traduit une mutation durable ». Il espère réaliser cent mille placements supplémentaires par an, si possible dès 1980. Le pari doit être tenu, ne serait-ce que pour faire face à l'escalade équivalente du chômage prévue par l'ensemble des experts. La haute papeterie qui retient trop souvent les prospectus-placiers (P.P.) dans leurs filets, a été relâchée : 500 000 visites de prospectus auprès des entreprises ont été faites l'an dernier, contre 300 000 en 1978. Il s'effectuera 800 000 visites d'entreprises en 1980, escompte le patron de l'A.N.P.E.

Les P.P. comme on les appelle familièrement à l'Agence, commencent à refaire la loi sur le marché du travail, tout en sachant bien que l'organisme d'Etat ne pourra pas, malgré un article du Code du travail tombé en désuétude, le monopole de l'emploi : petites

annonces de presse, cabinets de recrutement, entreprises de travail temporaire, relations personnelles, etc., lui font une vive concurrence.

C'est pourquoi M. Baudouin entend à l'avenir se consacrer au travail saisonnier avec l'opération « Neptune », en Bretagne, et l'opération « Calypso », en Polynésie. Des accords ont été conclus avec l'É.D.P. pour les chantiers nucléaires et avec Air France.

En 1979, l'A.N.P.E. a traité un total de 1 247 100 offres d'emploi contre 1 046 000 l'année précédente. Mais elle en avait examiné 1 551 800 en 1976. Le redressement est « encourageant mais modeste », reconnaît le directeur général. La pointe aurait-elle été atteinte plus vite si l'organisme d'Etat n'avait été transformé en établissement public à caractère industriel et commercial, comme le préconisaient à la fois le rapport Farge, Robert Boulin et M. Jacques Baudouin ? Ce dernier, lui-même membre de la haute juridiction, estime qu'en donnant un avis défavorable le Conseil d'Etat, n'est pas montré « très réaliste ».

Les syndicats de l'agence, notamment la C.G.T. et la C.F.D.T., étaient farouchement opposés à ce qu'ils appelaient « la privatisation de l'A.N.P.E. ». S'ils redoutent toujours de danger avec l'arrivée du C.N.P.E. dans le conseil d'administration tripartite (gouvernement, patronat, syndicats) qui doit être installé à la mi-juin, ils combattent surtout aujourd'hui l'autoritarisme de leur directeur nommé il y a un peu plus d'un an pour appliquer la réforme gouvernementale.

M. Baudouin dit pour sa part : « J'ai de l'autorité, certes. Mais suis-je autoritaire ? Je suis bien évidemment incapable de juger moi-même ». L'accusation syndicale a été tout à fait démentie par le chef d'agence de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), secrétaire l'an dernier, contre 300 000 en 1978. Il s'effectuera 800 000 visites d'entreprises en 1980, escompte le patron de l'A.N.P.E.

Enfin, le pointage « physique » des chômeurs va être progressivement abandonné : dès le 1^{er} juillet, les demandeurs d'emploi de Seine-et-Marne, de l'Aube et du Val-de-Marne vont, grâce des chèques optiques qui leur seront remis à leur inscription, être pointés par correspondance. Dix-sept autres départements adopteront ce système d'ici la fin de l'année, l'ensemble du territoire devant être « couvert » dans le deuxième semestre de 1981.

Dans le même temps, cinq cents conseillers, appartenant aux différents services produits, dans le cadre de la participation, feront du porte-à-porte pour tenter de débusquer ces « faux chômeurs » dont le gouvernement parle tant.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Les grévistes d'aujourd'hui, sept, sont tous des immigrés. Ils perçoivent un salaire net de 2 190 F par mois. Ils s'estiment encore plus mal payés que les nettoyeurs du métro parisien qui viennent de terminer un long mouvement de grève. Ils demandent que leur salaire net minimum soit porté à 2 800 F.

● **ERRATUM** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

● **La nouvelle fédération unifiée des postiers C.F.D.T.** comptera 45 000 adhérents sous le nom de fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T. C.F.D.T. Elle regroupe avec l'ancienne fédération C.F.D.T. des P.T.T. la fédération nationale autonome des télécommunications.

● **Le Monde** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

● **La nouvelle fédération unifiée des postiers C.F.D.T.** comptera 45 000 adhérents sous le nom de fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T. C.F.D.T. Elle regroupe avec l'ancienne fédération C.F.D.T. des P.T.T. la fédération nationale autonome des télécommunications.

● **Le Monde** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

● **La nouvelle fédération unifiée des postiers C.F.D.T.** comptera 45 000 adhérents sous le nom de fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T. C.F.D.T. Elle regroupe avec l'ancienne fédération C.F.D.T. des P.T.T. la fédération nationale autonome des télécommunications.

● **Le Monde** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

● **La nouvelle fédération unifiée des postiers C.F.D.T.** comptera 45 000 adhérents sous le nom de fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T. C.F.D.T. Elle regroupe avec l'ancienne fédération C.F.D.T. des P.T.T. la fédération nationale autonome des télécommunications.

● **Le Monde** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

● **La nouvelle fédération unifiée des postiers C.F.D.T.** comptera 45 000 adhérents sous le nom de fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T. C.F.D.T. Elle regroupe avec l'ancienne fédération C.F.D.T. des P.T.T. la fédération nationale autonome des télécommunications.

● **Le Monde** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

● **La nouvelle fédération unifiée des postiers C.F.D.T.** comptera 45 000 adhérents sous le nom de fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T. C.F.D.T. Elle regroupe avec l'ancienne fédération C.F.D.T. des P.T.T. la fédération nationale autonome des télécommunications.

● **Le Monde** — Une erreur nous a fait écrire dans l'article consacré au bilan de la première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes (Le Monde du 23 mai, page 44) que la baisse enregistrée par rapport à mai 1978 était de 84,5 %. Il fallait lire 27,8 %.

sanctionnée d'une baisse d'indices de 60 points, soit une diminution de salaire de 800 francs par mois, et quatre ans de carrières à rattraper. D'une façon générale, les syndicats de l'agence qui ont souffert d'un manque de personnalité sont peu écoutés de l'ensemble des quelque neuf mille agents. Leur demi-douzaine d'appels à la grève depuis la mise en place de la réforme a été entendue par un faible pourcentage de salariés. « Comportement suicidaire », estime M. Baudouin, qui ajoute par ailleurs : « Il n'est pas admissible qu'un membre de la hiérarchie signe une pétition ou fasse grève contre son patron ».

« L'agence » semble être à l'heure actuelle la devise du directeur de l'A.N.P.E. pour tenter de juguler en partie la montée du chômage. « Le climat de confiance et de franchise coopérative qui s'installe progressivement entre les personnels de l'Agence et ses partenaires est, à cet égard, son atout », note-t-il avec satisfaction.

M. Baudouin reconnaît dans le même temps les principales faiblesses de l'organisme d'Etat : formation insuffisante ; absentéisme trop élevé (avec 6 % de plus à Paris qu'en province) ; structures budgétaires déséquilibrées (85 % de dépenses de personnel) ; efficacité opérationnelle insuffisante.

La balle est dans le camp de la Rue de Rivoli. Aussi M. Baudouin ne pense pas, dans l'année prochaine, à la formation de nouvelles agences — au nombre d'environ six cents actuellement. Il entend simplement « dédoubler » les plus importantes d'entre elles en revalorisant l'autre partie de leur fonction : chef d'agence et chef d'antenne. Cette dernière disposition sera du reste l'une des principales bases des négociations sur le statut du personnel qui doit être voté à la mi-juin. Syndicats et direction discuteront aussi des problèmes de carrière, de salaire, le but étant de mieux aligner le statut des agents de l'A.N.P.E. sur celui de la fonction publique.

Enfin, le pointage « physique » des chômeurs va être progressivement abandonné : dès le 1^{er} juillet, les demandeurs d'emploi de Seine-et-Marne, de l'Aube et du Val-de-Marne vont, grâce des chèques optiques qui leur seront remis à leur inscription, être pointés par correspondance. Dix-sept autres départements adopteront ce système d'ici la fin de l'année, l'ensemble du territoire devant être « couvert » dans le deuxième semestre de 1981.

Dans le même temps, cinq cents conseillers, appartenant aux différents services produits, dans le cadre de la participation, feront du porte-à-porte pour tenter de débusquer ces « faux chômeurs » dont le gouvernement parle tant.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Les grévistes d'aujourd'hui, sept, sont tous des immigrés. Ils perçoivent un salaire net de 2 190 F par mois. Ils s'estiment encore plus mal payés que les nettoyeurs du métro parisien qui viennent de terminer un long mouvement de grève. Ils demandent que leur salaire net minimum soit porté à 2 800 F.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Les grévistes d'aujourd'hui, sept, sont tous des immigrés. Ils perçoivent un salaire net de 2 190 F par mois. Ils s'estiment encore plus mal payés que les nettoyeurs du métro parisien qui viennent de terminer un long mouvement de grève. Ils demandent que leur salaire net minimum soit porté à 2 800 F.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

Le calme était revenu, le vendredi matin 23 mai, dans l'aéroport de Roissy sur le tarmac de Charles-de-Gaulle où des incidents s'étaient produits, dans la nuit, entre des nettoyeurs grévistes et des ouvriers venus de Paris pour assurer l'entretien. Une équipe d'une quarantaine d'ouvriers occasionnels avait, en effet, entrepris peu après minuit, sous la protection de C.R.S. et de policiers en civil, le nettoyage de l'aéroport d'une grève des nettoyeurs, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T., dure depuis dix jours. Des heurts s'étaient alors produits entre ces ouvriers appartenant à l'Union des services publics (U.S.P.), l'entreprise de nettoyage sous-traitante qui a passé un contrat avec l'Aéroport de Paris, et une vingtaine de grévistes qui ont renversé les poubelles au fur et à mesure qu'elles étaient remplies. Des coups de poing ont été échangés.

ÉNERGIE

« Le Canada vendra bientôt de l'uranium à la France »

nous déclare le ministre de l'énergie du gouvernement d'Ottawa

M. Marc Lalonde, ministre canadien de l'énergie, participait jeudi 22 mai, à Paris, à la réunion de l'Agence internationale de l'énergie. M. Lalonde, qui est québécois, il est député de la circonscription d'Outremont, dans la banlieue de Montréal et l'un des plus anciens compagnons de M. Trudeau, a rencontré, jeudi,

M. Trudeau, un indicateur qu'il n'a pas eu le temps de lire. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Lalonde a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud, ministre de l'industrie, auquel il a annoncé la volonté du Canada de vendre à l'avenir de l'uranium à la France. Le ministre canadien se rend ce vendredi à Alger pour une visite de deux jours. Au cours de son séjour à Paris, il nous a accordé une interview sur les questions qui intéressent son département.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France.

M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que le Canada vendra de l'uranium à la France. M. Giraud a déclaré qu'il n'est pas sûr que

PAUL CHAPPEL.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 MAI

Nouvelle hausse

La semaine a pris fin sur une note assez ferme vendredi à la Bourse de Paris où, à l'issue d'une séance modérément active, l'indice C.A.M. s'est établi en hausse de 1,25 point à 1.000,00. La hausse s'est poursuivie samedi, le C.A.M. s'établissant à 1.001,25. Les valeurs industrielles ont été les plus dynamiques, notamment les valeurs de la chimie, de la métallurgie et de la construction.

L'impulsion sociale et politique du moment n'a en tout cas guère impressionné autour de la corbeille, plus de deux valeurs sur trois enregistrant un progrès. La chimie, pétrochimie et les raffineries (avec B.P. + 3,2 %) ont été les compartiments les mieux orientés de la cote.

Parmi les quinze meilleures performances du jour figuraient en effet : C.M. Industries en 1980 (+ 6,5 %), Laboratoires Beaulieu (+ 5,8 %), et Rhône-Poulenc (+ 5,4 %). Ailleurs, la sidérurgie est restée bien tenue (Nord-Est + 4,7 %), de même que l'automobile (Renault + 4,5 %) et la construction mécanique (Fiat + 4,3 %).

Au chapitre des baisses, seules celles de P.L.M. Creusot-Loire et Talis de Luzerne (-3,5 %) méritent d'être signalées. Sur le marché de l'or, un peu moins actif que la veille, l'or en croit les indications fournies par un professionnel, le lingot a repris 200 francs à 72 200 francs, soit 540 dollars pour une once, contre 530 dollars à Londres. L'or napoléon s'est en revanche effrité à 665,20 francs contre 665,50 francs.

Le taux de l'argent placé en report a été fixé à 11 3/4 % contre 10 5/8 % un mois plus tôt.

Taux du marché monétaire
Effets privés, du 22/5 12 1/2 %

LONDRES

23 MAI

Très nette reprise

La décaissée continue des taux d'intérêt (voir d'autre part) a provoqué un virage nettement positif des marchés financiers londoniens. Les valeurs ont été très dynamiques, notamment les valeurs de la chimie, de la métallurgie et de la construction.

Dans ce contexte, les hausses de prix du pétrole annoncées par les pays producteurs n'ont pas été trop mal accueillies sur le Big Bear.

Sur 1 845 valeurs traitées, 1 092 ont monté et 753 ont baissé. Le S&P 100 a gagné 1,25 point à 1.000,00.

Les valeurs industrielles ont été les plus dynamiques, notamment les valeurs de la chimie, de la métallurgie et de la construction.

La semaine a pris fin sur une note assez ferme vendredi à la Bourse de Paris où, à l'issue d'une séance modérément active, l'indice C.A.M. s'est établi en hausse de 1,25 point à 1.000,00. La hausse s'est poursuivie samedi, le C.A.M. s'établissant à 1.001,25.

Le taux de l'argent placé en report a été fixé à 11 3/4 % contre 10 5/8 % un mois plus tôt.

Taux du marché monétaire
Effets privés, du 22/5 12 1/2 %

NEW-YORK

23 MAI

Très nette reprise

La décaissée continue des taux d'intérêt (voir d'autre part) a provoqué un virage nettement positif des marchés financiers new-yorkais. Les valeurs ont été très dynamiques, notamment les valeurs de la chimie, de la métallurgie et de la construction.

Dans ce contexte, les hausses de prix du pétrole annoncées par les pays producteurs n'ont pas été trop mal accueillies sur le Big Bear.

Sur 1 845 valeurs traitées, 1 092 ont monté et 753 ont baissé. Le S&P 100 a gagné 1,25 point à 1.000,00.

Les valeurs industrielles ont été les plus dynamiques, notamment les valeurs de la chimie, de la métallurgie et de la construction.

La semaine a pris fin sur une note assez ferme vendredi à la Bourse de Paris où, à l'issue d'une séance modérément active, l'indice C.A.M. s'est établi en hausse de 1,25 point à 1.000,00. La hausse s'est poursuivie samedi, le C.A.M. s'établissant à 1.001,25.

Le taux de l'argent placé en report a été fixé à 11 3/4 % contre 10 5/8 % un mois plus tôt.

Taux du marché monétaire
Effets privés, du 22/5 12 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 23 MAI - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
10 %	38 25	1 854	S.P.E.C.	283	282	Leclanché Annon.	339	339	Immanvel	168	168
5 %	71	2 434	D.A.P.	557	565	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
2 1/2 %	58 54	2 863	U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
1 1/4 % 1963	58 54	2 863	U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.	202	201 76	Leclanché Annon.	124	124	Immanvel	113	113
			U.N.P.								

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. JEUNESSE : « Une stratégie d'Etat », par Marc Solomons ; « Vers une décentralisation », par Patrick David ; « C'est qu'on s'exalte jamais », par Henri Vial ; « La cage », par Gabriel Matzneff.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
— CANADA : après le référendum sur Québec, les fédéralistes ont bien que les « péquistes » sont divisés sur la tactique à suivre.
3.5. ASIE
— L'Afghanistan crucifié (II), par Mike Barry.
— Les réfugiés indochinois reçoivent aux Philippines un meilleur accueil que dans les autres pays de la région.
6. PROCHE-ORIENT
6-7. AFRIQUE
— RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : reprise du mouvement de grève dans les lycées et les universités.
8-9. EUROPE
— ITALIE : l'offensive contre le terrorisme semble progresser.
— PAYS-BAS : de nombreux travailleurs immigrés menacés d'expulsion se réfugient dans des églises.
10. DIPLOMATIE
— M. Giscard d'Estaing aurait suggéré de ménager une phase transitoire en Afghanistan.
— Le nouveau gouvernement belge sera plus réservé envers l'OTAN.
11.5. LA NORVÈGE
— Une entente avec le premier ministre, M. Odvar Nordli.
— Une démocratie solidement ancrée dans les mœurs.
— Le pays veut parvenir à la maîtrise absolue de la production pétrolière.

POLITIQUE

16. Les travaux de l'Assemblée nationale.
17. LE « CAS MICHEL ROCARD » : un témoignage de Pierre Bergé.
18. Le projet « sécurité et liberté ».

LOISIRS ET TOURISME

19. Jours de fête et de couleurs au Rajasthan.
— POINT DE VUE : « Marketing-carcan », par Georges Cazes.
— ÉCOLE DE COUSSE : un mousser de spinaquer.
20. Pour ne plus se faire vacciner à la légère.
24. 5. Hippisme : Photo-cinéma ; Philatélie ; Fleurs de la table ; Jeux.

CULTURE

27. DANSE : le Pilobolus au Théâtre de la Ville.
— MUSIQUE : création d'une saison en enfer de Gilbert Amy.
28. LE XXXIII^e FESTIVAL DE CANNES.

SOCIÉTÉ

32. JUSTICE : les suites de l'affaire de Broglie ; la faillite de la société Hervé devant les tribunaux de Paris.
33-34. ÉDUCATION : lors de son déjeuner avec les recteurs d'académie, M. Raymond Barre déclare que le gouvernement ne laissera pas rompre le lien entre l'école et la université.
34. SCIENCES : le deuxième essai de la fusée Ariane.
36. SPORTS

INFORMATIONS « SERVICES »

37. LA MAISON : liege pas cher.

EQUIPEMENT

39. ENVIRONNEMENT : dans l'Etat de New-York, deux mille cinq cents personnes quittent le quartier contaminé de Nigara-Falls.

ÉCONOMIE

40. SOCIAL : l'Agence nationale pour l'emploi va porter son effort sur le placement des chômeurs.
— ÉNERGIE
41. AGRICULTURE
— AFFAIRES

RADIO-TELEVISION (35)

— Annonce classées (35-36) ; Carnet (36) ; Journal officiel (37) ; Météorologie (37) ; Mots croisés (38) ; Loto (37) ; Programmes spectacles (38 à 41) ; Bourses (43).

A B C D E F G I

La journée de protestation du 23 mai

- Salariés et médecins manifestent parallèlement
- Les caisses et la Fédération des médecins de France se prononcent sur la convention et sur un accord tarifaire

« Action convergente et non pas commune », ainsi se présente la journée nationale de protestation du 23 mai contre le projet de convention fixant les relations entre médecins et caisses d'assurance-maladie. D'un côté, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) — organisation majoritaire — a lancé une consigne de fermeture des cabinets pour vingt-quatre heures, les urgences étant assurées, afin de s'opposer à la convention.

La C.S.M.F. dénonce les dangers de ce texte qui, à travers l'instauration de la liberté des honoraires et pour une catégorie de praticiens, et l'imposition d'une enveloppe limitant l'évaluation des dépenses à celle des recettes, porte, selon elle, atteinte à l'exercice médical et au droit à la santé des assurés.

De l'autre côté, les syndicats G.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. avec l'appui d'associations familiales et de retraités et avec le soutien du P.C. et du P.S. ont organisé, dans toute la France, des rassemblements avec défilés. C'est ainsi qu'à Paris, devant la tour Montparnasse, plusieurs milliers de militants syndicaux s'étaient rassemblés. Les plus nombreux venaient des secteurs public et nationalisés ; à côté des callistes de la C.G.T., « le-de-France » (le droit à la santé pour tous) et de l'Union régionale C.F.D.T. (Non au projet de convention médicale. Défense de la Sécurité sociale). On remarquait une banderole tenue à bout de bras par des médecins : « Non à la convention sclérosante des patrons et des médecins merrona ».

La date du 23 mai a été choisie en raison de la tenue, le même jour, de deux réunions importantes : le conseil d'administration de la caisse d'assurance-maladie des salariés et la Fédération des médecins de France (F.M.F.), qui ont négocié le contenu de la convention, doivent se prononcer à la fois sur ce texte ainsi que sur un avenant tarifaire — négocié « au finish » avec le gouvernement, jeudi 22 mai. A la caisse des salaires, seule la patronat et F.O. devraient approuver la convention puisque, à l'opposition des administrateurs de la C.G.T. et de la C.F.D.T., s'ajoutent, outre l'abandon de la C.G.C., le refus de la C.F.T.C. qui, tout en ne s'associant pas aux actions du 23 mai, estime que la création d'un secteur libre constitue un déplacement « insupportable » des possibilités de dépense de tant pour les médecins que pour les assurés sociaux et « sans bénéfice pour la Sécurité sociale ».

A l'assemblée générale de la F.M.F., un accord plus large devrait être enregistré encore que les spécialistes risquent de manifester des réserves à l'égard d'un avenant tarifaire qui portera le prix de la consultation du généraliste de 40 à 50 F et de la fin de l'année, sans apporter aucune amélioration aux tarifs de leur catégorie.

Commentant la journée d'action du 23 mai, M. Barrot, ministre de la Santé, a déclaré vendredi que « On ne redresse pas la Sécurité sociale avec des slogans d'autant plus que ce sont des slogans trompeurs ».

Interrogé au micro d'Europe 1, M. Barrot a ajouté : « Certains médecins libéraux le matin dans la matinée avec Georges Séguin, en rassemblant un peu à la carpe et au lapin ».

Le numéro du « Monde » daté 23 mai 1980 a été tiré à 567 968 exemplaires.

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente :
37 Av. de la République (PARIS 11)
Métro : Parmentier - Parking assuré
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE 365 RANDO
DANS TOUTE LA FRANCE

Belles vacances, moins chères.

Comment visiter 40 pays dans les meilleures conditions de sécurité et de prix ?

Tous les bons tuyaux dans le « Vacances 80 », numéro spécial du NOUVEAU GUIDE GAULT-MILLAU en vente partout 15 F.

LA NOTE SUR M. CHIRAC ET LES RÉFORMES PÉNALES

M. Alain Peyrefitte assigne « le Monde » en référé

Devant Mme Simone Rozès, président du tribunal de grande instance de Paris, a été plaidé ce vendredi 23 mai le procès en référé intenté au « Monde » par M. Alain Peyrefitte pour que soit ordonnée la publication dans le numéro du journal daté du 27 mai prochain d'une lettre du 16 mai par laquelle, invoquant les dispositions de l'article 13 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, le ministre de la justice entendait user de son droit de réponse à des articles publiés d'une part dans le numéro du 17 avril, d'autre part dans celui du 2 mai.

Le Monde avait refusé cette insertion en se référant pour sa part à la jurisprudence qui subordonne le droit de réponse à certaines conditions exigeant notamment qu'il ne soit pas porté atteinte à l'honneur ou aux intérêts de tiers, pas plus qu'à l'honneur du journaliste ou du journal lui-même.

M. GISCARD D'ESTAING A TF 1 VENDREDI SOIR

M. Valéry Giscard d'Estaing devait répondre, vendredi soir 23 mai, à 20 heures, au cours de l'émission de TF 1, aux questions de Gérard Saint-Paul. Le président de la République avait l'intention d'évoquer les conséquences de sa rencontre avec M. Léonid Brejnev, le lundi 13 mai, à Varsovie.

Or, dans la lettre du garde des sceaux qui commençait par répondre à un article de Philippe Bouchet, publié le 2 mai et critiquant, en les analysant, les dispositions du projet de loi « sécurité et liberté », le ministre visait aussi un éditorial de M. Jacques Fauvet du 17 avril, ainsi que la publication intégrale, ce même jour, de la note confidentielle attribuée à M. Peyrefitte concernant le R.P.R. et M. Chirac, et publiée partiellement le matin même par le Canard enchaîné.

C'est en raison de cette référence au Canard enchaîné que le bâtonnier Claude Lussan, avocat de M. Peyrefitte, a soutenu que la mise en cause de l'hébergement se trouvait justifiée. Pour sa part, il estime que le Monde n'a pas joué la règle du jeu, qu'il paraît bien susceptible, alors qu'il ne se gêne absolument pas pour critiquer ou justifier les autres ».

Pour lui, le droit de réponse ne va pas sans « un certain équilibre entre le ton de l'article auquel on répond et la réponse elle-même ».

A quoi M^{re} Yves Baudouin et Georges Klejman ont répondu pour le Monde que ce n'était pas en l'espèce affaire d'équilibre, et que le journal, qui avait publié une longue note de M. Raoul Bételle, directeur des affaires criminelles et des grâces, en réplique déjà à l'article de Philippe Bouchet, était fondé à refuser l'insertion de la lettre du garde des sceaux du 16 mai, faisant suite elle-même à une lettre précédente encore plus virulente.

Pourquoi ? D'abord parce que M. Peyrefitte, en s'en prenant au Canard enchaîné, présentait comme

un journal satirique qui peut prendre « quelques libertés avec les règles déontologiques de la presse d'information », sortait des limites du droit de réponse, tout comme en accusant le Monde de reprendre à son compte « à quelques heures de distance des « documents » parus dans un journal satirique au point que vous feriez croire à un coupage rédactionnel ».

La lettre parlait en outre de « photos-montages » et « d'un comportement accompagnant un développement technologique qui donne lieu à des abus croissants : la photocopie ».

Pour M^{re} Baudouin comme pour M^{re} Klejman, ce sont bien là des atteintes à l'honneur d'un tiers et aussi une atteinte à ses intérêts justifiant le refus d'insérer. Autre raison à ce refus, la dernière partie de la lettre, dans laquelle il était dit de Philippe Bouchet : « A cinq reprises, il a même proféré des critiques qui tombaient sous le coup de l'article 226 du code pénal en cherchant à jeter le discrédit sur une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice et à son indépendance ».

M^{re} Baudouin devait dire à ce propos : le fait d'imputer ainsi à quelqu'un une infraction et une infraction grave puisqu'elle peut être punie de peines de prison alors qu'il n'y a jamais eu contre elle la moindre poursuite relève de la diffamation. Alors toutes les raisons que le Monde avait de ne pas publier demeurent bel et bien. Enfin, les avocats du journal ont produit deux autres arguments. Ils ont incidemment relevé que la lettre de M. Peyrefitte dépassait, en tout état de cause, les deux cents lignes, qui sont le maximum autorisé en matière de droit de réponse par l'article 13 de la loi de 1881. En outre, M. Klejman a fait valoir que le juge des référés ne peut se substituer au juge du fond et que, en cette matière, ce serait le cas puisque, pour que l'insertion soit ordonnée ou qu'elle ne le soit pas, il ne restera rien d'autre que de juger devant le tribunal. L'ordonnance doit être rendue dans la soirée de ce vendredi 23 mai.

Dans « la Croix »

M. CHIRAC : la France ne sait pas se faire entendre.

Dans une interview accordée à la Croix datée du 24 mai, M. Jacques Chirac indique que si le R.P.R. décide de soutenir pour l'élection présidentielle un candidat appartenant au mouvement, il va de soi que celui-ci abandonnera ses fonctions le moment venu, car « un candidat qualifié, c'est-à-dire, par définition, un candidat de rassemblement, ne peut être le candidat d'un parti ».

Chirac caractérise d'ailleurs la situation internationale actuelle par « un blocage total », ajoutant : « Il n'y a pas plus de solution en vue pour l'Afghanistan que pour les crises de Liban, Iran, pour les Palestiniens qui pour les Libanais ».

Le président du R.P.R. pour « un tel blocage est en soi dangereux : il est une tentation permanente de recourir à la force. Or nous sommes bien obligés de reconnaître qu'une des deux super-puissances « hélas ! » ne sert de rien à rien, sert efficacement. L'Union soviétique, qui a échoué son ambition d'être un modèle de développement, n'a plus que les moyens militaires pour servir sa volonté d'expansion. Aussi est-ce avec une certaine angoisse que nous voyons monter son hostilité à l'installation de missiles américains en Europe occidentale pour faire contrepoids à ses propres SS-20. Elle pousse à elle le challenge pour maintenir l'actuel déséquilibre qui est à son avantage ? Ces questions sans réponses justifient toutes les inquiétudes ».

Aux deux conditions, il appartient à la France de prendre des initiatives. Encore faut-il qu'elle fasse de telle façon qu'elle serve effectivement la cause de la paix et les intérêts du camp qu'elle a choisi. Pour intervenir véritablement dans l'actuel dialogue de sourds selon l'expression de M. Maurice Couve de Murville, il faut pouvoir et savoir se faire entendre de ceux qui ne veulent pas entendre. Ce n'est hélas pas le cas de la France aujourd'hui ».

LATREILLE

SON RAYON
GRAND TAILLEUR

Coupe « CREATION », 3 essayages
Costumes et pardessus
de 2 900 à 3 500 F

62 r. St-André-Arts. 6^e
Parking attenant à nos magasins

Breguet

Rapsodie, 184 m², 7 pièces, 2 s.d.b., garage 2 voitures. Un de nos 25 modèles.

LE VRAI CONFORT.

Le vrai confort d'une maison individuelle, c'est avant tout l'espace. Aussi Breguet ne construit que des maisons spacieuses (107 m² pour la plus petite 4 pièces, 275 m² pour une 9 pièces), dans de grands jardins. On peut y recevoir tout en préservant les habitudes et l'intimité de chacun : vastes salons de 80 à 85 m² ouverts sur le jardin ; deux portefeuilles de 2 à 3 salles de bains, chambre des parents traitée comme un véritable appartement indépendant. Leur construction est traditionnelle, leurs équipements et finitions, de grande qualité : lavabos-vasques encastrables, moquettes et papiers peints luxueux. Et elles sont si près de Paris que vous y vivrez au large et au calme, en conservant vos activités professionnelles.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 300 A 1800 M² TOUT PRES DE PARIS.

Domaine de Montesson, à Saint-Mix (95470). A 25 km de Paris. En face de la gare de Montesson. Une seule route de Paris. 5,5 à 7 pièces 121,139 et 157 m². Terrains de 700 à 1800 m². Tél. 471.56.55.

Domaine de Groussy, à Groussy (77410). A 25 km de Paris. Près d'un super parc. Maisons 134 à 243 m². Terrains 500 à 1000 m². Tél. 026.30.06.

Domaine des Courciers, à Courcy (77400). A 18 km de Paris. Près d'un parc forestier. Maisons 110 à 175 m². Terrains 300 à 500 m². Tél. 020.75.72.

Domaine de Montesson, à Groussy-la-Ville (91400). A 25 km de Paris. A 20 minutes de la Porte d'Orléans par 2 autoroutes. En face de la gare de Chevilly. Maisons 110 à 175 m². Terrains 300 à 500 m². Tél. 011.35.55.

Domaine de Montesson, à Groussy-la-Ville (91400). A 25 km de Paris. A 20 minutes de la Porte d'Orléans par 2 autoroutes. En face de la gare de Chevilly. Maisons 110 à 175 m². Terrains 300 à 500 m². Tél. 011.35.55.

Domaine d'Armatrains, Ozoir-la-Ferrière (77300). A 25 km de Paris. En face de la gare. Maisons 134 à 278 m². Terrains 500 à 1400 m². Tél. 029.32.82.

Domaine de l'Yvette, à Enghien-les-Bains (91300). A 20 km de Paris. A 20 minutes de la gare d'Asnières par la voie. Maisons de 120 à 238 m². Carrières à creuser ou sous-sols. Terrains 550 à 550 m². Tél. 448.19.28.

DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES OU BUREAU DE VENTE
Tous les jours de 10 h à 18 h. SAUF MARDI ET MERCREDI NON FÉVÉS.

ACHETER DIRECTEMENT AUX PROPRIETAIRES POUR RÉPONDRE À VOS BESOINS. RÉCOMPOSITIONS GRATUITES.